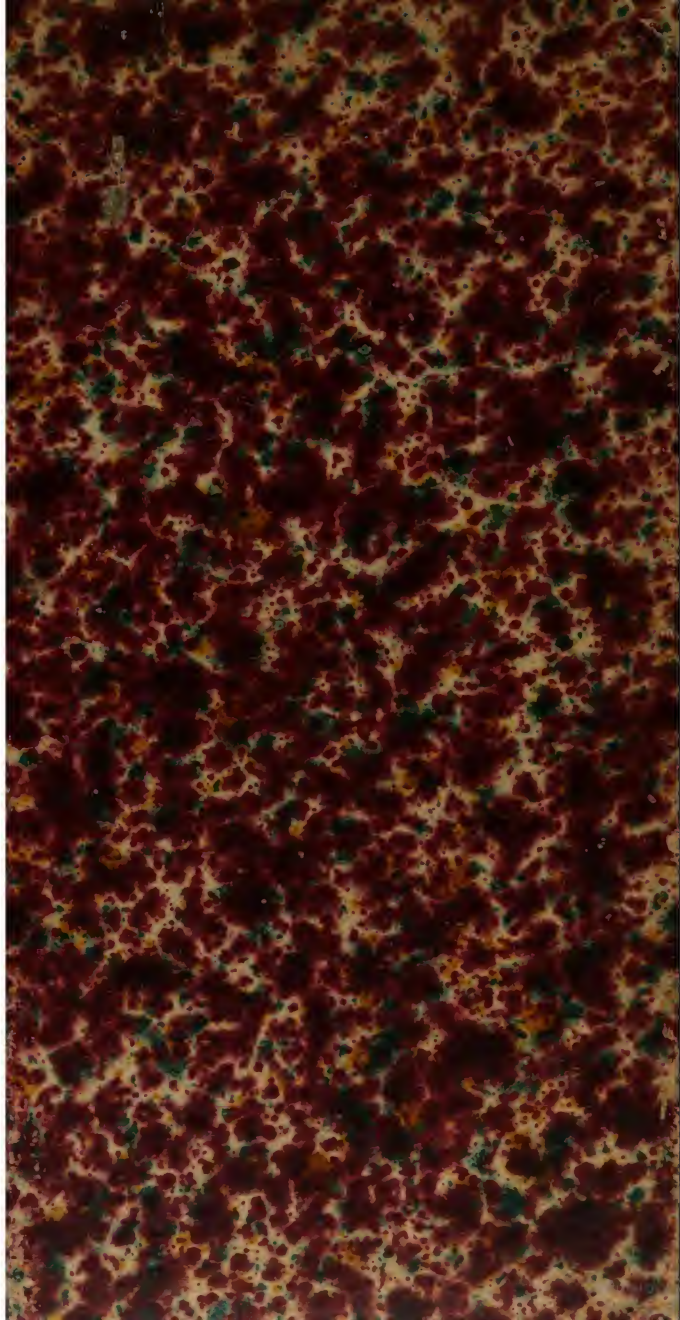
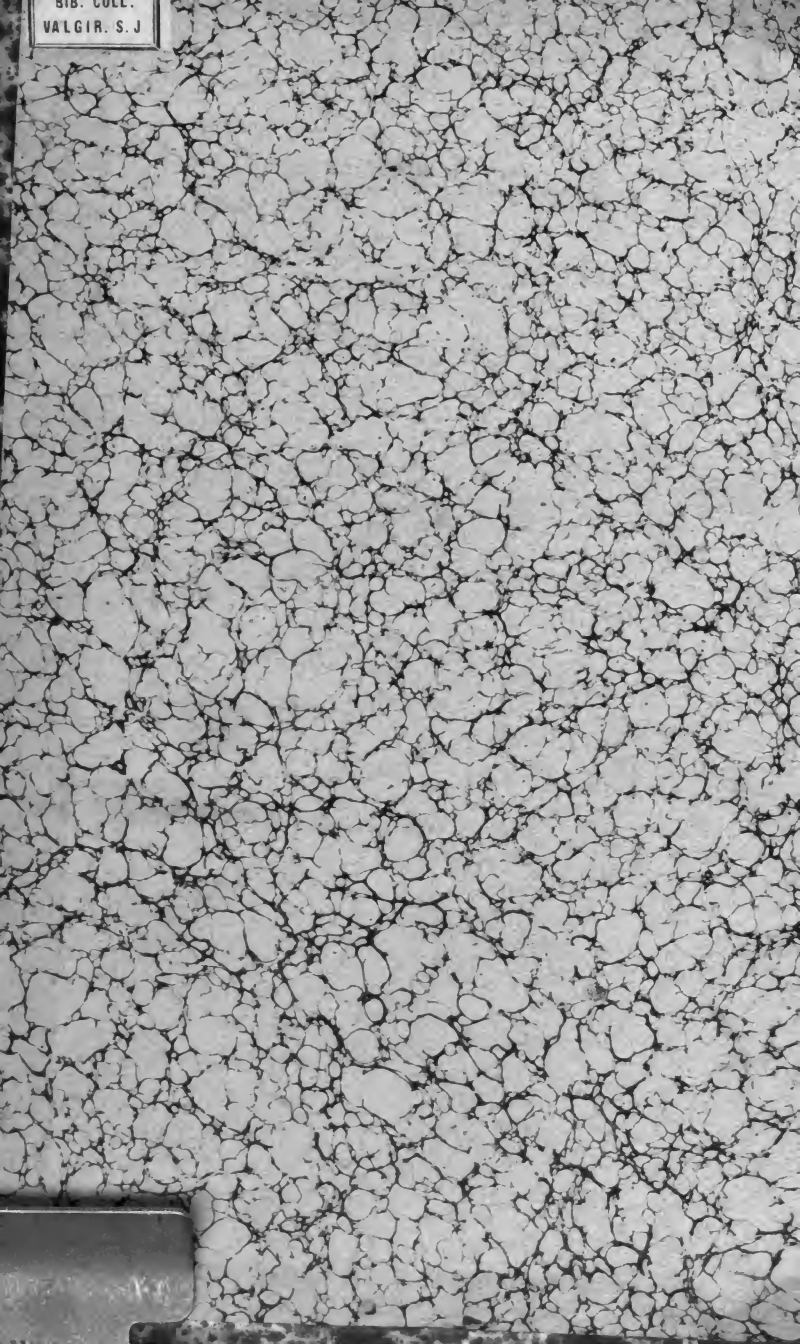




BIB. COLL.
VALGIR. S. J





AD 323/23

COLMAR

IMPRIMERIE DE CH.-M. HOFFMANN

IMPRIMEUR DE LA PRÉFECTURE

HISTOIRE

DE LA

RÉVOLUTION FRANÇAISE

DANS LE

DÉPARTEMENT DU HAUT-RHIN

1789-1795

PAR

M. VÉRON-RÉVILLE *Amédée Antoine*

CONSEILLER A LA COUR IMPÉRIALE DE COLMAR



PARIS
DURAND, LIBRAIRE
rue des Grès, 7

COLMAR
BARTH ET HELD-BALTZINGER
LIBRAIRES

1865



AVANT-PROPOS.

On s'est demandé souvent comment il se fait que les événements de la révolution française, dans le département du Bas-Rhin, soient si bien connus, tandis qu'ils sont presque absolument ignorés pour le Haut-Rhin. A cela la réponse est simple. Le Bas-Rhin, ou plutôt Strasbourg, a eu, d'une part, ses jacobins allemands, avec Euloge Schneider et ses adhérents; d'autre part, ses jacobins français, et, à leur tête, le maire Monet, la Propagande et les Représentants en mission. Ces deux partis ont tour à tour opprimé la population et ont fini par se dévorer l'un l'autre. Immédiatement après les événements du neuf thermidor, un imprimeur, nommé Ulrich, qui lui-même avait été une des victimes de la Terreur, eut l'idée de publier le recueil des actes authentiques relatifs à l'histoire de la révolution à Strasbourg, plus généralement connu sous le nom de *Livre bleu*. Depuis, un infatigable collectionneur, M. Heitz, a publié, de son côté, une série de documents fort remarquables se rapportant tous à la période révolutionnaire, de sorte que cette partie de l'histoire du pays, pour le Bas-Rhin, est généralement bien connue, quoiqu'il reste encore beaucoup de faits particuliers à éclaircir.

Dans le département du Haut-Rhin, au contraire, les choses se sont passées tout autrement. Là, les événements ont été bien moins le fait des individus, que

les effets du temps où ils se sont accomplis, et, quoi-
qu'ils n'aient pas laissé que de déposer bien du fiel
dans les cœurs, personne cependant n'a eu l'idée, après
la Terreur, de dresser l'acte d'accusation des hommes
qui étaient alors au pouvoir et de se faire une arme
contre eux de leurs arrêtés ou actes administratifs. Ces
documents sont donc restés inédits et confinés dans les
archives de la préfecture. C'est là qu'il m'a été permis
de les consulter dans les registres du département et
des districts, ainsi que dans de nombreuses liasses, qui
attendent que leur tour vienne d'être comprises dans
le beau travail de classement, qui s'opère en ce
moment. Et tandis que je recevais de l'administration
supérieure, dans ces délicates communications, une
preuve de confiance dont je ne saurais assez lui té-
moigner ma gratitude, je trouvais, aux archives du
département, une complaisance à *toute épreuve*, qui
facilitait singulièrement mes recherches.

Du reste, pareil travail se fait partout en France,
en ce moment. Jusqu'ici, on ne s'était guère occupé
que de l'histoire de la révolution française, en général;
ou, si parfois on touchait à celle des départements, ce
n'était qu'accessoirement et dans ses rapports avec les
faits généraux. C'est seulement dans ces derniers
temps que l'on s'est aperçu que l'histoire parti-
culière de chaque département pouvait être bonne à
étudier, pour elle-même; et ce qui assigne même à
cette étude un caractère tout particulier, indépendam-
ment des faits plus ou moins émouvants qui ont pu
se produire sur tel ou tel point du pays, c'est que cette
époque constitue une période de transition et marque,
à la fois, la fin, pour chaque province, de son existence
propre et individuelle, et son début dans cette sorte de

vie commune qui caractérise, de nos jours, l'organisation de la société française. Ce serait peut-être même une étude fort curieuse, que celle qui consisterait à suivre pas à pas, dans ses développements successifs, le travail mystérieux qui s'est opéré dans l'organisme intérieur de chaque province et a fini par transformer ces Alsaciens, ces Lorrains, ces Bretons, ces Flamands, ces Catalans, que séparait naguère encore, comme un abîme, la diversité des lois, des coutumes, des mœurs, du langage et des intérêts, et qui, presque subitement, en sont venus à se fondre, à s'amalgamer, au point de ne plus former aujourd'hui qu'un corps de nation parfaitement homogène, et cela, sans prisons, sans bastonnades, sans mitraillades, sans *carcere duro* et sans Sibérie. On refuse à la France le génie de la colonisation : c'est peut-être vrai ; mais on ne saurait, en tout cas, lui contester le génie de l'assimilation. A coup sûr, elle offre un spectacle qu'on ne retrouve nulle part ailleurs. C'est l'effet de la centralisation, dit-on, quand on veut tout expliquer : mais la Russie et l'Autriche aussi veulent centraliser, et cela, depuis des siècles ; on sait où elles en sont.

Toutefois, quelque intéressante qu'ait pu me paraître l'étude de cette dernière phase de l'histoire de la Haute-Alsace, je me serais bien gardé d'en divulguer les résultats, s'il n'avait dû s'ensuivre que du scandale, ou l'évocation de souvenirs qu'il eût mieux valu ne pas réveiller. Rien de tout cela ne s'est produit, au contraire ; car l'impression que laisse l'appréciation des hommes et des choses, à cette époque, est bonne en tous points. Bien que le pays fût déchiré alors par des divisions et des troubles, qui se renouvelaient chaque jour ; bien qu'il ait été souvent en proie à de bien

mauvaises passions, on ne peut s'empêcher d'admirer sa fidélité dans la foi, sa constance dans les épreuves.

Quant aux hommes qui ont siégé, durant cette période, aux conseils de l'administration, l'impression qu'on ressent en scrutant leurs actes et leur conduite, leur est, en général, tout aussi favorable. Je dis, en général, pour laisser à chacun le soin de faire ses réserves. Je n'ignore pas, en effet, qu'il est des personnes que l'on parviendrait difficilement à faire revenir sur une manière de voir qui leur a été transmise comme un héritage de famille, ou qui se fonde sur la tradition. Je dois les prévenir cependant que je n'ai pas cessé, durant tout le cours de ce travail, d'être frappé de tout ce qu'il y a d'erroné et d'inexact dans les souvenirs que nous a transmis la tradition sur une époque pourtant si rapprochée de la nôtre. Mais je les étonnerai bien plus encore, quand je leur dirai que ces hommes, quelles qu'aient pu être d'ailleurs leurs erreurs ou leurs fautes, ont droit, en fin de compte, à la reconnaissance du pays. Que ce soit par ambition ou par dévouement qu'ils aient brigué ou accepté les positions qu'ils ont occupées, il est de fait que le temps, qu'ils ont passé au pouvoir, a été marqué, pour eux, par les épreuves les plus rudes, et qu'ils ont couru les plus grands dangers, à raison même de leur modération. Et nous tous qui, peut-être, n'aurions pas voulu du rôle qu'ils ont assumé, et nous serions plutôt placés dans le camp opposé, il faut bien que nous le reconnaissons cependant : si le pays ne les avait pas eus pour administrateurs, on lui aurait envoyé bien pis que cela ; s'ils n'avaient pas pris les mesures sévères, que leur ont bien naturellement reprochées ceux qui en ont été l'objet, on aurait eu bien d'autres rigueurs,

bien d'autres victimes à déplorer. Enfin, si notre département, tout éprouvé qu'il ait été, l'a été bien moins cependant que tant d'autres, tels que le Bas-Rhin, par exemple, c'est à ces hommes qu'il le doit. Du reste, le pays l'a si bien compris lui-même, que lorsqu'il eut envoyé aux Cinq-Cents tout ce qu'il put de royalistes, il n'hésita pas à maintenir à leur poste ses anciens administrateurs, à qui cependant il n'avait témoigné jusqu'alors que fort peu de sympathie. Et c'est ainsi qu'ils ont traversé tous les régimes, le Directoire, l'Empire, la Restauration même, et ont terminé leur carrière dans les positions les plus élevées de l'administration et de la magistrature.

Indépendamment de ces moyens de justification, tirés des conditions particulières faites au département du Haut-Rhin, les administrateurs de cette époque ont le droit d'en invoquer un autre, d'un ordre plus général. On verra que les troubles qui ont éclaté dans le département et se sont prolongés pendant plusieurs années, n'ont guère eu qu'une seule cause : la religion. Plus d'une fois, dans le cours de ce récit, j'aurai à insister sur ce point, qui, selon moi, ressort de l'étude de cette époque jusqu'à la dernière évidence, à savoir : que le péché originel de la révolution française, la cause première de tous les maux qu'elle a entraînés à sa suite, c'est la constitution civile du clergé. « Cette constitution, dit M. Duruy, à laquelle tous les prêtres furent contraints de prêter serment, troublait la hiérarchie ecclésiastique établie. Elle rendait les évêques presque indépendants du pape, car elle substituait l'institution canonique donnée par le métropolitain à l'institution canonique donnée par le Saint-Père. Le comité ecclésiastique qui proposait cette réforme, tout

en voulant que la France restât catholique, empiétait donc sur les attributions que la catholicité entière reconnaissait au souverain pontife.» Rien de plus vrai que cette observation de l'éminent ministre. Le droit d'instituer des lois disciplinaires est un des attributs essentiels de la puissance de l'Eglise, et il ne peut y être dérogé, sans le consentement du pape.

Cette atteinte aux droits certains de l'Eglise était d'autant plus condamnable, de la part de l'Assemblée constituante, qu'un concordat avec le Saint-Siège eût bien certainement amené les résultats désirés. Et maintenant, il ne faut pas être grand logicien pour comprendre que les suites de cette usurpation étaient faciles à prévoir ; elles étaient forcées. Non-seulement le clergé ne pouvait se soumettre à la constitution civile qu'on lui imposait, mais il devait encore la combattre à outrance et provoquer les fidèles à la résistance. De leur côté, les adhérents au nouvel ordre de choses, les agents de l'autorité, ne pouvaient ainsi laisser ouvertement attaquer une loi de l'État. De là, rébellion à l'autorité, divisions entre citoyens, luttes partout, danger permanent de guerre civile. De là aussi, les persécutions contre les insermentés, les proscriptions, les déportations, et enfin, l'échafaud.

J'avais donc bien raison de le dire en commençant : les malheurs qui ont frappé le département du Haut-Rhin, pendant la révolution, ont été le fait des circonstances, bien plus que des individus. Quant à la conclusion, elle est facile à tirer : le récit qui va suivre se chargera de la mettre en lumière.

HISTOIRE
DE
LA RÉVOLUTION FRANÇAISE
DANS LE
DÉPARTEMENT DU HAUT-RHIN
1789-1795

CHAPITRE PREMIER.

1789.

Situation de l'Alsace en 1789. — Le peuple des campagnes. — La bourgeoisie des villes. — La noblesse. — Régime des intendants. — Assemblée provinciale d'Alsace. — Convocation des États-généraux. — Rédaction des cahiers. — Vœux exprimés par les cahiers. — Insurrections populaires. — Troubles dans la Haute-Alsace. — Dévastations à Guebwiller. — Poursuite des insurgés. — Conservation des archives de Murbach. — Insurrection contre les juifs. — Troubles à Thann. — Municipalités substituées aux anciens magistrats. — Organisation nouvelle administrative et municipale.

De toutes les provinces de France, l'Alsace, en 1789, était peut-être la moins préparée aux grands événements qui allaient s'accomplir; dans tous les cas, elle n'avait aucune raison pour désirer une révolution. En effet, à part quelques griefs de famille (ce mot s'expliquera plus tard), le pays ne se sentait nullement malheureux. La noblesse jouissait paisible-

1789.

ment des privilèges qui lui avaient été garantis par les traités; les anciennes villes impériales continuaient à s'administrer librement, comme par le passé, et, si elles étaient obligées de reconnaître l'autorité d'un Préteur royal, c'était uniquement à titre d'hommage rendu à la souveraineté, car cet agent s'identifiait, du reste, entièrement avec la personne du Magistrat. Quant au peuple des campagnes, le joug seigneurial lui était fort léger; ses rapports avec le seigneur territorial avaient été réglés et débattus, d'ancienne date, dans de véritables chartes périodiquement confirmées, qui ne laissaient pour personne prise à l'arbitraire. Il y avait bien toutefois quelques ombres au tableau. Une plaie cruelle, l'usure, rongait le paysan; d'autre part, il lui fallait payer la dîme à son curé. Puis, parmi ses besoins journaliers, il en était qu'il trouvait facilement à satisfaire, au moyen des ressources que lui offrait la forêt seigneuriale confinant à son village. Mais c'était là une source de conflits et de maux de tous genres. Les lois forestales étaient rigoureuses; le chiffre des amendes, qu'on laissait s'accumuler, allait toujours croissant, et trop souvent l'infortuné n'avait en perspective, pour la fin de ses jours, que la ruine et la prison. Aussi pouvait-on être bien assuré qu'il saisirait avec empressement toute occasion, qui pourrait s'offrir à lui, de ne pas payer le juif, de se soustraire à la dîme et aux autres prestations et redevances, si légitimes et si modiques qu'elles pussent être d'ailleurs, comme aussi d'user et d'abuser, en toute liberté, des forêts et de leurs produits. Voilà dans quelles dispositions l'habitant des campagnes allait prendre part à ce mouvement d'émancipation, qui, comme un courant électrique, remuait alors la France entière.

Du reste, les idées de régénération qui animaient les esprits, dans les villes, n'étaient pas d'un ordre beaucoup plus élevé. Si démocratique que fût leur organisation, elle présentait un

élément qui, depuis longtemps, offusquait la petite bourgeoisie. En effet, le corps du Magistrat ne partageait avec les conseillers de ville, élus par les tribus, que les fonctions judiciaires; mais il restait exclusivement chargé de l'administration et de la gestion des intérêts et des deniers municipaux, sans autre contrôle que celui de l'intendance. Son traitement était modique, il est vrai, mais il s'y joignait une foule d'émoluments accessoires, tels que jouissance de communaux, compétences en bois, droits de pêche et de chasse, part aux amendes, qui soulevaient au dernier point l'envie et la méfiance des habitants. Ces mauvaises dispositions, habilement entretenues par la malveillance et confirmées par les déplorables retentissements du procès Klinglin, leur faisaient croire à une exploitation pleine d'abus et de malversations. Aussi la bourgeoisie, méconnaissant tout ce qu'elle devait au régime paternel sous lequel elle avait vécu jusqu'alors, aspirait-elle, le moment venu, à renverser sa constitution avec ses Magistrats, à leur faire rendre gorge, et à gérer désormais toute seule ses affaires et ses intérêts. 1789.

S'il était une caste qui devait se contenter de ses privilèges et redouter tout changement dans l'ordre politique, c'était, à coup sûr, la noblesse; et pourtant, elle aussi elle se plaignait. Elle se plaignait, non de n'avoir pas assez, mais de ce que d'autres avaient trop. A ses yeux, c'était un grand abus que l'évêque de Strasbourg et les princes étrangers, qui possédaient des biens, en Alsace, et en retiraient le sixième au moins du revenu total du pays, ne fussent point, comme elle, assujettis à l'impôt. Elle jalousait aussi les anciennes villes impériales, qui avaient su conserver quelques-uns des privilèges qu'elle considérait comme son attribut exclusif.

Enfin il était un point sur lequel s'entendaient tous les ordres, sans distinction : c'est la haine qu'ils avaient vouée au régime oppressif et arbitraire des intendants; mais déjà le pays avait,

— sous ce rapport, obtenu un commencement de satisfaction, 1789. par l'édit du 12 juillet 1787, qui créait les assemblées provinciales en Alsace.

Pour former ces assemblées, la province d'Alsace fut divisée en six districts, composés chacun d'un certain nombre d'anciens bailliages, et qui eurent pour chefs-lieux, dans la Haute-Alsace, Colmar, Huningue et Belfort, et, dans la Basse-Alsace, Landau, Haguenau et Schlestadt.

Au sein de chaque paroisse, on organisa une assemblée municipale, composée du seigneur, du curé ou ministre, de quelques membres élus par la communauté, suivant le nombre des feux, et d'un syndic.

L'assemblée du district se composait de vingt-quatre personnes, dont douze prises également parmi les seigneurs et les ecclésiastiques, et douze parmi les députés des paroisses.

Des six assemblées de district on tirait quarante-huit membres qui, se réunissant à Strasbourg, formaient l'assemblée provinciale. Toutes ces assemblées étaient, on le voit, élémentaires les unes des autres, en ce sens, que les membres de l'assemblée de la province étaient choisis parmi ceux des assemblées du district, et ces derniers, parmi les membres composant les assemblées municipales. Dans l'assemblée élémentaire, le seigneur représentait la noblesse, le curé le clergé, les élus le tiers-état.

Indépendamment de la répartition des impôts, les assemblées municipales, d'une part, l'assemblée provinciale, de l'autre, étaient chargées de régler les objets intéressant respectivement les communautés et la province; les assemblées de district leur servaient d'intermédiaire. Pour la province, comme pour chaque district, il existait une commission, ou bureau intermédiaire, chargée d'administrer dans l'intervalle des sessions.

Installée, le 18 août 1787, sous la présidence du bailli de

Flachslanden, l'assemblée provinciale devait, ainsi que celles des districts et des paroisses, recevoir son renouvellement intégral, en 1791; mais, dans l'intervalle, le roi convoqua les États-généraux pour le mois de mai 1789. Les municipalités restant ce qu'elles étaient, les bureaux intermédiaires furent chargés d'administrer les districts et la province, jusqu'au jour où les nouveaux pouvoirs sortiraient de la grande réorganisation qui se préparait. 1789.

Pour la rédaction des cahiers des doléances et la nomination des députés aux États-généraux, on réunit les districts de Schlestadt et de Colmar, sous la présidence du prince de Broglie, en qualité de bailli d'épée. L'assemblée des trois ordres, pour les districts de Belfort et de Huningue réunis, se tint à Belfort, le 28 mars 1789. Après un service solennel célébré dans l'église collégiale, les trois ordres prêtèrent serment entre les mains du baron de Schauenbourg, grand bailli d'épée, puis on se sépara pour procéder à la nomination des commissaires chargés de la rédaction des cahiers. La noblesse manifesta les intentions les plus conciliantes; elle demanda que cette rédaction se fit en commun, mais le tiers-état s'y refusa obstinément. Tout en exprimant les regrets que ce refus lui inspirait, elle se déclara prête à sacrifier toutes ses exemptions pécuniaires et à se soumettre à l'imposition, telle qu'elle serait réglée par les États-généraux, aussi bien pour la durée que pour la quotité. Le clergé, présidé par Gobel, évêque de Lydda, alla plus loin encore: non seulement il consentait à ce que les fonds de l'Église fussent imposés, mais il admettait même qu'ils le seraient exactement dans la même proportion que ceux du tiers-état. Du reste, son cahier s'exprimait dans le sens le plus libéral, ce qui s'explique, alors qu'on voit figurer parmi les commissaires, indépendamment du trop fameux Gobel, les noms de la Rue, curé de Huningue, de d'Aigrefeuille, curé de Cernay, de Berdolet,

1789.

le futur évêque du Haut-Rhin, tous personnages qui devaient marquer plus ou moins dans l'histoire de la révolution. Il est juste de reconnaître toutefois que les intérêts de la religion et des mœurs y étaient sauvegardés avec soin, et, sous ce rapport, Gobel aurait dû se rappeler, à la Constituante, les recommandations expresses que lui adressait son ordre à lui et à Rosé, curé d'Obersteinbrunn, au moment même de leur élection : on leur imposait pour condition de ne prendre aucune part aux lois qui toucheraient à la puissance spirituelle. Quant aux matières mixtes, ils devaient, en énonçant leur vœu, expressément requérir le libre concours de la puissance ecclésiastique qui, disait on, ne pouvait être censée résider dans la chambre du clergé aux États-généraux, les évêques n'y ayant pas été convoqués d'une manière assez particulière.

Sous les autres rapports, les cahiers des trois ordres exprimaient à peu près les mêmes vœux sur les besoins et les aspirations générales de la France et sur ceux relatifs à l'Alsace en particulier. On y demandait notamment la condition, pour toute loi constitutionnelle, d'être votée par les États-généraux ; la suppression des lettres de cachet et autres mesures attentatoires à la liberté des citoyens ; l'égalité absolue devant la loi civile et criminelle ; l'abolition de toute distinction entre nobles et roturiers, au point de vue notamment de l'admissibilité aux fonctions publiques ; le vote de l'impôt par la nation ; l'abolition des octrois, impositions locales, péages, etc. ; et, dans un ordre d'idées plus spécial à l'Alsace : la conservation des privilèges assurés à la province par les traités de paix, de ceux notamment concernant le commerce ; l'établissement d'États-provinciaux ; l'obligation, pour les souverains et princes étrangers de se soumettre aux mêmes impôts que les nationaux ; l'érection d'un évêché dans le Haut-Rhin ; la conservation des maisons et communautés régulières établies par le tiers-état dans la province d'Alsace, notam-

ment de l'abbaye de Marbach; des remèdes contre l'usure; ————
l'administration des forêts communales rendue aux muni- 1789.
cipalités, sous l'inspection des états provinciaux; la remise
des amendes encourues pour les délits forestaux, qui for-
maient, par leur accumulation, une masse énorme dont le
chiffre, en bien des communautés, excédait l'importance des
facultés des habitants, etc.

Mais ces vœux, consignés sur le papier, étaient lettre-morte
pour le bas-peuple des villes et des campagnes, qui devait
bientôt se charger, lui-même, de la réalisation de ses aspi-
rations intimes par la voie brutale de l'émeute : la chute de
la bastille, au 14 juillet, en donna le signal. Sans attendre la
fameuse nuit du 4 août, qui devait consommer la fin du régime
féodal, le peuple se rua sur les châteaux et sur les couvents,
pillant, dévastant, brûlant, se livrant aux excès les plus cou-
pables. Le mouvement, parti de la Provence, alla gagnant
de proche en proche toutes ces provinces frontières de l'Est
toujours si faciles à remuer, le Dauphiné, la Bourgogne, la
Franche-Comté et enfin la Haute-Alsace. Là, on commença par
des dévastations de forêts, comme prélude à des désordres
bien autrement graves.

Le 25 juillet, les paysans des vallées de St-Amarin, de
Massevaux et de Guebwiller, se soulèvent presque en même
temps. On se porte devant la maison du receveur du chapitre
de Guebwiller, qui résidait à St-Amarin, et on le somme de
livrer les titres et les registres dont il est détenteur; sur son
refus, sa maison est envahie et saccagée. Les jours suivants,
une bande d'environ quatre mille individus armés de fourches,
de faux ou de pioches, s'ébranle, menace en passant Cernay
et Uffholtz et arrive à Guebwiller. Sous prétexte de se faire
remettre les titres féodaux, elle envahit les maisons appar-
tenant au chapitre ainsi que le château du prince-abbé de
Murbach. Alors commencent des scènes hideuses de pillage

et de dévastation. Tout ce qu'on ne peut enlever et emporter
1789. est brisé ; les meubles , les glaces , les parquets , volent en éclats sous la hache des démolisseurs. Les voitures , dans les remises , sont littéralement réduites à l'état de charpie. Dans les caves , dans les celliers , les tonneaux sont défoncés , les bouteilles brisées par le goulot , pour être plus vite vidées. Le vin coule à grands flots dans les cours et dans les rues. Ces horribles scènes durent ainsi toute la journée du 27 ; la terreur des habitants est à son comble ; ils prévoient que la fureur des brigands va se tourner contre eux.

Enfin on apprend que des troupes sont en marche et vont arriver. En effet , sur les réquisitions de la Commission provinciale intérimaire , le général Vietinghoff , qui commandait à Schlestadt , se met à la tête de deux cents chevaux des chasseurs de Champagne , que rejoint bientôt un bataillon du régiment de Deux-Ponts , de Brisach , et se dirige , à marches forcées , sur Guebwiller. A cette nouvelle , les brigands s'empressent de fuir , laissant bon nombre d'entre eux étendus ivres-morts dans les rues. Sans s'arrêter davantage , le général se met à leur poursuite et les déloge des vignes où ils s'étaient cachés , prêts à surprendre Cernay. Il arrive à temps pour sauver les châteaux d'Ollwiller et de Wattwiller , ainsi que le village d'Uffholtz , déjà envahis par des bandes armées , en partie , de fusils. Un combat s'engage même près d'Uffholtz ; mais les insurgés se débandent et laissent entre les mains de la troupe environ quatre-vingts prisonniers dont plusieurs , désignés comme les plus coupables , sont pendus sur les lieux mêmes. Les autres furent , par ordre du Conseil souverain , transférés à Schlestadt , pour être jugés prévotalement par le siège de la maréchaussée.

Dans ce grand désordre , les chanoines de Reutner et de Gohr conservèrent assez de présence d'esprit pour sauver les précieuses archives du chapitre équestre de Murbach. Arri-

vées à Dessenheim, les voitures portant les vingt-deux caisses qui les contenaient furent arrêtées par une troupe de brigands; mais elles furent tout aussitôt dégagées par le commandant de Rocque et le détachement sous ses ordres. On les transféra à Neuf-Brisach où elles restèrent en dépôt chez de Rocque jusqu'à ce qu'au mois d'avril 1790, Metzger, du département, fût chargé de les ramener à Colmar, où ces titres et ces documents forment aujourd'hui un des fonds les plus riches des archives départementales.

Dès les premières phases du soulèvement, une troupe de paysans armés s'était portée sur Massevaux; mais l'attitude énergique de la population les détermina à se retirer. Cependant les dames du noble chapitre, alarmées du danger qui les menaçait, s'empressèrent de se réfugier à Belfort; il en fut de même de l'abbé de Munster et de ses religieux qui, eux aussi, avaient été l'objet de démonstrations menaçantes. Quant aux chanoines de Lautenbach, ils vinrent chercher un asile à Colmar, ainsi que les augustins de Marbach, qui, emportant leurs vases sacrés et leurs ornements les plus précieux, se réunirent aux chanoines de la collégiale.

Grâce à l'activité et à l'énergie déployées par le général Vietinghoff, de grands malheurs avaient été évités; il ne put cependant parer à tous les désastres. Pendant le soulèvement des montagnards, les communes du Sundgau s'ameutèrent, de leur côté, contre les juifs, dont les maisons furent pillées, puis incendiées ou détruites. On maltraita leurs personnes; leurs titres furent brûlés ou lacérés. Les châteaux de Hirsingue, de Hirtzbach et de Carspach furent envahis et fortement endommagés. A Ferrette, la maison du bailli fut pillée et incendiée; pour sauver ses jours, il se vit forcé de se réfugier à Huningue où les habitants, craignant de se compromettre au regard des insurgés, firent difficulté de le recevoir. A Landser, le greffe du bailliage fut envahi, tous les papiers et registres

1789. — lacérés. L'émeute s'étendit jusqu'à Bergheim où des excès graves furent commis contre les juifs. Un instant, Soultz se vit menacé de la même invasion que Guebwiller, mais là encore, la bourgeoisie s'organisant en milice sut, par son attitude, en imposer à l'émeute.

Chose étrange ! Il semble que le peuple, alors même qu'il ne connaît plus ni frein ni loi, ait toujours besoin de se donner un maître, ne fût-ce qu'un fétiche, auquel il obéit aveuglément. Les soulèvements populaires du *Bundschuh* et de la guerre des paysans, en Alsace, en fournissent déjà des exemples. Le costume surtout exerce sur les gens de la campagne un prestige qui les séduit toujours. Dix ans avant l'époque dont nous nous occupons en ce moment, les paysans d'Alsace achetaient à grands frais, pour les opposer aux juifs, de fausses quittances que leur distribuaient des individus revêtus de l'uniforme de gardes françaises, qu'ils prenaient pour des représentants élevés de l'autorité. Cette fois encore, en 1789, les bandes du Sundgau avaient à leur tête un particulier portant une sorte d'uniforme chargé de décorations, avec un cordon bleu. Il se faisait passer pour le comte d'Artois. Les populations fascinées lui livraient tout ce qu'il demandait en vivres et en argent ; on eut beaucoup de peine à les désabuser et à les décider à s'armer contre les brigands.

Enfin le calme se rétablit, mais ce ne devait pas être pour longtemps : notre pays, on le verra bientôt, était réservé à des agitations et à des convulsions de tous genres. En attendant, dans l'espace de moins de cinq jours, des maux incalculables avaient été causés. Quelques malheureux payèrent pour tous et furent expédiés sommairement ou envoyés aux galères. Quant aux victimes, quant à ces juifs que l'on avait maltraités et ruinés, quant à ces pauvres forestiers et tous ces agents inférieurs dont on avait dévasté et pillé les habitations, il fut bien question, dans la suite, de les faire béné-

ficier d'une loi du 21 juillet 1791, posant le principe d'une indemnité pour raison des dégâts causés par les mouvements populaires, depuis le 12 juillet 1789; mais quand on en vint à l'application de la loi, en Alsace, on s'aperçut que ceux qui devaient supporter le poids de l'indemnité, étaient encore plus pauvres que ceux qui la réclamaient. Quant à la nation, elle avait alors à pourvoir à bien d'autres intérêts. 1789.

Les résultats de ces scènes de vandalisme furent, au point de vue moral, bien plus graves encore. L'ordre matériel était rétabli à la surface dans les campagnes, mais le désordre dans les esprits durait toujours; et tandis que l'assemblée nationale s'occupait à définir métaphysiquement les droits de l'homme et du citoyen, les syndics des municipalités, moins d'un mois après ces faits de jacquerie, rédigeaient un code pratique, à l'usage spécial des campagnes d'Alsace, dont voici quelques articles : « 1° Les municipalités ont un pouvoir absolu, quant à l'administration des communautés. 2° Il ne faut plus payer les impositions du roi. 3° Tout créancier doit perdre sa dette active. 4° Les juifs sont payés par les titres qu'on leur a pris. 5° Il faut les chasser tous de la province. 6° On ne doit plus rien aux seigneurs. 7° On n'a plus besoin de juges, chaque municipalité étant juge naturel des sujets de son ressort. »

Dans les villes d'Alsace aussi, l'agitation était extrême. La prise de la bastille, le soulèvement du Sundgau, le sac de l'hôtel de ville à Strasbourg, avaient surexcité les esprits. Thann devait ressentir plus vivement que toute autre localité le contre-coup des événements de St.-Amarin. Le 27 juillet, le peuple se porte au domicile d'un nommé Adel, garde général des forêts de la ville et du bailliage, saccage sa maison et ses meubles, et le plonge enchaîné dans un cachot où il resta enfermé plusieurs jours. Un instant, le bourgmestre Tournié et ses collègues du Magistrat eurent à craindre le

1789.

même sort. Le syndic Monin parvint à calmer le peuple en apposant, sous ses yeux, les scellés sur les archives, et en lui promettant que les anciens administrateurs rendraient, sous peu de jours, compte de leur gestion et surtout de l'administration des forêts. La ville de Soultz qui, par son attitude énergique, avait forcé une bande de plus de trois mille paysans à se retirer, fut, peu de jours après, le théâtre de troubles dans lesquels un citoyen perdit la vie.

A Colmar, heureusement, les choses n'allèrent pas aussi loin ; mais la bourgeoisie s'appliqua à faire passer à l'état de fait la révolution municipale qui, depuis longtemps, germait dans tous les esprits. A l'époque où elle avait été appelée à rédiger son cahier de doléances, les réformes qu'elle réclamait avaient été constamment repoussées par le Magistrat ; mais les temps étaient changés. Le 25 juillet, une foule tumultueuse se présente à la maison commune et force les membres du Magistrat à donner leur démission, comme administrateurs des biens et des revenus communaux. Ils sont remplacés par quarante-huit députés des tribus, qui constituent une municipalité nouvelle ; les anciens magistrats ne conservent plus que leurs attributions judiciaires. Mais là ne se bornent pas les exigences de l'émeute. Elle veut contraindre Düring, conseiller de ville et receveur des revenus patrimoniaux et des deniers royaux, à rendre immédiatement compte d'une gestion qui remonte à 1784 ; et, comme il ne s'exécute pas assez vite, les meneurs décernent contre lui un arrêt de prise de corps et se rendent en armes dans son domicile pour le mettre à exécution. Se repliant ensuite sur elles-mêmes, les tribus prirent à partie leurs anciens chefs ou échevins et les forcèrent à revenir sur des comptes déjà apurés. Des scènes tumultueuses s'ensuivirent. Ce furent là, du reste, les derniers faits et gestes de cette antique institution des tribus ; ses jours étaient comptés, et bientôt elle fut balayée elle-même par cette révolution qu'elle venait d'inaugurer.

Les mêmes scènes se produisirent dans la plupart des villes d'Alsace; partout on institua des autorités nouvelles qui reçurent la confirmation de la Commission provinciale. Elles durent même, aux termes du décret des 3-14 décembre 1789, régler le nouveau régime municipal, rester en fonctions jusqu'à l'institution des municipalités. 1789.

C'est ici le moment d'exposer brièvement la nouvelle organisation administrative créée par l'assemblée nationale; il est indispensable de bien la connaître, si l'on veut avoir, dans la suite, une intelligence exacte et complète des principaux événements de la révolution.

Sous le rapport territorial, la France fut partagée en départements, et ceux-ci en districts. Il fut un instant question de ne faire de la province entière qu'un seul département; mais, sur les justes représentations des députés de la Haute-Alsace, le principe de la division fut adopté.

L'administration du département, comme celle du district, se composait d'un directoire et d'un conseil général. Le directoire, formé de huit membres pour le département, et de quatre pour le district, était en activité permanente pour l'expédition des affaires. Le conseil général et le directoire se réunissaient, à des époques déterminées, et tenaient des séances régulières où l'on s'occupait des travaux et des dépenses générales. Il y avait enfin, auprès de chaque directoire, un procureur syndic qui y remplissait, en quelque sorte, les fonctions du ministère public.

L'administration municipale était organisée d'une manière analogue. Elle se composait d'un maire et de quelques officiers municipaux chargés de l'administration courante, d'un procureur de la commune, représentant l'État, et de notables dont le nombre variait, suivant le chiffre de la population. L'ensemble de ces éléments constituait le conseil général de la commune, qui ne se réunissait que pour les affaires importantes.

1789.

Le district se divisait en cantons. Il y avait une assemblée primaire, par canton, formée des citoyens actifs ou ayant droit de voter. L'assemblée primaire nommait un électeur, à raison de cent citoyens actifs, et c'était l'assemblée de ces électeurs qui élisait les représentants à l'assemblée nationale et l'administration du département. L'administration du district était nommée par les électeurs de ce district.

Telle est, esquissée à grands traits, l'exposition du système électif adopté par l'assemblée constituante, et qui devait être bientôt appliqué à l'ordre judiciaire, au clergé et généralement à toutes fonctions publiques; système admirable de simplicité et de logique, en théorie, mais qui, en pratique, devait entraîner, nous le verrons bien, les complications les plus graves, les conflits les plus sérieux.

CHAPITRE II.

1790.

Inquiétudes causées par les changements projetés. — Réclamations au sujet de l'organisation judiciaire. — Ferrette, Huningue, Altkirch. — L'évêché réclamé par Guebwiller. — Mécontentement à Colmar. — La compagnie verte. — Élections. — Agitation à Colmar. — Fête de la fédération. — Organisation des administrations du département et des districts. — Inconvénients du système électif. — Difficultés de la situation. — Esprit des administrations. — Les juifs proclamés citoyens. — Assignats. — Partage des biens communaux. — Retards dans la rentrée des impôts. — Impôt sur les boissons. — Disette générale; les exportations interdites. — Organisation de la garde nationale. — Envoi de troupes. — Événements de Nancy. — Affaire de Royal-Liégeois à Belfort. — Mesures contre les exportations. — Les municipalités s'attribuent l'autorité judiciaire. — Dévastations dans les forêts. — Les droits du roi, des seigneurs et du clergé partout méconnus. — Émeutes au Bonhomme et à Waltwiller. — Anarchie dans les communes. — Troubles causés par les élections. — Mouvements à Colmar. — Les membres du département insultés et menacés. — Suppression du Conseil souverain. — Le directoire du département se retire à Belfort. — Dissolution de la compagnie verte. — Émigrations; embauchage. — Arrestation du commandant de Rocque et autres. — Suppression des tribus; l'État s'empare de leurs biens.

Cependant le bruit répandu en Alsace, que des modifications graves allaient être introduites dans l'organisation intérieure du pays, avait causé partout les inquiétudes les plus vives. Il ne pouvait guère en être autrement dans une contrée qui, jusqu'alors, avait conservé, avec tant de soin, ses institutions, ses usages, ses mœurs, sa langue, et jusqu'à son costume. Bien que réunie de fait à la France, depuis plus d'un siècle, elle en était restée isolée, moins encore par sa situation topographique, que par cette longue série de douanes, de péages,

— de barrières, qui faisaient nécessairement refluer vers l'Allemagne ses relations commerciales et ses rapports de tous genres.

1790.

On annonçait notamment que de grands changements allaient avoir lieu dans l'organisation judiciaire. De quelle nature seraient-ils? On n'en savait rien encore; mais il n'en fallait pas davantage pour alarmer les localités qui, jusqu'alors, étaient restées sièges de justice, et pour soulever ailleurs les convoitises et les prétentions les plus bizarres. Dans le Haut-Rhin, Ferrette fut le premier à réclamer de l'*humanité* de l'assemblée nationale, un tribunal de justice, sous le titre de présidial, de bailliage royal, ou sous telle dénomination qu'on jugerait convenable. C'était là une question de vie ou de mort pour ses habitants, et, à l'appui de ses réclamations, Ferrette rappelait qu'il avait été, de tout temps, grand bailliage, comprenant dans son ressort quatre-vingts villages. Ces prétentions étaient combattues par Huningue qui, lui aussi, naguère chef-lieu de district, aspirait à devenir le siège d'un tribunal. Ce ne fut ni Ferrette ni Huningue qui l'obtinrent, mais Altkirch, devenu lui-même, par suite de la nouvelle organisation territoriale chef-lieu de district. Dès cette époque, Altkirch devait ressentir l'avant-goût des déceptions que lui réservait l'avenir, car il se vit obligé de lutter contre le directoire du district, qui, à peine installé dans ses murs, voulait transférer sa résidence à St.-Morand. La ville d'Altkirch obtint donc son tribunal, et telle fut la joie qu'elle en ressentit, que, malgré la diminution notable que lui avait fait éprouver, dans ses revenus patrimoniaux, le nouvel ordre de choses, elle fut autorisée par l'administration supérieure à faire célébrer, par une messe solennelle et par un grand banquet, l'installation des nouveaux juges. Au milieu de ce conflit de prétentions de tous genres, il n'y eut pas jusqu'à la petite commune de Lièpvre, qui, invoquant des lettres de l'empereur Charlemagne,

de l'année 801, et la coutume du val, de 1586, ne demandât la préférence pour la juridiction forestale et la tenue des assemblées primaires. 1790.

Mêmes réclamations, à l'occasion des nouvelles circonscriptions ecclésiastiques projetées. Avant même que l'on connût la constitution civile du clergé, on savait que l'établissement d'un évêché pour le Haut-Rhin était arrêté en principe. La ville de Guebwiller désirait vivement en devenir le siège. A l'appui de ses prétentions, elle faisait valoir, non sans raison, sa position centrale et les convenances que présentaient, pour le logement de l'évêque, pour le séminaire et autres nécessités, le palais princier et les vastes maisons canoniales qui avoisinaient l'église, la plus belle, peut-être, du département. Ce serait là, ajoutait-on, le moyen, pour les habitants que la suppression du chapitre et des maisons religieuses plongeait dans la misère, de relever leur courage et de leur faire aimer la constitution.

Cette compensation, que réclamait Guebwiller, ne lui fut pas accordée; elle était réservée à la ville de Colmar, qui, malgré les avantages que semblait lui assurer sa condition de chef-lieu du département, était une des localités que devait le plus éprouver le nouvel ordre de choses. Ville essentiellement parlementaire, Colmar ne subsistait, pour ainsi dire, que par son Conseil souverain. Aussi la suppression, qui en était annoncée, allait-elle plonger bien des familles dans la misère. Il en était résulté un mécontentement presque général. Les opposants s'étaient groupés dans une compagnie de chasseurs, appelée la compagnie *verte*, qui était commandée par le conseiller Boug d'Orschwiller. Elle comprenait les jeunes avocats, les clercs de procureurs et d'huisiers, et généralement tous ceux dont le régime nouveau compromettait l'avenir.

C'est au milieu de ces froissements d'intérêts divers, de ces

1790.

divisions, auxquels allaient se joindre bientôt les préoccupations religieuses, que commencèrent les élections destinées à composer les administrations nouvelles. Les élections municipales eurent lieu, à Colmar, le 3 mars 1790. A huit heures moins un quart, la grosse cloche de la collégiale convoqua les électeurs partagés en quatre sections, dans les églises du collège, des dominicains, des catherinettes et de la confession d'Augsbourg. Les choses se passèrent tranquillement. Il n'en fut pas de même, lors des élections des membres du district. Le président de l'assemblée, dans une allocution qu'il adressa aux électeurs, les invita à ne porter leurs choix que sur des personnes instruites : il s'ensuivit une grande rumeur. Un nommé Debs menaça plusieurs personnes d'un pistolet dont il était armé; des épées furent tirées de leurs cannes; un officier de la garde nationale fut blessé à la main. L'intervention de la force armée empêcha le désordre d'aller plus loin.

Quelques jours après, le 14 juillet, on célébrait, à Colmar, la fête de la fédération. Sur la place d'armes s'élevait une estrade où les autorités réunies assistèrent à un service solennel. La garde nationale et le régiment des chasseurs d'Alsace étaient rangés en bataille autour de la place. Derrière stationnait une foule considérable, qui prêta serment à la constitution avec ses nouveaux magistrats. En ce moment même, les délégués des départements réunis au champ de la fédération, à Paris, prêtaient le même serment sur l'autel de la patrie. Chaque jour, c'étaient des fêtes nouvelles, des protestations réitérées d'union et de fraternité, que prononçaient toutes les bouches, que dictaient même tous les cœurs, mais que la triste réalité venait démentir le lendemain.

Quoi qu'il en soit, aussitôt après leur nomination, les autorités nouvelles prirent possession de leurs services respectifs. Le directoire du département alla s'installer dans l'hôtel

de Pairis, devenu bien national ; on loua, pour le district, une maison particulière, qui doit être sous peu démolie, après avoir servi, jusque dans ces derniers temps, à la salle d'asile catholique. Le premier acte du district fut un vote de remerciement pour le bureau de la Commission intermédiaire qui lui remettait le service, après avoir, dans les circonstances les plus difficiles, constamment su maintenir l'ordre et la tranquillité dans son ressort. Les choses se passèrent à peu près de même dans les autres districts ; mais on put constater, dès les premiers jours, les inconvénients du système électif exagéré qui avait été adopté par l'assemblée constituante. Dans les communes, l'élection du bureau électoral, dont chaque membre devait être nommé individuellement, celle des maires, procureurs des communes, membres du conseil général, prenaient un temps infini. Les formalités à observer étaient nombreuses et compliquées ; il n'y avait pas une élection, pour ainsi dire, qui ne prêtât à la cassation, et, dans l'ardeur des partis, on ne se faisait pas faute d'en poursuivre l'annulation. Puis, ce n'étaient pas seulement les agents municipaux qui étaient éligibles ; l'élection s'appliquait à tous les services présentant un caractère public, de quelque nature qu'ils fussent d'ailleurs, tels que médecins-physiciens, greffiers, receveurs, maîtres d'école, juges de paix et leurs assesseurs, fabriciens, commissaires de police, directeurs des postes, gardes champêtres, gourmets et jusqu'aux sages-femmes. Ces élections perpétuelles tenaient le pays dans un état de fièvre continu, en même temps qu'elles étaient une occasion de perte de temps, de dépenses et d'habitudes de fainéantise pour les populations.

Dès les premiers jours de leur installation, les membres des administrations nouvelles se trouvèrent en présence des difficultés les plus sérieuses. La plupart d'entre eux étaient des hommes probes, bien intentionnés, éclairés ; quelques-

1790.

1790. — uns devinrent, dans la suite, des administrateurs habiles, mais ils n'avaient pas alors l'expérience ni l'énergie qu'il aurait fallu, pour tenir tête à la situation. Si dévoués qu'ils fussent d'ailleurs à la constitution, les idées conservatrices, générales dans la province, formaient le fond de leurs convictions. L'esprit moderne glissait un peu vite, pour eux, sur la pente qui menaçait de précipiter la société dans l'abîme. Aussi, durant tout le cours de la révolution, se laissèrent-ils entraîner par le mouvement, plutôt qu'ils ne le suivirent de leur gré. Cet esprit de conduite sauva le pays, en les sauvant eux-mêmes, mais les fit toujours mal noter par le parti extrême de la révolution.

La première fois que le directoire du département eut à manifester ce que l'on appelait ses idées rétrogrades, ce fut à l'occasion des juifs. Le Conseil souverain n'était plus là pour les surveiller et réfréner leur avidité. Les campagnes, encore frémissantes de l'insurrection à laquelle ils venaient d'échapper, étaient plongées dans la plus grande misère, suite du rude hiver de 1789. C'est en ce moment même, qu'ils osèrent saisir partout les récoltes et les vendanges de leurs débiteurs. Aussi, quand il fut question de conférer aux juifs les droits de citoyen, y eut-il dans le pays un *tolle* général. Dans une adresse énergique, le département exposa à l'assemblée nationale le danger qu'il y aurait pour les populations, à soustraire les israélites au régime exceptionnel sous lequel on les avait tenus jusqu'alors. Reubell, dont personne n'était en droit de suspecter les idées libérales, formula à la tribune les mêmes protestations ; il fut fort mal accueilli, par la presse surtout. Mais pendant que Prud'homme, dans ses *Révolutions de Paris*, criait au fanatisme et à l'intolérance, on trouvait, en Alsace, que les publicistes parisiens en prenaient fort à leur aise, pour trancher, de l'empyrée philosophique où ils trônaient, une question qui ne pouvait être bien appréciée

que sur les lieux mêmes. Ce qu'il y a de certain, c'est que tous les représentants ou agents qui furent successivement envoyés en mission en Alsace, ne tardaient point, en considérant les choses de près, à modifier complètement leurs idées sur ce point. Plus tard même, nous assisterons à un singulier spectacle et nous verrons, en pleine Terreur, les juifs menacés de mesures exceptionnelles par un agent du comité du salut public et protégés par les autorités et par des citoyens alsaciens. 1790.

Le fait est que les juifs ne reconnurent les bienfaits de la révolution que par un agiotage effréné sur les assignats et sur les subsistances. Grâce à eux, les assignats se déprécièrent dès les premiers jours de leur émission ; beaucoup de débiteurs s'empressèrent d'en profiter pour rembourser en papier-monnaie le montant de leurs dettes. Aussitôt après son installation, le département avait formulé, dans une adresse à l'assemblée nationale, ses observations sur les inconvénients et le danger que présenterait la mesure du cours forcé des assignats. Il ne fut pas plus écouté, cette fois, qu'il ne devait l'être, dans la suite, quand il demandait avec instance à la Convention de supprimer complètement le numéraire, pour mieux favoriser le cours du papier-monnaie.

Ses réclamations ne furent pas mieux accueillies, quant à la question du partage des biens communaux, qui soulevait au plus haut degré les convoitises de la classe inférieure. De toutes parts arrivaient des pétitions qui, se fondant sur les droits de l'homme, demandaient le partage sans distinction et par tête d'habitant. Le département aurait voulu maintenir l'ancienne démarcation entre bourgeois et manants ; il entrevoyait les conséquences du système que préconisait la démagogie, l'introduction, dans un pays frontière surtout, d'une foule d'étrangers et de gens sans aveu, contre lesquels on ne pourrait plus se garantir. Il demandait que l'on ménageât

— sur ce point, les susceptibilités des populations : l'événement
1790. vérifia plus tard la justesse de ses appréhensions.

L'état des finances constituait une des grandes difficultés de la situation. Partout la rentrée des impôts était en retard, pour 1789 aussi bien que pour 1790. Il fallait, de plus, pourvoir au paiement de la contribution patriotique, qui était du quart du revenu. Les municipalités devaient taxer arbitrairement, et même, emprisonner ceux qui étaient en retard de faire leur déclaration, et cela, sous leur responsabilité personnelle; mais on comprend combien il devait être pénible aux autorités nouvelles, dans les circonstances où l'on se trouvait surtout, de recourir à de pareilles extrémités. Le département faisait observer à l'assemblée nationale que le retard dans les rentrées n'était point le fait des municipalités, mais bien du malheur des temps. Les grains étaient d'une cherté excessive; l'hiver de 1789 avait frappé d'une stérilité complète le vignoble, dont le produit constituait la principale ressource des habitants du Haut-Rhin et la seule branche du commerce, qui pût établir une certaine circulation du numéraire dans ces contrées. Et c'était dans ce moment même, que l'on annonçait une loi nouvelle sur les boissons. « Cet impôt, écrivait à l'assemblée nationale le directoire du département, se peint à l'esprit de nos concitoyens sous les couleurs les plus odieuses, sous l'appareil le plus servile, et, comme les menaçant d'une ruine certaine. — Nous disons que, de la manière dont les esprits sont disposés, dans notre département, une armée de cent mille hommes serait moins redoutable, pour la constitution, qu'un décret adoptant le projet d'impôt proposé. »

Pour remédier à la disette, qui était générale, la loi avait interdit l'exportation des denrées de toute espèce. Cependant, au mois d'août 1790, même après les récoltes, le département crut s'apercevoir que la disette ne faisait que croître, et il ne put l'expliquer que par le retrait récent des troupes

qui formaient, sur la frontière, un cordon chargé de surveiller les exportations. Il n'était resté, en effet, à Neuf-Brisach et à Belfort, pour toute garnison, que deux bataillons du régiment de Deux-Ponts et quelques chasseurs de Champagne. Quant à la garde nationale, qui était en voie de s'organiser, elle devait être, quelque temps encore, pour le département, un embarras bien plus qu'une ressource. Institution démocratique, elle remplaçait les anciennes milices bourgeoises, qui ne lui cédaient le terrain qu'avec répugnance. Il en résulta même des conflits, à Eguisheim et à Bergheim notamment, où l'ancienne milice désarma, à plusieurs reprises, la nouvelle garde nationale. Quand enfin celle-ci fut organisée, elle servit au parti dominant, dans chaque commune, à opprimer et à molester le parti vaincu, jusqu'à ce que la portion active et remuante s'en détachât, pour former les bataillons de Volontaires, et que le restant allât servir dans les places fortes ou sur les bords du Rhin, au moment où les frontières étaient menacées.

1790.

Quoiqu'il en soit, en présence des exportations de denrées et de numéraire, qui, se multipliant sans entrave, redoublaient la détresse du pays, le département réclama, avec instance, l'envoi de nouvelles troupes. Sa demande fut accueillie : bientôt en effet le général Bouillé lui annonça l'arrivée, à Brisach, du régiment de La Fère, et, à Belfort, des régiments de Lauzun-hussards et de Royal-liégeois.

Mieux peut-être eût valu que ces troupes n'arrivassent pas, la frontière dût-elle rester dégarnie. A cette époque, l'insubordination commençait à se répandre dans l'armée, et, comme le fait observer M. Thiers, les nobles ne lui avaient que trop donné l'exemple de la désobéissance. L'affaire de Nancy avait eu lieu récemment. Son dénoûment fut également bien accueilli par les deux départements du Rhin, qui adressèrent des félicitations à Bouillé, en même temps que l'on célébra des services solennels en l'honneur des victimes de l'évène-

1790. ment. Toutefois, l'esprit de l'armée n'était pas encore ce qu'il devint plus tard, quand les excitations démagogiques eurent relâché les liens de la discipline et poussé les soldats à un degré d'exaltation qui, en face de l'ennemi, leur fit accomplir des prodiges, mais, à l'intérieur, devint trop souvent l'auxiliaire des mauvaises passions. En général, les troupes partageaient alors les sentiments royalistes de leurs chefs, qui n'avaient pas encore émigré. L'affaire de Royal-liégeois, qui eut lieu à Belfort, peu de jours après l'arrivée de ce régiment, produisit dans toute la France le plus fâcheux éclat.

A la suite d'un repas de corps qui avait fini bruyamment, quelques officiers de Royal-liégeois imaginèrent d'organiser un cortège avec la musique du régiment. Le major de Schweinsfeld marchait en tête, le sabre au poing. Après la musique, s'avancait le colonel agitant un mouchoir blanc attaché à son épée, et, derrière lui, un groupe composé de quelques officiers, sous-officiers et soldats, criant Vive le Roi ! A bas la nation ! Quelques citoyens furent, paraît-il, molestés durant le trajet. On arriva ainsi devant la maison commune. Un jeune officier s'introduisit dans la salle où s'était réunie la municipalité, qu'il apostropha vivement, en s'écriant qu'il n'y avait qu'un roi en France, et qu'il ne voulait pas en reconnaître douze cents. En ce moment, intervint Malzen, major du régiment de Lauzun, qui parvint à rétablir l'ordre. Dès le lendemain, des excuses étaient faites à la municipalité. Les officiers, dont le plus grand nombre était resté étranger à cette manifestation, s'empressèrent d'écrire au département, pour protester de leurs sentiments patriotiques; les trois d'entre eux, qui s'étaient si imprudemment signalés, dans cette fatale soirée, furent arrêtés et détenus quelque temps à Saint-Germain.

Telle fut, d'après les rapports mêmes du district de Belfort, cette équipée, dont se saisit l'assemblée nationale, et qui

reçut, dans la presse parisienne, les proportions les plus outrées. Le grand mal de ces scènes était de séparer la cause du roi de la cause de la nation, que les esprits modérés cherchaient à concilier, et de trop servir les intérêts de la démagogie. 1790.

Toujours est-il que le département avait reçu des troupes en nombre suffisant pour rétablir le cordon destiné à empêcher les exportations. On organisa même des patrouilles à cheval et de nuit : la disette n'en continua pas moins. On crut alors, comme cela arrive toujours en pareil cas, que ce pouvait être le fait de quelques accapareurs ; le district de Colmar édicta, à cet égard, des mesures rigoureuses et invita les curés à prêcher contre l'atrocité d'un pareil crime : rien ne servit. Évidemment le mal tenait à d'autres causes ; il provenait de l'insuffisance des récoltes et de la pénurie de ressources en tous genres. Enfin l'argent se cachait de plus en plus, et le triste palliatif des assignats ne suffisait pas pour remédier à l'absence du numéraire.

Les nouveaux tribunaux ne devaient être installés qu'à la fin de l'année ; en attendant, les anciennes juridictions devaient, aux termes d'un décret de l'assemblée nationale, rester en exercice. Toutefois les communes ne l'entendaient pas ainsi. Le droit de surveillance, que leur attribuaient les lois nouvelles, ne leur suffisait pas ; elles entendaient administrer elles-mêmes, sans contrôle, et surtout, sans autre juridiction que la leur propre, particulièrement dans les cas amendables. Quand le bailli de Lautenbach voulut se rendre dans la vallée, pour remplir son office, il crut devoir, en présence des mauvaises dispositions de la population, se faire appuyer d'un détachement de la garde nationale de Guebwiller et de quelques hommes de maréchaussée, le tout commandé par un lieutenant ; encore avait-il dû s'engager, à l'avance, à ne pas statuer en matière forestière. Cependant, à

1790.

l'entrée du village, il trouva une troupe de cent hommes armés jusqu'aux dents, commandés par un ancien militaire nommé Köch, dont l'attitude résolue força l'expédition à se retirer. Pour arriver à réprimer quelque peu ce fait si grave, le département invita Köch à comparaitre à sa barre et lui infligea huit jours de détention à subir dans la forteresse de Brisach.

Les communes en instance avec leurs seigneurs, pour fait de forêts notamment, comme Sainte-Marie avec les seigneurs de Ribeauvillé, ne jugeaient pas à propos d'attendre les décisions de la justice, pour s'adjuger l'objet de leurs prétentions. Ainsi firent aussi les communes du val de Saint-Grégoire. De tout temps, elles avaient eu une administration commune avec la ville de Munster; il leur plut, un jour, de se séparer, pour se constituer en municipalités distinctes, et elles s'attribuèrent, sans autre forme de procès, la part de forêts, qui leur semblait devoir leur revenir.

En même temps que ces voies de fait restaient impunies, les principes les plus subversifs continuaient à être répandus, dans les campagnes, par des malveillants ou par des intrigants, qui cherchaient, en abusant le peuple, à capter sa confiance. Aussi les délinquants, que ne retenait plus la crainte des condamnations judiciaires, faisaient-ils, de toutes parts, irruption à main armée dans les forêts. La Hardt, les forêts du prieuré de Feldbach, celles de l'abbaye de Pairis, à Widsohlen, celles du prince de Deux-Ponts, au val d'Orbey, furent l'objet des dévastations les plus graves. En vain le département, pour préserver ces magnifiques possessions d'une ruine imminente, multipliait-il les protestations et les menaces. Il envoyait tout ce dont il pouvait disposer, en fait de troupes de ligne et de garde nationale : ces moyens restaient souvent insuffisants. Au surplus, la garde nationale ne donnait que trop, elle-même, l'exemple de la violence et du désordre. A la suite de

dégâts considérables, commis par des délinquants de Rouffach, dans la forêt d'Oberhergheim, la municipalité de cette commune avait saisi les chariots ainsi que les bois coupés, et arrêté quelques-uns des coupables. Aussitôt quarante gardes nationaux de Rouffach envahirent à main armée le village, délivrèrent les prisonniers et ramenèrent en triomphe les chariots saisis. 1790.

Si les populations ménageaient peu les forêts, elles ne respectaient pas mieux les divers droits maintenus, jusqu'alors, par l'assemblée nationale, au regard du roi, des seigneurs et du clergé. Dans le courant du mois de juin, une insurrection véritable éclata au Bonhomme; des bandes armées de fusils, de pistolets et de haches, s'attroupèrent, pour empêcher la perception des droits dus à la régie des fermes du roi. La garde nationale, convoquée pour le rétablissement de l'ordre, accourut en effet, mais pour se joindre à l'émeute. Elle en fit de même, à Wattwiller, où elle concourut, avec la municipalité, à un mouvement dirigé contre le sergent seigneurial et le procureur fiscal, qui furent grièvement maltraités puis emprisonnés. A Heiteren, ce furent les femmes qui, armées de pierres et de bâtons, envahirent et dévastèrent le château du duc de Deux-Ponts. Les possessions de ce prince, à Pulversheim, celles de la famille de Schauenbourg, à Herrlisheim, furent également ravagées; et tous ces faits restaient impunis ou n'étaient l'objet que de répressions insignifiantes.

Mais ce qui était plus regrettable encore, ce qui inspirait les plus vives alarmes pour l'avenir, c'est l'anarchie qui régnait au sein des communes elles-mêmes. Jusqu'à ce que le nouvel ordre judiciaire fût en état de fonctionner, les anciens magistrats devaient conserver provisoirement leurs attributions. Les populations impatientes ne voulaient plus les tolérer, mais n'en accueillaient pas mieux, pour cela, les autorités nouvelles. C'est ce qu'on vit notamment, à Guebwiller, qui

1790.

devait marquer d'une manière toute particulière dans les diverses phases de la révolution, à St-Amarin, à Huningue, où le peuple se refusait à reconnaître les municipalités régulièrement élues et procédait illégalement à d'autres élections. A Ensisheim, ce fut le parti prétorien, c'est-à-dire, de l'ancien Préteur, violemment évincé, au mois de juillet 1789, qui fomenta contre les nouveaux municipaux une émeute qui faillit entraîner de grands malheurs. Ailleurs, c'était au sein des municipalités elles-mêmes, que régnait l'anarchie. Les affaires communales restèrent longtemps entravées, à Kaysersberg, par suite de la mésintelligence existant entre le maire et les officiers municipaux, qui se refusaient à marcher avec lui. Jamais les efforts du département et du district réunis ne parvinrent à rétablir l'harmonie dans cette commune. A Saint-Côme, les désordres les plus graves éclatèrent, un jour, au sein de la commune assemblée; des officiers municipaux furent grièvement blessés de coups de couteau. Ce n'étaient partout qu'abdications et démissions en masse, auxquelles il fallait remédier, par de nouvelles élections, qui ne faisaient que redoubler l'agitation et le désordre. Ou bien encore, l'autorité supérieure nommait un administrateur provisoire, qui avait alors le triste privilège de concentrer sur lui les haines réunies de tous les partis.

Dans les communes où ces luttes intérieures n'étaient pas possibles, parce qu'il y avait un parti dominant, on pouvait être sûr qu'il n'userait de sa force que pour mieux opprimer la minorité. Les municipalités nouvelles se composaient, en général, d'hommes jusqu'alors restés entièrement étrangers aux affaires, et qui ne savaient comment user de leurs pouvoirs. Comme les décrets leur avaient accordé le droit de statuer en matière de police, elles en usaient de la façon la plus arbitraire, sans observer aucune forme. Ordinairement leurs sentences étaient mises sur le champ à exécution, sou-

vent avec un appareil ignominieux. Pour les motifs les plus légers, les municipalités prononçaient des condamnations à deux et trois mois d'emprisonnement, faisaient arrêter sur le champ les condamnés, et l'on vit souvent des vieillards, des femmes, les personnes les plus honorables, transférés du fond d'un district au chef-lieu, sous la conduite de la maréchaussée. 1790.

Au milieu de ces désordres, dans ces circonstances critiques, l'attitude des directoires du département et des districts accuse une grande inexpérience. Ce ne sont chez eux ni le zèle, ni les bonnes intentions qui font défaut; mais quand ils prennent des mesures, ils ne déploient pas la fermeté nécessaire pour en assurer l'exécution. Or rien n'affaiblit plus l'autorité, que d'habituer les populations à considérer ses prescriptions comme lettre-morte. Nous allons voir, du reste, le département donner une preuve de faiblesse qui lui fut bien souvent et bien amèrement reprochée.

Depuis que l'on savait, à Colmar, que le Conseil souverain allait être supprimé, une vive agitation régnait dans les esprits. Tant d'intérêts se trouvaient compromis, que le mécontentement causé par cette mesure était parfaitement légitime. Reubell surtout était l'objet de toutes les récriminations. On l'accusait, bien à tort, d'être la cause de cette suppression, qui d'ailleurs n'était pas propre à Colmar seul, puisqu'elle s'étendait à toutes les villes parlementaires. Il fut même question, un jour, de se porter à son hôtel, pour le saccager. Les Colmariens s'en prenaient aussi aux membres du département et leur témoignaient, en toute occasion, le mauvais vouloir dont ils étaient animés à leur égard. Nous avons parlé de cette compagnie *verte* où s'étaient groupés les jeunes avocats, les clercs de procureurs et d'huissiers, tous ceux, en un mot, qui se rattachaient à l'ancien ordre judiciaire qui devait prendre fin le 30 septembre. Toutes les fois qu'un des mécontents rencontrait un des membres du département

— dans un lieu public, à la promenade, il ne craignait pas de
1790. lui prodiguer les avanies et les injures. Les propos les plus outrageants contre la constitution étaient proférés publiquement; des libelles incendiaires circulaient de toutes parts. On vit, un jour, des chasseurs arborer la cocarde blanche et souiller, en pleine rue, les couleurs nationales. Tout était mis en œuvre pour exciter la population contre les personnes ou les choses qui tenaient au régime nouveau. De tout cela était résultée une effervescence extrême, qui déjà s'était traduite, lors des élections du district, par un commencement de tumulte et par une lutte entre des citoyens et la garde nationale. Quelques jours après, une démonstration menaçante eut lieu, à l'occasion des biens communaux. Un attrouplement, à la tête duquel s'étaient mis le greffier municipal Rittelmeyer et deux citoyens, Beyer, fondeur de cloches, et Bottemer, menuisier, pénétra dans la salle même des séances du directoire et le somma brutalement de faire procéder par la commune au partage des communaux. Aucune mesure n'avait été prise pour empêcher cette démonstration.

Enfin, le 29 septembre, veille du jour où devait expirer l'ancien ordre judiciaire, il était visible que l'agitation allait croissant; on parlait de résister et d'empêcher, par la force, l'exécution de la mesure projetée. Il était notoire aussi que la compagnie *verte* avait envoyé, dans les environs, des émissaires chargés de convoquer, pour ce jour là, à Colmar, les gardes nationales de son bord. Dans ces circonstances, le directoire convoqua le maire, le procureur de la commune et les officiers de la garde nationale. Il leur représenta que la situation s'aggravait de plus en plus, et que si on voulait éviter les troubles annoncés pour le lendemain, il était urgent de s'assurer des principaux meneurs; enfin il les interpella sur les mesures qu'ils entendaient prendre pour le maintien

de l'ordre et la sécurité des autorités constituées. Le maire, —————
de Salomon, inaugurant ce système habile, mais ambigu, de 1790.
prudence et de temporisation, qu'il devait déployer, l'année
suivante encore, lors des troubles religieux, reconnut qu'une
grande effervescence régnait en ville. Il lui semblait toutefois
que des arrestations auraient pour effet de provoquer des
troubles, qu'avec de la modération, on pourrait peut-être pré-
venir. Du reste, il évita de se prononcer sur cette garantie,
qu'on lui demandait, de comprimer l'émeute, dans le cas où
elle viendrait à éclater.

En présence d'une attitude et d'une réponse aussi équi-
voques, le directoire déclara qu'il ne se considérait plus
comme en sûreté, à Colmar, et qu'il se retirerait dans une
autre localité, se réservant de désigner plus tard le lieu où
serait transporté le siège de l'assemblée départementale. En
effet, dans la nuit du 30, le président Monin, Ricklin, Bruat
et Rudler partirent pour Belfort et donnèrent, de là, avis de
leur résolution à l'assemblée nationale. Quant à Wælderlé et
Müeg, bien qu'ayant adhéré à la mesure, ils crurent devoir
rester à Colmar.

Cette scission était déjà fâcheuse, par elle-même; mais ce
qui fut plus regrettable encore, c'est la retraite de la majorité.
La malveillance ne pouvait manquer de l'exploiter et de la
représenter comme une fuite devant le danger, comme une
concession faite à l'émeute. En admettant qu'un mouvement
fût à craindre, les membres du département devaient rester
à leur poste et ne céder qu'à la violence effective. En agissant
comme ils le faisaient, ils donnaient aux autorités subalternes
un fâcheux exemple, que le district de Belfort, lui-même,
auprès duquel ils se retiraient, ne devait pas tarder à imiter.

Quoiqu'il en soit, la journée du 30 se passa plus tranquil-
lement qu'on ne s'y était attendu. La compagnie *verte*, qui
devait se mettre à la tête du mouvement, assista le maire de

1790.

Salomon, au moment où il alla apposer au palais les scellés sur les portes et sur les archives du Conseil souverain expirant. Ce jour là aussi, le district et la municipalité de Colmar envoyèrent une députation, à Belfort, pour solliciter le retour des administrateurs du département, avec garantie d'une complète sécurité pour leurs personnes et pour la continuation de leurs travaux. Ce ne fut toutefois qu'après bien des pourparlers et des démarches réitérées, qu'ils revinrent, un mois après, l'un après l'autre, reprendre leur poste au siège du département.

Une fois l'ordre rétabli à Colmar, la compagnie *verte*, qui avait été le principal élément de perturbation, dut naturellement disparaître; elle provoqua elle-même sa dissolution. Un grand nombre de jeunes gens, qui en faisaient partie, quittèrent la ville et le territoire français, avec armes et bagages, pour aller grossir les rangs de l'armée de Condé. Il existait, dans les environs de Bâle, une agence qui recrutait ostensiblement pour l'émigration; et, malgré la surveillance de l'autorité, bien des désertions, bien des exportations d'armes avaient lieu, sans qu'on parvint à les arrêter. Un instant, on crut être sur la trace d'une agence de cette nature, qui, à Colmar même, pratiquait l'embauchage sur le régiment Royal-liégeois. Le curé de Houssen et un capucin, appelé le P. Innocent, furent arrêtés; le commandant de Neuf-Brisach, de Roque, fut, pour le même motif, consigné et gardé à vue. L'effervescence causée par cet incident devint telle, à Brisach, que le directoire dut ordonner la translation de cet officier à Colmar. Dernois, du département, fut chargé de cette délicate mission, qui exigea un déploiement considérable de troupes de ligne et de garde nationale. De Roque fut consigné chez la dame de Bergeret, sa belle-sœur, sous la surveillance du général Vietinghoff, qui se refusa nettement à se prêter au rôle de geolier, qu'on prétendait lui imposer. Du reste, en l'absence

de toute charge et après un dépouillement minutieux des papiers du commandant de Roque, l'assemblée nationale ne tarda pas à ordonner l'élargissement de cet officier, qui fut renvoyé à son poste. 1790.

Cependant l'ordre n'était rétabli, à Colmar, qu'en apparence, car le mécontentement et l'agitation étaient toujours les mêmes dans les esprits. Indépendamment de la suppression du Conseil, il y avait eu bien des causes de froissement, bien d'autres intérêts lésés. Les tribus avaient disparu, avec les autres institutions analogues de l'ancien régime; leur dissolution, à Colmar, s'opéra au milieu des orages et des tempêtes. L'État, profitant des dissensions intestines qui divisaient ces frères ennemis, fit main basse sur leurs propriétés, notamment sur les maisons où ils se réunissaient, et les vendit comme biens nationaux. Ce ne fut que lorsque ces dissensions se furent calmées ou eurent changé d'objet, que l'on s'aperçut, en examinant les choses de plus près, que la commune s'était fort mal à propos laissé dépouiller par l'État, d'une propriété à laquelle il n'avait aucun droit. Il avait fallu, en effet, une étrange aberration de principes, pour assimiler les tribus des anciennes villes d'Alsace aux maîtrises et jurandes, ou corporations d'arts et métiers françaises. Celles-ci avaient été établies par les rois, qui, en les créant, leur avait octroyé des lettres patentes et assigné des fonds; il en était tout autrement des tribus alsaciennes, qui ne devaient aucun fonds à la puissance souveraine. Leur institution, à Colmar, remontait à l'époque où, la ville s'étant défaite de l'oligarchie des nobles, le peuple prit une part directe au gouvernement de la cité. Comme il n'était pas possible de réunir l'universalité des citoyens en un seul local, on avait pris le parti de les diviser en sections ou tribus, qui déléguaient leur pouvoir à deux députés chargés de les représenter au Magistrat. On répartit sur ces tribus les diverses corporations d'arts et mé-

1790.

tiers, et la ville procura à chaque section un local particulier pour ses réunions. Le nombre de ces tribus, d'abord fixé à vingt, fut plus tard réduit à dix. Ce qui est d'ailleurs fort remarquable, c'est que dans la composition de quelques unes de ces tribus, il n'y avait pas un seul corps de métier. Telles étaient la tribu des laboureurs, celle des vigneron et celle des jardiniers; une autre tribu réunissait les savants, les chirurgiens, les aubergistes, etc. Enfin il en était une cinquième, qui comprenait tous les nobles. Les décrets sur les corporations d'arts et métiers n'étaient donc pas applicables aux tribus, qui avaient un caractère bien différent. Il était d'ailleurs bien connu que la commune, qui avait donné les bâtiments, subvenait aux grosses réparations. Elle avait disposé, en outre, de ceux de ces bâtiments qui avaient perdu leur destination, notamment de la vieille Couronne, quand, en 1521, la tribu des nobles avait été supprimée. Il en avait été de même du *Wagkeller*.

Tous ces principes étaient vrais, mais il fallait les faire valoir en temps utile, au lieu de se quereller; l'éternelle fable de l'âne et des deux voleurs avait reçu ici une nouvelle application. En attendant, la commune de Colmar, qui avait déjà subi tant de pertes, se vit dépouiller de biens d'une valeur considérable, et l'État, qui s'en était emparé, les vendit à des particuliers, à vil prix et pour quelques assignats. Quant aux tribus, elles furent obligées de se dissoudre, et leurs antiques bannières allèrent décorer les voûtes de la nouvelle cathédrale.

CHAPITRE III.

1791.

Esprit public dans le Haut-Rhin. — Établissement des sociétés populaires. — Formation des bataillons de volontaires. — Portrait du volontaire de 1791. — Kléber, Boyer, Mengaud, Offenstein. — Envoi de commissaires dans les départements. — Hérault de Séchelles, Dumas et Foissey, à Colmar. — Affaire du brave Stockmeyer. — Causes diverses de troubles. — Forêts. — Juifs. — Contributions. — Assignats. — Les exportations continuent. — Troubles à Belfort. — L'État s'empare des biens du clergé. — Inventaire des vases et des ornements d'église. — Émeute à Guebelschwihr. — Suppression des ordres religieux. — Constitution civile du clergé. — Élection de l'évêque du Haut-Rhin. — Protestation des évêques de Strasbourg et de Bâle. — Écrits incendiaires répandus dans les masses. — Gobel, puis Martin, élus à l'évêché du Haut-Rhin. — Attitude des ordres religieux. — Clergé constitutionnel. — Installation de l'évêque Martin. — Les églises dépouillées au profit de la cathédrale. — Le clergé refuse de lire aux fidèles le mandement de l'évêque. — Exécution des décrets concernant les ordres religieux. — Troubles à Colmar. — Le département censuré par l'assemblée nationale. — Protestations générales en faveur des religieux. — L'église des capucins accordée puis retirée aux non-conformistes. — Persécutions des religieuses pour le serment. — Détenus du château de Landscron, en vertu de lettres de cachet. — Les populations refusent les prêtres assermentés. — Violences graves dont ils sont l'objet. — Mesures contre le clergé réfractaire.

La révolution française marchait à pas de géant, mais l'esprit public, en Alsace, avait grande peine à la suivre. Au milieu des ruines amoncelées par l'assemblée nationale, la province voyait à regret tomber, l'une après l'autre, toutes ces institutions, si défectueuses qu'elles pussent être d'ailleurs, à l'ombre desquelles elle avait vécu pendant des siècles. L'administration locale partageait ces sentiments, et, tout en

1791.

étant dévouée au nouvel ordre de choses, elle se sentait débordée. Ce n'était pas sans éprouver une grande résistance que l'on avait remédié aux abus de l'ancien régime; mais quand il s'était agi d'appliquer le régime nouveau, les ambitions, partout mises en jeu, avaient donné lieu à de nombreux conflits, qui n'étaient pas près de s'apaiser. La classe inférieure, que l'on voulait servir, n'avait pas tardé à confondre la licence avec la liberté. C'est au milieu de cette agitation générale, produite par bien des causes diverses, que l'on en vint à porter la main sur un objet redoutable par dessus tous, parce qu'il touche à la conscience, c'est-à-dire, à ce qu'il y a de plus délicat, de plus impressionnable, sur les choses de la religion, en un mot. Nous verrons bientôt quelles ont été, pour le département du Haut-Rhin, les suites de cette constitution civile du clergé, cause première de tous les malheurs de la révolution; qui a failli faire une Vendée de toutes les provinces, a entraîné le régime de la Terreur, et aurait infailliblement perdu la France, malgré ses triomphes au dehors, si une main puissante, instrument de la Providence, n'était venu raffermir l'édifice chancelant et le rétablir sur sa base. Il est vrai que la révolution, durant la période dont nous avons à nous occuper, sut triompher de tous les obstacles et finit par l'emporter sur tous les points : nous verrons par quels moyens et ce qu'il en a coûté.

Une des premières mesures, généralement partout adoptée pour l'instruction des citoyens des choses de la révolution, fut la fondation de Sociétés populaires. Dès le commencement de l'année 1790, il s'était fondé, à Strasbourg, une Société des amis de la constitution, à l'instar de celle qui s'était établie à Paris, et qui, plus tard, devint le trop fameux club des jacobins. Sur la liste de la Société strasbourgeoise figuraient, comme fondateurs, les personnages les plus honorables : c'étaient des banquiers, des avocats, des professeurs,

des militaires de toutes armes, surtout des officiers de l'artillerie et du génie. « Le but de la Société, portait l'acte d'union, est de veiller attentivement sur la révolution actuelle, sur tout ce qui peut contribuer à la maintenir et à lui assurer de la force et de la durée. » Un des premiers soins de la Société fut de répandre une circulaire dans toute la province, pour inviter les villes, aussi bien que les campagnes, à former des associations semblables et à se mettre en correspondance avec elle. Cet appel fut écouté dans le Haut-Rhin, pas tout de suite, il est vrai, mais enfin il le fut. Le 16 janvier 1791, la Société des amis de la liberté et de l'égalité tint sa première séance, à Colmar. Elle comptait, à son début, quarante membres ; ce nombre s'accrut rapidement. La première page du registre de ses délibérations porte cette inscription : « *In nomine redemptoris nostri Jesu-Christi ⁊ amen.* » Plus bas on lit, d'une écriture ajoutée bien après coup : « Au nom de la république une et indivisible. » C'est entre ces deux légendes que se déroule toute l'histoire de la Société populaire de Colmar.

Les représentants en mission multiplièrent à l'infini ces Sociétés, et bientôt il n'y eut pas un village, pour ainsi dire, qui n'eût son club. Dégagées, fort heureusement pour elles, de l'élément étranger qui avait envahi Strasbourg, la plupart de ces Sociétés ont joué un rôle assez secondaire ; mais aussi peut-on dire que l'esprit qui les animait a été relativement assez modéré. Cependant leur action a été, en général, plutôt nuisible que salutaire. Dans les localités, en effet, où club et municipalité marchaient d'accord, le résultat de leur entente a pesé de tout son poids sur le parti qui ne pensait pas comme eux ; et partout où cet accord a manqué, leurs dissensions ont souvent dégénéré en conflits sanglants. Dans le cours de ce récit, nous aurons, plus d'une fois, à nous occuper de leurs faits et gestes.

1791.

Si l'Alsace, à cette époque, a eu la douleur de voir quelques-uns de ses enfants quitter son sol et se disposer à s'armer contre leur pays, elle a offert, en revanche, quand il s'agit de le défendre, un spectacle plus patriotique. En vertu d'un décret du 21 juin, les gardes nationales furent mises en activité; le contingent de chaque département était fixé, mais on ne voulait le devoir qu'au mouvement libre et spontané des citoyens. On dressa donc, dans chaque commune, des listes sur les quelles durent s'inscrire les Volontaires. Le contingent indiqué pour le Haut-Rhin était de trois mille quatre cent quarante-quatre hommes; il s'en inscrivit plus de neuf mille. Il est vrai que bon nombre de ces inscriptions n'étaient dues qu'à un mouvement irréfléchi. Il y eut des retours et des repentirs; mais le département consulté répondit qu'on ne contraignait personne et que ceux qui, après s'être fait inscrire, renonceraient à l'honneur de se porter à la défense des frontières, étaient libres de se déshonorer. La plaine de Cernai fut désignée comme lieu de rassemblement. Dernois, du département, Johannot, de Wesserling, et un nommé Hægi, du district d'Altkirch, furent désignés pour organiser les bataillons et présider à l'élection des officiers. Là encore, un grand nombre de ces jeunes gens déclarèrent qu'ils n'étaient venus que parce que leurs municipalités les avaient forcés de tirer au sort; ils demandèrent à jouir de la liberté que leur assuraient les décrets. On laissa partir tous ceux qui le désiraient; ceux qui restèrent fournirent le contingent, et au-delà. Ils formèrent ensemble cinq bataillons et deux compagnies. On procéda ensuite à l'élection des officiers, et le sort désigna le numéro de chaque bataillon, qui partit tout aussitôt pour se rendre au campement qui lui fut assigné.

Voilà le Volontaire, le vrai Volontaire, tel que la révolution le fit jaillir du sol de la patrie. Le Volontaire *forcé* de 1792, le réquisitionnaire de 1793, ont été tout aussi braves, mais ce

n'est plus le même type. Le Volontaire de la levée de 1791 est rude, patient à la fatigue, courageux jusqu'à l'audace, mais indomptable dans son indiscipline. Inutile de dire qu'il est patriote ardent : les aristocrates trouvent en lui leur plus farouche adversaire. Comme les Volontaires étaient destinés à combattre à l'avant-garde, pour la défense des frontières, le sol d'Alsace a servi de campement non-seulement aux bataillons indigènes, mais encore à ceux des départements voisins et successivement à ceux de toute la France. Telle était la terreur qu'ils inspiraient, que les communes récalcitrantes qui avaient mérité qu'on leur envoyât de la force armée, pour le maintien du bon ordre, demandaient, comme une faveur, des gendarmes ou de la troupe de ligne, plutôt que des Volontaires. Le district d'Altkirch, qui eut tout particulièrement à en souffrir, exhalait un jour ses plaintes dans un langage qu'il dut rétracter plus tard, tant il était coupable. « L'insubordination des Volontaires, disait-il, est à son comble; leurs vexations en tous genres jettent la terreur et le désespoir dans l'âme des citoyens. On en arrive, à cause d'eux, à détester la constitution. La douleur et la consternation, dans plusieurs paroisses de ce district, sont telles, qu'on y verrait avec joie et que l'on y regarderait comme des libérateurs, les ennemis qui, en fondant sur le territoire français, repousseraient loin des frontières ces soldats indociles et éhontés. »

C'est pourtant de leurs rangs que sont sortis la plupart des généraux de la république. Pour son compte, le département du Haut-Rhin y a contribué pour un contingent assez notable. Son quatrième bataillon avait élu pour chef un vieil officier de gendarmerie, Guittard, qui avait été de la Constituante et qui, plus tard, devait être député suppléant à la Convention. Le district de Belfort eut la bonne fortune de lui faire donner pour auxiliaire, par le général Wimpfen, un architecte nommé Kléber, dont il avait su distinguer la capacité militaire.

1791. C'est encore du rang de ses Volontaires que sont sortis le général Boyer et Mengaud, qui plus tard aussi devint général, baron d'Empire, et, après sa retraite, sous-préfet de Belfort; Mengaud, dont les lettres écrites, sous le feu de l'ennemi, au milieu du plus affreux dénûment, respirent tant de bonne humeur et de verve gauloise. Les Belfortains, bons patriotes mais têtes ardentes, se montrèrent moins justes envers le commandant du premier bataillon des Volontaires du Bas-Rhin, Offenstein, qu'ils avaient pris en grippe, rien que pour sa haute stature et sa belle prestance. Des rixes sanglantes eurent lieu entre les citoyens et les Volontaires, qui adoraient leur chef; il fallut éloigner au plus vite le bataillon, pour éviter des scènes plus funestes encore. Moins de deux ans après, Offenstein passait général de division, après des prodiges de valeur.

Il est un moyen, de tout temps employé, et qui, presque toujours, a produit l'effet contraire à celui qu'on espérait : c'est l'envoi, dans une contrée, de personnages soit-disant chargés d'en étudier ou d'en diriger l'esprit. Dans le courant du mois de janvier, les municipalités du Haut-Rhin furent informées de l'arrivée prochaine de trois membres de l'assemblée nationale, qui, disait-on, étaient envoyés par le roi, pour éclairer le pays et écarter de lui l'artifice et l'erreur. Ces trois commissaires étaient Hérault de Séchelles, Dumas, colonel d'infanterie, et Foissey, président du tribunal de Nancy. Le 3 février, jour fixé pour leur arrivée à Colmar, le maire de Salomon voulut se concerter avec les chefs militaires et de la garde nationale, au sujet des honneurs à leur rendre. L'état-major de la garde nationale répondit que dans le règlement sur le service des places, il n'existait aucune disposition à ce sujet, et qu'il n'y avait dès-lors aucune mesure militaire à prendre. En présence de ce refus, quelques officiers réunirent une centaine d'hommes des compagnies dites *colonelle* et

générale, et se rendirent avec eux à l'hôtel des Six montagnes, où devaient descendre les commissaires. Ils y trouvèrent réunis le maire et les officiers municipaux. Cependant l'heure fixée pour l'arrivée était passée depuis longtemps; la municipalité et la garde nationale se retirèrent, laissant quelques hommes pour former une garde d'honneur. 1791.

Vers huit heures du soir, un courrier arrive, annonçant qu'il précède de quelques minutes seulement les commissaires. On court tout aussitôt avertir la municipalité. Des groupes de curieux se forment autour de l'hôtel, manifestant des dispositions hostiles. Au moment où les commissaires descendaient de voiture, les cris de vive le roi! à bas la nation! retentirent de toutes parts. Un instant on put croire que la foule allait envahir l'hôtel. Soudain apparut sur les lieux un groupe d'hommes armés de bâtons. C'était un officier municipal, nommé Martin Stockmeyer, qui demeurait tout près de là, sur le quai de la poissonnerie, et qui accourait, avec quelques voisins, pour rétablir le bon ordre. Tous ensemble ils tombent sur les groupes, distribuant force coups de bâton à droite et à gauche. Une panique subite s'empare de la foule; le terrain est déblayé en un instant. Seul, un vieux chevalier de St-Louis resta étendu sur le sol, tout étourdi d'un coup qui l'avait atteint à la tête. Stockmeyer le relève, le fait entrer dans une maison voisine où on lui prodigue les soins convenables, et voilà un homme à jamais célèbre, un héros de courage et d'humanité tout à la fois.

On ne saurait se figurer le retentissement qu'eut cet événement. Le lendemain, une députation de la garde nationale de Neuf-Brisach, son commandant en tête, venait féliciter le brave Stockmeyer (ce nom et cette épithète sont désormais inséparables). A son tour, Johannot, de Wesserling, accourt pour lui offrir, si l'ordre était encore troublé, à Colmar, le concours de trois mille patriotes montagnards de la vallée de

1791. — St-Amarin. Pendant plusieurs séances, il ne fut guère question que de ce fait, à la Société populaire de Strasbourg. Un membre, témoin de l'événement, en raconta tous les détails, aux applaudissements de l'assemblée, et cita les noms des quelques citoyens courageux qui, au péril de leur vie, venaient d'étouffer une émeute formidable. Un autre membre, Alexandre, revenant d'une mission qu'il avait remplie à Colmar, annonça qu'il avait eu la satisfaction d'embrasser le brave Stockmeyer. A son retour, Dumas, l'un des trois commissaires, déclare que les choses ont complètement changé de face, à Colmar, depuis l'acte patriotique du brave Stockmeyer ; de son côté, Hérault de Séchelles apprend à la Société que c'est le brave Stockmeyer qui les a introduits, lui et ses collègues, au nouveau club de Colmar. La Société-sœur de Bordeaux, dans une adresse à celle de Strasbourg, où, dit le procès-verbal de la séance, brillent la plus vaste érudition et la plus vive éloquence, s'écrie, à propos du brave Stockmeyer : « Nous voyons en esprit le chemin chez vous, nos frères ; il s'efface quand vous serez menacés de danger, et vous pourrez compter sur notre secours. » Ce n'est pas tout encore : un graveur est chargé de faire le portrait du brave Stockmeyer, *pour perpétuer son action civique par un monument* ; un exemplaire en est envoyé à l'assemblée nationale, qui adresse ses félicitations à l'original. Un autre exemplaire, enluminé par un employé nommé Trœnlé, est offert au département en don patriotique et déposé au musée de Colmar, avec la fameuse canne libératrice.

Il y a bien quelque petite tache à certaine page de l'histoire du brave Stockmeyer ; mais enfin tous les grands hommes ont eu leurs faiblesses. Gardons-nous donc de rien ôter à l'auréole dont la légende populaire a décoré le front de cette réjouissante figure. A ceux qui toujours sont désireux de savoir le sort des personnages qui ont pris part à quelque

grand évènement, nous dirons seulement que Martin Stockmeyer, après avoir rempli diverses missions, à l'époque des réquisitions, tant comme officier municipal, que comme batelier, fut nommé inspecteur des bâtiments de la ville et logé au *Werckhoff*. C'est là qu'il est mort, le 25 octobre 1802. 1791.

On vient de voir que les commissaires de l'assemblée nationale avaient quitté Colmar, bien convaincus que leur seule présence et les discours qu'ils avaient prononcés, à l'assemblée populaire, avaient complètement modifié les idées et rallié les esprits au nouvel ordre de choses : l'évènement devait bientôt prouver que ce n'était là qu'une illusion. La question religieuse commençait alors à remuer partout les esprits. C'était là un élément nouveau de complications, venant s'ajouter aux anciennes causes de trouble, qui toutes subsistaient encore.

C'est ainsi que pour les forêts, malgré les exemples sanglants qui avaient été statués, malgré les dispositions comminatoires dont le département et les districts accompagnaient toutes leurs proclamations, les incorrigibles habitants des vallées de St-Amarin et de Guebwiller continuaient sans cesse leurs incursions et leurs dévastations dans les propriétés du chapitre de Murbach, devenues biens nationaux. Dans plusieurs localités riveraines, les municipalités elles-mêmes donnaient l'exemple et dirigeaient les mouvements. La magnifique forêt de la Harth, autre domaine de l'État, était sur le point de se voir complètement ruinée par des déprédations du même genre. Le ministre Delessart s'en plaignait, dans les termes les plus acerbes, au département, qui se justifia facilement. Il avait en effet envoyé sur tous les points menacés des détachements, qui en avaient été trop tôt retirés par les autorités militaires. D'autre part, les forestiers, mal payés, mal soutenus, croyant qu'on les abandonnait, se décourageaient et se déclaraient impuissants à empêcher le mal. C'était là,

— du reste, la plainte générale : partout les agents forestiers
1791. étaient molestés, maltraités par les populations et même par les municipalités. Le directoire du département continuait à envoyer toutes les troupes dont il pouvait disposer, mais, presque toujours, elles arrivaient quand le mal était fait, et alors il ne restait à imposer aux communautés délinquantes, pour tout châtiment, que la ressource fort insuffisante de la suspension des municipalités. Ainsi furent dégradées et dévastées les forêts de Rouffach, de Pfaffenheim, celles du prince de Broglie, à Bollviller, du duc de Wurtemberg, à Dürrenentzen, du duc de Deux-Ponts, à Wihr, Walbach et Orbey. Pour obtenir raison des habitants de Bendorff, le directoire du département recourut à une mesure bien grave, qui montre à quelle extrémité on était déjà réduit, à cette époque. Les habitants de Ferrette, lésés par ceux de Bendorff, dans l'exercice de leurs droits forestaux, furent autorisés à s'armer. Assistés de la maréchaussée et d'un détachement de dragons, ils envahirent le village, arrêtrèrent le maire et le procureur de la commune, et les retinrent prisonniers, jusqu'à ce que leurs concitoyens eussent satisfait à une condamnation précédemment prononcée contre eux. Les forêts du Rosemont, qui étaient devenues bien national, après avoir appartenu au prince de Monaco, furent le théâtre de faits plus graves encore. Les habitants d'Éloie, Auxelles-haut, Grosmagny, Petitmagny et Lepuix, précédés de gardes nationaux armés, dévastèrent ces forêts, envahirent le domicile des gardes forestiers, leur mirent la corde au cou et allaient les pendre, quand des secours cherchés à temps, à Belfort, vinrent heureusement les empêcher de consommer cet attentat.

Les juifs, cause et objet continuel de désordres pour le paysan alsacien, allaient être proclamés citoyens, par décret de l'assemblée nationale; en attendant, ils n'en étaient pas mieux vus pour cela. Le conseil général du département leur

avait, en 1790, interdit toute action en recouvrement de leurs créances, jusqu'à l'institution des nouveaux tribunaux. 1791.
Dans la suite, on leur imposa d'autres entraves, fondées sur un décret de l'assemblée nationale, qui leur enjoignait de fournir un état complet et détaillé de leurs créances sur les chrétiens. Le district de Colmar alla plus loin encore, en leur interdisant, jusqu'à parachèvement complet de cette liquidation, qui ne se termina que vers la fin de 1792, de prendre aucune part aux enchères de biens nationaux. Quant à leurs personnes, il faut rendre cette justice au département, qu'il ne négligea aucune mesure pour assurer leur sécurité. C'est ainsi qu'à Oberhagenthal, commune où les juifs avaient vu, en 1789, leurs propriétés pillées et dévastées, l'administration les préserva d'un nouveau soulèvement, plus menaçant peut-être que le précédent, puisqu'il ne s'agissait de rien moins que de les massacrer. Un grand nombre de municipalités se plaignaient de ce que les juifs augmentaient d'année en année, qu'ils se rendaient acquéreurs des demeures les plus confortables, pour les habiter, qu'ils accaparaient enfin toute espèce de négoce. Elles voulaient les expulser; mais le directoire exigea qu'on les gardât, et même que l'on admît tous ceux qui venaient, sans autorisation préalable, s'établir dans une localité quelconque. Cependant les précautions prises pour les protéger n'étaient pas toujours suffisantes. A Bollviller notamment, on les tenait bien souvent bloqués dans leurs maisons; une grêle de pierres venait les assaillir, pour peu qu'ils essayassent de sortir, ou seulement de se présenter à leurs fenêtres. C'est à Issenheim surtout, que leur sort était à plaindre: on les taxait arbitrairement, et, quand ils refusaient de payer, on les arrêtait et ils restaient détenus, jusqu'à ce qu'ils se fussent acquittés. Le soir, des patrouilles circulaient dans les rues, pénétraient dans leurs habitations, éteignaient leurs lumières et les forçaient à se coucher.

1791. — Répétons-le, toutefois : l'administration et les Sociétés populaires soutinrent, à cette époque, les droits des israélites contre les haines et les préjugés des populations ; et, si plus tard, elles cessèrent de leur témoigner le même intérêt, c'est, comme nous l'avons déjà dit, qu'aux plus mauvais jours de la révolution ; ils se livrèrent à un agiotage effréné, tant sur les assignats, que sur les biens nationaux et sur les subsistances.

Cependant les embarras d'argent allaient chaque jour croissant : les impôts ne rentraient pas ; celui de 1789 même restait arriéré ; les collecteurs étaient menacés par les redevables. Pour les protéger et pour faciliter les recouvrements, on fut obligé d'envoyer de la troupe de ligne ou de la garde nationale, avec la maréchaussée, à Rouffach, Türkheim, Kaysersberg, Ribeauvillé, Riquewihr et Appenwihr. La contribution patriotique pesait lourdement sur les populations ; l'administration était assiégée de demandes en dégrèvement. Et c'était au milieu de tous ces embarras, qu'un impôt nouveau pour le pays allait s'ajouter aux autres charges dont on venait de le grever, l'impôt résultant de la loi sur les droits d'enregistrement. Dans une adresse à l'assemblée nationale, le directoire du département demanda, mais en vain, que du moins on suspendît, pendant quelques années, l'exécution de cette loi. Il rappelait, à cette occasion, que, pour jouir de la liberté absolue des transactions, les alsaciens n'avaient pas hésité à racheter, par abonnement, le contrôle que Louis XIV avait voulu établir dans la province. L'adresse se terminait par ces mots significatifs : « Il serait de la justice de l'assemblée nationale de ne pas appesantir le joug d'une contribution publique sur une partie du royaume, *qui n'est liée à la constitution que par des surcharges et des sacrifices.* »

Les assignats, qui devaient suppléer à l'absence ou à la diminution du numéraire, n'étaient au contraire qu'un em-

barras de plus à ajouter à la crise financière. Leur dépréciation allait croissant, au grand préjudice notamment des entrepreneurs de travaux publics, forcés de supporter la différence au regard de leurs ouvriers, et qui ne parvenaient à se faire indemniser ni par l'État ni par le département. D'autre part, il avait été mis en circulation un grand nombre d'assignats de mille et de deux mille livres, et la petite monnaie, soit en billon, soit en papier, manquait complètement. Il en résultait un dommage considérable pour les négociants en gros et surtout pour les fabricants, obligés de payer la main d'œuvre et de s'imposer journellement des sacrifices énormes, pour alimenter leurs ouvriers et ne pas interrompre les travaux. Depuis longtemps déjà, le département sollicitait du trésor, sans pouvoir l'obtenir, l'envoi de 300,000 livres en assignats de cinq livres. A l'approche de l'hiver, il redoubla ses instances, en annonçant que les fabriques allaient être obligées de fermer, et les pauvres réduits à une extrême détresse. Les troupes, de leur côté, murmuraient des pertes qu'elles subissaient sur le papier-monnaie, dont l'échange leur était souvent impossible. Une loi du 6 août 1791 avait attribué au département les $\frac{3}{20}$ des 45,000 marcs qu'on fabriquait alors à la monnaie de Strasbourg; mais le Bas-Rhin parvint à retenir le tout pour lui, se préoccupant fort peu de la détresse de ses voisins. 1791.

Dans leur mécontentement, les populations et les troupes attribuaient la rareté du numéraire à l'exportation; elles renchérisaient, à l'occasion, sur les rigueurs de la loi qui les défendait, et que les administrateurs, suivant elles, étaient les premiers à violer. L'éveil avait été donné par la saisie d'une somme de 9,600 fr. en écus neufs, qu'un nommé Léopold Lévy se disposait à faire passer à Bâle. Cet individu était, depuis quelque temps, soupçonné d'être le principal agent de l'exportation du numéraire à l'étranger. Un jour, la

1790. — garde nationale de Belfort s'avisa de visiter la diligence de Paris à Bâle et saisit plusieurs groups en espèces, sans s'inquiéter autrement des justifications qui accompagnaient cet envoi. Depuis ce jour, la population de Belfort était en état constant de défiance ; elle en donna la preuve dans une circonstance où elle créa de grands embarras à l'administration.

Au mois d'août, deux voitures chargées de 480,000 livres en argent, contenues dans dix-sept caisses, arrivaient à Belfort, sous la conduite du sous-officier de gendarmerie Martin, porteur d'un décret de l'assemblée nationale, qui autorisait l'exportation de ces valeurs à la destination de l'État de Soleure. Le bruit se répandit bien vite que les vrais destinataires n'étaient autres que les princes français émigrés à l'étranger. Les voitures furent arrêtées par le peuple, les caisses déchargées et déposées à la maison commune, où elles restèrent confiées à la garde d'un détachement de troupes de ligne et de gendarmerie. Cependant Martin exhiba le décret dont il était nanti et requit les autorités d'en assurer l'exécution. Les caisses furent rechargées sur les voitures, l'escorte commandée, mais l'attitude menaçante de la population, celle de la troupe, qui déclarait qu'en cas d'attaque, elle ne ferait pas usage de ses armes, empêchèrent toujours que force restât à la loi. On avait appris, d'ailleurs, que les populations rurales s'étaient attroupées sur le chemin que devait parcourir le convoi, bien décidées à ne pas le laisser passer.

A cette époque, de nombreux conflits avaient éclaté entre le district de Belfort et la municipalité. C'était surtout dans des circonstances aussi critiques, qu'une entente complète entre les divers pouvoirs eût été à désirer : elle fit ici entièrement défaut. Le peuple de Belfort prit parti pour sa municipalité et se permit contre le district plusieurs démonstrations injurieuses et menaçantes. Le district eut le tort de suivre le

fâcheux exemple qui lui avait été naguère donné par le département, et se retira à Rougemont. Le directoire du département, qui, à diverses reprises, avait adressé des injonctions réitérées, pour faire exécuter le décret relatif à l'exportation des fonds destinés à l'État de Soleure, prit le parti d'envoyer à Belfort, Metzger, l'un de ses membres, pour assurer enfin l'exécution de la loi. Le commissaire réunit le conseil général de la commune, les chefs de la garnison et de la garde nationale, et requit leur concours : on ne trouva personne pour charger les voitures. Comme le bruit s'était répandu que le décret de l'assemblée nationale, qui accompagnait le convoi, était controuvé, Metzger s'adressa au député Delaporte, le priant de s'expliquer à ce sujet. Delaporte, qui était très populaire à Belfort, écrivit tout aussitôt à la Société patriotique, pour lui certifier la sincérité du décret, et l'invita instamment à concourir à son exécution : tout fut inutile. Il fallut que, dans le courant de janvier 1792, cinq mois après l'arrivée du convoi, le ministre Narbonne se transportât lui-même sur les lieux, nanti d'un nouveau décret confirmant le premier. Il arriva bien fermement décidé à faire, à tout prix, respecter les lois. Il lança des réquisitions énergiques, prit des mesures pour assurer la sécurité du convoi sur la ligne qu'il devait parcourir, en requérant le concours des municipalités. Le 4 janvier enfin, les voitures sortirent de Belfort et arrivèrent, sans encombre, aux frontières. 1791.

L'anarchie, grâce aux élections et aux influences contraires aux idées nouvelles, régnait plus que jamais dans les communes : ce n'étaient partout que dénonciations, protestations, démissions de fonctionnaires dont la position n'était pas tenable, et parfois, luttes jusqu'à effusion de sang. Le département et les districts multipliaient les envois de commissaires et de troupes, sans arriver à aucun résultat. Il n'était pas de commune, si petite qu'elle fût, qui ne comptât

— 1789. — ses *aristocrates* et ses *patriotes* : c'étaient là les dénominations partout admises. Indépendamment des causes de divisions déjà connues, la question des biens communaux, celle des biens nationaux, sans compter la question religieuse, la plus irritante de toutes, causaient partout de nombreux conflits.

Les inconvénients signalés par le département à l'assemblée nationale, relativement au partage des biens communaux, n'avaient pas tardé à se réaliser. Ce n'était pas précisément l'ancienne distinction entre bourgeois et manants, qui était à regretter; mais la perspective de prendre part aux dépouilles d'une commune opulente était un appât qui attirait dans ses murs une foule de gens sans aveu, que les lois nouvelles ne permettaient plus de rejeter, comme autrefois. D'autre part, le partage étant obligatoire, quand la majorité des citoyens le demandait, on pouvait être sûr que les nécessiteux, les dissipateurs, tous ceux, en un mot, qui avaient besoin de se créer des ressources immédiates, ne manqueraient pas de provoquer la mesure. C'est ainsi que l'on força la commune de Bantzenheim à partager ses communaux, qui ne se composaient que de quelques journaux de terre. La loi allant se démocratisant de plus en plus, le partage, que le tiers des habitants pouvait provoquer, se fit par tête, sans condition aucune d'âge ni de sexe. Bien des municipalités avaient peine à comprendre de pareilles dispositions; il leur semblait juste, en effet, que, pour participer au partage, on concourût directement aux charges civiques. Forcée cependant d'y admettre une vieille fille qui avait réclamé, la municipalité de Werentzhausen lui adressa, peu après, un billet de garde, et, comme cet avertissement était resté sans effet, on la fit arrêter et détenir, quarante-huit heures durant, pour refus de service.

D'un autre côté, les municipaux ambitieux trouvaient là

un moyen de capter les suffrages de la multitude. Toutefois, la fortune patrimoniale des communes en reçut de rudes atteintes; il y en eut beaucoup qui se trouvèrent hors d'état désormais de pourvoir à leurs dépenses d'intérêt public. On en faisait aussi parfois un moyen de vexation, comme à Eguisheim, par exemple, où le parti patriote, quand il fut arrivé au pouvoir municipal, exclut du partage des communaux, ainsi que de toute fonction publique, en même temps qu'il les fit désarmer, les citoyens qui ne s'étaient pas ralliés à la constitution.

1791.

Quant à la question des biens nationaux, elle touchait, par une de ses faces, à la question brûlante des intérêts religieux. L'assemblée nationale avait mis les biens ecclésiastiques à la disposition de la nation : on s'occupa immédiatement des mesures propres à en assurer la vente. Des commissaires furent nommés par chaque district, à l'effet de procéder à la vérification des biens de toute nature appartenant au clergé, et de dresser l'inventaire des vases sacrés, ornements et autres objets nécessaires à l'exercice du culte. Ce dernier point était ce qui alarmait le plus les catholiques et causait, dans les campagnes surtout, une extrême irritation. Si peu éclairées qu'elles fussent, les populations avaient parfaitement compris que, de ces vérifications et de ces inventaires à la clôture des églises et à la suppression du culte, il n'y avait qu'un pas. L'évènement ne devait pas tarder à justifier ces appréhensions. Dès les premiers jours de janvier, le directoire du département avait renvoyé à l'accusateur public près le tribunal du district une réclamation signée de deux cent trente particuliers de la ville et du val de Munster contre la vente des biens ecclésiastiques. Moins d'un mois après, les commissaires de la commune de Colmar, assemblée légalement dans ses quatre sections, envoyaient trois d'entr'eux remettre au département, au district et à la municipalité

1791.

une pétition dans le même sens, approuvée et signée par la commune, avec prière d'appuyer auprès de l'assemblée nationale les justes doléances contenues dans cette adresse. Dans les campagnes, des démonstrations menaçantes eurent lieu contre les commissaires : ce fut Gueberschwihr qui en donna le signal. L'effervescence des esprits était telle, que la municipalité avait dû donner sa démission, et que l'on ne put trouver personne pour lui succéder. A l'arrivée de Hamberger, commissaire du district, une foule tumultueuse se porta au-devant de lui ; son cheval fut dételé et abîmé, la voiture, ses effets et ses papiers, mis en pièces. Il ne dut lui-même son salut qu'à la fuite. Un détachement de trente hommes de la garnison de Brisach et une compagnie de la garde nationale de Colmar furent envoyés sur les lieux pour rétablir l'ordre. L'irritation des habitants se tourna alors contre les acquéreurs de biens nationaux. Une nuit, deux cents personnes, au moins, envahirent violemment le domicile d'un nommé Born, qui avait acheté une maison dépendant de la prévôté de Saint-Marc. Il parvint à se soustraire à la fureur de la foule en sautant par la fenêtre, mais sa femme fut cruellement maltraitée.

L'assemblée nationale ne s'était pas bornée à s'emparer des biens ecclésiastiques ; bientôt elle avait osé porter la main sur les institutions religieuses elles-mêmes. Les vœux monastiques furent supprimés ; les religieux devaient être interpellés de déclarer s'ils voulaient rentrer dans la vie privée, ou s'ils entendaient continuer la vie commune. Dans ce dernier cas, l'autorité avait le droit de déterminer les maisons où ils avaient à se retirer. Enfin la constitution civile du clergé, touchant à la discipline de l'Église, avait aboli les anciens diocèses, créé un évêché par département, rendu les évêques et les curés électifs et fonctionnaires publics. Tous enfin, ils devaient prêter serment à cette constitution, sous peine d'être expulsés de leurs fonctions.

L'élection de l'évêque du Haut-Rhin fut fixée au 6 mars : —————
le département avait demandé à l'assemblée nationale que le 1791.
jour en fût hâté, autant que possible, à raison de l'état des esprits. Il adressa, en même temps, une proclamation à ses administrés, les invitant à se défier des ennemis de la constitution, qui, sous prétexte de religion, cherchaient à fomenter des troubles. L'assemblée nationale, ajoutait-on, était animée d'un profond respect pour la religion ; en reconstituant le clergé, elle n'avait fait qu'un juste retour aux usages de la primitive Église. Dans une autre adresse, au sujet de la prochaine élection de l'évêque, on cherchait également à justifier, par de nombreuses citations théologiques, l'orthodoxie de cette mesure toujours pratiquée par l'Église, jusqu'au concordat intervenu entre le pape Léon X et François I^{er}.

En revanche, les curés lisaient en chaire, et l'on colportait de toutes parts, les lettres pastorales du cardinal de Rohan et de l'évêque de Bâle, qui invitaient le clergé et les fidèles à tenir ferme et à résister à toutes les innovations qu'on voulait leur imposer. Le pape, intervenant à son tour, lança un bref qui encourageait la fidélité des pasteurs et invitait le peuple à fuir tous les intrus, archevêques, évêques ou curés, à n'avoir aucun rapport avec eux, dans les choses divines, et à rester toujours intimement uni au Saint-Siège. En vain essayait-on de tromper les fidèles, en leur donnant l'assurance que ce bref était apocryphe. Le tribunal du district de Colmar ordonna des poursuites contre les auteurs, fauteurs et distributeurs des mandements ; celui de Belfort prononça un décret de prise de corps contre l'évêque de Bâle ; enfin la lettre pastorale de ce prélat fut lacérée et brûlée, à Altkirch, par la main du bourreau.

Certes, rien de plus respectable que ces efforts du Saint-père et des évêques, pour empêcher le schisme de s'introduire en France, et pour maintenir intacte la foi au sein des popu-

1791.

lations. Mais que dire de ces écrits incendiaires qui, répandus à profusion dans les masses, faisaient appel aux passions les plus anti-patriotiques, et s'exprimaient dans des termes tels que ceux-ci : « Nous voulons l'ancien régime, qui nous faisait vivre, et nous ne voulons pas du nouveau, qui nous ruine. Nous voulons le retour de nos princes, de nos grands seigneurs et de tous les gens riches, qui nous faisaient vivre. Nous souhaitons l'arrivée des émigrants, des Allemands, des Espagnols, des Prussiens, des Russes, des Piémontais, des Suisses, qui viendront mettre la paix au milieu de nous et replacer notre vertueux roi sur le trône; qui chasseront les rongeurs, les hâbleurs, les discoureurs, les menteurs, les calomniateurs, qui ont tout mis sens dessus dessous et nous ont plongés dans la misère, etc. » Abominables paroles, coupables excitations ! On peut concevoir, dans certaines hypothèses douloureuses, la guerre civile : on ne conçoit pas l'appel à l'étranger. Nous admettons la Vendée; nous repoussons la Ligue appelant les Espagnols, les huguenots traitant avec l'anglaise Elisabeth.

Quoiqu'il en soit, les élections ont lieu à Colmar, le 6 mars, et Gobel, évêque de Lydda, est nommé à l'évêché du Haut-Rhin. Les protestants, paraît-il, avaient eu le bon goût de s'abstenir du scrutin. Cependant Gobel, appelé également à l'évêché de Paris, avait opté pour ce siège. Il fallut donc recommencer les élections à Colmar; on y procéda, le 27 mars, en l'église paroissiale. Des détachements de garde nationale et de troupes de ligne stationnaient, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, sur la place; tout se passa dans le plus grand ordre. On compta moins d'électeurs catholiques que la première fois; en revanche, les protestants fournirent au scrutin un appoint considérable. Le nouvel élu était Arbogaste Martin, de Walbach, sous-principal du collège de Colmar.

Deux jours après cette élection, le curé de Colmar montait

en chaire et lisait à ses paroissiens un mandement de l'évêque de Bâle, qui, à raison des circonstances, déclarait le temps pascal ouvert dès à présent. En effet, le moment approchait où les prêtres qui refusaient le serment allaient être remplacés par des assermentés, et le mandement faisait entendre clairement que ceux-ci seraient incapables d'administrer les sacrements. 1791.

Ce fut une épreuve solennelle que celle à laquelle allait être soumis le clergé alsacien. Dans le district de Colmar, quatre-vingt-treize curés ou vicaires refusèrent le serment; trente le prêtèrent purement et simplement; dans ce nombre, il y en eut plusieurs qui se rétractèrent plus tard. La proportion fut à peu près la même dans les autres districts. Le clergé de Ribeauvillé, dans une adresse empreinte des sentiments les plus nobles et les plus patriotiques, déclara hautement que son intention était de rester fidèle à la nation, à la loi, au roi, de maintenir de tout son pouvoir la constitution décrétée par l'assemblée nationale et acceptée par le roi, mais qu'il entendait se soumettre, avant tout, à la voix de l'Église, avec une docilité filiale.

Certes, voilà une réponse péremptoire à ceux qui n'ont cessé d'accuser le clergé d'avant la révolution, de ne compter dans ses rangs que des prêtres dégénérés. On l'a, par ces récriminations, rendu bien injustement solidaire des écarts de quelques prélats, de quelques abbés de cour, et de certains bénéficiers oisifs ou libertins. Mais ce corps tout entier des évêques de France; mais ces pauvres curés de campagne, qui, par scrupule de conscience, refusaient le serment, sachant qu'ils allaient perdre leur position, le traitement qui les faisait vivre; qu'il leur faudrait braver la prison, les persécutions de tous genres et jusqu'à l'échafaud, étaient-ce là vraiment des prêtres dégénérés?

Toujours est-il qu'il fallait pourvoir à toutes ces cures de-

1791. venues vacantes. On s'adressa d'abord aux ordres religieux ; mais, de ce côté-là aussi, on rencontra les mêmes résistances. Ainsi, à Colmar, des commissaires ayant le maire de Salomon à leur tête, parcoururent les différents couvents de cette ville, passant de cellule en cellule, interpellant chaque religieux individuellement, pour qu'il eût à déclarer s'il entendait continuer à se rendre utile pour l'instruction des fidèles, et aider les curés dans leurs fonctions. Les capucins, au nombre de quatorze, déclarèrent tous qu'ils étaient prêts à remplir toutes fonctions du ministère, mais à condition que l'évêque fût reconnu par le Saint-Siège. Même unanimité de la part des Augustins, de l'abbé et des chanoines de Marbach, qui s'étaient retirés à Colmar. Sur les dix Dominicains, au contraire, quatre acceptèrent purement et simplement ; trois évitèrent de s'expliquer, alléguant leurs infirmités ; un quatrième déclara vouloir attendre des moments plus calmes ; deux enfin refusèrent, comme aumôniers des dames de Ste-Catherine et des Unterlinden. L'exemple que nous venons de citer se reproduisit à peu près sur tous les points du département.

Les ordres religieux ne fournirent donc que très peu de prêtres constitutionnels : on eut recours à l'étranger. Euloge Schneider, de sanglante mémoire, a fait connaître, lui-même, qu'une centaine de prêtres allemands étaient venus, à sa suite, s'établir en Alsace. Par le maître on peut juger des disciples. Enfin, comme aucune ressource n'était à négliger, on fit admettre au séminaire de Strasbourg de jeunes artisans qui avaient fait leurs classes, jusqu'à la quatrième inclusivement, et savaient quelque peu de latin. Après quelques mois de séjour au séminaire, le soi-disant théologien était nommé vicaire ou curé, suivant les circonstances. Mais on eut beau s'évertuer, il fut impossible de trouver des prêtres constitutionnels en nombre suffisant : force fut donc de laisser en

fonctions des prêtres insermentés. Quelques-uns même s'obstinèrent à exercer le ministère, en concurrence avec les assermentés qui avaient été installés. Nous verrons bientôt les suites de ces déplorables divisions. 1791.

Cependant l'évêque Arbogaste Martin, qui s'était fait sacrer à Paris, revint à Colmar, le 16 avril. Son arrivée fut accueillie par des détonations de boîtes que l'on tira sur son passage. Un officier de Brisach, atteint en pleine poitrine de la charge d'une de ces boîtes, mourut sur le coup. Funeste présage ! durent se dire bien des gens. Le fait est que le siège épiscopal, dont le nouvel élu allait prendre possession, ne devait pas être pour lui un lit de roses. Le dimanche des rameaux, le prélat fut conduit processionnellement dans son église-cathédrale, où, après un *Te Deum* chanté en musique, il officia pontificalement. Le département voulait que le service se fît désormais avec pompe : en conséquence, il vota des fonds pour l'établissement d'une maîtrise ; au lieu d'un suisse, il y en eut deux. L'évêque se rendit acquéreur de la Prévôté, qu'il paya en assignats, et qui devint son palais épiscopal. Quant au séminaire, on lui destinait le couvent des Dominicains ; mais, en attendant qu'il fût mis en état, on logea les nouveaux lévites au collège, alors presque abandonné, fort peu de professeurs ayant suivi l'exemple de leur sous-principal Martin et consenti à prêter le serment constitutionnel.

A mesure que les autres églises se fermèrent, leurs ornements et leurs vases sacrés allèrent enrichir le trésor de la cathédrale. Il y avait, au couvent des Unterlinden, un tapis magnifique, terminé depuis peu, qui représentait la vie de St. Jean-Baptiste. L'évêque manifesta le désir d'en décorer son église : on s'empressa, pour lui plaire, de l'enlever aux religieuses qui venaient de le broder à grands frais.

Malheureusement l'administration ne pouvait rien sur les cœurs ni sur les consciences profondément troublées des

1791.

catholiques. La lutte allait commencer ; lutte acharnée, incessante, qui se poursuivit bien au-delà de l'époque comprise dans ce récit. Le nouvel évêque adressa à ses ouailles une lettre pastorale que le département accompagna d'une circulaire à toutes les municipalités. Les curés étaient priés de lire le mandement au prône, et, dans le cas où ils s'y refuseraient, lecture devait en être donnée par le maire ou par le premier officier municipal. Le refus, de la part des curés, fut à peu près général, et, presque partout, la lettre pastorale dut être lue à la maison commune, où le peuple avait été convoqué.

Dans la plupart des églises, les curés insermentés n'avaient pas encore été remplacés : quelques-uns d'entr'eux profitèrent de la circonstance pour protester, avec une violence extrême de langage, contre le régime nouveau. Le curé de Bergheim notamment tonna en chaire contre l'assemblée nationale. A ses yeux, les nouveaux évêques étaient des intrus schismatiques ; les curés, des hérétiques, des excommuniés. Quant à lui, il se déclarait prêt à subir le martyre, plutôt que de reconnaître l'évêque et de lire son mandement. Le département ordonna son arrestation ainsi que celle du curé de Soppelebas, qui avait protesté, du haut de la chaire, contre les décrets de l'assemblée nationale, ajoutant que l'évêque était un évêque de carnaval ; les assermentés, des excommuniés ; que la religion était en danger. A Ribeauvillé, non-seulement le clergé refusa de publier le mandement, mais on ne trouva pas un membre de la municipalité qui voulût s'en charger. Le département envoya sur les lieux un huissier pour en donner lecture après la messe paroissiale ; mais quand il voulut remplir sa mission, la foule ameutée se rua vers lui. Il dut, pour se soustraire au danger, se réfugier dans la sacristie.

L'agitation fut au comble, quand on en vint à exécuter les mesures contre les religieux qui, désirant continuer la vie

commune, devaient se rendre dans les maisons que leur désignait l'administration. Les Augustins de Colmar avaient préféré quitter leur couvent, plutôt que de se rendre à Pairis, résidence que leur avait assignée le directoire. Leur église avait été fermée, et cette mesure avait vivement mécontenté les catholiques. Quelques jours après, les Capucins, qui avaient opté pour la vie commune, avaient été autorisés à se retirer, les uns, à Neuf-Brisach, les autres, à Belfort. Dans la nuit du 21 au 22 mai, un attroupement considérable se forma aux abords du couvent : le bruit s'était répandu qu'on allait enlever de force les religieux. La foule exaspérée proférait des cris injurieux et menaçants contre l'évêque, ses vicaires et tous les conformistes. Un membre du département, qui demeurait près de là, fut menacé de la lanterne. Dans le même moment, d'autres groupes se forment devant le couvent des Augustins; les portes sont enfoncées, la foule pénètre dans l'église et s'y met en prière. Quelques orateurs font ensuite les motions les plus violentes : on propose de se porter à l'évêché, de chasser l'évêque et tous les prêtres assermentés. Au milieu de ces désordres, la municipalité se borne à faire circuler des patrouilles de garde nationale et de troupe de ligne. Quarante personnes environ, arrêtées par ces patrouilles, sont immédiatement remises en liberté par les ordres de deux officiers municipaux. Ce n'est que vers le matin, que l'église est enfin évacuée. Les mécontents se retirent, en se promettant de renouveler leurs protestations dans la journée.

Ce jour-là, en effet, les citoyens des quatre sections se réunissent en assemblée de commune et rédigent une pétition où ils expriment la douleur que leur fait éprouver, après la suppression de plusieurs maisons religieuses, le projet d'éloigner les PP. Capucins, qui ont acquis tant de droits à l'affection et à la reconnaissance des citoyens, que les luthériens eux-mêmes ne peuvent leur refuser des sentiments d'estime et de

1791.

1791.

vénération. Cependant le département, averti de ce qui se passe, mande près de lui le maire de Salomon, qui se présente, accompagné de tous les officiers municipaux. Cette fois encore, il déclare, sur les interpellations du directoire, qu'avec le peu de forces dont dispose l'autorité, en présence de l'effervescence de la population, il ne pourrait répondre de la tranquillité. Dès lors le département crut devoir céder à la pression dont il était l'objet, et, sur l'avis conforme du district et de la municipalité, il rétracta son précédent arrêté et ordonna la réouverture de l'église des Augustins.

Quand l'assemblée nationale apprit ces faits, elle exprima hautement le mécontentement que lui faisait éprouver ce nouvel acte de faiblesse, en présence de l'émeute. Sur le rapport du député Salle, l'arrêté du directoire du département, du 23 mai, fut cassé ; ceux des membres qui l'avaient signé, suspendus de leurs fonctions et remplacés par des membres du conseil général ; la poursuite au criminel était dévolue au tribunal du district d'Altkirch. A la suite des enquêtes, trois officiers municipaux, Voisard, Raccara et Richard, furent également suspendus de leurs fonctions. Un homme, une veuve et quelques jeunes filles, qui s'étaient signalés par leur exaltation, furent emmenés à Neuf-Brisach, où ils restèrent détenus pendant quatre mois.

Colmar ne fut pas la seule ville du Haut-Rhin à réclamer contre le départ des religieux et contre la suppression de leurs couvents : Soultz, Kaysersberg, Thann, tout le val d'Orbey et bien d'autres localités, firent entendre les mêmes plaintes. Les cordeliers de Sainte-Marie-aux-mines s'étaient voués, de tout temps, à l'instruction de la jeunesse. La génération de cette époque, qu'ils avaient élevée tout entière, réclama instamment leur maintien, sans pouvoir l'obtenir. Un instant, Ribeauvillé parut devoir être plus heureux. Toute la commune, sans en excepter les protestants, pétitionna en masse, pour

qu'on lui laissât les PP. Augustins, qui devaient être transférés à Pairis. « Quoique pauvres, disait la supplique, sans fondations et sans rentes, jamais ils ne nous furent à charge. On s'empressait à contribuer à leur sustentation, et, par retour, par une vie frugale, ils partageaient, de tout temps, et même, actuellement encore, malgré la certitude de leur suppression, les charités, avec d'innombrables pauvres qu'ils ne cessent de nourrir tous les jours. Les cendres de nos aïeux, de nos trisaïeux, reconnaissent le service important de leur ministère, et leur église nous est bien nécessaire. » 1791.

Touché de ces instances, le département consentit au maintien provisoire de ces religieux. Malheureusement les Sociétés populaires étaient là, pour attiser le feu de la discorde. A diverses reprises, il s'était produit, dans celle de Ribeauvillé, des motions anti-religieuses qui avaient profondément blessé la population. A la suite d'une de ces séances orageuses, le club fut envahi par une troupe de citoyens conduits par Eckenberger, procureur de la commune; les sociétaires furent gravement maltraités. Les troubles continuèrent, les jours suivants, et il fallut, pour rétablir l'ordre, que le district envoyât deux de ses membres, Metzger et Larcher, avec des détachements de troupe de ligne et de garde nationale. Bientôt l'évêque réclama, à son tour, contre l'inexécution des lois, et le département ordonna la fermeture de toutes les églises de Ribeauvillé, à l'exception de l'église paroissiale.

Les mêmes mesures ne devaient pas tarder à être appliquées à Colmar, où, après les troubles du mois de mai, tous les couvents d'hommes avaient été fermés, tandis que les religieux étaient transférés dans d'autres maisons. La ville fut partagée en deux paroisses, la cathédrale et l'église des Dominicains, toutes deux desservies par le clergé constitutionnel, ainsi que l'oratoire du collège et la chapelle de l'hôpital. Quant aux églises de l'ordre de St-Jean, des dames de

1791. Ste-Catherine et de celles des Unterlinden, elles furent considérées comme chapelles particulières.

Cependant les catholiques non conformistes, usant de la faculté que leur laissait la loi, demandèrent qu'on leur donnât à bail une des églises fermées, pour le libre exercice de leur culte. Le département leur loua l'église des capucins, à charge de faire apposer sur la porte principale cette inscription : ANNÉE 1791, 2^{me} ANNÉE DE LA LIBERTÉ. ÉDIFICE CONSACRÉ AU CULTE RELIGIEUX PAR UNE SOCIÉTÉ PARTICULIÈRE. PAIX ET LIBERTÉ. Conformément à la même loi, l'église devait être fermée, en cas d'attaque contre la constitution civile du clergé. La société avait, en outre, à pourvoir elle-même à tous les frais du culte. En vain demanda-t-elle à se servir des ornements qui n'avaient pas encore été déplacés : on les lui refusa absolument ; mais on lui permit de faire usage de la petite cloche qui surmontait l'église.

Moins de deux mois après, le procureur général syndic, en requérant contre les auteurs des troubles de Ribeauvillé, profita de la circonstance, pour fulminer contre les dissidents, et, sous prétexte que la scission, qui existait entre les conformistes et les non-conformistes, devenait dangereuse pour la tranquillité publique, il obtint du directoire que l'église des capucins fût retirée à la société qui l'occupait. On arrêta, en outre, que la seule église cathédrale resterait ouverte, pour tous les prêtres indistinctement. Ceci, disons-le en passant, n'était plus conforme à la loi, car rien n'établissait que les non-conformistes de Colmar eussent, en ce moment, manqué aux conditions qui leur avaient été imposées. La vérité est que la cathédrale était absolument abandonnée par les fidèles, qui se portaient en foule aux capucins, au grand déplaisir de l'évêque ; c'est, à son instigation, que la mesure fut prise et généralisée dans tout le département.

Partout donc les couvents furent fermés, les religieux dis-

persés. Certes on ne saurait nier qu'il n'y eût, dans ces corporations, quelques abus à supprimer, quelques réformes à opérer; mais, somme toute, le bien prédominait : le regret des populations le prouvait assez. Puis, quand on en eut fini avec les couvents d'hommes, on s'en prit aux couvents de femmes. Les religieuses vouées à l'instruction furent les premières atteintes, et, après elles, vint le tour des sœurs hospitalières, qu'on persécuta, à l'occasion du serment. Or, au milieu des soucis qui le dévoraient, c'était là une des grandes préoccupations de l'infortuné roi Louis XVI. Quand il eut fait violence à toutes ses convictions et sanctionné la constitution civile du clergé, il recommanda, avec instance, à ses ministres, que surtout on ménageât, sur l'article du serment, les bonnes sœurs des hôpitaux. Mais, pas plus que les autres, elles ne devaient trouver grâce auprès de ces austères philosophes, qui ne savaient employer de termes assez véhéments, pour flétrir l'intolérance de Louis XIV, imposant aux religieuses de Port-royal le formulaire de 1656. Du reste, nous verrons plus tard ce que gagnèrent les hôpitaux à l'éloignement des sœurs. Quant aux locaux laissés vacants par le départ des religieux, nous aurions fort à faire à les suivre dans les diverses vicissitudes qu'ils ont subies, tour à tour casernes, prisons, hôpitaux, et enfin, lieux de réunion pour les Sociétés populaires.

Voilà ce que devenait l'ancien régime, de toutes parts, battu en brèche par la révolution. Est-ce à dire que tout fût à regretter? Non, en vérité; et en matière de détention arbitraire, notamment, le département du Haut-Rhin devait fournir un douloureux exemple de l'abus des lettres de cachet. Un décret, du 16 mars 1790, ordonnait la mise en liberté de toutes personnes détenues en vertu d'ordres particuliers. Au mois de décembre suivant, le directoire du district d'Altkirch fut informé que, dans les cachots du château de Landscron, dont Sombreuil était gouverneur, croupissait un infortuné qui,

1791.

— 1791. suivant les rapports, subissait, depuis longtemps, une affreuse détention. C'était un nommé Bernard Duvergez de Sombardon, né, le 22 mai 1737, à la nouvelle Orléans, province de la Louisiane. Il était détenu, depuis le 6 décembre 1769, en démençe, depuis quinze ans, et cela, *pour avoir manqué fortement à M. le duc de Choiseul.*

Les rigueurs dont l'administration venait d'user, envers les religieux, exaspérèrent les populations, qui, à leur tour, réagirent contre les prêtres assermentés qu'on voulait leur imposer. En effet, à part quelques communes, en très-petit nombre, qui les accueillirent, sans résistance, toutes les autres usèrent de tous les moyens, pour dégoûter les prêtres *jureurs* qu'on leur envoyait, les forcer à s'éloigner, comme aussi, pour garder ou faire revenir leurs anciens pasteurs. Le moins qui pût arriver aux assermentés était d'essuyer des injures, des outrages de tous genres, quand ils s'avisèrent de sortir de leur presbytère. L'église était délaissée, pendant qu'ils officiaient, ou, s'il s'y trouvait du monde, c'était pour accueillir le prêtre, à son entrée, par des huées, des rires, des sifflets, qui ne cessaient que quand il s'était retiré. Dans les rues, les enfants les poursuivaient de leurs moqueries et leur jetaient de la boue et des pierres. Pendant la nuit, le presbytère était, à chaque instant, assailli par une grêle de projectiles qui en brisaient les tuiles et les vitres. Très souvent même, c'étaient des coups de fusil, qu'on tirait dans leurs fenêtres. Ainsi, le curé de Burnhaupt-le-bas fut, durant des troubles suscités par la municipalité elle-même, atteint d'un coup de feu, ainsi qu'un citoyen qui se trouvait auprès de lui. A Fêche-l'Église, en une seule nuit, dix coups de fusils chargés à balle furent tirés dans les vitres du presbytère, qui fut envahi par une foule furieuse. Le curé parvint à s'échapper, mais sa servante subit les plus mauvais traitements.

Quand les autorités municipales étaient favorables au nou-

veau curé, la fureur populaire se tournait parfois contre elles. Ainsi, à Linthal, le jour du départ du curé, qui avait refusé le serment, une horde de femmes armées de serpettes pénétra dans la maison commune; l'existence de plusieurs officiers municipaux fut gravement menacée. Nous avons dit comment Anstett, curé de Bergheim, après le discours véhément qu'il avait tenu au prône contre l'évêque, avait été obligé de se soustraire par la fuite au mandat d'arrêt décerné contre lui. Après son départ, vingt prêtres réfractaires vinrent s'établir dans cette commune. Les populations des environs accouraient de toutes parts, pour assister aux offices qu'ils célébraient dans des chapelles voisines, et se retiraient exaltées par les prédications souvent incendiaires auxquelles elles assistaient. L'autorité força ces prêtres à s'éloigner; on ferma la chapelle de la Ste-Croix, à St-Hippolyte, et l'église du *Tempelhof*, sise au-dessus de Bergheim. L'irritation ne fit qu'augmenter et se traduisit par des actes de vexations de tous genres, à l'égard du nouveau curé constitutionnel et de celui de la commune voisine de Roderen, où l'ancien curé Delevieuleuse était rentré, après s'en être tenu éloigné quelque temps. Le département envoya des détachements de troupes dans ces deux localités et les y laissa à demeure; mais c'était là précisément une mesure qui, destinée à protéger les opprimés, devenait souvent contre eux-mêmes un moyen de vexation. En pareil cas, les municipalités aristocrates, sous prétexte de mieux garantir la sûreté des patriotes, logeaient les militaires chez eux et leur imposaient la charge de les entretenir. C'est ainsi que la municipalité de Roderen établit quatre dragons dans le petit presbytère de sa commune, et convertit le bûcher en écurie, pour abriter les chevaux.

Un pareil état de choses ne pouvait se prolonger indéfiniment. La révolution marchait à pas de géant, et elle allait broyer sous ses pieds toutes les réactions et toutes les résis-

1791.

1791.

tances. Évidemment les populations, les prêtres réfractaires qui les excitaient, se préparaient des maux incalculables. Le parti patriote allait réagir, et, bien qu'en minorité, il devait au nombre suppléer par l'audace et par la vigueur des moyens. Dans ses rangs, et même à sa tête, on vit bientôt nombre de ces prêtres-jureurs, dont l'exaltation naturelle allait grandissant, chaque jour, par la haine et les humiliations incessantes qui leur étaient prodiguées.

Il fallait, avant tout, assurer le rétablissement de l'ordre, et c'était naturellement le clergé réfractaire qui devait être l'objet des premières rigueurs de l'administration, puisqu'il était la cause de l'agitation qui régnait partout. Des mandats furent lancés contre tous les prêtres qui prêchaient publiquement la désobéissance aux lois et à la constitution nouvelle. Mais ces mesures individuelles étant insuffisantes, on eut recours à des mesures plus générales. Déjà, le 17 juillet, dans une assemblée où se trouvaient réunis le département, le district de Colmar et le conseil général de la commune, deux commissaires de l'assemblée nationale étaient venus tenir une sorte de lit de justice, et avaient imposé au département un arrêté portant les deux dispositions suivantes :

1° Les ecclésiastiques non assermentés, chargés ci-devant de la desserte des cures, de bénéfices, etc., seront tenus de quitter le lieu de leur résidence, sous peine d'y être contraints par l'emploi de la force publique.

2° Les religieux qui ont abandonné la vie commune, seront tenus de quitter l'habit de leur ci-devant ordre. »

Le directoire du département avait refusé de signer cet arrêté, puisqu'il lui était imposé. Bientôt cependant, ses allures devinrent plus accentuées, quand son procureur général syndic Reubell, qui, jusqu'alors, avait été retenu à la constituante, vint, au mois d'octobre, occuper son poste au département. L'arrêté du 17 juillet avait été reconnu insuffisant : il en fit

prendre un autre, le 2 novembre, dont nous citerons quelques extraits :

1791.

« L'amnistie n'a fait qu'accroître l'audace des prêtres non assermentés. Il en est résulté, dans tous les lieux où leurs partisans sont nombreux, les dissensions domestiques les plus éclatantes entre époux, la révolte des enfants contre leurs parents, la désobéissance des domestiques envers leurs maîtres, et les désertions, le dégoût du service des gardes nationales, le retard dans le paiement des impositions, et enfin, des insurrections journalières.

Considérant que des prêtres français, qui refusent de prêter le serment civique, peuvent, par le seul fait de ce refus, être envisagés comme citoyens *suspects*. (Pour la première fois apparaît ce mot dont on devait tant abuser.). . . arrête : . . .

Art. 4. Tous les religieux et prêtres séculiers et réguliers résidant dans le Haut-Rhin, qui n'ont pas prêté ou ne prêteront pas le serment, *seront tenus de se rendre à Colmar, pour y résider. . . .*

Art. 11 et 12. Ceux qui ne se conformeront pas à l'article 4 ci-dessus, *seront arrêtés et conduits, à leurs frais, par la force publique, au premier lieu de l'intérieur à leur choix, qui sera hors du département, et, en même temps, au moins à dix lieues de distance des frontières. »*

L'esprit et les termes de cet arrêté sont assez significatifs, pour pouvoir se passer de commentaires : nous verrons bientôt qu'elles en ont été les suites.

CHAPITRE IV.

1793.

Prêtres insermentés. — Rétractions du serment. — Troubles religieux. — Émigrations et désertions. — Assignats. — Agiotage. — Exportations. — Insurrection militaire à Neuf-Brisach. — Exercice du culte, à Colmar et dans les campagnes. — Suppression des derniers couvents. — Événements de Rouffach. — Meurtre du commissaire Jænger. — Dévastations à Hochstatt et à Vœgtlinshoffen. — Triomphe des constitutionnels. — Partis en présence. — Patriotes et aristocrates. — Troubles divers, à Turckheim, à Guebwiller. — L'officier municipal Rothé. — Troubles de juillet. — Volontaires nationaux. — Événements du 10 août — Attitude de l'armée. — La patrie déclarée en danger. — Les francs-tireurs de Colmar. — Recrutement. — Suisses et soldats étrangers. — Préparatifs de défense. — Expédition contre Montbéliard. — Demande d'armes à Mulhouse. — Élections à la Convention.

L'arrêté du 2 novembre 1791, qui commençait la série des rigueurs dont les prêtres insermentés allaient être l'objet, produisit, comme toute persécution, l'effet contraire à celui qu'il avait en vue. On vit surgir, tout d'abord, des rétractions, qui eurent un certain retentissement, telles que celle de Gérard, curé de Belfort, que le district ne craignit pas de qualifier de *rebelle*, et celle d'Albert de Ferrette, chanoine-clerc du chapitre de Guebwiller, qui, en retirant le serment qu'il avait prêté, renvoya une somme de 2270 livres en assignats, qu'il avait touchée, comme pensionnaire de l'État.

D'autre part, il y eut recrudescence de troubles religieux dans les communes. Trop heureux les prêtres constitutionnels, qui n'étaient, de la part de leurs paroissiens, que l'objet

de simples vexations, comme le curé de Landser, qui ne parvint jamais, par suite du mauvais vouloir des autorités locales, à dire sa messe. Tel était encore le curé de Ribeauvillé, à qui de mauvais plaisants s'avisèrent, une nuit, au cœur de l'hiver, de faire porter au loin et par dérision, le viatique et les saintes huiles. Une des vexations les plus usitées consistait, de la part des municipalités, à refuser au curé le certificat de prestation de serment, qui, aux termes de la loi, lui était indispensable, pour toucher son traitement. Des désordres graves éclatèrent dans plusieurs communes de la vallée de Guebwiller, à Lautenbach et Rimbachzell notamment. En vain enlevait-on, de toutes parts, des prêtres insermentés, par application de l'arrêté du 2 novembre : beaucoup d'entr'eux parvenaient à se soustraire à ces mesures, ou ne tardaient pas à reparaitre dans les localités d'où ils avaient été expulsés. A Gundolsheim, un capucin, le P. Benjamin, s'était emparé de l'administration de la cure ; pendant plusieurs mois, le curé constitutionnel fut dans l'impossibilité de dire sa messe, même durant la semaine sainte. Un instant ses jours furent gravement menacés par des malveillants qui avaient envahi son domicile ; il fallut le déploiement d'une force considérable, pour qu'enfin force restât à la loi. Dans la plupart des communes des environs de Colmar, à Herrlisheim, Wintzenheim, Katzenthal, Sainte-Croix, notamment, l'effervescence et l'agitation étaient telles, que la garde nationale du chef-lieu dut être déclarée, par les autorités, en état de réquisition permanente. Dans plusieurs de ces communes, des prêtres furent cruellement maltraités ; on en vit un se présenter, un jour, dans la salle du directoire, tout couvert du sang qui coulait de ses blessures. A Guémar, une lutte terrible s'engagea entre des Volontaires qui, avec leur violence ordinaire, prirent le parti du curé, et les habitants, dont un grand nombre furent blessés. Dans leur exaspération,

1792.

les citoyens ainsi malmenés ne gardaient plus aucun ménagement et annonçaient tout haut, que, dès que les émigrés paraltraient, ils prendraient la cocarde blanche.

L'émigration, les désertions étaient alors une autre plaie du moment. Il y avait, à Bâle, dans le pays de Porentrui, et même à Ferrette, des agences chargées de les favoriser. Dans le courant du mois d'avril, une colonne tout entière du régiment-Dauphin, composée de douze officiers, quatre-vingt-sept sous-officiers et soldats, passa, avec armes et bagages, à Alschwiller, terre de l'évêché de Bâle, et gagna de là Rheinfelden, où elle traversa le Rhin, pour aller rejoindre un corps d'émigrés réunis près de Fribourg. Le mois suivant, Montigny, colonel du 11^e régiment de dragons, passa également à l'étranger, avec quatorze officiers, quelques soldats et deux fourgons attelés. Chaque jour était signalé par des désertions nouvelles, qui, à part les faits que nous venons de citer, avaient pour cause, moins l'esprit contre-révolutionnaire, que l'état de dénûment dans lequel on laissait les troupes à la frontière. Le département, en signalant cet état de choses aux ministres Dumouriez, Servan et Clavière, déclarait nettement que, si on n'y remédiait promptement, « tous les officiers, sortis, en grande partie, des sous-officiers, et sans fortune, de l'armée du Haut-Rhin, seraient obligés de quitter, attendu qu'ils ne trouvaient pas un verre d'eau pour un assignat. »

A cette époque, les assignats perdaient près de 50 p. %, et les paysans les repoussaient avec obstination. Dans quelques places fortes, à Huningue notamment, les boulangers et les bouchers refusaient également de fournir le pain et la viande aux troupes contre assignats. Cet état de choses excitait le plus vif mécontentement dans l'armée, qui n'était payée qu'en papier monnaie. En passant à Rouffach, un bataillon de Volontaires du Jura se révolta et exigea, de la

municipalité que son étape lui fût payée en argent. Ce qui augmentait encore la répugnance des populations à accepter le papier-monnaie, c'était le grand nombre d'assignats faux qui circulaient, surtout à l'extrême frontière, où on les recevait de l'étranger. Au mois de février, le bruit courut parmi les Volontaires nationaux de la Haute-Saône, cantonnés à Delle, qu'on venait de les payer en assignats faux. Aussitôt militaires, bourgeois, tous s'émeuvent en même temps. A neuf heures du soir, la générale retentit, le tocsin sonne; une foule considérable s'ameute devant la maison de Girardin, directeur des postes, beau-frère de Bruat, député à la Législative, que l'on rendait responsable de ces émissions. On enfonce les portes; les meubles, les papiers, sont visités dans le plus grand désordre; l'autorité du juge-de-paix est gravement méconnue. Girardin, lui-même, est arrêté et conduit au poste, où il reste détenu jusqu'au lendemain matin. On promet aux Volontaires que l'affaire serait examinée avec le plus grand soin. Les assignats réputés faux furent envoyés à Paris, pour être vérifiés; quelques jours après, ils étaient renvoyés, avec une lettre du directeur de la caisse de l'extraordinaire, qui en attestait la sincérité. Les principaux coupables en furent quittes pour une réprimande et quelques excuses au juge-de-paix.

Cette question des assignats créait des embarras terribles à l'administration. Il est de fait qu'à la frontière, les émigrés, les agioteurs, les juifs, se livraient à un trafic odieux sur cette monnaie de l'État, que l'on échangeait contre du numéraire, pour l'exporter. Le numéro XXXVI de la feuille périodique intitulée : *l'Ami des citoyens, journal du commerce et des arts*, s'exprimait ainsi : « Nouvelles étrangères. Bâle. Nous avons aussi, à Bâle, notre rue Vivienne, où il se fait, depuis quelque temps un agiotage affreux. Une foule de Français s'échappent du sol de la Liberté, avec des passeports de

1792.

leurs municipalités ou, en cas de refus, d'autres voisines, que les administrateurs du district ont la faiblesse de viser et qu'on dérobe à la surveillance des agents établis, à cet effet, à la frontière. Ces hommes, la plupart de la religion de Moïse, vendent ou achètent et discréditent publiquement les assignats. — Nos boutiques d'orfèvrerie sont remplies d'argenterie de France, qui s'écoule par des canaux secrets. C'est tel négociant français qui vient en Suisse, avec l'appareil d'une mission qui permet d'emporter les objets de première nécessité, pour des marchandises de luxe, et qui ne travaille qu'à son intérêt. C'est tel Suisse, qui fait exprès des voyages à Paris ou dans les départements, pour en rapporter boucles et couverts d'argent, montres, bijoux, tabatières d'or, des pendules, peintures, hochets même; tout est bon. C'est un Dolfus, de Mülhouse, qui faisait faire à une voiture qu'il avait achetée à Paris, un secret où il pût cacher un lingot d'or et d'argent; mais le sellier patriote le dénonça, après avoir fait l'ouvrage. On trouve à Bâle vingt marchands, lesquels assurent à qui veut la sortie de son numéraire à tant par cent. »

Sur les marchés, on refusait même les assignats de cinq livres, ou on ne les acceptait qu'avec 60 p. % de perte. Pour remédier à ces abus, le département prit un arrêté qui ordonnait aux municipalités d'afficher les noms de ceux qui refusaient de vendre contre assignats, sur un tableau apposé à la porte de la maison commune, avec la qualification de *mauvais citoyens, réfractaires à la loi et suspects de pactiser avec les ennemis du bien public*. En cas de récidive, la boutique du marchand devait être fermée, etc. Toutes ces mesures restèrent sans résultat aucun, et l'administration sentait si bien son impuissance, que quand on lui dénonçait des contraventions de cette nature, elle se bornait ordinairement à renvoyer les plaignants à se pourvoir devant les tribunaux ordinaires.

Cependant l'armée, bien convaincue que ses souffrances provenaient, en grande partie, de l'exportation du numéraire, tolérée, selon elle, par une administration négligente ou complice, se croyait entourée de traitres, qui, par des envois d'armes et de secours de tous genres, ménageaient aux ennemis du dehors et aux émigrés le moyen de tenter une invasion prochaine; aussi, tout ce qui était exportation lui était-il essentiellement suspect. Ce sentiment de défiance inquiète suscita, un jour, au camp de Brisach, une insurrection militaire qui, sans l'énergie des chefs et de l'administration, aurait pu entraîner les suites les plus redoutables. 1792.

Le 4 juin, plusieurs voitures en transit, se rendant de Francfort à Bâle, se présentèrent aux portes de Neuf-Brisach. Le poste, soupçonnant des marchandises prohibées à l'exportation, arrêta les voitures, pour les faire visiter, bien que les commis de la douane eussent reconnu la parfaite régularité des lettres qui les accompagnaient. Le maire Deschamps et d'Arlandes, capitaine au 13^e d'infanterie, faisant fonctions d'adjudant-général au camp, s'empressèrent, sur l'avis qui leur en fut donné, de se rendre sur les lieux. En vain cherchèrent-ils à faire comprendre aux soldats que ces voitures ne contenant point d'armes, il était contraire à la loi de les retenir : bourgeois et militaires insistaient pour qu'on en fit la visite. Comme les têtes s'échauffaient de plus en plus, d'Arlandes déclara qu'il allait chercher de nouveaux ordres, demandant que l'on attendît son retour. Il alla aussitôt avertir le commandant de place d'Herbigny. Au moment où ces deux officiers se rendaient au lieu du rassemblement, ils virent venir à eux une troupe de soldats furieux qui criaient à la trahison. Dans l'intervalle, une des voitures avait été visitée, et la fatalité avait voulu qu'on mit précisément la main sur des canons de fusils de chasse, dont l'exportation n'était pas prohibée. Les soldats et quelques bourgeois, parmi lesquels

1792. — on remarquait surtout un horloger nommé Pulle et un boucher du camp, du nom de Baptiste, avaient arrêté un voiturier qu'ils menaçaient de la lanterne. Aussitôt d'Arlandes s'élance vers le malheureux et le prend par le bras pour le protéger ; c'est contre lui que se tourne alors la fureur des mutins, qui l'entraînent au camp occupé par deux bataillons de l'Ain et du Jura. On le fait entrer sous une tente pour le sauver ; mais bientôt la tente est renversée , les furieux se saisissent de lui, le maltraitent, lui arrachent ses épaulettes et l'emmènent au pied d'un arbre, sur lequel était monté Baptiste, à qui l'on jette une corde pour le pendre. Aussitôt d'Herbigny le prend dans ses bras et, l'étreignant de toutes ses forces, il s'écrie qu'il mourra avec lui. On sépare violemment les deux officiers ; le sacrifice allait se consommer , quand soudain la générale retentit. Les soldats s'éloignent pour courir aux armes , laissant d'Arlandes sous la garde des Volontaires. A force d'instances, d'Herbigny obtient qu'il soit conduit à la prison de la ville par un piquet composé de grenadiers de son régiment et de Volontaires.

Au moment où l'on battait la générale, le maire Deschamps était rentré chez lui. Moins d'une demi-heure après, des soldats, excités par l'horloger Pulle , envahissent son domicile, pour l'arrêter. Ses filles au désespoir, se jettent au devant de ces furieux, mais elles sont repoussées et gravement maltraitées. On entraîne Deschamps , qui, durant tout le trajet, est l'objet des injures et des violences de la foule. Déjà on se disposait à le pendre sous le porche de la maison commune , quand un officier de garde nationale , nommé Frieth, obtient qu'on l'enferme dans le cachot, pour le faire juger et punir.

Cependant la nouvelle de ce grave événement parvient à Colmar, et, dès le lendemain, 5 juin, Reubell, procureur-syndic du département, se rend à Brisach, avec le général Victor de Broglie, chef d'état-major de l'armée du Rhin. Ils commencent

par visiter le camp occupé par les Volontaires de l'Ain et du Jura, qui paraissaient les plus échauffés ; de là, ils se rendent aux quartiers du 13^{me} régiment d'infanterie, de l'artillerie et d'un bataillon de la Haute-Saône. Partout ils rappellent les soldats à leurs devoirs et annoncent, du reste, la ferme résolution où ils sont d'élargir les deux prisonniers. De toute la garnison, le 8^{me} régiment de chasseurs à cheval, seul, proteste de son dévouement. Les commissaires se rendent ensuite à la maison commune, devant laquelle un piquet de grenadiers du 13^{me} était rangé en bataille. Reubell requiert à haute voix l'élargissement du maire et de d'Arlandes. Il entre dans la maison commune, et reparait bientôt avec les deux prisonniers ; mais des cris tumultueux s'élèvent dans la foule composée de soldats et de bourgeois sans armes. Des menaces se font entendre de toutes parts : les grenadiers, un instant ébranlés, refusent d'obéir. Aussitôt Broglie fait battre la générale ; un peloton de chasseurs à cheval paraît, et les grenadiers consentent à ce que les deux prisonniers soient conduits dans la maison du maire, où ils sont placés sous la garde de vingt-cinq chasseurs à cheval et de cent hommes de l'infanterie et des Volontaires.

Le général fait ranger la compagnie de grenadiers en bataille et lui enjoint de partir sur le champ pour Strasbourg. Un instant, les soldats font mine de résister, mais Broglie répète l'ordre d'un ton plus impératif : la compagnie s'ébranle, la discipline a recouvré son empire. Dès leur arrivée à Strasbourg, les soldats livrent, eux-mêmes, ceux de leurs camarades qui s'étaient le plus signalés par leur exaltation dans les événements de la veille.

Mais ce n'était là encore qu'un commencement : le plus difficile était de faire rentrer dans l'ordre les Volontaires, généralement plus indisciplinés que la troupe de ligne. Le général se rend au camp, réunit le 1^{er} bataillon de l'Ain

1792.

et lui adresse une harangue énergique. Le lieutenant-colonel, ancien militaire, chevalier de St-Louis, veut répondre ; il persiste à vouloir parler, malgré les injonctions du général, qui l'envoie aux arrêts. Un grand tumulte s'élève : Broglie est couché en joue de toutes parts, mais son attitude résolue en impose aux mutins. Il ordonne au 1^{er} bataillon de l'Ain de se rendre à Belfort, au 6^e du Jura de partir pour Ammerschwih, tandis que l'artillerie était dirigée sur Strasbourg. Après quelques velléités de résistance, tous ces ordres sont exécutés.

Ce jour-là, de grand matin, on avait arrêté le boucher Baptiste, qui devait être conduit à Colmar par un détachement de chasseurs ; mais une troupe de rebelles parvint à le délivrer, et, depuis ce jour, on n'entendit plus parler de lui. Quant à l'horloger Pulle, il fut traduit devant le tribunal criminel du Haut-Rhin, mais acquitté par le jury. Baptiste fut condamné à mort par contumace.

A peine commençait-on à se remettre de l'émotion causée par ces événements, qu'il surgissait, à Rouffach, des scènes bien autrement graves par leurs résultats. Ceci nous ramène aux affaires religieuses, qui ont toujours été, pour notre pays, la cause principale des désordres, des haines et du sang versé, durant cette époque si malheureuse de son histoire.

L'ordre matériel était rétabli, à Colmar, mais l'oppression des non-conformistes avait commencé. On leur avait loué l'église des Capucins, pour l'exercice de leur culte, et on la leur avait retirée, sans motif plausible, avant l'expiration du bail. En revanche, on leur ouvrit l'église des Unterlinden, mais pour la leur interdire également, quelques mois après. Dès le mois de juin, ils louèrent deux granges qu'ils approprièrent aussi bien que possible ; mais à peine ces dispositions prises, l'autorité leur défendit toute réunion religieuse. A dater de cette époque, il ne leur fut plus permis d'exercer

leur culte, et ceux qui voulaient se donner la consolation d'entendre parfois une messe dite par un prêtre non-conformiste, étaient obligés de se rendre furtivement à Horbourg, comme, aux premiers temps de la réforme, s'y rendaient les Colmariens avides d'entendre la parole nouvelle. Les gens des campagnes allaient sur les routes, dans les bois, se grouper autour des croix, ou devant ces chapelles ornées des images de la Vierge et des saints, que l'on rencontre en si grand nombre dans l'Alsace catholique, et là, à genoux, ils récitaient leurs prières en commun. 1792.

Alors aussi s'opéra la suppression des derniers couvents qui avaient été épargnés jusqu'alors. Les dames des Unterlinden et de Ste-Catherine durent se séparer, à leur grande douleur. Avant cela déjà, elles avaient eu le chagrin de voir descendre leurs cloches et abattre leurs clochers ; il en fut de même à l'église St-Jean. Tous les ornements, vases sacrés, les confessionnaux sculptés, allèrent rejoindre, à la cathédrale, les objets du même genre, que l'on avait retirés des Augustins et de l'abbaye de Marbach. Mais l'évêque et ses vicaires eurent beau faire : leur église ne s'en emplît pas davantage, et quand vint le jour de la Fête-Dieu, personne, à l'exception des autorités constituées, n'assista à la procession ; les congrégations s'abstinrent toutes d'y paraître, et il fallut forcer leurs armoires, pour en retirer les ornements qui y étaient renfermés.

Du reste, le département crut devoir partout, sinon interdire, du moins réglementer sévèrement les cérémonies de ce genre, depuis qu'un conflit sanglant s'était élevé entre des processions de différentes communes, qui s'étaient rencontrées au pèlerinage des Trois-Épis. Il profita de l'occasion pour faire fermer cette église, qui était desservie par des Bénédictins. Le même arrêté qui proscrivait les processions religieuses, hors du ban des communes, interdit aussi les fêtes de village connues sous le nom de *Külben*.

1792. Mais quelles que fussent les mesures prises par le directoire du département, l'agitation des esprits, surexcités par la question religieuse, était loin de se calmer, et, de toutes les communes, il n'en était pas de plus agitée que Rouffach. Rouffach, ancienne ville épiscopale, chef-lieu du *mundat* supérieur, n'avait pas vu sans regret disparaître le régime paternel sous lequel ses habitants avaient vécu jusqu'alors. La constitution civile du clergé, suivie de l'arrêté du département, du 2 novembre 1791, qui leur avait enlevé les religieux et les prêtres auxquels ils étaient attachés, les avait profondément irrités. Déjà, lors de l'élection du juge-de-paix, des troubles graves avaient eu lieu : on y avait envoyé une garnison, qui avait été retirée depuis. Quelque temps après, le commissaire chargé d'enlever de l'église des Récollets les vases et les ornements, pour les déposer au district, avait été l'objet d'injures et de voies de fait graves, sans que l'autorité locale eût rien fait pour les empêcher. Franchement contre-révolutionnaire, la municipalité avait, cela était notoire, conservé des relations avec le cardinal de Rohan, retiré à Ettenheim. Sa conduite, au regard de l'administration supérieure, devint telle, que l'on fut obligé de la suspendre de ses fonctions et de la remplacer par un administrateur provisoire, que l'on choisit dans la personne du citoyen Jænger.

A la question religieuse était venue se joindre la question des biens nationaux, qui, là comme partout, avait provoqué contre ceux qui s'en étaient rendus acquéreurs, des haines violentes. Déjà au mois de janvier, une foule ameutée avait été dévaster l'ancienne chapelle du Saint-Esprit, qui venait d'être vendue, comme bien national, à un aubergiste. Au mois d'avril suivant, un attroupement considérable se porta à Eguisheim, autre ville du *mundat*, contre l'ancienne cour de Marbach achetée nationalement, et y commit toutes sortes d'excès. Enfin on vendit de la même manière le château de

Rouffach, qui, au grand déplaisir de la population, fut acheté par un nommé Dupont, de Neuf-Brisach. Ce qui mit le comble à son irritation, ce fut un drapeau tricolore, arboré sur une des tours, et qui flottait, comme une audacieuse provocation, au-dessus de la cité courroucée. Il est certain que la conduite des patriotes de Rouffach, à l'égard du parti aristocrate, qui comprenait la presque-unanimité de la population, fut peu mesurée et fort imprudente. 1792.

Le 20 mai, le curé constitutionnel avait organisé une procession à laquelle assistèrent ses partisans, la plupart armés de fusils. Depuis quelque temps déjà, les habitants se plaignaient de la manière dont on avait disposé des fusils destinés à armer la garde nationale, et qui presque tous avaient été remis aux patriotes. Dans l'après-midi, Dupont fils invita ses amis à un bal ; mais tandis qu'on dansait au château, une colère sourde bouillonnait dans la ville ; des groupes se formèrent ; des libations copieuses achevèrent de monter les têtes, et bientôt le bruit, que des troubles éclateraient dans la soirée, que l'on se porterait au château pour en finir avec les patriotes, se répandit de toutes parts. Ce bruit arriva jusqu'au château ; les invités intimidés se retirèrent, et Dupont fils resta seul avec deux de ses amis.

Vers dix heures du soir, des citoyens, au nombre de soixante environ, se réunissent au corps de garde, quelques uns armés de fusils ou de pistolets, le plus grand nombre porteurs de sabres, de haches ou de fourches. On fait appeler Jænger ; on lui dit que l'ordre est menacé et que c'est à lui à y pourvoir : c'est du château que doit partir l'aggression, c'est de ce côté-là qu'ils entendent tous se rendre en patrouille. En vain le commissaire objecte-t-il que la loi défend de pareils rassemblements, qu'une patrouille doit se composer de quelques hommes seulement : on lui répond par des invectives et on le force à marcher. Dès ce moment, le malheureux Jænger

— 1792. — a tout compris. On le voit pâlir un instant, mais bientôt il se remet et prend intrépidement la tête de la patrouille, ayant à ses côtés le sergent de ville et un officier municipal suspendu, nommé Fischer. On arrive ainsi à quelques pas du château. Dupont fils se trouvait derrière la porte avec ses deux amis ; il avait en vain réclamé du secours dans les localités voisines. A son cri de : « Qui vive ? » le sergent répond : « patrouille bourgeoise. » Dans leur terreur, les jeunes gens tirent au hasard deux coups de feu, à travers les interstices de la porte, et s'empressent de fuir par les derrières du château. L'un de ces coups atteint au bas-ventre Fischer, qui tombe mortellement blessé. Quant à l'autre coup de feu, blessa-t-il Jænger ? Les gens de Rouffach l'ont toujours soutenu ; le jury du Bas-Rhin semble avoir adopté ce système, qu'un examen attentif de la procédure et la vérité ne nous permettent pas d'accueillir. Quoiqu'il en soit, une scène horrible s'engage en ce moment : des furieux se précipitent sur Jænger et le frappent de leurs sabres à coups redoublés ; doué d'une force athlétique, il tombe et se relève deux fois, en demandant grâce, sinon pour lui, du moins pour ses jeunes enfants. Il tombe enfin une troisième fois, en recommandant son âme à Dieu, et cette fois, pour ne plus se relever.

Le lendemain, la justice procédait à la levée de son cadavre. Le corps, étendu à trente pas du lieu où s'était arrêtée la patrouille, était littéralement haché de coups de sabre, dont aucun cependant n'était mortel. La mort était le résultat de deux coups de feu, qu'il avait reçus, à bout portant, en plein visage.

Mais la fureur populaire n'était pas encore satisfaite. Après les coups de feu tirés du château, la patrouille s'était dispersée. Bientôt le tocsin sonne, le tambour bat la générale, la trompette retentit. Une foule immense, armée de haches et d'instruments de toute espèce, se porte de nouveau, à la lueur

des torches, au château. On enfonce les portes, on se répand dans les appartements; tous les meubles sont brisés et mis en pièces. La foule redescend ensuite dans la ville, envahit les maisons de quelques patriotes, notamment celle du juge-de-
1792.
paix, neveu de Jænger, et y commet les mêmes dégâts. Il était grand jour, quand ces tristes scènes prirent fin.

Dès le lendemain, une force armée considérable venait s'établir à Rouffach. Chaque officier et soldat reçut une indemnité payable par les habitants, qui devait s'accroître, de semaine en semaine, en proportion de la durée nécessaire du séjour. Des arrestations nombreuses eurent lieu; une longue information, confiée à Dernois, juge-de-paix d'Ensisheim, aboutit à la comparution d'un certain nombre d'accusés devant le tribunal criminel. Conformément à la loi de l'époque, qui donnait au prévenu le droit de choisir l'un des tribunaux des deux départements les plus voisins, les accusés de Rouffach firent choix du jury du Bas-Rhin, qui les acquitta du chef du meurtre de Jænger; quelques condamnations peu graves furent prononcées pour des faits accessoires.

La mémoire du malheureux Jænger fut honorée, comme elle devait l'être, par les regrets de l'assemblée nationale et par ceux de ses concitoyens. Un service fut célébré, en son honneur, dans la cathédrale et dans toutes les églises du département. Le souvenir de ce douloureux événement pesa longtemps, comme un remords, sur la ville de Rouffach. Elle l'expia par les sacrifices qui lui furent imposés, et le fit oublier en donnant à la France une de ses plus belles gloires militaires.

Dans cette même nuit du 20 au 21 mai, des faits semblables s'accomplissaient sur un autre point du département; seulement ici les rôles étaient intervertis. Une bande de forcenés envahit les habitations de onze familles de la commune de Hochstatt, et, après les avoir pillées, les ruina de fond en

1792. comble. Quelques personnes furent blessées; les autres ne durent leur salut qu'à la fuite; elles n'osèrent pas même rentrer dans le village, pour retirer de dessous les ruines de leurs maisons les quelques effets qui pouvaient s'y trouver encore. Leur crime était de s'être refusées à assister aux offices du curé constitutionnel. Et tous ces faits s'étaient accomplis sous les yeux des officiers municipaux, qui semblèrent, par leur présence, encourager les dévastateurs, loin de les arrêter. L'attitude du district d'Altkirch, dans cette circonstance, ne fut pas moins regrettable. Il envoya sur les lieux un faible détachement de troupes, qui trouva, à son entrée dans la commune, une bande de soixante factieux commandés par le maire, qui fit mine, un instant, de lui barrer le passage. Quant à la répression de ces actes odieux, elle se borna à la suspension de la municipalité; les plaignants furent renvoyés à se pourvoir en dommages-intérêts devant les juges compétents.

On s'était montré plus sévère, un mois auparavant, à l'occasion du pillage et de la dévastation de la synagogue de Vœglinshoffen et de la maison attenante d'un juif. Les auteurs de cet attentat, poursuivis criminellement, furent condamnés à six années de fer.

Les événements de Hochstatt avaient, par eux-mêmes, une signification facile à saisir : ils semblaient marquer la fin, si non des mouvements, du moins des troubles religieux. Les prêtres insermentés étaient partout traqués et chassés; ils n'étaient plus dangereux, pour le nouvel ordre de choses, que par les correspondances qu'ils entretenaient avec l'intérieur, ou par les apparitions qu'ils se permettaient parfois, au péril de leur vie, sur le sol français. Un jour, il s'en réunit quelques-uns à Grandcour, terre de Porentruy. La maison où ils se trouvaient fut envahie soudain par les Volontaires cantonnés à Delle, qui les dispersèrent et les poursuivirent. L'un

d'eux, Pécheur, curé de Florimont, fut, en s'enfuyant, misérablement tué d'un coup de fusil. Décidément, les prêtres constitutionnels avaient le dessus, grâce aux mesures de rigueur prises par l'administration, et, de persécutés qu'ils avaient été jusqu'alors, ils allaient, à leur tour, devenir persécuteurs.

1792.

Quoiqu'il en soit, les mêmes haines, les mêmes germes de division, subsistaient toujours. Chaque commune continuait à avoir ses deux partis parfaitement tranchés. On se connaissait, on s'observait; parfois, on employait des moyens fort singuliers pour se compter. C'est ainsi que, lors de la réunion, à Burnhaupt-le-haut, de l'assemblée primaire de la deuxième section du canton de Cernai, un électeur proposa de faire voter séparément les patriotes et les aristocrates. On posa deux urnes sur la table, et, lors du dépouillement du scrutin, il fut constaté que, pour la commune de Bernwiller, vingt-quatre bulletins se trouvaient dans l'urne des patriotes, et cent-sept dans celle des aristocrates; et, chose remarquable, un an après, lors du vote de la constitution de 93, le même nombre de voix ainsi partagées se retrouva au scrutin. A Uffholtz, dans le même canton, on appliqua aux élections municipales un système analogue. Les patriotes se réunirent à l'église, les aristocrates à la maison commune; il y eut ainsi deux maires, deux municipalités, qui se disputèrent l'autorité: le district de Belfort maintint naturellement au pouvoir les élus des patriotes, par cela même qu'ils étaient soumis aux lois nouvelles.

Ces partis en présence, ces élections continuelles, donnèrent lieu à des troubles de toutes natures, à Kaysersberg, à Oberhergheim, à Roderen, à Dannemarie, etc. Ce n'étaient que vitres brisées, propriétés dévastées, conflits souvent suivis d'effusion de sang. Les Sociétés populaires étaient, dans les campagnes surtout, une cause permanente de troubles et de

— — — divisions. Celle de Soultz ne se contentait pas de censurer les
1792. actes de l'administration; elle s'ingérait encore dans ses attributions. Elle en fit tant, que Rémy, commissaire nommé par le district, prit le parti de la dissoudre.

Une des communes les plus agitées était, sans contredit, Türckheim, grâce aux intrigues de son curé Poujol, personnage remuant, qui jouait, dans cette ville, le même rôle que ses collègues de la Rue, à Huningue, et d'Aigrefeuille, à Guebwiller. Dans le courant du mois de mai, la Société populaire, dont il était un des orateurs les plus ardents, fut envahie, ses membres dispersés et maltraités. Quelques jours après, Poujol partait à leur tête, tambour battant, drapeau déployé, pour assister à la plantation d'un arbre de la liberté, à Soultzbach, à laquelle devait présider Euloge Schneider. A leur retour, la population surexcitée par ces démonstrations continuelles, désarma et emprisonna ceux du cortège qui avaient emporté leurs armes. A la suite de nouveaux troubles, un commissaire fut envoyé de Colmar, avec un détachement de Volontaires qui voulurent charger les habitants et traiter la ville comme une place prise d'assaut. La vallée de Munster s'émut : de toutes parts accoururent des citoyens armés, qui venaient rendre aux habitants de Türckheim les secours qu'ils leur avaient prêtés, dans d'autres circonstances, contre les patriotes; il fallut tenir fermées les portes de la ville, pour empêcher de sanglants conflits. Rien, en effet, n'était plus fréquent, à cette époque, que ces incursions armées d'une commune à l'autre : Guebwiller va nous en fournir de bien tristes exemples.

Nulle part, depuis le commencement de la révolution, les partis n'étaient aussi tranchés, les passions aussi surexcitées, qu'à Guebwiller. Chaque parti avait son club : l'un, celui des jacobins, où se réunissaient les aristocrates; l'autre, celui des patriotes, qui se tenait au poêle des cordonniers. Ces deux

clubs rivalisaient de violence, au point que, pour maintenir la tranquillité publique, gravement menacée, Larcher, qui avait été envoyé sur les lieux par le district, comme commissaire, crut devoir les fermer l'un et l'autre. Néanmoins, la société du poêle des cordonniers continua à se réunir ; celle des jacobins resta fermée, mais ses membres firent un pacte en vertu duquel ils s'engagèrent à se soutenir mutuellement, en cas d'attaque. 1792.

Il y avait alors, à Guebwiller, un homme jouissant d'une certaine aisance, mais audacieux, entreprenant à l'excès, et, d'une violence de caractère inouïe. Cet homme était Rothé, premier officier municipal, qui, avec l'intrigant d'Aigre-feuille, autrefois curé de Cernay, et élu depuis curé de Guebwiller, était à la tête des patriotes. Rothé avait constamment la menace à la bouche ; tous le redoutaient, même ses partisans, auxquels il créait souvent de terribles embarras. A la suite d'une motion qu'il fit au club, au mois de septembre 1791, il s'était mis à la tête d'une bande d'hommes armés jusqu'aux dents, en annonçant l'intention de détruire trente maisons, pour le moins. De leur côté, les aristocrates s'étaient armés, en bien plus grand nombre, et avaient dissipé cet attroupe-ment, maltraitant et blessant même ceux qui en faisaient partie. Rothé et les municipaux qui partageaient son opinion, restèrent, pendant quelque temps en état d'arrestation ; d'autre part, l'administration crut devoir suspendre le maire Hüg, pour cause d'incivisme. A sa sortie de prison, Rothé, comme premier officier municipal, remplit provisoirement les fonctions de maire, dont il ne tarda pas à être définitivement investi.

On arriva ainsi, au milieu de troubles et d'agitations continues, au mois de juillet 1792. A cette époque, la patrie venait d'être déclarée en danger ; une levée en masse était ordonnée. La manière dont la mesure avait été appliquée aux

— 1792. — jeunes gens de Guebwiller avait produit un profond mécontentement, qui se traduisit en scènes tumultueuses, au moment où ils se trouvaient réunis devant la maison commune. Des actes de violence eurent lieu, le sang coula. Parmi les plus exaltés on remarqua les jeunes Bicher et Jehlen, que la municipalité pensa devoir faire arrêter ; mais ils furent enlevés à la garde par leurs camarades.

Cependant le tumulte continua tout le jour. Dans ces circonstances, la municipalité fit inviter Nithard, maire de Soultzmatt, qui, depuis la mort de l'infortuné Jænger, administrait la ville de Rouffach, à envoyer à Guebwiller une brigade de gendarmerie, pour procéder à l'arrestation des principaux agitateurs. Nithard envoya non seulement la brigade demandée, mais encore trente Volontaires du 1^{er} bataillon du Bas-Rhin, alors cantonné à Rouffach. Ces militaires, jeunes, patriotes ardents, déterminés, étaient le vrai type du Volontaire de la révolution : c'étaient bien là les hommes qu'il fallait à Rothé. Ils partent, sur le soir, sous le commandement du lieutenant Balthazard ou Baltzer, de Mutzig, en annonçant hautement qu'ils vont mettre les aristocrates de Guebwiller à la raison. Vers minuit, ils arrivent et se rendent à la maison commune, où ils sont accueillis par Rothé : on se fut bien vite entendu. Des patrouilles mixtes s'organisent, composées de Volontaires et de patriotes ; quelques coups de feu, tirés dans toutes les directions, ont bientôt dissipé les rassemblements. Sous prétexte de désarmer les suspects, on pénètre de force dans un grand nombre de maisons ; on procède à l'arrestation d'individus auxquels on met la corde au cou. Ils sont entraînés en prison, et on ne les relâche que quand ils se sont rédimés par des taxes plus ou moins fortes. Ce ne sont pas seulement des armes que l'on enlève, mais aussi des objets de toute nature. Partout on se fait servir à boire, à manger : c'est une orgie générale.

Cependant on arrive devant la maison Jehlen, pour arrêter le jeune homme qui avait été relâché, le matin, par ses camarades. Des coups de crosse retentissent avec fracas contre la porte. A ce bruit, Jehlen paraît à une fenêtre; un Volontaire fait feu et l'étend raide mort. Vers quatre heures du matin, une patrouille commandée par le lieutenant Baltzer enfonce les portes de la maison du juge de paix Rudler, qui s'enfuit presque nu. Quand il put rentrer dans son domicile, il constata que non-seulement ses armes, mais encore une montre en or et un portefeuille contenant dix mille livres en assignats avaient disparu. Ces scènes odieuses continuent les jours suivants. Rudler prend le parti de se réfugier à Colmar, avec sa famille, et, dès son arrivée, il informe le département et le district de l'état de désolation où se trouve la population de Guebwiller.

Dubois jeune, officier municipal à Colmar, est envoyé sur les lieux, en qualité de commissaire; il procède avec une extrême prudence. Avant tout, il fait rentrer dans leurs quartiers de Rouffach les terribles Volontaires du Bas-Rhin. Dans son rapport à l'administration, il attribue la cause principale de ces désordres à Rothé, dont il dépeint le caractère violent et dangereux; mais il n'hésite pas à en faire remonter aussi, en grande partie, la responsabilité au parti opposé qui, dans les circonstances graves où se trouve le pays, a, par ses coupables excitations, risqué de faire naître un soulèvement.

A la suite de ces événements, Rothé et Hüg furent arrêtés et enfermés au dépôt d'Ensisheim. L'accusateur public avait été invité à informer au criminel; mais en octobre, rien n'étant fait, l'administration ne crut pas devoir retenir les prisonniers plus longtemps. Rothé sortit donc du dépôt d'Ensisheim; mais l'infortuné ne devait pas tarder à y rentrer, et cela, nous le verrons bientôt, dans les plus tristes circonstances, suite inévitable de sa fougue et de son indomptable caractère.

1792.

Jusqu'ici nous ne connaissons les Volontaires nationaux que par leurs violences et par leurs excès envers les populations ; bientôt nous allons les voir remplir un rôle plus généreux et plus conforme à leur institution. Le décret du 25 juillet, qui déclarait la patrie en danger, suivi bientôt de la sanglante journée du 10 août, avait excité dans Paris une émotion et un élan qui devaient bientôt se communiquer à la France entière. Ce n'est pas que la chute de la royauté modifiât beaucoup l'état des choses, au point de vue gouvernemental : depuis longtemps, le pouvoir royal était annihilé, et les autorités des départements étaient habituées à ne traiter les affaires sérieuses qu'avec l'assemblée nationale, dépositaire réelle de la souveraineté. On ne correspondait plus guère avec les ministres que pour les détails administratifs sans importance. Cependant, si prévu que fût l'événement, il n'était pas possible que l'édifice de la vieille monarchie s'écroulât, sans ébranler profondément le sol français. La première impression qu'en ressentit l'Alsace fut celle de la stupeur et d'un sentiment indéfinissable d'indécision. L'attitude de l'armée, notamment, sembla, au premier moment, assez équivoque. Quand les commissaires de l'assemblée législative se présentèrent au corps d'armée réuni à Neuf-Brisach, ils furent accueillis par un silence glacial. On venait de lire aux troupes la protestation de leurs généraux Victor de Broglie et d'Harambure contre la suspension du roi Louis XVI, et elles en avaient été profondément troublées. Cette impression toutefois ne fut pas de longue durée. Depuis longtemps les officiers royalistes avaient émigré ; ils avaient été remplacés par des sous-officiers roturiers, imbus des principes les plus avancés de la révolution. D'autre part, les Sociétés populaires avaient partout ouvert leurs rangs à de nombreux affiliés militaires, mesure fâcheuse au point de vue de la discipline, que les chefs avaient eu la faiblesse de tolérer, et qui avait

propagé, au sein de l'armée, l'élément républicain. Bientôt, du reste, en présence du péril, à l'appel de la patrie en danger, un seul sentiment inspira tous les cœurs : bourgeois et soldats ne songèrent plus qu'aux moyens de défendre la mère commune.

1792.

Avant tout, on s'occupa de compléter les bataillons de Volontaires du Haut-Rhin, qui furent portés à huit cents hommes chacun. Le 6^e bataillon qui, en 1791, n'avait que deux compagnies, fut mis sur le même pied que les autres, grâce à un supplément de contingent auquel Colmar seul contribua pour une compagnie entière. Colmar se vengea noblement du reproche de tiédeur, que lui avait adressé le département, et des observations narquoises du général d'Harambure, en fournissant, outre son contingent de Volontaires, une compagnie de francs-tireurs, dont le commandement fut donné à Klingenhoffen. Cette troupe, armée de carabines et de fusils de chasse obtenus par voie de réquisition, rendit des services réels. Pendant tout l'hiver, ses hommes, détachés par petits groupes dans les îles du Rhin, par un temps rigoureux, montrèrent une constance et un courage auxquels le général en chef fut obligé de rendre hommage, dans un rapport qu'il fit à la Convention. Enfin la garde nationale sédentaire de Colmar se déclara prête à se rendre sur tous les points qui lui seraient indiqués, et elle tint parole.

Quant aux Volontaires, il fallut les livrer armés et équipés, ce qui offrit des difficultés sérieuses ; d'autant plus que, de toutes les parties de la France, accouraient des Volontaires, sans armes, pour la plupart, et qui en réclamaient à grands cris. Un bataillon d'Ornans, cantonné à Saint-Hippolyte et à Bergheim, fit irruption à Rorschwihr et s'empara, avec violence et voies de fait, de toutes les armes qu'il put trouver. On ne laissa de fusils qu'aux communes riveraines du Rhin. Les autres durent rendre les leurs, ce qui ne se fit pas toujours sans résistance ; elles reçurent des piques en échange.

1792. Déjà, quelque temps auparavant, avait été mise en vigueur la nouvelle loi du 24 janvier 1792, pour le recrutement des régiments ; on y admit aussi ceux des déserteurs étrangers qui le demandaient, après avoir reçu du président du directoire du département une cocarde tricolore, avec une gratification de cinquante francs. Le régiment suisse de Steiner et le régiment Liégeois avaient été licenciés, à Colmar. La présence de ces hommes, qui affectaient de conserver la cocarde blanche et de parcourir les rues, au cri de Vive le roi ! était l'occasion de conflits continuels avec nos soldats : beaucoup d'entre eux finirent par s'enrôler de nouveau sous le drapeau français.

Les Volontaires du Haut-Rhin, une fois armés et équipés, partirent, sous la conduite de Dernois, qui avait présidé à ces opérations, avec son activité ordinaire, pour Neuf-Brisach, lieu du rassemblement, où ils devaient élire leurs officiers, pour de-là être dirigés sur leurs corps respectifs. Pendant ce temps-là, Johannot, président du département, se rendait au camp de Custine, à Blotzheim, pour s'entendre avec lui sur les mesures de défense à adopter. Un camp de sept mille hommes fut établi à Belfort. Un autre camp assis à Hirsingue faillit, un instant, être abandonné par les troupes qui, dans un moment de panique, ne se croyant pas assez fortes, furent sur le point d'ouvrir aux ennemis, en se retirant, une des portes de la France. Enfin de fortes patrouilles de troupes agricoles fournies par les communes riveraines, d'abord, et plus tard, par toutes les communes du département alternativement, circulaient continuellement sur les bords du fleuve et veillaient ainsi à la sécurité de cette partie des frontières.

En attendant le moment de guerroyer contre les *despotes coalisés*, les Belfortains, poussés par le démon des conquêtes, sentirent le besoin de s'annexer le petit état voisin de Montbéliard, avec lequel, de temps immémorial, ils avaient été en

état de rivalité. Sur ce point, l'esprit public se manifesta avec une énergie et une unanimité de sentiments telles, que les conseils généraux du district et de la commune durent, par des délibérations formelles, ordonner l'expédition. De son côté, le commandant de place, de la Barre, tout en agissant avec une extrême réserve, se vit obligé de déférer aux réquisitions expresses que lui adressa l'administration. En conséquence, le 1^{er} septembre, un corps d'armée composé de la garde nationale de Belfort, de troupes de ligne et de Volontaires qui avaient forcé l'arsenal, pour en tirer deux pièces de canon, se mit en marche, sous le commandement du chef de légion Marcon, qui prit le titre de général en chef de l'armée de Belfort. Indépendamment de ce que cette force armée offrait d'imposant, elle avait des intelligences dans la place: il y avait plus d'un an déjà, que des sujets du prince avaient eux-mêmes provoqué ces incursions. Aussi l'armée du général Marcon entra-t-elle sans résistance à Montbéliard. Tout se passa, du reste, dans le plus grand ordre, et, le soir, elle faisait sa rentrée triomphale à Belfort, ramenant à sa suite les chevaux et les armes du prince, quatre canons en fer, quatre cents fusils environ et deux cents soldats désarmés, prisonniers de guerre. Le cortège défila devant les commissaires que le département, au bruit qui lui en était parvenu, s'était empressé d'envoyer à Belfort, pour empêcher l'incursion: malheureusement ils étaient arrivés trop tard.

C'était, du reste, un état d'inquiétude fort naturel que celui que ressentaient, à cette époque, les États voisins en contact avec le sol fiévreux de la France. Vers la fin de 1791, l'évêque de Bâle, dont le territoire était constamment violé par les patrouilles françaises, sollicita de l'empereur d'Autriche l'assistance de quelques centaines d'hommes de ses troupes, en apparence, pour se garantir contre l'esprit révolutionnaire qui commençait à gagner ses sujets, mais en réalité, pour le pro-

1792.

1792. — téger contre une incursion dont il se savait menacé par les patriotes du Haut-Rhin.

On se demande si ce n'était pas une idée d'annexion du même genre, qui, à l'époque dont nous nous occupons, travaillait déjà l'administration française, à l'égard de la république de Mulhouse. Le fait est qu'au milieu de la transformation radicale qui s'était opérée dans le régime de la France, avec ses lois nouvelles sur le commerce, sur les exportations, sur les assignats, la situation de ce petit État, enclavé de toutes parts dans notre territoire, devenait de plus en plus équivoque. Était-ce sérieusement pour acheter des armes, qu'une commission composée d'Oberlin, pour le Bas-Rhin, de Metzger, pour le Haut-Rhin, et du capitaine d'artillerie Latournerie, se présentait, un jour, au magistrat de Mulhouse et se faisait ouvrir son arsenal? On ne put leur exhiber que des canons de vieux modèle, quelques couleuvrines; en tout, quarante-cinq pièces hors de service et destinées à crever au premier usage qu'on en eût fait; puis, au premier étage, de vieux mousquets à mèche et à rouet, des fusils de rempart sans batterie, des cuirasses et des casques, et environ quatre cents fusils, sans baïonnettes ni baguettes, tous hors de service et sans valeur. On fit encore défilér devant les commissaires deux compagnies bourgeoises, de cent hommes chacune, bien armées et bien équipées, chargées de pourvoir au maintien de l'ordre dans la cité. Voilà tout ce que la république de Mulhouse avait à opposer à son puissant voisin, pour le cas où il plairait, un jour, à celui-ci de vouloir l'absorber.

C'est au milieu des circonstances que nous avons rapportées, qu'eurent lieu les élections des députés à la Convention nationale. Les élus étaient : Reubell, procureur général syndic du département; Ritter, Laporte, tous deux anciens législateurs; Johannot, président de l'administration du département; Pflieger, maire d'Altkirch; Albert l'aîné, procureur

syndic du district, à Colmar; Dubois le jeune, officier municipal, à Colmar. Il y avait en outre trois suppléants : Guittard, 1792.
capitaine de gendarmerie, à Colmar; Clavé, juge au tribunal du district d'Altkirch, et Rudler, ancien législateur.

CHAPITRE V.

1793.

État des frontières, au commencement de la guerre. — Levée de 300,000 hommes. — Dénûment des armées. — Dons patriotiques. — Prisonniers français à l'étranger. — Massacre de Francfort. — Assignats. — Exportations. — Or et argent des églises envoyés à la monnaie. — Églises et couvents mis à la disposition de l'autorité militaire. — Suppression des chapelles. — Prêtres insermentés, exilés ou déportés. — Troubles religieux à Reppe. — Agitation à Belfort. — Désordres à Massevaux. — Rothé, maire de Guebwiller. — Incursions armées dans les communes voisines. — Nouvelles alarmantes du Bas-Rhin. — Levée en masse. — Départ des trois classes. — Réfractaires. — Colonnes mobiles à leur poursuite. — Prise des lignes de Wissembourg. — Réquisitions. — Approvisionnement des armées et des places. — Mesures révolutionnaires. — Dénûment et disette dans les communes. — Réquisitions en fourrages et avoines. — Charrois. — Troupes agricoles. — Cavalerie colmarienne. — Les ouvriers mis en réquisition. — Salpêtre révolutionnaire. — Loi du *Mazimum*. — Mesures contre les contrevenants. — Refus des assignats. — Approvisionnement des marchés. — Pénurie de subsistances à Guebwiller. — Larcher, à Lautenbachzell. — Événements de Gundolsheim. — Mort de Rothé. — Agitation, à la suite de ces événements. — Arrestation et évasion de Der-nois. — Il est acquitté par le jury.

L'avènement de la république allait être accueilli par la guerre civile au-dedans, et, au-dehors, par la plus terrible coalition qui eût jamais menacé la France. Pour faire face à tant de périls, elle ne pouvait compter que sur le patriotisme de ses citoyens et sur l'indomptable énergie de ses gouvernants. Une armée désorganisée, des frontières sans défense, un matériel vermoulu et hors d'usage, voilà tout ce qu'au premier moment, elle avait à opposer aux ennemis qui la me-

naçaient de toutes parts. Lors d'une alerte sur les bords du Rhin, qui eut lieu, dans le courant de janvier, entre Niffer et Gros-Kembs, les affûts des canons en batterie furent presque tous démontés, à la première décharge. Les places fortes du Haut-Rhin, Huningue et Belfort surtout, étaient dans un état déplorable. La Société politique de Huningue dénonça, à cette occasion, les généraux d'Hambure, Lessert et Fossé, au ministre de la guerre Pache, qui les rappela tout aussitôt. De leur côté, les habitants de Belfort voyaient avec désespoir l'état d'abandon où on laissait cette place, dont ils comprenaient l'importance stratégique, et qui ne présentait que des remparts délabrés, sans canons et presque sans garnison. « Malgré cela, écrivaient-ils au pouvoir exécutif, nous nous défendrons ; mais il semble qu'on veuille rendre nulle l'ardeur civique de nos concitoyens et les couvrir d'infamie, comme les habitants de Longwy et de Verdun. » A défaut de troupes, ils comptaient sur le concours patriotique des départements voisins. Boillot, du district, avait imaginé un système de signaux de jour et de nuit, fort ingénieux, à l'aide de pavillons ou de fanaux, attachés à des mâts élevés et plantés, de lieue en lieue, sur des hauteurs. Au moyen de correspondances ainsi établies, de Huningue à Belfort, des gorges de Porentrui à Besançon, et de Belfort à Vesoul, il estimait qu'en moins de quatre heures de temps, soixante mille gardes nationaux pourraient être sur pied et prêts à repousser toute attaque de l'ennemi.

Cependant la Convention venait d'ordonner une levée de 300,000 hommes : le Haut-Rhin dut en fournir trois mille six cents. Un instant, le directoire parut vouloir réclamer. Il trouvait, en effet, ce contingent un peu élevé pour un département qui, à lui seul, avait déjà donné cinq mille hommes aux bataillons de Volontaires nationaux et près de dix mille hommes à la troupe de ligne. Néanmoins le patriotisme étouffa

1793.

1793.

toute velléité de protestation, et, en moins de deux mois, le contingent du Haut-Rhin, au grand complet, était en marche pour se rendre au lieu de rassemblement. L'empressement, ou le bon vouloir, ne fut pas partout le même : dans plusieurs communes, à Ribeauvillé surtout, il y eut, au moment du recrutement, des rassemblements tumultueux, avec cris séditieux. Ailleurs, il se produisit des fraudes que la vigilance de l'administration sut déjouer. La loi laissait aux citoyens le soin de choisir, eux-mêmes, le mode de recrutement qui leur conviendrait. Dans certaines communes, on avait adopté la voie du scrutin, et dès lors, c'était la majorité qui faisait la loi à la minorité. C'est ainsi qu'à Wintzenheim, le choix des votants s'était porté sur les Juifs, qui, pour la première fois, allaient concourir au recrutement de l'armée. A Andolsheim, commune opulente, on agit plus mal encore : le scrutin désigna les citoyens les plus pauvres. L'administration annula ces opérations, en décidant que, dans le cas où de pareilles supercheries se reproduiraient, ceux qui en seraient reconnus les auteurs auraient à pourvoir à l'entretien des familles des citoyens ainsi frauduleusement envoyés à l'armée.

Pour armer les nouvelles recrues, les communes durent rendre ce qui leur était resté, en fait d'armes ; on excepta encore les communes riveraines du Rhin, dont les citoyens étaient assujettis à un service continu, avec la troupe. Les mouvements de l'ennemi, sur la rive droite, donnaient lieu journellement à de nouvelles alertes. Les commissaires du département étaient constamment sur la route de Brisach, pour conférer avec le général Sédillot sur les mesures de défense à prendre ou sur des réquisitions à exécuter.

Ainsi armés et plus ou moins équipés, les jeunes soldats de la nouvelle levée allaient partager la gloire et aussi le dénûment de leurs frères d'armes de l'armée du Rhin. Ceux-ci venaient de traverser un hiver rigoureux, dans les plus tristes

conditions : « Le bataillon est dans un état de dénuement absolu de toute espèce d'équipement, écrivait, de Bingen, au district de Belfort, Mengaud, commandant du 3^e bataillon du Haut-Rhin. Les marches forcées et nocturnes, des camps presque toujours inondés, une paille pourrie et dans la fange, telle a été notre campagne. Notre équipement s'en ressent ; nous sommes nus. — Si vous connaissiez l'état de misère de notre brave bataillon, si vous saviez que nous sommes au canon tous les jours, qu'au lieu de quartiers d'hiver, nous sommes en pleine campagne, vous emploieriez tous les moyens possibles pour nous couvrir au plus tôt. — Custine a ordonné à tous les bataillons d'être équipés pour le 1^{er} janvier : cet ordre ne lui coûte rien, mais c'est l'exécution qui est difficile. »

1793.

Mengaud se trompait : ce n'était pas indifférence de la part de ses concitoyens, loin de là. Les dons en argent et en nature affluaient de toutes parts ; il n'était pas de commune, si pauvre qu'elle fût, qui ne s'imposât les plus durs sacrifices pour nourrir et vêtir les défenseurs de la patrie. Mais tel était le désordre qui régnait alors dans l'administration, au milieu des réquisitions de tous genres, auxquelles il fallait satisfaire, que les vêtements, les chaussures, le linge, donnés par les citoyens, allaient s'entasser dans les magasins de l'État, où ils pourrissaient, avant que l'on songeât à les faire parvenir à destination. Cette destination même était bien souvent inconnue, à raison du mouvement continu des armées. La chaussure surtout faisait défaut. On vit, un jour, passer à Colmar un bataillon du Puy-de-Dôme, marchant littéralement pieds nus ; on le soulagea, comme on put, mais chaque jour, c'étaient de nouveaux bataillons venant de l'intérieur, qui arrivaient à peu près dans le même état, et les ressources des citoyens ne suffisaient pas à secourir toutes ces misères, dont la vue les impressionnait d'autant plus, qu'elles leur rappelaient les souffrances de

1793.

ceux de leurs enfants qui étaient à l'armée. Ce même sentiment les portait à se montrer pleins de compassion pour les prisonniers de guerre. On reçut, un jour, à Colmar, deux cents Hongrois et autres prisonniers de l'électorat de Mayence ; les citoyens rivalisèrent à qui les logerait et les secourrait de son mieux. C'était beaucoup pour ce temps là, où l'humanité dans la guerre était chose à peu près inconnue. En effet, quelque temps après, on affichait, dans toutes les communes du département, une lettre d'un habitant de Francfort, qui exposait dans les termes suivants la situation de cent-vingt-neuf prisonniers français arrivés dans cette ville : « Il y en a de tous les départements et de toutes les armes, ayant été pris, du côté de Pirmazens. Ils sont ici, depuis cinq jours, à l'hôpital des Carmes : leur misère fait pitié. Grièvement blessés, mutilés de toutes les manières, dépouillés de tout leur avoir, même des hardes qu'ils portaient sur le corps, ils sont arrivés ici, quelques-uns tout nus. Joignez à cela une marche forcée de quatre jours avec le premier appareil, et voyez s'ils ont besoin de secours ! » Presqu'à la même époque, les magistrats de la ville de Francfort se croyaient obligés de répudier hautement, au nom de leurs concitoyens, toute participation au massacre des prisonniers français laissés dans les hôpitaux de leur ville, lors de la retraite de l'armée de Custine.

Si l'État avait tant de peine à vêtir ses soldats et à soulager leurs misères, à plus forte raison devait-il les payer fort mal. Les militaires en marche pour rejoindre leurs corps, qui avaient touché, jusqu'alors, leurs trois sous par lieue en numéraire, ne les reçurent plus qu'en assignats. Comment se sustenter, avec cela, en présence de la baisse continue du papier-monnaie ! Une nouvelle insurrection fut sur le point d'éclater à Neuf-Brisach, parce que les troupes ne recevaient plus leur paie qu'en assignats, et que les bouchers se trouvaient hors d'état de se procurer des bestiaux, les paysans se

refusant formellement à livrer leurs denrées contre du papier-monnaie. Assailli par des réclamations incessantes, le département proposait, avec l'assentiment des représentants Laurent et Ritter, une mesure, sur laquelle il devait souvent revenir, et qui consistait à interdire absolument la circulation des monnaies d'or et d'argent, et leur emploi dans les transactions ; mais cette proposition était inacceptable, en présence des dispositions de la loi, qui admettait le numéraire au pair des assignats. Il tenta alors quelques mesures révolutionnaires, qui restèrent inappliquées : le jour, bien que prochain, n'en était pas encore venu.

1793.

D'autre part, on multiplia les mesures de surveillance aux frontières : toute délivrance de passe-ports fut absolument interdite, tant pour arrêter les émigrations, que pour empêcher l'exportation du numéraire. La fraude n'en continua pas moins ; parfois elle revêtait les formes les plus subtiles. C'est ainsi que dans les magasins de la maison J. B. Blétry, à Belfort, on trouva, un jour, répartis dans différentes caisses, des pots de pommade, qui contenaient dix-huit cent soixante-cinq pièces d'or, à l'adresse de Preiswerk et C^e, à Bâle.

En attendant, comme il fallait se créer des ressources à tout prix, on mit la main sur les biens des fabriques et des hospices. L'or et l'argent provenant des églises supprimées furent envoyés à la monnaie. Quant à ces églises elles-mêmes, l'État s'en empara, pour les mettre, en général, à la disposition de l'autorité militaire. A Colmar, les églises des Augustins et des Dominicains servirent à abriter les effets de campement et d'habillement. Bientôt le couvent des Augustins fut converti en prison ; les effets de campement, qui s'y trouvaient, furent déposés dans le temple protestant. A mesure qu'on leur retirait leurs églises, les non-conformistes allaient chercher asile, pour l'exercice de leur culte, dans quelques chapelles voisines, d'où on les expulsait tout aussitôt. C'est ainsi qu'à

1793. — la demande des amis de la Constitution, de Ribeauvillé, fut renversée la chapelle de Dusenbach. Celle du *Bruderhaus*, près St-Hippolyte, fut également rasée, et l'hermite qui la desservait, obligé de se rendre à l'hôpital de Colmar, comme infirmier. Le département fit encore dénaturer les chapelles du Schauenberg, de St-Léonard et du Reebach, près de Kay-sersberg, de manière à leur enlever toute apparence d'église. Ce n'était pas sans douleur et sans opposer une résistance au moins passive, que les habitants assistaient à ces exécutions. Il y avait, près de Guémar, un lieu de pèlerinage, dit de Saint-Maximin, qui, de tout temps, avait été en grande vénération ; il était constamment visité par de nombreux fidèles, souvent venus de fort loin. Cette chapelle avait été vendue comme bien national, sous la condition d'être démolie ; mais l'acquéreur s'était toujours refusé à exécuter cette clause. A diverses reprises, la démolition avait été opérée par les soins de l'autorité elle-même, et, chaque fois, le sanctuaire s'était relevé de ses ruines. En l'an 6, il existait encore, déguisé sous l'humble apparence d'une grange ; on ne parvint à obtenir raison du propriétaire qu'en établissant chez lui des garnisaires, jusqu'à ce que la destruction fût bien et dûment consommée.

Les prêtres insermentés, depuis qu'ils étaient exposés à être déportés à la Guyane, avaient presque tous quitté le pays ; quelques-uns cependant étaient restés tranquillement dans leurs paroisses, grâce à des certificats d'assermentation délivrés par des municipalités complaisantes. Le plus grand nombre s'était réfugié en Suisse ou à Mulhouse, d'où ils correspondaient, autant que possible, soit avec leurs familles, soit avec leurs anciens paroissiens. Quelques-uns, même, nous en verrons de tristes exemples plus tard, faisaient, de temps à autre, des apparitions sur le territoire français, au péril de leur vie. Ils venaient chercher quelques légers secours, en retour des consolations de la religion, qu'ils apportaient à des

fidèles qui gémissaient d'en être depuis trop longtemps privés. Quant aux prêtres sexagénaires ou infirmes, on les avait enfermés au collège, à Colmar; mais, sous prétexte qu'ils profitaient du voisinage, pour fanatiser la jeunesse, et qu'ils entretenaient des correspondances factieuses avec les contre-révolutionnaires de la ville, on les transféra au dépôt d'Ensisheim. 1793.

Du reste, les troubles religieux étaient, pour le moment, à peu près comprimés, dans le département, bien qu'une irritation, forcément contenue, bouillonnât toujours dans les esprits. Ainsi que nous l'avons dit, les constitutionnels, assez longtemps persécutés, étaient devenus persécuteurs, à leur tour. Ce n'étaient pas seulement des particuliers, mais des municipalités entières, celles de Wintzenheim et de Labaroche notamment, qu'on traduisait, comme fanatiques, devant le nouveau tribunal révolutionnaire. Ceux qui se refusaient à assister à la messe des curés constitutionnels, étaient l'objet de vexations de tous genres; dans la suite, les prisons furent partout encombrées de personnes qui n'avaient pas eu d'autre tort que celui-là.

La petite commune de Reppe, près Belfort, s'était, à l'exception de quelques familles, franchement ralliée au nouveau régime. Cependant les non-conformistes ne se gênaient pas de manifester leur opinion sur la constitution civile du clergé, qui, suivant eux, avait introduit le schisme dans l'Église de France. L'un d'eux mourut, à quelque temps de là : la municipalité, par un arrêté, et le curé, décidèrent que le défunt ne serait point inhumé dans le cimetière commun. On désigna un emplacement à sa veuve, dans un coin du communal; ou bien elle pouvait, si elle aimait mieux, *encrotter* le corps du défunt dans son verger. Quatre jours se passèrent ainsi. La veuve ne pouvant obtenir justice du district, s'adressa au tribunal, qui enjoignit à la commune d'enterrer le corps dans le cimetière; mais l'huissier et les gendarmes chargés de faire

1793.

exécuter le jugement durent se retirer devant l'attitude menaçante du maire qui, à la tête d'une bande d'hommes armés, fit combler la fosse que l'on venait de creuser. On fit plus encore : neuf aristocrates furent arrêtés, pour des propos inciviques qu'ils avaient tenus bien antérieurement. De ce nombre était un nommé Patat, depuis longtemps épileptique et en démence. A son entrée à Belfort, il se prit à crier Vive le roi ! Une foule furieuse se rua sur lui et le traîna par les rues, la corde au cou. Le malheureux fou, au milieu de ces violences, n'en redoublait que mieux ses hurlements et ses cris séditieux : ce fut une scène affreuse. L'escorte eut grande peine à l'arracher des mains de la foule, qui voulait l'étrangler. Dans toutes ces circonstances, l'attitude du district fut des plus regrettables, pour ne pas employer une expression plus sévère et plus méritée.

Les choses, du reste, allaient, à raison même de l'ardeur des esprits, plus vite, à Belfort, qu'ailleurs. Déjà, à cette époque, on y ouvrait les dépêches venant de l'étranger et on en agissait contre les personnes qu'elles semblaient compromettre, comme aux plus beaux jours de la Terreur. Une liste glissée, à ce qu'il paraît, par la malveillance dans les papiers d'un émigré, fut affichée par toute la ville, avec les qualifications les plus odieuses, et provoqua un soulèvement. Un officier de Volontaires, à la tête d'un grand nombre de soldats et de gardes nationaux armés, se présenta à la municipalité, demandant justice contre les traîtres, sinon, ajoutait-il, le peuple se ferait justice lui-même. Des perquisitions eurent lieu : un grand nombre de particuliers, tous les juifs notamment, bien qu'ils eussent prêté le serment civique, furent désarmés ; d'autres, tels que les citoyens Voisard, Charmois, Boulanger et Beaume, durent se soustraire, par la fuite, au dernier supplice dont ils étaient menacés. Le procureur de la commune, en cherchant à rétablir l'ordre, courut les plus grands dangers.

Partout, les patriotes et les aristocrates étaient en présence et prêts, au premier signal, à s'armer les uns contre les autres. 1793. Sous ce rapport, la ville de Massevaux était une de celles où les passions étaient le plus surexcitées. Elle avait gardé, tant qu'elle l'avait pu, ses prêtres insermentés, dont la presque-unanimité de la population s'obstinait à suivre les offices, troublant ceux du curé constitutionnel, l'accablant lui et ses adhérents de mauvais traitements en tous genres. L'irritation fut au comble, quand on eut éloigné de force les prêtres réfractaires. Boillot, du district, envoyé sur les lieux pour rétablir l'ordre, réunit le conseil général de la commune. « Je leur représentai, dit-il dans son procès-verbal, d'une manière si saisissante, les effets désastreux de leur désunion, que des larmes d'attendrissement coulèrent de tous les yeux, et que les citoyens des deux partis se jetèrent dans les bras les uns des autres, se donnant le baiser de paix et de fraternité, se jurant, au milieu des cris mille fois répétés de Vive la Nation ! Vive la République ! de vivre désormais dans la plus parfaite union. » Quelques jours après ce baiser *Lamourette*, les luttes renaissaient, à l'occasion de la nomination du comité de surveillance; le curé constitutionnel, devenu président du club, soulevait les Volontaires d'un bataillon du Puy-de-Dôme contre leur chef et contre les aristocrates. Quand enfin l'assemblée primaire du canton dut se réunir pour l'acceptation de la constitution de 93, un conflit s'engagea, à la suite duquel neuf individus des familles les plus notables de Massevaux furent déclarés, par le tribunal révolutionnaire, aristocrates et hors la loi, et condamnés à des détentions plus ou moins longues au dépôt d'Ensisheim, ainsi qu'à des dommages-intérêts considérables.

Mais, de toutes les parties du département, il n'en était pas de plus agitée que la commune de Guebwiller et ses environs, grâce à la violence et à l'infatigable activité de son maire

1793. Rothé. A peine était-il sorti du dépôt d'Ensisheim où il avait été enfermé quelque temps, par ordre de l'administration, qu'il recommençait ses incursions armées dans les communes voisines. Au mois de décembre 1792, il envahit, à la tête de sa garde nationale, la commune de Wattwiller et contraignit la municipalité à faire, avec lui, la recherche de prêtres insermentés qu'il supposait y être cachés. Au mois de mars suivant, le district, préluant à ce déplorable système de confiance, qui devait si mal finir, l'envoyait en qualité de commissaire à Orschwihr, où il se conduisit si bien, taxant, imposant, taillant à merci les aristocrates et les parents d'émigrés, qu'on se vit forcé de mettre au plus vite un terme à sa mission, ce qui lui valut en outre une nouvelle suspension, de la part du département. Quelques jours après, dans la nuit du 26 au 27 mars, plusieurs maisons aristocrates étaient, à Guebwiller, envahies par une douzaine d'hommes armés, qui y commirent toutes sortes d'excès. Cette fois, Rothé restait dans l'ombre : c'était son suppôt, un nommé Resperger, qu'il avait fait à la fois sergent de ville et geolier municipal, qui dirigeait l'expédition.

Soudain, dans les premiers jours du mois d'août, un long cri d'alarme retentit d'un bout de la France à l'autre : une énergique proclamation des représentants Lacoste et Guyardin en transmet l'écho par toute l'Alsace. « Nos ennemis souillent encore une fois la terre de la liberté. Condé, Mayence et Valenciennes sont en leur pouvoir. Levez-vous, citoyens, la patrie vous appelle. Que la puissance et la force du peuple exterminent les tyrans et leurs hordes sanguinaires ; qu'elles livrent les traîtres au glaive des lois ; qu'elles consolident la république naissante et assurent le triomphe de la liberté. Aux armes ! Aux armes ! » Aussitôt les troupes des places fortes sont appelées sur les points les plus menacés ; elles doivent être remplacées par 1250 gardes nationaux fournis

par chacun des sept départements compris dans la circonscription de l'armée de Rhin et Moselle. Mais avant qu'ils ne soient réunis, les places restent dégarnies. Celle de Belfort est laissée dans un abandon tel, que Labarre, qui la commande, déclare qu'il ne peut assumer la responsabilité d'une défense, dans de pareilles conditions, et demande son remplacement. Huningue est dans le même état ; le passage par Bâle est laissé presque libre. On apprend, d'autre part, que la grande majorité des citoyens du Mont-Terrible, au lieu de s'armer pour la défense de leur territoire, se coalisent pour appeler les Autrichiens. De son côté, le général Vieusseux prévoit une attaque générale de l'ennemi ; chaque jour, le danger devient plus pressant.

Enfin, le 10 septembre, à onze heures du soir, les représentants Lacoste et Milhaud ainsi que le général Labruyère, lancent du quartier général de Hombourg une réquisition qui ordonne la levée en masse de tous les citoyens du Haut-Rhin en état de porter les armes. Sont seuls exceptés les meuniers, boulangers, postillons (à raison d'un pour quatre chevaux), les infirmes notoirement connus, les membres des directoires du département et des districts, les maires, procureurs des communes, l'accusateur public et les juges du tribunal criminel. Ordre aux administrations de se réunir sur l'heure, en assemblée permanente, et d'envoyer des courriers extraordinaires dans les chefs-lieux de canton, pour qu'à l'instant le tocsin sonne dans toutes les communes. Les citoyens appelés à la levée en masse s'armeront de fusils, sabres, et au besoin, de fourches, de faux emmanchées à rebours. Ils prendront avec eux des vivres, pour deux jours, surtout des farines, et les fourrages nécessaires pour la nourriture des chevaux conduisant leurs vivres ; ils se pourvoiront d'autant de munitions de guerre qu'ils pourront et, outre leurs armes, de pelles, pioches et haches. Les citoyens du district de Colmar marcheront sur

1793.

1793.

Gros-Kembs et Niffer, ceux d'Altkirch sur Hésingue, ceux de Belfort sur Attenvilliers et Folgensbourg. Les pères, mères, femmes et enfants des réquisitionnaires indigents recevront dix sous par jour. Les citoyens qui se refuseraient à marcher, sans être dans les exceptions prévues, seront traités comme rebelles, ennemis de la république; leurs biens seront confisqués.

Le 11, au soir, la réquisition parvient à Colmar. A minuit, le tocsin sonne et retentit pendant trois jours. Sans perdre un instant, le département dépêche trois de ses membres, Eggerlé à Colmar, Belin à Belfort, Pflieger à Altkirch, pour accélérer la levée de la première classe comprenant les jeunes gens de dix-huit à vingt-cinq ans. Les districts, à leur tour, nomment un commissaire par canton. Les contingents une fois prêts sont réunis au lieu de rassemblement, nomment leurs officiers et se dirigent, ceux de Colmar et d'Altkirch, vers le Bas-Rhin, conduits par Eggerlé et Pflieger, qui doivent les accompagner jusqu'à Haguenau. Les quatre bataillons de Belfort partent, commissaires en tête, pour le Mont-Terrible. Les deuxième et troisième classes, composées des citoyens de seize à dix-huit ans et de vingt-cinq à quarante-cinq, sont déclarées en réquisition permanente et dirigées, avec Metzger nommé commissaire, sur Gros-Kembs et Petit-Landau. Partout et sur toutes les routes, ce ne sont que troupes se rendant aux frontières, canons et caissons roulant avec fracas, convois de vivres suivant les détachements.

Mais tout n'était pas enthousiasme, dans ce grand mouvement. Il y avait longtemps que la portion ardente et patriote de la jeunesse était partie avec les premiers Volontaires, ou s'était enrôlée dans les troupes de ligne. Ceux qui étaient restés dans leurs foyers ne se souciaient guère de les quitter; la plupart appartenaient d'ailleurs au parti contre-révolutionnaire, et la perspective d'affronter les dangers et les priva-

tions d'une guerre meurtrière les tentait médiocrement, alors surtout que c'était pour soutenir un état de choses qui leur faisait horreur et froissait leurs consciences. Beaucoup de ceux qui marchaient ne le faisaient donc qu'à contre-cœur et uniquement pour ne pas être portés sur les listes des émigrés, ce qui obligeait leurs parents à fournir deux hommes, à leur place, et les exposait à la séquestration de leurs biens. 1793.

Il y en eut un grand nombre, dans le district de Colmar surtout, qui s'abstinrent de suivre la masse ; quand on venait les chercher dans leurs communes, ils se retiraient dans les bois. L'embarras pour les y traquer était grand, car, ainsi que le mandait le département aux Représentants, les communes, que l'on requérait pour cela, n'étaient plus guère peuplées que d'enfants et de vieillards. On parvint toutefois à organiser quelques colonnes mobiles pour appuyer la gendarmerie, et la chasse aux fuyards commença. Sur certains points du département, elle se termina vite ; dans d'autres parties, au contraire, elle se continua des mois entiers, au point que l'on put craindre de voir s'y former une sorte de Vendée.

Parmi les communes du district de Colmar, qui se montrèrent à la fois rebelles à la loi et à la patrie, celles de la montagne, de Türrckheim à Rouffach, furent, à coup sûr, les plus coupables. Deux membres du département, Albert et Rœsch, furent chargés de diriger les colonnes mobiles mises à la poursuite des réfractaires de Wintzenheim, Wettolsheim, Pfaffenheim et Guebbers chwihr, qui s'étaient retirés dans les bois. Les commissaires réunirent les parents de ceux qui appartenaient à la première classe, en retinrent quelques-uns comme otages et les envoyèrent au dépôt d'Ensisheim, où ils restèrent détenus jusqu'à la soumission des fugitifs. Les réfractaires de Wettolsheim échangèrent des coups de feu avec la troupe ; ils étaient soutenus dans leur résistance par la

1793.

municipalité tout entière. Peu à peu, ils furent tous obligés de se rendre; cependant, à la fin du mois de janvier, Gueberschwihr comptait encore cinquante réfractaires. Dès qu'ils étaient arrêtés, on les transférait à Colmar : les prisons en furent bientôt encombrées. On les traduisait, au plus vite, devant le tribunal révolutionnaire, qui proclamait leur conduite lâche et incivique, et leur infligeait une amende plus ou moins forte, avec quelques jours de prison. Ceux de Wettolsheim, qui avaient causé le plus de fatigues à la force armée, furent condamnés en outre à fournir une paire de souliers à chacun des gendarmes employés à leur poursuite. On s'empressait ensuite de les diriger sur leurs corps, soit dans le Bas-Rhin, soit à Kembs, suivant la classe à laquelle ils appartenaient.

Sans doute, les sacrifices imposés aux citoyens étaient pénibles; ils allaient le devenir bien plus encore. Leurs propriétés, au moment où s'achevaient les récoltes et où allaient se faire les semailles, restaient dans l'abandon. Il leur était dur surtout, dans l'état de division et d'anarchie qui régnait dans chaque commune, de délaisser ainsi leurs parents, leurs femmes, leurs enfants. Aussi jetaient-ils, en partant, un regard d'envie sur ceux que des nécessités particulières avaient fait exempter du service militaire. De ce nombre étaient les anabaptistes, à qui leur religion défendait de verser le sang; quelques-uns d'entre eux furent, à cette occasion, l'objet de voies de fait graves. Les employés, dont les services étaient si nécessaires aux administrations, dans les circonstances où l'on se trouvait, étaient l'objet de l'envie et de sarcasmes qui allèrent au cœur de quelques-uns d'entre eux. Trois employés du département, Zipfel, Baillet et Blanchard fils, déclarèrent à leurs chefs qu'ils se voyaient forcés de leur désobéir; pour imposer silence aux malveillants, ils allèrent rejoindre leur classe à l'armée du Haut-Rhin. Cet exemple fut suivi par beaucoup d'autres de leurs collègues.

La patrie, en effet, n'avait pas trop des bras de tous ses enfants. Depuis que, repoussée à Bingen, l'armée avait été forcée de se replier derrière les lignes de Wissembourg, il ne se passait pas de jour sans quelque attaque : l'ennemi faisait des efforts désespérés pour pénétrer sur le territoire français. Aussi les représentants Borie et Ruamp multipliaient-ils leurs appels aux départements voisins : « Ne marchez pas, s'écriaient-ils, mais volez, accourez de toutes parts, et vous sauverez la patrie. » Un instant, ils crurent conjurer le péril, en recourant au procédé favori des républiques : ils firent arrêter les généraux Ferino et Landremont ; mais le dénoûment prévu n'en arriva pas moins,

1793.

Dans la nuit du 14 au 15 octobre, un adjudant arrive à Colmar, porteur d'une lettre des Représentants, qui annonce au conseil général du Haut-Rhin que les lignes de Wissembourg viennent d'être forcées et que l'armée de la république s'est repliée sur les lignes de la Moder. Aussitôt les trois corps administratifs et les autorités constituées se réunissent dans la salle des séances du département, pour délibérer. On arrête que Eggerlé, membre du directoire du département, et Metzger, du conseil général de la commune, se rendront, sur le champ, auprès du général en chef de l'armée du Haut-Rhin, pour se concerter avec lui et avec Rudler, commissaire civil près de cette armée, sur les mesures à prendre pour garantir le département. C'est alors que commença le système des réquisitions, avec son cortège de rigueurs, système qui, s'il a rudement pesé sur le pays, a du moins facilité la victoire à nos soldats. Certes, l'Alsace s'était, de tout temps, montrée fille obéissante, sujette fidèle de la France ; mais c'est surtout à cette terrible époque, c'est à ce sang versé en commun, à cette communauté de souffrances et de gloire entre la population et l'armée, qu'elle doit d'être aujourd'hui française de cœur et d'âme.

1793.

Pour habiller les troupes, on mit en réquisition tous les draps bleus, blancs et écarlates, qui se trouvaient dans le département, les toiles nécessaires pour doublures, ainsi que le quart des cuirs apprêtés existants. Les commissaires nommés à l'exécution étaient autorisés à faire toutes visites et perquisitions nécessaires; des mesures révolutionnaires devaient frapper les récalcitrants.

Quant aux approvisionnements, le département du Haut-Rhin avait été taxé pour un contingent d'environ dix-huit mille quintaux de grains, à livrer à jour fixe, pour l'alimentation des places fortes et de l'armée du Bas-Rhin. Il lui fallait pourvoir, outre cela, à l'entretien de l'armée du Haut-Rhin, à l'approvisionnement des places et à la subsistance de la masse énorme de militaires de passage, qui voyageaient, soit isolément, soit par corps de troupes. Belfort et Neuf-Brisach étaient dans un état de pénurie tel, que le génie militaire voyait les ouvriers employés aux fortifications s'éloigner, les uns après les autres, faute de subsistances. Pour subvenir à ces besoins, chaque arpent de terre fut imposé à deux boisseaux à verser immédiatement. Cependant la livraison des dix-huit mille quintaux destinés à l'armée du Bas-Rhin était en retard : les Représentants et le comité central des subsistances de l'armée en réclamaient impérieusement l'exécution : « Nous vous le déclarons en frémissant, écrivaient-ils, le moindre retard peut perdre l'armée. La reddition de Mayence est due au défaut d'approvisionnements. »

Chacun des départements du Rhin, de la Meurthe, de la Moselle, du Doubs et du Mont-Terrible, avait dû envoyer à l'armée du Bas-Rhin un commissaire chargé de se concerter avec les Représentants, au sujet de la question des approvisionnements. Collombel, président du directoire du département, qui représentait le Haut-Rhin à ce comité, fut retenu comme otage, jusqu'à ce que la livraison du contingent fût opérée.

Le département et les districts renvoyaient aux municipalités les menaces que les Représentants leur adressaient à eux-mêmes. Pour activer les rentrées, on installait la force armée chez les récalcitrants et les retardataires, ou bien on les traduisait au tribunal révolutionnaire. Les livraisons s'opérèrent donc, et avec une telle précipitation, une telle confusion, que bientôt les magasins de l'État se trouvèrent partout encombrés, faute de moyens de transport. A Landau, on fut obligé de faire sortir de la place une grande quantité de bestiaux dont on ne savait que faire. Et pendant ce temps-là, les citoyens souffraient la faim et se trouvaient réduits aux plus cruelles extrémités. On avait aussi demandé aux trois districts du Haut-Rhin quinze cents quintaux de légumes secs ; mais où les prendre ? Le printemps avait été froid et pluvieux ; toute la banlieue de Colmar avait été ravagée, le 19 juin, par une gelée blanche. En revanche, l'été avait été tellement chaud et sec, que les pommes de terre et tous les légumes, en général, avaient été littéralement grillés par l'ardeur du soleil.

L'embarras ne fut pas moins grand, quand il s'agit de livrer les cinquante-deux mille sacs d'avoine pour lesquels le département avait été taxé, tandis qu'il n'en avait pas été récolté seulement la cinquième partie. Le département sollicita et obtint la faveur de remplacer cette avoine par une égale quantité d'orge et d'épeautre non égrugé ; mais il n'en demeura pas moins impuissant à satisfaire à ces réquisitions. Ses ressources en grains de tous genres étaient épuisées ; les seigles avaient presque partout péri par la gelée. Il devenait impossible de pourvoir aux semailles ; une quantité énorme de terres allaient rester sans culture. Dans ces circonstances, Simon, maire de Colmar, et Blanchard fils, chef du bureau des subsistances, furent députés aux Représentants près de l'armée du Rhin, pour leur exposer la triste situation

1793.

1793.

du pays et son impuissance à satisfaire à toutes ces réquisitions. Ils devaient les conjurer, au nom du salut de la patrie, d'imputer sur les départements plus fertiles en avoines les grains demandés.

Il fallut bien réclamer aussi, quand il s'agit de satisfaire aux réquisitions en foin. Le département s'épuisait à fournir les 250,000 quintaux qui lui avaient été demandés, quand les représentants Milhaud et Guyardin lui imposèrent encore une fourniture supplémentaire de 297 quintaux de foin, par jour, pour l'entretien des bœufs de l'armée. De cet épuisement du département, en fait de fourrages, résultait l'impossibilité de nourrir les chevaux des voituriers mis en réquisition, qui, avec cela, ne parvenant pas à se faire payer des frais de transport que leur devait l'État, se sentaient profondément découragés. C'était là pourtant un service qui ne pouvait rester en souffrance; les récalcitrants étaient immédiatement l'objet des mesures révolutionnaires les plus graves. Pour donner une idée de la charge que cette partie des réquisitions imposait aux citoyens, nous nous bornerons à ce fait, qu'en moins de six semaines, le seul district de Colmar avait fourni plus de deux mille voitures pour les transports militaires. Un jour, à la réquisition du général Schérer, on dut faire marcher, d'un seul coup, mille chevaux pour la conduite des pontons.

Avec cela, les citoyens valides étaient constamment sur pied. Pendant que la 1^{re} classe faisait face à l'ennemi, les deux autres, composant les troupes agricoles, faisaient constamment le service des places fortes et des bords du Rhin. A Colmar, on dut faire monter la garde aux citoyens âgés de plus de soixante ans. Les canonniers de cette ville faisaient bravement leur service avec la troupe de ligne; quant à sa cavalerie, on lui imposait des missions de tous genres. L'état suivant, si réduit que l'on puisse se figurer son effectif, en certains cas donnés, semblerait une plaisanterie, s'il ne

résultait de la correspondance officielle du département. Un jour du mois d'octobre, la cavalerie colmarienne reçut du général Perrotin l'ordre de se rendre immédiatement à Neuf-Brisach : l'impossibilité d'obtempérer à cette réquisition fut démontrée par un état détaillé ainsi qu'il suit : 1973.

« Présents sous les armes	47	
Malades	2	} 37
Détachés à Guémar et Ste-Croix	8	
Exigés par le commandant pour le service de la place	8	
Empêchés par les blessures de leurs chevaux	12	
Employés au transport des subsistances militaires	7	
Restent disponibles	10	

Ce qui réduit l'effectif sous les armes et en état de servir à dix hommes, dont quatre officiers, quatre sous-officiers, un trompette et un cavalier. »

Tout ce qui n'était pas à l'armée, dans les places fortes ou au bord du Rhin, devait tous ses services à la république : tels étaient les tailleurs, les cordonniers, les serruriers et forgerons. Tous les autres citoyens étaient en réquisition pour la fabrication du salpêtre révolutionnaire, sauf empêchement d'âge ou infirmité. « Ce n'est pas, disait l'exposé des motifs, ce n'est pas un salpêtrier, par commune, qu'il faut, mais autant de salpêtriers que cette commune comprend d'habitants. » Tout ce dont il était besoin, en fait de tonnes, cuveaux, chaudières, bassines ou marmites, fut mis à la disposition des salpêtriers ; les citoyens ne pouvaient garder que la quantité de cendres absolument nécessaire à leurs besoins. Deux ouvriers, nommés Proeschel et Lantz, furent envoyés à Paris, pour s'initier au mode de fabrication adopté par l'État, et, à leur retour, communiquèrent leurs connaissances aux autres ouvriers, qui travaillaient sous la surveillance des Sociétés

populaires et de commissaires nommés par les districts. Le salpêtre, une fois fabriqué, devait être transporté au chef-lieu du département, où Blanchard fils était chargé de le recevoir.

Dans une situation pareille, on conçoit le renchérissement qui dut se produire sur les objets les plus nécessaires à la vie. La main d'œuvre était hors de prix. On eut beau appliquer la loi du *maximum*, taxer toutes les marchandises, multiplier les poursuites et les condamnations : il en résultait bien quelques victimes, mais on ne parvenait pas, pour cela, à tarir le mal à sa source. Les marchands cachaient leurs denrées ou refusaient de les vendre, plutôt que de recevoir des assignats en paiement. On choisit, un jour, un juif de Ribauvillé, pour statuer un exemple de nature à impressionner les violateurs de la loi du 11 avril 1793, qui défendait l'agiotage sur les assignats. Samuel Hirtz fut traduit devant le tribunal criminel ; l'accusateur public fulmina contre lui et contre la nation juive, en général, la diatribe la plus violente. Le tribunal, jugeant révolutionnairement, déclara l'accusé aristocrate et hors la loi, et le condamna à six ans de fer et cinquante livres d'amende, ordonnant qu'avant de subir sa peine, il serait conduit successivement sur les places publiques de Colmar, Ribeauvillé, Ste-Marie-aux-mines, Altkirch et Belfort ; attaché à un poteau placé sur un échafaud ; exposé, six heures durant, à Colmar, et trois heures dans les autres localités, ayant au-dessus de sa tête un écriteau indiquant la cause de sa condamnation, et sur le front, un autre écriteau portant en grosses lettres ces mots : AGIOTEUR D'ASSIGNATS ET ACCAPAREUR D'ARGENT, lequel écriteau lui resterait attaché au front, pendant son transport d'un endroit à l'autre. Ce jugement fut affiché à mille exemplaires.

Une autre fois, c'étaient les boulangers et les bouchers que l'on traduisait au tribunal révolutionnaire et que l'on con-

damnait en masse ; mais ils faisaient observer, avec raison, qu'ils ne pouvaient vendre leur pain et leur viande, au prix de la taxe et contre assignats, alors que la campagne refusait de leur vendre son blé et son bétail autrement que contre argent monnayé et à un prix arbitraire. Mais la campagne, elle-même, était-elle bien coupable ? Ou bien ne subissait-elle pas l'effet de la force majeure ? Partout on criait à l'accaparement. Or, avec le système des perquisitions à domicile, qui était à l'ordre du jour, l'accaparement, de la part des particuliers, était chose impossible. C'était l'État, lui-même, qui était le premier accapareur, et, comme l'avait constaté officiellement le district de Belfort, dans l'une de ses délibérations, les administrations des vivres de l'armée avaient pressé leurs achats avec une activité *scandaleuse*. Il s'ensuivit qu'à côté des magasins de l'État, gorgés de grains, régnait la disette la plus cruelle. On épuisait les communes agricoles en réquisitions de tous genres ; est-il étonnant qu'elles résistassent à livrer le peu qui leur restait, en échange d'un papier qui allait, chaque jour, se dépréciant davantage. Il le fallait bien cependant ; la loi vint les contraindre à partager leur pain avec des populations qui mouraient littéralement de faim.

1793.

Le fait est que Ste-Marie, Kaysersberg, Thann, Cernay, et généralement toutes les communes de la montagne, étaient dans la plus grande détresse. L'une d'elles parvenait-elle à s'approvisionner de grains dans un village de la plaine, il était bien rare que le convoi lui parvînt : presque toujours il était arrêté au passage par les communes intermédiaires, qui s'en attribuaient le chargement. De toutes parts les réclamations s'élevèrent si pressantes, que le département dut se décider à appliquer la loi du 4 mai 1793, qui ordonnait que les marchés seraient approvisionnés par les communes pourvues de grains, et qu'on employât, au besoin, pour les y contraindre,

1793. — la force armée. Le procédé réussit au district de Belfort, qui l'appliqua, avec son énergie ordinaire, mais du moins avec mesure. Le district de Colmar voulut l'appliquer, à son tour ; malheureusement il en laissa le soin à des agents dont le zèle inconsidéré entraîna une catastrophe qui eut, dans le temps, un immense retentissement.

De toutes les parties du département, la vallée de Guebwiller était peut-être celle qui souffrait le plus de la pénurie des subsistances. Indépendamment des causes générales que nous signalions tout à l'heure, il y en avait de particulières, qui éloignaient les cultivateurs du marché de Guebwiller, telles que le défaut de surveillance, de la part de la municipalité, qui avait constitué bon nombre d'entre eux en perte. Néanmoins le district de Colmar, touché des plaintes des habitants, avait pris, le 24 août, un arrêté qui mettait en réquisition, pour l'approvisionnement du marché de Guebwiller, les six communes de Bollwiller, Feldkirch, Rædersheim, Merxheim, Gundolsheim et Meyenheim. Laroche, ci-devant procureur-fiscal du chapitre de Lautenbach, et alors, secrétaire-greffier de cette commune, avait été nommé commissaire, chargé de faire exécuter la réquisition.

Le 25 août, jour de marché, pas un sac de grains ne parut à Guebwiller ; il en fut de même au marché suivant, du 2 septembre. Une certaine effervescence s'ensuivit : le peuple sembla, un instant, menacer les magasins de l'État, qui contenaient le blé destiné à l'approvisionnement de Belfort. Le fait est que les circonstances devenaient critiques. Disons toutefois, pour l'excuse des communes de la plaine, qu'elles étaient alors occupées à livrer les deux boisseaux par arpent, qui venaient de leur être imposés ; on était au plus fort des réquisitions et de la levée en masse.

Dans ce moment aussi, Larcher, procureur-syndic du district, se trouvait à Lautenbach, pour faire rentrer dans le

devoir un rassemblement de soixante-dix réquisitionnaires de la vallée, qui s'étaient retirés dans les forêts. Il s'était fait assister, dans cette expédition, par cent gardes nationaux de Guebwiller, sous le commandement de leur maire Rothé qui, écrivait Larcher, « à lui seul, vaut une petite armée. » Cette affaire terminée, Larcher profita de la présence de Rothé, « fléau des aristocrates, disait-il encore, et craint comme le martyr Marat » pour faire des perquisitions chez divers individus signalés comme contre-révolutionnaires. On arrêta notamment une vieille religieuse, chez laquelle on découvrit une sorte de petite chapelle, où brûlait une lampe devant une hostie déposée dans un verre; ce qui lui valut d'être déportée, par jugement du tribunal révolutionnaire. Disons bien vite que Larcher, ancien bailli de Bergheim, était loin d'être un méchant homme. Il avait, depuis le commencement de la révolution, rendu des services réels, par son esprit conciliant et par la manière dont il s'était acquitté de diverses missions délicates. Ces services lui avaient valu des compliments mérités, de la part de l'administration; mais son amour-propre s'en était enflé, au point qu'il se considérait désormais comme un personnage indispensable. Depuis que les choses tournaient à la Terreur, il avait adopté, dans ses motions et dans son langage, des allures qui bien certainement ne répondaient pas à ses véritables sentiments. Son idée fixe, qu'il était parvenu à faire convertir en arrêté par le district, était de maintenir en état d'arrestation à domicile tous les juifs, et d'interner au fond de la vallée de Munster les anciennes gouvernantes et cuisinières des curés.

Quoiqu'il en soit, en présence de la pénurie où on laissait le marché de Guebwiller, il fut arrêté que l'on irait chercher avec la force armée, les contingents en grains, que les six communes de la plaine se refusaient à livrer volontairement. Laroche, en sa qualité de commissaire, avait toute qualité à

1793

1793. cet effet : la loi et les arrêtés du département et du district lui en donnaient le droit ; mais il devait agir par lui-même, et rien ne l'autorisait à déléguer ses pouvoirs à un autre. Son grand tort surtout fut de se substituer un homme comme Rothé, dont il connaissait le naturel impétueux et violent. De son côté, Larcher commit la faute de se prêter, comme procureur-syndic, à cette combinaison ; ils ont été, lui et Laroche, la cause véritable des malheurs qui allaient s'en suivre.

Quant à Rothé, il accepta avec joie la mission qu'on lui confiait et promit de s'en acquitter de manière à se faire honneur. Le 4 septembre, de grand matin, un convoi de charriots, précédé du drapeau tricolore, et escorté par un rassemblement de cinq cents hommes environ, presque tous armés, quitta Guebwiller, se dirigeant sur la plaine. En tête de la troupe, s'avancait à cheval Rothé, qui avait pris le titre de général en chef du corps franc ; son suppôt, le geolier Resperger, exerçait le commandement sous ses ordres. On arrive à Rœdersheim : le contingent de blé est livré, sans difficulté, et expédié, tout aussitôt, à Guebwiller. La troupe se remet en marche sur Gundolsheim. En approchant de cette commune, on entend sonner le tocsin ; une troupe sous les armes semble vouloir barrer le passage ; mais, trop faible pour opposer une résistance sérieuse, elle se débande bientôt. Rothé s'établit dans le village, fait distribuer des billets de logement à ses hommes, qui se font héberger grassement aux frais de l'habitant. Une partie de la nuit est employée en perquisitions et au désarmement des citoyens. Le lendemain, l'expédition se dirige sur Meyenheim, se fait délivrer le contingent de blé fixé par le district, et revient à Gundolsheim, où Rothé, que rien pourtant ne devait plus retenir dans cette commune, annonce qu'il passera la nuit.

Cependant le bruit de cette invasion armée s'était répandu

dans toute la plaine et y avait causé une émotion générale. Partout on sonne le tocsin, on bat la générale. Plus de deux mille paysans d'Ensisheim et des communes environnantes se réunissent en armes et se portent sur Meyenheim, au moment où Rothé venait d'en sortir. En même temps qu'eux, arrive Remy, juge-de-paix d'Ensisheim, à la tête de deux cents hommes du 5^{me} bataillon de l'Ain, alors de passage en cette ville. Remy obtient, à force d'instances, que les paysans se retirent, en leur promettant que le département allait intervenir, lui-même, et se chargeait de les protéger. 1793.

Dès la veille, en effet, Remy avait envoyé une dépêche au directoire, pour lui faire part de l'expédition des gens de Guebwiller, de la résistance que les communes de la plaine comptaient leur opposer et des alarmes qu'il y avait lieu de concevoir pour la tranquillité publique. Il était neuf heures du soir, quand la dépêche arriva. Le département se réunit aussitôt et charge Dernois de se transporter immédiatement sur les lieux et de dissiper tout rassemblement qui s'y serait formé. Dernois part dans la nuit, arrive, le matin, à Ensisheim, et requiert, en vertu de ses pouvoirs, l'assistance des six cents hommes du bataillon de l'Ain, qui y étaient restés. On prend en passant les deux cents hommes de Meyenheim et on arrive ainsi près de Gundolsheim, dont les abords sont cernés de toutes parts. Les grenadiers pénètrent seuls dans le village; ils sont accueillis par des coups de feu auxquels ils répondent vigoureusement. Quelques hommes avaient été conduits dans la cour de la maison où logeait Rothé. Ils demandent à grands cris : « Où est-il, ce brigand, cet agent de Pitt et de Cobourg? » En ce moment Rothé paraît, ceint de son écharpe; bientôt il tombe percé de trois coups de baïonnette.

Au dehors, le feu continuait de toutes parts, malgré les efforts de Dernois, qui cherchait en vain à calmer les Volontaires. Quatre hommes furent tués sur place; il y en eut

1793.

beaucoup plus de blessés ; quelques uns moururent plus tard , ou devinrent fous de la frayeur qu'ils avaient éprouvée. Tous les autres furent poursuivis et désarmés. Quant au malheureux Rothé, il fut emmené sur une charrette, à Ensisheim, et conduit au dépôt, où il mourut, quelques jours après.

Cet événement, que l'on appela le massacre de Gundolsheim, causa dans le pays une émotion universelle. Le district et la Société populaire de Colmar, excités par d'Aigrefeuille, curé de Guebwiller, par Larcher et par Laroche, les vrais coupables, se déchaînèrent, avec une violence inouïe, contre Dernois. Le département chargea J.-B. Schirmer, membre du conseil général de la commune de Colmar, de procéder à une enquête sur les lieux : la justification de Dernois en ressortit jusqu'à la dernière évidence. En s'acquittant de sa mission, il avait tout fait pour empêcher un conflit et une effusion de sang ; la lettre au désespoir, que, sur les lieux-mêmes, il avait écrite au département, immédiatement après le fait, témoignait assez de ses sentiments. D'ailleurs, sur son lit de mort, dans un écrit signé de sa main, Rothé déclara qu'il n'avait rien à reprocher à Dernois, et que c'étaient Larcher et Laroche qui l'avaient perdu. Cependant le district ne se tint pas pour battu. Il adressa une dénonciation virulente aux Représentants du peuple à l'armée du Rhin ; mais, en ce moment même, arrivait Eggerlé, du département, chargé d'accompagner les citoyens de la première classe. Il n'eut pas de peine, d'accord avec Collombel, à rétablir la vérité des faits. Les choses en restèrent donc là, mais les esprits s'animèrent de plus en plus, grâce à d'Aigrefeuille, qui ne cessait d'attiser le feu. Le district de Colmar prit même un arrêté, par lequel il ordonna le prélèvement d'une somme de six mille livres sur les amendes prononcées par le tribunal révolutionnaire, pour être distribuée aux veuves et orphelins des malheureux *assassinés* à Gundolsheim. Les ennemis de

Dernois le voyaient, avec rage, non-seulement à l'abri de ———
toute poursuite, mais encore maintenu au département dans 1793.
ses fonctions. Les deux curés constitutionnels de Pfaffenheim
et de Bergholtz vinrent, un jour, échauffés par le vin, l'in-
sultent en plein directoire : ils furent arrêtés, sur le champ, et
restèrent détenus pendant vingt-quatre heures.

Quand enfin Hérault de Séchelles vint remplir, à Colmar, la
mission dont nous parlerons bientôt, il ordonna la reprise des
poursuites, sur les instigations de d'Aigrefeuille et à la de-
mande de la Société populaire. Un mandat d'arrêt fut décerné
et exécuté contre Dernois, Remy et un autre inculpé, qui s'é-
taient retirés à Rouffach. Deux gendarmes, l'un monté,
l'autre à pied, étaient chargés de les conduire à Colmar. Près
de Hattstatt, Dernois se plaignit subitement de coliques né-
phrétiques et, se laissant tomber, déclara qu'il ne pouvait
aller plus loin. Alors déjà, comme de nos jours, les gendarmes
étaient aussi humains que braves. Celui qui était monté
s'empressa de céder son cheval à Dernois ; mais celui-ci, pi-
quant des deux, s'enfuit au galop dans la direction de
Ste-Croix et eut bientôt disparu. Un jugement du tribunal
criminel, du 15 germinal an 2, le condamna, par contumace,
à la peine de mort ; les autres accusés, compromis avec lui,
furent tous acquittés. Un an après, Dernois obtenait un sauf-
conduit du représentant Bailly, pour purger sa contumace, et
fut acquitté à l'unanimité par le jury.

CHAPITRE VI.

1793 (Suite).

Indiscipline dans l'armée. — Excès commis par les Volontaires. — Camp d'Hésingue. — Désertions nombreuses. — Dénûment des armées. — Mengaud, à l'armée du Bas-Rhin. — Détresse du district de Belfort. — Régime de la Terreur. — Esprit contre-révolutionnaire dans le Haut-Rhin. — Effet des mesures anti-religieuses et immorales. — Fêtes civiques. — Arbres de la liberté. — Fête du 10 août, à Colmar. — Acceptation de la constitution de 93. — Fluctuation des opinions politiques. — Représentants en mission. — Comités de surveillance. — Suspects de Colmar. — Ils sont élargis, repris et transférés à Langres. — Prêtres sexagénaires. — Mission de Hérault dans le Haut-Rhin. — Comité central d'activité révolutionnaire. — Arrêté contre les signes du fanatisme. — Cloches, cimetières. — Résistance à ces mesures. — Les églises sont dépouillées. — Abdications de prêtres. — D'Aigrefeuille et Albert, vicaires épiscopaux. — Attitude du clergé constitutionnel. — Temple de la Raison. — Delâtre à Belfort. — Mesures prises par Hérault. — Organisation du gouvernement révolutionnaire. — Le comité central d'activité révolutionnaire cassé, puis rétabli. — Armée révolutionnaire. — Müller, commissaire civil. — Fin subite de la mission de Hérault. — Tribunal révolutionnaire, à Colmar. — Condamnations capitales. — Bigenwald et Dietlin, de Wolschwiller. — Thomas, prêtre émigré. — Condamnations diverses. — Reprise des lignes de Wissembourg. — Sacrifices du Haut-Rhin. — Beau trait de dévouement.

Placé à l'extrême frontière, à quelques lieues du théâtre de la guerre, le département du Haut-Rhin était parcouru en tous sens par des militaires en grand nombre, marchant, soit par corps de troupes, soit isolément. Il fallait pourvoir à leur alimentation et à celle de deux armées. Les communes voisines du Rhin étaient, en outre, obligées de loger des détachements qui, ne recevant de l'État que le pain de munition

et une paye insignifiante en assignats , se seraient trouvés dans la détresse, si les habitants n'avaient consenti à partager avec leurs frères de l'armée le peu qu'ils possédaient en viande et en légumes. Mais, il faut bien le dire, cette conduite patriotique n'était pas toujours reconnue, comme elle aurait dû l'être, par les militaires, les Volontaires surtout, qui commettaient toute espèce d'excès. A Bantzenheim, les choses en vinrent à un tel point, que les citoyens eurent, un instant, l'idée de quitter leurs foyers, pour se soustraire aux vexations et aux dévastations que se permettaient journellement, à leur égard, les Volontaires d'un bataillon de Seine-et-Oise, cantonné dans leur commune. Il en fut de même dans les communes de Blodelsheim, Rumersheim et Fessenheim, qui se trouvèrent réduites à un état de misère tel, qu'en l'an 5 encore, on était obligé de les exempter de toute espèce de contributions. Un jour, les Volontaires qui occupaient le château de Landsron, descendirent, à l'instigation de quelques soi-disant patriotes, dans le village de Leymen. Ils pénétrèrent dans les maisons des aristocrates et s'emparèrent des provisions et du vin qui s'y trouvaient. Une fois ivres, ils emmenèrent violemment un grand nombre de personnes, parmi lesquelles des femmes et des vieillards, et, les maltraitant à coups de plat de sabre, ils les entraînèrent auprès de l'arbre de la liberté, les forçant à danser à l'entour, puis à l'embrasser à genoux et à prêter à haute voix le serment civique. Et tous ces faits restaient impunis. Les troupes subissaient l'influence des temps ; elles n'étaient pas alors animées de cet esprit admirable, qui fait aujourd'hui, de tous nos soldats, autant de bons citoyens que de braves guerriers. L'indiscipline était grande, surtout au camp d'Hésingue. « Un génie destructeur, écrivait Barthélemy, ambassadeur de France en Suisse, semble s'être emparé des troupes du camp d'Hésingue, et l'esprit d'insubordination se manifeste à

1793.

un point, qui pourrait perdre la chose publique.» C'était bien là ce que pensaient aussi nos ennemis du dehors. Une lettre interceptée, et communiquée par Reubell à la Convention, se terminait ainsi : « Si l'ordre et la discipline allaient reprendre en Alsace, ah ! mon Dieu, nous serions perdus ; mais si les Volontaires s'ennuient, cela marchera. »

Cet esprit d'indiscipline n'était pas seulement une cause d'excès regrettables ; il entraînait encore à sa suite de nombreuses désertions. Une lettre de Clarke, chef d'état-major à l'armée du Rhin, datée de Wissembourg, au moment même de la prise des lignes, signalait au directoire du département du Haut-Rhin l'évasion d'un grand nombre de réquisitionnaires de la première classe : un bataillon presque entier du district de Colmar venait de désertir d'un seul coup. Il n'était pas possible, en pareil cas, de les fusiller tous ; la patrie avait d'ailleurs trop besoin de tous ses enfants, pour cela. On se bornait à signaler les fuyards à leurs municipalités, qui étaient tenues de les faire arrêter, et on les ramenait par étapes rejoindre leurs corps.

Du reste, si coupables que fussent, en général, ces actes de désertion, ils n'étaient pas tous absolument sans excuse. Le désordre était grand, on le conçoit, dans le règlement des affaires militaires. Il arrivait souvent que des réquisitionnaires, parvenus à la destination qui leur avait été indiquée, ne trouvaient personne pour les recevoir, ni pour leur dire le lieu où ils pourraient rejoindre leur bataillon ; ils prenaient dès lors le parti de rentrer chez eux. D'autre part, en voyant partir les hommes des 2^{me} et 3^{me} classes, qu'on ne tarda pas à renvoyer dans leurs foyers, la tentation de les suivre devait être bien forte pour bon nombre de ces jeunes conscrits, qui bientôt furent d'héroïques soldats, mais qui durent, dans les premiers moments, subir toutes les misères de la vie des camps. A peine arrivés dans les gorges de Porentrui, les réquisition-

naires du district de Belfort avaient été assaillis par des pluies froides, qui, dans ces régions, se changent bientôt en neige. 1793.

« Si cela continue ainsi, écrivait Belin, du département, qui les avait accompagnés, en qualité de commissaire, comment nos citoyens pourront-ils y tenir, sans effets de campement, sans marmites, sans couvertes et, une partie, presque sans habits ? » Les braves jeunes gens de la 1^{re} classe, destinés à grossir l'armée du Rhin, ne poussaient pas si loin leurs exigences : ils ne demandaient qu'un drapeau, un tambour par compagnie, et des souliers.

Du reste, leurs camarades, les Volontaires de 1791 et 1792, qui faisaient partie de l'armée du Bas-Rhin, n'étaient pas mieux partagés ; mais plus aguerris, ils prenaient gaiement les choses. Ils se plaignaient pourtant que l'on ne songeât pas à combler les vides que la guerre avait creusés dans leurs rangs. Mengaud, qui commandait le 3^{me} bataillon du Haut-Rhin, demandait ce que l'on faisait du décret portant à huit-cents hommes le complètement des Volontaires nationaux. « Depuis notre formation, disait-il, il ne nous est arrivé que huit hommes, dont quatre ont déserté avec leurs armes ; les quatre autres ont quatre pieds et demi de taille. Le général Kellermann, qui nous a passés en revue, a paru fort étonné de l'abandon où on nous laisse. Dans peu de jours, nous allons nous battre et nous en sommes très-contents. Le bataillon de Belfort est instruit, il sait manœuvrer ; la discipline y règne et ça ira. Les citoyens de ce pays-ci se sauvent avec leurs effets ; quantité de familles, à Lauterbourg, ont fait passer le Rhin à leurs meubles. On ne voit plus un couvert d'argent. Des canons, des bombes, des fourgons, des tentes, des retranchements, des soldats, voilà ce qui couvre le pays, et tout cela nous amuse. »

Mais le district de Belfort n'était pas riche : il s'était épuisé en dons patriotiques et en contributions, pour armer et équi-

1793.

per ses bataillons. Dans ce moment même, il avait dans ses murs le 7^e bataillon du Bas-Rhin, qui, pour l'habillement, était dénué même du nécessaire, et il était obligé de lui déclarer qu'il ne pouvait rien faire pour lui. Combien il dut lui en coûter de faire cet aveu, alors que se reportant à quelques mois en arrière, il se rappelait, qu'au cœur de l'hiver, les Volontaires du Bas-Rhin de l'armée de Custine avaient fraternellement partagé avec les quatre bataillons du Haut-Rhin les vêtements provenant des dons patriotiques, que venaient de leur adresser leurs concitoyens !

Depuis quelque temps déjà, la Terreur était à l'ordre du jour, en France. Ce régime, inauguré à Paris, après la journée du 31 mai, allait gagnant de proche en proche dans les départements. Il venait de s'établir à Strasbourg, avec les représentants St-Just, Lebas, et la Propagande. Tout portait à croire que dans les circonstances critiques où l'on se trouvait alors, le département du Haut-Rhin ne serait pas plus ménagé ; avec d'autant plus de raison, que sa réputation était faite : il passait pour essentiellement contre-révolutionnaire. A cet égard, il n'y avait plus à discuter : Représentants du peuple, agents du comité du salut public en mission, administrations du département et des districts, elles-mêmes, tous le proclamaient : le Haut-Rhin est contre-révolutionnaire. Et on trouvait, dans le pays, de soi-disant délégués des assemblées primaires, qui, à la date du 20 brumaire an 2 (10 novembre), ne craignaient pas d'écrire à ce comité : « La masse du peuple des Haut et Bas-Rhin est mauvaise. Le peuple est fanatique, le riche est royaliste ou fédéraliste, les administrations sont au moins modérées. Faites les renouveler et envoyez-nous, de la Montagne, un André Dumont, escorté d'une armée révolutionnaire et d'une guillotine : ce moyen nous régénérera. »

Si le département du Haut-Rhin était contre-révolutionnaire, cela tient à une raison unique : c'est que l'on avait

touché aux choses de la conscience et de la religion. Certes, la royauté ne lui avait, à aucune époque, été assez favorable, pour qu'il demeurât bien sensible à sa chute. D'autre part, on l'avait débarrassé de ce que le régime féodal pouvait avoir d'onéreux pour lui; l'égalité, ce principe si cher à l'Alsacien, avait nivelé toutes les conditions: il se serait donc parfaitement accommodé du système républicain. Mais du moment où l'on avait froissé ses convictions religieuses, la cause de la révolution était perdue. Et même, *il n'y a que cela* qui l'ait perdue; et nous osons le dire, non seulement pour l'Alsace, mais pour la France entière, en y comprenant même la Vendée. Et il en sera ainsi, tant que l'on n'aura rien trouvé de mieux à mettre à la place de la religion chrétienne. 1793.

Un jour, c'était à une séance de la Société populaire de Colmar: on était fort mécontent de ce que les *fanatiques* s'obstinaient à fêter le dimanche, au lieu du décadi. Un membre s'évertuait à prouver par des citations savantes, que l'institution du dimanche était absolument contraire aux dogmes de la primitive Église. Quand il eut fini, un autre ne put s'empêcher de dire en soupirant: « Tout cela est bien beau, mais vienne un curé quelconque qui leur prêche le contraire, c'est lui qu'ils croiront. » Rien de plus vrai, de plus profond que ce mot, non sans doute, comme l'entendait l'honorable membre, mais dans ce sens banal, à force d'être vrai, que tout homme éprouve le besoin inné de croire à quelque chose et de réaliser sa croyance dans un culte quelconque. Permis au penseur orgueilleux de s'imaginer qu'il suffit à se faire sa religion à lui-même: le peuple, lui, plus humble dans ses aspirations, s'en tient à celle qu'on lui présente toute faite, du moment qu'elle répond aux besoins de son âme, qu'elle le touche et le console; et si on veut la lui enlever, il est bien naturel qu'il s'y cramponne avec toute l'énergie du désespoir. Et ceux-mêmes qui, incrédules volontaires ou par

1793.

insouciance, croyaient toute foi morte dans leurs cœurs, la sentent se ranimer au souffle de la persécution. Voilà comment il se fit que le peuple du Haut-Rhin, privé de la religion de ses pères, et ne trouvant pas une compensation suffisante dans les exercices du temple de la Raison, dans les discours du citoyen Larcher et la lecture du bulletin des lois, était contre-révolutionnaire. Et en effet, ces haines, ces troubles, ces réfractaires, ces désertions, toutes ces défaillances du patriotisme, en un mot, n'ont pas eu d'autre cause.

Il semblait, d'ailleurs, que ce fût un parti pris chez la Convention de vouloir démoraliser les populations, en froissant leurs instincts les plus honnêtes. Les lois de la religion, de la morale, de la famille, ouvertement violées; ces prêtres se mariant; ces femmes d'émigrés divorçant, pendant que leurs maris étaient en exil; ces parents endossant à la nation le trop plein de leurs familles, tout cela bouleversait profondément les idées reçues. L'assimilation des enfants naturels aux enfants légitimes, dans leurs rapports successifs, était déjà une énormité: mais que dire de ces filles enceintes, auxquelles on ouvrait, à deux battants, les portes des dépôts d'Ensisheim et de Bollwiller, pour qu'elles y vinssent faire leurs couches à leur aise; et ces enfants naturels *de la patrie*, dont les filles-mères encombraient les hospices! Et tout cela se passait dans un pays où, naguère encore, on assignait, à l'église, en maintes communes, un banc à part aux filles dont l'inconduite était notoire.

A défaut de fêtes religieuses, on multipliait les fêtes civiles, pour exciter l'esprit public. Dans chaque commune, la plantation des arbres de la liberté se fit avec pompe et fut suivie de grandes réjouissances. A Colmar, on en planta un devant chacune des portes de la ville, et un quatrième, sur la place neuve. Quelque temps après, on célébra, le 10 août, l'anniversaire de la fondation de la république. Le cortège

officiel partit de la maison commune. Il se composait des quatre compagnies de grenadiers, de la cavalerie et des canonniers de la garde nationale, avec leurs pièces. Venaient ensuite un groupe de cent jeunes filles, vêtues de blanc, et enfin, les autorités constituées, suivies des troupes de la garnison. Après avoir parcouru les principaux quartiers de la ville, le cortège s'arrêta au faubourg de Bâle, où l'on avait dressé deux estrades qui furent occupées, l'une, par les autorités, l'autre, par les jeunes filles, qui jetaient de l'encens dans un feu de joie allumé près de là. Deux discours furent prononcés : l'un en français, par Larcher, l'autre en allemand, par le pasteur Lucé. La cérémonie se termina par la lecture du bulletin des lois. 1793.

L'acceptation de l'acte constitutionnel donna également lieu à de grandes démonstrations. « Partout, écrivait le directoire au président de la Convention nationale, il a été reçu avec transport, et partout l'allégresse a accompagné son acceptation. Si ces fédéralistes désorganiseurs avaient pu être témoins de l'ivresse que la joie répandait dans tous les cœurs, ce tableau touchant leur aurait fait, sans doute, renoncer au projet qu'ils ont conçu de s'isoler du reste de la république, etc. »

Voilà, en vérité, une adresse conçue dans un esprit anti-fédéraliste bien prononcé : il est permis de croire, toutefois, que si elle avait été rédigée un peu avant le 31 mai, elle eût présenté un tout autre caractère. On peut en juger par une scène qui se passa au sein de la Société populaire, et qui montre combien grandes étaient, à cette époque, les fluctuations de l'opinion publique. On était alors au plus fort de la lutte entre la Montagne et les Girondins. Les départements, moins révolutionnaires, en général, que Paris, prenaient fait et cause pour la Gironde : des vellétés d'union et de résistance commune se manifestaient de toutes parts. La Société populaire de Nancy envoya des délégués dans les départe-

1793.

ments voisins, pour leur proposer de se réunir et de s'entendre sur les mesures à prendre en commun. En un mot, il s'agissait de se fédéraliser, et, bien que le mot n'eût pas été prononcé, le fait n'en était pas moins certain : le délégué, qui se présenta à la Société populaire de Colmar, s'exprima nettement à ce sujet. Après une longue discussion, il fut arrêté que la Société députerait à la réunion de Nancy un de ses membres, Bajot, vicaire épiscopal, girondin déclaré, pour se concerter avec les députés des départements de l'est, dans le sens des propositions venues de Nancy. Bajot se rend à son poste ; mais avant que l'assemblée ait eu le temps de prendre aucun parti, survient la révolution du 31 mai : on se sépara sur le champ. De retour à Colmar, Bajot se présente à la Société populaire, pour lui rendre compte de la manière dont il avait rempli sa mission. A peine a-t-il commencé, que des murmures éclatent de toutes parts : les gros bonnets de l'assemblée lui reprochent d'avoir agi au rebours de ses instructions. Le plus violent de tous était celui qui présidait alors, ce malheureux François Hell, ex-constituant, déjà dénoncé pour le fait qui devait le conduire à l'échafaud. Il espérait sans doute, par ces exagérations, détourner le coup qui le menaçait et dont ne put le sauver la chaleureuse intervention du conseil général du département.

Quoiqu'il en soit, il y avait dans ce changement de front, dans ce revirement si subit d'opinion, quelque chose de si prodigieux, qu'un instant Bajot s'arrête stupéfait. Mais se ravissant bientôt, il prit la chose, comme elle méritait de l'être, et imagina une scène d'un burlesque tel, que si enclin que nous soyons déjà à ne pas prendre assez au sérieux même les folies de cette terrible époque, nous ne croyons pas devoir en reproduire ici les détails. Le même revirement s'était opéré dans les opinions du directoire du département : était-ce sa faute, était-ce celle de la Société ? Nullement : ils suivaient,

l'un et l'autre, les errements de la Convention qui, elle-même, —————
était le jouet des événements et des factions. 1793.

Cependant, déjà avant l'établissement régulier du régime de la Terreur, la Convention avait établi dans toutes les villes, et jusque dans les moindres bourgades, des comités de surveillance, chargés d'exercer l'inquisition la plus vexatoire. Elle avait donné aussi à ses commissaires en mission le droit de faire arrêter et déporter tous les citoyens suspects. Jusqu'alors, le département avait usé, sous ce rapport, d'une extrême modération. Loin de faire des arrestations, il n'avait été occupé qu'à supprimer celles, en si grand nombre, que, dans leurs déchirements intérieurs, les communes ne cessaient d'ordonner. Cependant les représentants Louis et Pflieger arrivent, et tout aussitôt, le conseil général du département prend un arrêté destiné à « empêcher les ennemis de l'intérieur, qui fourmillent dans le Haut-Rhin, de porter secours aux esclaves des tyrans. » En conséquence, on dresse une première liste de suspects, et, le 10 avril, les Représentants ordonnent qu'ils seront arrêtés, sur le champ, et déportés, à leurs frais, à Besançon. Sur cette liste figuraient trois conseillers et un avocat général au Conseil souverain : Atthalin, Queffemme, Krauss et Loyson ; deux hommes de loi : Dubois l'ainé et Cambefort ; deux anciens procureurs : Simon et Richard ; Villard, commis-greffier ; Biechy, huissier ; Rencker, ancien procureur fiscal des Ribeaupierre ; Baccara, tonnelier, qui avait figuré activement dans les troubles religieux de 1791 ; Boillot, graveur ; Leclerc, d'Oelenberg, et enfin, onze autres personnes de Ribeauvillé, Kientzheim, Kaysersberg, Pfaffenheim, Biesheim, Dannemarie, Habsheim et Brunstatt. Dès le mois suivant, Boillot était élargi ; les autres le furent au mois de juillet, en vertu d'un arrêté du conseil général réuni aux Représentants du peuple.

Moins d'un mois après, au moment où la patrie vient d'être

1793.

déclarée en danger, le département semble craindre de nouveau que « les généreux défenseurs de la patrie n'aient laissé derrière eux des ennemis plus dangereux que ceux qu'ils vont combattre. » En conséquence, il ordonne l'arrestation de tous les membres du ci-devant Conseil souverain et des Prêteurs des anciennes villes impériales de la haute Alsace. On joint à la liste les noms de Dubois l'ainé et de Baccara, qui venaient à peine d'être élargis. Dernois est chargé d'opérer les arrestations et de faire transférer les suspects à Belfort, où ils resteront, jusqu'à nouvel ordre, sous la surveillance de la municipalité. Seuls, les conseillers Holdt et Boisgautier obtinrent, quelque temps après, la faveur de rentrer dans leurs foyers. Les autres furent plus tard transférés à Langres, avec les suspects que les comités de surveillance, informés de la prochaine arrivée de Hérault de Séchelles, s'empressèrent de faire arrêter. Il y eut ainsi cent trente prisonniers importés loin de leurs familles. La même mesure fut prise aussi à l'égard de quarante-cinq prêtres, la plupart vieux ou infirmes, qu'on avait eu, jusqu'alors, la charité de laisser enfermés au collège de Colmar.

Rien n'était plus vrai que cette nouvelle de l'arrivée de Hérault, envoyé en mission extraordinaire dans le Haut-Rhin, pour y établir le gouvernement révolutionnaire, qui, aux termes d'un décret du 10 octobre, devait régir la France jusqu'à la paix. Hérault arrive le 8 novembre à Colmar, et, quelques jours après, le son de la cloche rassemblait, dans chaque commune, les citoyens, le conseil général en écharpes, les troupes sous les armes. Le maire, debout sur l'autel de la patrie, donnait lecture d'un arrêté dont les motifs étaient ainsi conçus :

« Le représentant Hérault, envoyé extraordinairement dans le Haut-Rhin, pour y prendre des mesures de sûreté générale :

Considérant que le département du Haut-Rhin, voisin de l'ennemi, renferme dans son sein un grand nombre de contre-révolutionnaires, de fanatiques, d'accapareurs, d'agioteurs, d'hommes cupides et égoïstes ;

1793.

Que les lois sur les assignats, sur le *maximum*, l'approvisionnement et la taxe des marchés sont méconnues ;

Que les signes de la féodalité et de la superstition souillent encore les regards de l'homme libre, etc.,

Arrête... etc. »

Suivait le dispositif portant établissement d'un comité central d'activité révolutionnaire, composé de sept patriotes des plus prononcés. Ce comité devait pourvoir à tout ce qui concernait la sûreté générale et l'exécution des lois, recevoir les dénonciations et les transmettre soit aux comités de surveillance, soit aux autorités, soit enfin au tribunal révolutionnaire. Pour l'exécution des lois et des mesures générales, il était requis par le Représentant une force publique, dite armée révolutionnaire, répartie dans les trois districts et dirigée par des commissaires civils. Tout individu ayant connaissance de quelque conspiration ou de contraventions aux lois sur les émigrés, les prêtres réfractaires ou fanatiques, etc., qui ne les aurait pas dénoncées, devait être considéré comme suspect et arrêté. Nous allons suivre dans ses développements, l'application de ces diverses mesures.

Dès le premier jour de son arrivée, on voit Hérault se mettre en rapport avec la Société populaire de Colmar ; il commence par lui sacrifier la *Tabagie littéraire*, sorte de cercle où l'on s'occupait de littérature et d'art, qu'il fait fermer. Il trouve que le pays est bien arriéré dans la carrière de la révolution : ces locutions de l'ancien régime, ces ornements religieux, ces croix sur les flèches des églises ou sur les tombes des cimetières, tout respire l'aristocratie et le fanatisme. Aussitôt le département lance une adresse aux municipalités,

1793.

par laquelle il engage les citoyens « à remplacer, par l'expression fraternelle de *tu* l'insignifiant *vous*, dont l'aristocratie avait souillé notre langue. » On les invite aussi à renoncer « à ce luxe et à cet attirail scandaleux pour le pauvre, dont les prêtres avaient accompagné l'exercice de leur culte, et à l'emploi ridicule de cette quantité immense de cloches, qui ne doivent plus être consacrées qu'à des usages civils. — Que dans les lieux destinés à la sépulture des morts, l'on voie disparaître ces inégalités choquantes pour la raison et la liberté ; que tous les citoyens morts soient enterrés, sans distinction, sur la même ligne ; qu'au commencement de cette ligne soit planté un poteau sur lequel sera inscrit le mot *Égalité*. »

Quant aux signes de la féodalité et du fanatisme, il y a longtemps qu'ils auraient dû tous disparaître, si l'on avait suivi les prescriptions du département, qui, déjà au mois de janvier, avait pris un arrêté proscrivant « ces hochets insultants du despotisme, qui ne pouvaient qu'offusquer des yeux républicains. » On avait même traité, pour cet objet, à Colmar, avec un soumissionnaire, qui ne songea pas à tout, paraît-il ; sous ce rapport, les Volontaires nationaux avaient un coup d'œil bien autrement sûr. Partout où ils passaient, ils avaient bien vite démêlé tout ce qui rappelait l'ancien régime. Sur la place du palais, existait encore, à cette époque, une vieille halle, dont les solives noircies par le temps portaient aux quatre coins des carcans, depuis bien des années oubliés. Un bataillon de Volontaires du Bas-Rhin, passant par là, remarqua tout aussitôt ces vestiges de la servitude, qu'il s'empressa d'enlever et de porter triomphalement à la maison commune.

Les images de la Vierge et des Saints, qui décoraient la façade de bien des maisons, furent supprimées et remplacées par l'inscription, conforme à une mode chinoise, des noms, âge, profession, des habitants, le tout entouré en légende de

la devise républicaine. Les croix qui s'élevaient sur les places et sur les routes, celles qui surmontaient les édifices religieux, devaient également disparaître; mais cet enlèvement ne se fit qu'imparfaitement, car, en thermidor an 2, le district de Colmar constatait que presque tous les clochers de son arrondissement étaient encore surmontés de croix, ce qui entretenait le fanatisme. Il en était même resté trois sur le faite du temple de l'Être suprême, à Colmar.

1793.

Déjà en 1791, la nation avait mis la main sur l'or et l'argenterie des églises supprimées; la mesure avait été continuée, en 1792, et était devenue applicable à toutes les églises, sans distinction. Les vases sacrés étaient envoyés au chef-lieu, reçus par des commissaires nommés par la Société populaire, qui les faisaient briser et les expédiaient ensuite soit à la monnaie de Strasbourg, soit à celle de Paris. A la fin de l'année 1793, le produit de ces dépouilles s'élevait déjà à huit mille marcs, tant en or, qu'en argent et en vermeil. Il paraît hors de doute que des infidélités graves se commirent dans le maniement des dépouilles de la cathédrale de Colmar. Sur la plainte de l'évêque, un commencement d'enquête eut lieu, mais elle ne produisit rien. Tel était alors l'état de dénomement dans lequel était tombée l'église cathédrale, qu'un chantre et un suisse furent envoyés quêter dans les maisons catholiques, pour recueillir de quoi subvenir aux frais du culte; mais ils revinrent, les mains vides, et ne recueillirent que des moqueries et des insultes. L'évêque du Haut-Rhin, en se voyant ainsi enlever le trésor de sa cathédrale, subissait la peine du talion: lui aussi, deux ans auparavant, il avait, à la grande douleur des religieuses des Unterlinden et de Sainte-Catherine, fait enlever les riches ornements qui décoraient leurs sanctuaires.

Les autres métaux moins précieux, qui provenaient des croix, grilles, plombs, fers, des églises ou des bâtiments deve-

— nus nationaux, par suite de confiscations, furent mis à la disposition de l'administration des charrois militaires. Les cloches devaient être converties en canons. Celles des Dominicains et des Augustins, de Colmar, avaient été descendues de leurs clochers, dès 1791, lors de la fermeture de ces couvents. Quand, l'année suivante, on enleva aux non-conformistes l'église des capucins, qui leur avait été louée, et qu'on voulut en retirer les cloches, un chaudronnier, nommé Schaufler, qui s'était chargé de l'opération, ne put trouver, dans toute la ville, un aide pour l'assister; il fallut que le département demandât au commandant de place de Schlestadt un congé pour son fils, qui y était en garnison. En 1793, on ne laissa plus qu'une seule cloche par commune. Toutes les autres durent être conduites à Illhæuseren, d'où elles étaient transportées, par eau, à la fonderie de Strasbourg; mais, soit incurie, soit tout autre motif, il en resta plus de soixante, abandonnées sur les bords de l'Ill, qui ne parvinrent jamais à destination.

Une fois les églises dépouillées de leurs vases sacrés et de leurs ornements, le reste alla grand train. Les bancs, les chaises, les autels, furent brisés et vendus comme vieux bois. Il en fut de même, dans la cathédrale, de la chaire et des confessionnaux sculptés, véritables œuvres d'art, qui provenaient des couvents de Marbach et des Augustins. On en sortit les débris et on alla les amonceler contre l'église des Dominicains où ils restèrent là, pendant plusieurs mois, à la merci d'un chacun; en prenait qui voulait. Ce fut, dit un vieillard qui a déposé dans une chronique locale quelques souvenirs de ces tristes temps, un sujet de joie, pour beaucoup, de scandale pour d'autres; « *aber, ajoute-t-il, fromme Leute weinten im still.* »

Alors surgirent de toutes parts les abdications de prêtres et les apostasies, favorisées par les décrets de la Convention. Les

prêtres constitutionnels, repoussés par les catholiques, s'étaient vus réellement pasteurs sans troupeau, curés sans paroissiens. Rejetés par ceux qu'ils appelaient les aristocrates, ils s'étaient, pour la plupart, alliés aux patriotes les plus avancés. Le mépris qu'on avait fait de leur caractère, les humiliations et les mauvais traitements qui leur avaient été prodigués, avaient rempli leur cœur de fiel. Beaucoup d'entre eux saisirent l'occasion de se venger, en se mettant à la tête des comités de surveillance, contrairement à la loi qui leur défendait d'en faire partie. Quelques uns devinrent même de fougueux terroristes et furent plus tard poursuivis comme tels. Ceux qui étaient les plus capables, trouvèrent à se placer dans les administrations; d'autres, après avoir abdiqué, se marièrent, alléchés qu'ils étaient par les avantages que promettaient les représentants Milhaud et Guyardin à ceux qui accompliraient l'*acte sublime du mariage*. Rien ne fut plus douloureux que cela aux populations des campagnes. A Sainte-Marie-aux-mines, le curé faillit être lapidé par le peuple, au moment où il allait se marier à la maison commune. Quand les municipalités se refusaient à sanctionner de pareilles unions, on les y obligeait de force. Bien plus, on laissait le nouveau couple s'installer dans la maison curiale, tandis que partout ailleurs on faisait sortir les prêtres de leurs presbytères qui, suivant un décret nouveau, devaient être consacrés aux besoins de l'humanité souffrante ou de l'instruction publique. Disons cependant qu'il y eut aussi des ecclésiastiques qui repoussèrent l'espèce d'abjuration à laquelle les conviait la loi, et qui même restèrent à la tête de leurs paroisses, à la grande satisfaction des fidèles, jusqu'au jour où un événement, dont nous rendrons compte plus loin, vint les envelopper, avec tout ce qui était ou avait été ministre du culte, dans une commune proscription.

Les deux premiers abdiquants furent d'Aigrefeuille, curé

1793.

de Guebwiller, l'une des créatures de Hérault de Séchelles qui venait de l'appeler à l'administration du département, et Albert, premier vicaire épiscopal. Ce dernier était, en 1791, curé de Reimling, district de Sarrelouis. Aussi capable qu'ambitieux, il avait, un des premiers, chaleureusement soutenu, par ses écrits, la cause de la constitution civile du clergé. Aussi la Société des amis de la constitution de Paris (plus tard club des feuillants) avait-elle vivement appuyé auprès de la Société populaire de Colmar sa candidature au siège épiscopal du Haut-Rhin. L'acte d'abdication de d'Aigrefeuille et d'Albert fut consigné par écrit et déposé sur le bureau de l'administration du département, qui le reçut avec applaudissements. Il était signé : Albert, sans-culotte ; d'Aigrefeuille, l'ancien ami de la Montagne. Le même jour, un ministre protestant déclara également renoncer à l'état et aux fonctions de prêtre, et, à dater de ce moment, les abdications de ministres de tous cultes se succédèrent sans interruption, pendant plusieurs mois. La plupart, du reste, en renonçant à la prêtrise, avaient bien soin de réserver le traitement que la loi leur avait attribué. C'est en lisant les motifs qui précèdent chacune de ces abdications, que l'on apprécie à sa juste valeur le caractère de ce clergé constitutionnel, qui a certainement compté dans ses rangs des hommes recommandables, mais en trop petit nombre malheureusement. De toutes ces abdications, il en est une surtout, conçue en des termes tellement hideux, que nous craindrions de souiller ces pages en les retraçant ici : c'est celle d'un nommé Müller, curé de Bouxwiller, allemand d'origine, que nous verrons tout-à-l'heure commissaire civil près l'armée révolutionnaire du Haut-Rhin, et qui semblait s'être donné pour tâche d'imiter en tout le trop fameux Euloge Schneider. Il ne lui manqua heureusement, pour être tout à fait son plagiaire, que de traîner la guillotine à sa suite.

Un décret enjoignait aux chevaliers de Saint-Louis de dépo-

ser leurs décorations et leurs brevets : quelques uns le firent avec un éclat regrettable. Les nobles qui n'avaient pas émigré se conduisirent avec plus de dignité. On en vit plusieurs servir glorieusement dans les armées de la république; d'autres adoptèrent des professions ou se livrèrent à l'industrie. Il y en eut un qui eut la singulière idée, après avoir déposé son arbre généalogique sur l'autel de la patrie, de se faire simple gendarme. Un autre se fit nommer garde champêtre dans la commune dont il était précédemment seigneur et où il possédait des domaines considérables.

Quand la cathédrale eut été entièrement déblayée à l'intérieur de tous les vestiges du *fanatisme*, on éleva, à l'entrée du chœur, un haut échafaudage en planches, se terminant en cône. Cette prétendue montagne fut recouverte de tapis verts et ornée de quelques sapins; le tout, surmonté des statues de Voltaire et de J.-J. Rousseau, et le temple de la Raison se trouva prêt pour inaugurer le culte nouveau. A l'instar de ce qui avait eu lieu à Paris et à Strasbourg, les 20 et 30 brumaire, la fête solennelle de la Raison fut célébrée, à Colmar, le 16 frimaire (6 décembre). Le cortège se composait, comme toujours, des autorités, de jeunes filles vêtues de blanc et de la garde nationale. La nef était remplie d'une foule immense attirée par la nouveauté du spectacle. Les autres villes du Haut-Rhin en firent autant. A Belfort, ce fut aussi un ex-prêtre, Delâtre, de Metz, dont nous aurons à parler bientôt, qui présida à la cérémonie. En sa qualité de prêtre et de membre de la fameuse Propagande de Strasbourg, il voyageait pour l'extinction du fanatisme. Voici comment se terminait le compte rendu qu'il présenta à la Société populaire de Besançon, des succès de sa mission apostolique : « A Belfort, le triomphe de la liberté et de la raison n'a pas été moins complet : à leurs accents, les idoles de tous ces pieux vagabonds, sanctifiées pour l'utilité des prêtres, se sont écroulées. Tous leurs débris

1793.

1793.

furent réunis, à quelque distance de l'arbre de la liberté, et bientôt dévorés par la flamme. » Dans bien des communes rurales, on se borna, pour tout cérémonial, à apposer au dessus de la porte principale de l'église, un écriteau portant ces mots : TEMPLE DE LA RAISON, et tout fut dit.

Revenons à la mission de Hérault dans le département du Haut-Rhin. Il ne lui avait fallu que quelques jours d'observation, pour en bien connaître le personnel administratif. Le 9 frimaire, usant du pouvoir dictatorial dont il était investi, il remplaça l'administration du département par une *Commission départementale révolutionnaire*, dans laquelle il fit entrer des hommes étrangers au précédent directoire, notamment d'Aigrefeuille, Larcher, et Belin, qui devint procureur général syndic. Les administrations des trois districts furent également remplacées par des Commissions du même genre.

Cinq jours après cette institution nouvelle, paraissait le décret du 14 frimaire an 2, qui enlevait aux autorités départementales leurs attributions politiques et de police, pour ne leur plus laisser que des fonctions purement économiques et administratives. La surveillance de l'exécution des lois révolutionnaires et des mesures de gouvernement, de sûreté générale et de salut public, dans les départements, était exclusivement attribuée aux districts ; sous leurs contrôles fonctionnaient les municipalités et les comités de surveillance des communes, qui étaient spécialement chargés de l'application de ces mesures. Les procureurs syndics des districts et des communes étaient remplacés par des agents nationaux. Enfin, aux termes de l'article 20 de la section III de cette loi, aucune force armée, aucune taxe, aucun emprunt forcé ou volontaire, ne pouvaient être levés qu'en vertu d'un décret. Les taxes révolutionnaires des Représentants devaient être approuvées par la Convention, *sauf en pays ennemi ou rebelle*.

Il paraît que les deux départements du Rhin figuraient, de droit, dans cette dernière catégorie, car les Représentants en mission, Hérault tout le premier, ne se firent jamais faute de leur appliquer toute espèce de mesures révolutionnaires, sans attendre le consentement ni l'approbation de la Convention nationale. 1793.

Tout en se conformant à la loi du 14 frimaire, quant à l'organisation de l'administration du département et des districts, Hérault y maintint le personnel qui composait les Commissions qu'il avait créées. On a vu aussi qu'il avait institué un *Comité central d'activité révolutionnaire*, dont le titre, à lui seul, eût suffi pour indiquer les attributions. Il l'avait composé des citoyens réputés les plus patriotes, mais il joua de malheur, paraît-il, car le premier acte de ce comité révolutionnaire fut une mesure de clémence. Il mit, en effet, en liberté la mère et les deux sœurs de l'émigré de Boug, l'ex-commandant de la compagnie *verte*. Furieux, Hérault cassa sur le champ son comité; mais quelques jours après, il lui parut « que les républicains énergiques devaient se passer quelque chose entre eux; que d'ailleurs, dans une contrée que les mesures les plus fermes pouvaient seules sauver, il y avait tout à espérer de citoyens qui, épurés par le regret d'une erreur, allaient reprendre avec une nouvelle énergie le sentiment de la révolution. » En conséquence, le Représentant rétablissait dans leurs fonctions les membres du comité central d'activité révolutionnaire, en les renforçant de deux membres de plus.

Pas plus que ce comité, la seconde institution de Hérault, l'armée révolutionnaire, ne survécut longtemps à la mission de ce Représentant dans le Haut-Rhin. Cette armée, dirigée par des commissaires civils, se divisait en quatre détachements établis, savoir : à Colmar, cent hommes; Belfort, cent cinquante; Altkirch, cent cinquante; Neuf-Brisach, cin-

1793.

quante-un. Ces divers détachements devaient opérer individuellement, mais de manière à ne pas se contrarier dans leurs mouvements. Au nombre de ces commissaires se trouvaient : un nommé Mayran, qui, plus tard, figura aussi dans la commission révolutionnaire créée par les représentants Hentz et Goujon ; Riegert, ex-curé de Brisach, et surtout, ce Müller, ancien curé de Bouxwiller, dont nous avons déjà parlé, et qui semblait viser à devenir le Schneider du Haut-Rhin. Sans risquer de lui faire tort, on peut rester convaincu que si, comme Schneider, il avait eu la faculté, dans ses tournées révolutionnaires, de promener la guillotine à sa suite, il en eût fait le même usage. Passant, un jour, à Habsheim, il déclara publiquement que, suivant lui, la population alsacienne devrait être divisée en trois catégories, dont l'une serait importée dans l'intérieur de la république, l'autre exportée hors des frontières, et la troisième guillotinée. Quoiqu'il en soit, cette institution de Hérault n'eut qu'une existence éphémère ; elle vécut cependant assez pour peupler les prisons de malheureux, dont beaucoup y restèrent oubliés, sans que l'écroû indiquât seulement les motifs de leur arrestation.

La mission de Hérault, dans le Haut-Rhin, fut de courte durée ; elle ne réalisa pas, au point de vue révolutionnaire, ce que promettaient ses débuts. On avait tout à craindre de ce Représentant qui, avec des mœurs naturellement douces, un esprit distingué, des manières attrayantes, pratiquait la terreur à l'état de système. Ce n'est pas la seule fois, nous le verrons plus tard, que des circonstances providentielles sauvèrent le département des excès dont le menaçaient quelques énergumènes, dans leur ardeur révolutionnaire. Voici, du reste, l'épisode qui mit fin presque subitement à la mission de Hérault.

Les personnes qui ont lu le recueil des pièces relatives à l'histoire de la révolution à Strasbourg, connue sous le nom

de *Livre bleu*, se rappelleront, sans doute, la lettre interceptée aux avant-postes de l'armée du général Michaud, qui l'envoya tout aussitôt à Saint-Just et Lebas, à Strasbourg. Cette lettre signée : le marquis de Saint-Hilaire, semblait prouver qu'il existait entre l'ennemi et des citoyens, ou même des fonctionnaires de Strasbourg, des intelligences tendant à livrer la place. Il suffisait de lire une seule fois cet absurde écrit, pour se convaincre qu'il était l'œuvre d'un faussaire ; mais, en pareil cas, faire entendre raison à Saint-Just était chose impossible. Dans la nuit du 12 au 13 brumaire (2 au 3 novembre), presque tous les membres du département, du district et de la municipalité de Strasbourg, furent arrêtés et transférés, les uns à Metz, les autres à Besançon et à Châlons, où ils restèrent détenus pendant plusieurs mois. De ce nombre étaient les citoyens les plus honnêtes et les plus dévoués à la république, tels que André, Oberlin, les frères Edelmann, etc.

Donc, si absurde qu'il fût, le moyen avait réussi : on jugea bientôt à propos de l'employer de nouveau, pour compromettre d'autres personnages. Une seconde lettre, signée Saint-Hilaire, datée de Colmar, 7 frimaire (29 novembre), fut interceptée. Elle était adressée à Monet, maire de Strasbourg, le seul membre de la municipalité, avec Jung, qui eût été excepté des arrestations ordonnées par Saint-Just et Lebas. Cette lettre était ainsi conçue :

« Il est bien étonnant, Monsieur, que vous et Jung n'ayez pas encore tenu votre parole que vous nous avez fait (*sic*). L'argent que vous avez reçu cependant, d'après vos promesses, devait nous faire réussir. Au moins, cette fois, ne manquez pas de parole et tâchez de nous marquer un jour où nous pourrions entrer dans votre ville et nous emparer des postes principaux. Je m'en retourne aujourd'hui. Je n'ai été ici que pour m'aboucher avec notre ami Hérault, qui m'a tout promis. Ainsi l'un et l'autre, ne doutez pas de la récompense. Saint-Hilaire. »

1793.

Le représentant Lémane était alors seul à Strasbourg : c'est à lui que la dépêche fut remise. Il fit aussitôt mettre Monet et Jung en état d'arrestation provisoire, et prit la poste pour aller trouver à Colmar son collègue Hérault ; mais sa chaise versa et se brisa en route, et il dut envoyer un exprès à Colmar. Il était dix heures du soir, quand Hérault reçut la lettre. Il fait immédiatement convoquer dans la salle du directoire les autorités constituées, ainsi que la Société populaire, et leur adresse un discours dans lequel il s'élève contre les intrigues de l'aristocratie française, autrichienne et anglaise, se coalisant avec les ennemis de la liberté, pour perdre les patriotes. « Vous me connaissez, dit-il en terminant ; mais il importe au salut public que vous employiez toute votre sagacité, tous vos efforts, pour découvrir une trame infernale, dont un des fils vient de paraître et se renoue, sans doute, à quelque conspiration nouvelle. Voilà principalement l'objet pour lequel je vous ai rassemblés tous. Il est temps que cette manœuvre tombe et que le peuple connaisse les maux qu'on lui prépare, en décriant, en s'efforçant de diviser ses plus sincères, ses plus fidèles amis. » Hérault termine en donnant lecture de la lettre que vient de lui communiquer son collègue Lémane, et annonce qu'il va demander son rappel à la Convention nationale.

A ces mots, un cri d'indignation et de douleur s'échappe de toutes les poitrines. Une commission est nommée, pour rédiger un précis des opérations révolutionnaires de Hérault et faire ressortir le danger qu'il y aurait à donner, par son rappel, gain de cause aux ennemis de la liberté, qui veulent l'éloigner du département du Haut-Rhin. Mais il était évident que sa position n'était plus tenable. Lui, Hérault, s'avouer l'objet de pareils soupçons, en être réduit à solliciter, en quelque sorte, un certificat de civisme des autorités d'un département qu'il venait, à raison de leur insuffisance même,

traiter révolutionnairement ! Une pareille situation était inacceptable. Il persista donc à demander son rappel, l'obtint, et arriva à Paris, juste à temps pour assister à la séance de la Convention, du 16 décembre, où Bourdon (de l'Oise) le dénonçait comme entretenant une correspondance avec l'étranger, et trahissant, tour à tour, les royalistes et les républicains. 1793.

Les démonstrations, les regrets, qui accompagnèrent le départ de Hérault, étaient-ils sincères ? Était-ce suite de la terreur qu'inspiraient les pouvoirs dictatoriaux dont il était investi et qui pouvaient lui être continués plus tard ? Ou bien encore, avait-il par ses manières engageantes, ses formes agréables et si peu en rapport avec le rôle qu'il avait assumé, gagné les esprits ? Ce qui est certain, c'est que c'était alors partout, dans les adresses, dans les correspondances, dans les discours aux Sociétés populaires, un concert unanime d'hommages et de louanges pour le Représentant qui avait bien voulu accepter la mission de régénérer le pays en le traitant révolutionnairement. Bien après son départ encore, on louait ses bienfaits, on rappelait combien sa présence avait ranimé l'esprit public : les marchés étaient fournis alors, les assignats marchaient au pair, etc. Quelques mois après, sa tête tombe sous le couteau de cette guillotine qu'il avait tant préconisée : ce n'est plus alors partout que le traître Hérault. Ses amis sont tout d'abord mis en suspicion ; des perquisitions sont pratiquées dans leurs papiers ; ses créatures sont chassées de toutes les administrations. Enfin la Société populaire de Colmar, qu'il avait régénérée, ordonne la radiation, sur ses registres, des éloges décernés au conspirateur Hérault, et qu'il avait obtenus sous le masque de l'hypocrisie. Décidément, c'était l'échafaud qui finissait par avoir toujours raison, à cette époque.

Le département du Haut-Rhin dut, lui aussi, fournir à l'é-

1793. — chafaud son contingent de victimes : c'était là un legs que Hérault lui avait laissé à acquitter, quand, avant de partir, il eut constitué le tribunal révolutionnaire. Avant lui déjà, les représentants Milhaud et Guyardin avaient, par un arrêté du 4 brumaire, autorisé le tribunal criminel du Haut-Rhin à se constituer provisoirement en tribunal révolutionnaire, pour statuer sur certains délits relatifs à la taxe, au *maximum* et aux réquisitions, sans assistance du jury ; *excepté dans le cas où la loi prononcerait la peine de mort*. La mesure avait été provoquée par les juges eux-mêmes, peut-être pour garantir le pays contre les velléités qu'on attribuait à Schneider, de transporter son tribunal ambulatoire et la guillotine, qui ne le quittait pas, jusque dans le Haut-Rhin. D'autre part, on jugeait indispensable de sévir énergiquement contre les agioteurs, les accapareurs et les gens de la campagne, qui se refusaient obstinément à admettre les assignats et à livrer les denrées nécessaires à l'approvisionnement des villes et des armées, autrement que contre numéraire. En accédant à la demande du tribunal, les Représentants avaient déclaré qu'ils comptaient sur le civisme et la fermeté des fonctionnaires qui composaient le tribunal criminel. Sous ce rapport, leur confiance ne fut point trompée, car, moins d'un mois après le 6 frimaire, un état fourni à Hérault par le tribunal justifiait que, déjà à cette époque, il avait prononcé pour plus de 70000 livres d'amendes, en matière révolutionnaire, et la plus grande partie de cette somme était rentrée. D'autre part, il y avait eu pour près de 300,000 livres de condamnations prononcées, tant en argent, qu'en grains et vin, contre les fuyards de la levée en masse. Le 26 brumaire, sur la dénonciation de d'Aigrefeuille, il avait prononcé, en une seule fois, la confiscation, au profit des hôpitaux militaires, de 184 mesures de vin vieux qu'un propriétaire avait omis de déclarer.

Au vu de cet exposé, Hérault constitua définitivement le tribunal criminel, présidé par Rapinat, en tribunal révolutionnaire, par arrêté du 9 frimaire suivant (29 novembre). A dater de ce jour, il pouvait prononcer, même en matière capitale, sans assistance de jurés. En moins de onze mois, onze têtes étaient tombées sous le glaive de la loi. 1793.

La première condamnation capitale fut prononcée contre deux hommes de Volschwiller, district d'Altkirch. Il y avait dans cette commune, au moment de l'application de la constitution civile du clergé, un vieux prêtre, âgé de 82 ans, qui ne crut pouvoir prêter le serment qu'avec restriction. Ses paroissiens, qui l'aimaient comme un père, avaient supplié l'administration de ne pas le leur enlever et de lui passer ce petit scrupule de conscience, s'engageant, pour lui et pour eux, à ne jamais méconnaître en rien les lois de l'État. Une pareille transaction était impossible; le vieux prêtre dut s'éloigner et se retira en Suisse. Il était là, plongé dans la plus profonde misère, quand, un jour du mois de septembre, il rentra dans son ancienne paroisse, pour y chercher quelques secours. On eut l'imprudence de lui faire dire une messe à laquelle assistèrent une grande partie des habitants et, notamment, Jacques Bigenwald, officier municipal, et Sébastien Dietlin, maître d'école. Le 13 frimaire, ils comparurent, pour ce fait, devant le tribunal révolutionnaire; ils furent condamnés à mort et exécutés, le même jour.

Quelques jours après, le 21 frimaire, on exécutait aussi un prêtre sexagénaire, Joseph Thomas, de Metz, qui se tenait caché dans la vallée de Guebwiller. Sa sœur, Barbe Thomas et un autre particulier, qui lui avait donné asile, furent condamnés en six années de fer, quatre heures d'exposition et en cent francs d'amende, au profit du dénonciateur.

Dès le premier jour de son établissement, on voit le tribunal révolutionnaire déployer une extrême activité, expé-

1793.

diant, sans désespérer, les contraventions de tous genres, qui lui étaient dénoncées en matière révolutionnaire. En première ligne figurent les faits d'incivisme : beaucoup de citoyens sont déclarés suspects, aristocrates, mis hors la loi, déportés ou emprisonnés, durant un temps plus ou moins long. D'autres sont attachés à un poteau infamant, ou exposés, pendant quelques heures, sur la guillotine ; on en condamne aussi à faire amende honorable, à genoux, tête nue, au pied de l'arbre de la liberté. Plusieurs conseils généraux ou municipalités de communes sont condamnés à faire des excuses aux autorités du département ou de districts, envers lesquelles ils se sont montrés despectueux. Un très grand nombre de citoyens sont mis aux arrêts dans leur propre domicile, sous la surveillance de leurs municipalités.

Les retards dans les fournitures des contingents en blé, les exportations de grains, denrées, bestiaux, donnent lieu à de nombreuses confiscations et amendes, dont le taux varie de trente mille livres à quelques cents francs. Il en est prononcé, en plus grand nombre encore, contre les contrevenants aux lois sur la taxe, le *maximum* et les assignats. Ainsi, pour en donner quelques exemples, Forny, de Wettolsheim, devra subir deux heures de poteau, avec cette inscription : *Journalier qui a refusé de travailler pour des assignats*. — Sont condamnés successivement à six années de fer, six heures de poteau, cent francs au dénonciateur, avec impression du jugement : Jean Simon, coutelier à Colmar, pour avoir contrevenu à la loi, en établissant une différence entre le numéraire et l'assignat, lors de la vente d'un couteau ; André Huser, marchand à Colmar, convaincu d'avoir proposé différents prix, lors de la vente de chapeaux de paille, d'après le paiement qui pourrait être fait en numéraire ou assignats ; Clé, d'Orbey, convaincu d'avoir, à Niedermorschwihr, proposé la vente d'un cabri, en faisant une différence entre le numéraire et l'assignat, etc., etc.

Ajoutons, pour être juste, que si les jugements du tribunal révolutionnaire du Haut-Rhin sont souvent rigoureux, ils ont cependant toujours été rendus en exécution des lois de l'époque. Il consentait bien à être sévère, mais encore fallait-il que les délits fussent précisés. Un des commissaires civils de Hérault, nommé Dupré, avait arrêté plusieurs personnes, à Rouffach, et cela, pour les motifs les plus vagues. De ce nombre étaient trois vieilles filles, Claire, Anne-Marie et Rose Ketterer. Rien de précis n'était articulé contre elles; on ne leur reprochait que leur incivisme. Le comité central d'activité révolutionnaire demanda que la république fut *promptement purgée* de ces monstres, et qu'il lui en fût rendu compte dans les trois jours. On voit qu'il avait profité de la leçon que Hérault lui avait infligée, pour sa modération. Le tribunal déclara, dans son jugement, qu'en l'absence de toute justification, il n'y avait lieu à prononcer la peine capitale, et se borna à ordonner la détention des accusées comme suspectes. Un autre de ces commissaires, Mayran, avait arrêté, en bloc, cinquante personnes, de tout âge et de toute condition, et les avait déferées au tribunal révolutionnaire, sous la seule incrimination de *suspects*. Le tribunal s'abstint de prononcer et se borna à les renvoyer au comité de surveillance de Thann, qui, une fois le commissaire parti, n'en retint que sept.

En définitive, quels qu'aient pu être parfois l'arbitraire et la sévérité du tribunal révolutionnaire du Haut-Rhin, on ne trouve nulle part, dans ses décisions, ces extravagances ou ces actes de cruauté gratuite, qui ont valu aux commissions extraordinaires du Bas-Rhin une si triste célébrité. Il y a eu enfin un très-grand nombre d'acquittements prononcés.

L'année 1793 allait finir. Un nouveau cri retentit sur les rives du Rhin, mais, cette fois, c'est un cri de victoire. L'armée du Rhin, victorieuse à Geisberg, chassait l'ennemi devant elle et reprenait les lignes de Wissembourg. En vérité,

1793.

— si la France entière avait le droit d'être fière de ce triomphe, 1793. il faut reconnaître que l'Alsace y avait concouru d'une façon toute particulière. Pendant que l'armée active se mesurait contre l'ennemi, c'était sa garde nationale, c'étaient ses troupes agricoles, qui, sans désespérer, faisaient le service des places fortes et des bords du Rhin, si bien, qu'il ne restait plus guère, dans les communes, que les femmes et les enfants. Sur l'Alsace seule aussi avaient pesé, dans les derniers temps, ces lourdes réquisitions qui, en alimentant l'armée nationale en munitions et en subsistances, lui avaient facilité la victoire. Puis, si, pour être vrai, nous avons dû faire l'aveu de certaines hésitations qui, dans les circonstances où se trouvait la patrie, auraient pu compromettre son salut, nous nous réservons de produire le glorieux bilan qui résume les sacrifices que s'est imposés, rien qu'en hommes, le département du Haut-Rhin.

Sa population comptait, à cette époque, 283,000 individus. En 1792, il fournit, tant aux bataillons de Volontaires qu'au recrutement, 17211 défenseurs. La loi du 24 février 1793, qui prescrivait, sur l'heure, une levée de 300,000 hommes, avait été exécutée immédiatement, sans aucune difficulté; et, non-seulement le département fournit le contingent qui lui était demandé, mais encore quinze cents enrôlés volontaires en sus. Enfin, lors de la levée en masse, soixante mille hommes armés et équipés se portèrent sur Wissembourg et sur les bords du Rhin, s'alimentant eux-mêmes, et restant ainsi treize jours au bivouac. Tandis que les pères de famille gardaient les rives du Rhin, que les jeunes gens campaient et se battaient à l'armée de Wissembourg, les femmes s'occupaient des travaux de l'agriculture. Et comment la Convention reconnut-elle l'ardeur de ces jeunes réquisitionnaires qui répondaient ainsi à son appel? En violant, à leur égard, les engagements les plus solennels. En

effet, à peine étaient-ils rendus à l'armée, qu'on les versait dans les corps anciens, pour en combler les vides ; et tous ces officiers, qu'on leur avait permis de nommer, perdaient l'épaulette et devenaient simples fusiliers. 1973.

Veut-on enfin avoir une idée de ce qui est advenu de ces réquisitionnaires ? Voici, à titre de *specimen*, l'extrait d'un état fourni, en l'an 8, par le canton de Munster, district de Colmar. Le nombre des réquisitionnaires était de trois cents. Sur ces trois cents, les deux tiers sont morts en défendant la patrie. Le tiers restant se décompose en trois, comprenant : l'un, les militaires encore au service ; le second, les hommes mariés avant le 1^{er} germinal, an 6 ; et le troisième, les estropiés se trouvant dans leurs foyers, avec congé de réforme.

Voilà ce que le département du Haut-Rhin a fait pour la patrie ; et si l'on veut des traits de dévouement, dignes des plus beaux temps héroïques, il est prêt à en fournir. La scène se passe à Dirlinsdorff, canton de Ferrette, à l'extrême frontière. Un nommé Jacques Schaltenbrand se présente à la maison commune. Il est père de sept garçons : trois sont à l'armée ; il vient, avec les quatre autres, se faire inscrire au nombre des défenseurs de la patrie. On lui représente que son plus jeune fils n'a que quatorze ans et qu'il ne peut être accepté. L'enfant restera donc, pour soigner sa mère pauvre et infirme ; mais en s'éloignant, le père déclare qu'il le tient à la disposition de la nation ; il prie la municipalité de l'envoyer à l'armée, dès que ses forces lui permettront de servir.

Un pays qui produit de pareils hommes est bien définitivement et à tout jamais terre française.

CHAPITRE VII.

1794.

Rentrée des 2^e et 3^e classes. — Service des bords du Rhin. — Attaque près de Chalampé. — Corps de garde nationale mobilisé. — Résistance à cette mesure. — Besoins impérieux de l'armée. — Continuation des réquisitions. — Fraudes commises par les municipalités. — Mesures rigoureuses d'exécution. — Le directoire de Belfort, menacé. — Réquisitions diverses : vêtements, chaussures. — Grains. — Disette générale. — Pain de sections, à Colmar. — Détresse dans le département. — Résistance au recensement des subsistances. — Dénûment des communes de la montagne. — Pillage de convois de grains, à Bergheim. — Impuissance des Représentants à remédier à la misère publique. — Grains de secours accordés au département. — Le quart seulement en parvient au Haut-Rhin. — Dévouement de plusieurs citoyens des Vosges. — Pénurie de denrées, notamment en viande. — L'État se met au-dessus de la taxe et du *maximum*. — Réclamations pressantes du directoire du département. — Médiocrité de la récolte de 1794. — Mesures pour la rentrée et le battage des grains. — Réquisitions en fourrages et avoines. — Voitures et bêtes de trait. — Situation difficile des administrations. — Les lois révolutionnaires ouvertement violées. — On demande l'envoi de Commissions extraordinaires. — Missions de Schneider et de Hérault de Séchelles. — Mesures révolutionnaires à la disposition de l'administration. — Comités de surveillance. — Arrestations ; taxes arbitraires. — Les comités servent les vengeances particulières. — Les prisons se remplissent. — Suspects. — Déportés pour fait d'émigration. — Mesures contre les parents d'émigrés. — Colmariens à l'armée de Condé. — Maisons diverses de détention. — Importation de détenus à Langres et autres lieux du dehors. — Régime intérieur des prisons. — La nation dispose des maisons des déportés et des suspects.

Une fois le danger passé et l'ennemi refoulé hors du territoire, les Représentants du peuple avaient renvoyé dans leurs foyers les citoyens des 2^e et 3^e classes, pour ne plus conser-

ver à l'armée que ceux de la 1^{re} classe, c'est-à-dire les jeunes gens qui, au moment de la levée en masse, étaient âgés de dix-huit à vingt-cinq ans. Cependant le service des troupes agricoles n'en continuait pas moins sur les bords du Rhin. Chaque commune était tenue d'y envoyer, à tour de rôle, tout ce qu'elle comptait de citoyens valides, si bien, que la ville de Colmar en était presque constamment réduite, pour le maintien de l'ordre, à sa compagnie de vieillards de soixante à quatre-vingts ans, qu'elle avait équipée et armée de piques et d'épées. C'étaient, en effet, à tout instant, des alertes sur les bords du Rhin, qui tenaient l'armée et les populations constamment en éveil. Le 25 vendémiaire, le général Gouguel fit savoir au district de Colmar, que l'ennemi venait de jeter cinq cents hommes dans l'île en face de Chalampé. Des commissaires furent tout aussitôt envoyés au quartier général de Neuf-Brisach, pour se concerter avec les chefs de l'armée. A la suite de cette conférence, le directoire du district arrêta la levée de trois mille hommes à pied et de trois cents cavaliers, choisis parmi les citoyens les plus versés dans le maniement des armes. Le contingent fut réparti proportionnellement par canton ; les hommes désignés pour en faire partie devaient être, autant que possible, armés de fusils, ou du moins de faux emmanchés à rebours. Ils devaient être toujours prêts à marcher au premier ordre, sous peine d'être déclarés lâches, malveillants et suspects, et punis comme tels.

La nouvelle levée ne s'opéra point sans rencontrer quelque résistance. Quand le commissaire Immer se présenta à Rique-
wihr, pour procéder à l'opération, un nommé Hornecker, commandant d'une compagnie de grenadiers, protesta hautement contre la mesure et invita ses hommes à en refuser, comme lui, l'exécution. Le district punit cet acte d'insoumission, en faisant arrêter Hornecker, qui fut conduit enchaîné aux Augustins de Colmar, où il resta détenu pendant un mois.

1794. Il fallut sévir également, pour des actes semblables, contre le bataillon cantonal de Ribeauvillé. Ce fut bien pis encore, quand, plus tard, les circonstances exigèrent que l'on dirigeât les contingents sur les points menacés. Au lieu d'envoyer les citoyens désignés, que l'on avait eu soin de choisir parmi les jeunes gens aisés et les célibataires les plus robustes, les communes faisaient partir des éclopés, des vieillards et des pères de famille dans la misère.

Ce mauvais vouloir n'était qu'un des effets de la lassitude et du mécontentement causés par le système impitoyable de réquisitions de tous genres, qui pesaient incessamment sur le pays. Il fallait bien pourtant faire vivre l'armée : ce n'était rien que d'avoir vaincu, si on ne pouvait profiter de la victoire. L'armée du Haut-Rhin était dans un état de pénurie affligeant ; les Représentants multipliaient les arrêtés, les menaces, pour assurer les approvisionnements. Ils pressaient vivement les administrateurs du département de recourir, au besoin, aux mesures révolutionnaires les plus extrêmes, pour arriver au résultat demandé, sous peine d'être, eux-mêmes, considérés et traités comme ennemis de la république. Le département déployait tout ce qu'il avait de bon vouloir et d'activité. D'accord avec les Sociétés populaires, il nommait des commissaires investis des pouvoirs les plus étendus ; il répartissait les contingents avec tout le soin et l'équité désirables, district par district, canton par canton, et même, commune par commune. Il se faisait ensuite représenter les états constatant l'exécution de ces mesures ; ces états lui étaient produits, dans le délai voulu, et parfaitement réguliers dans la forme. Le département se croyait dès lors entièrement en règle, quand de nouvelles réclamations, au nom des armées, et de nouvelles vérifications venaient établir que ces états étaient, en grande partie, mensongers. Bien des communes, en effet, ne craignaient point de recourir à la fraude, soit pour se sous-

traire aux réquisitions, soit, parce que impuissantes à les exécuter, elles redoutaient d'en faire l'aveu. C'étaient alors de nouvelles explosions de colère, de la part des Représentants. Le département, à son tour, menaçait les districts, qui s'en prenaient à leurs commissaires, les déclarant responsables, sur leurs têtes. On était bien obligé, pour en finir, de recourir à la force, cette *ultima ratio*, et de réprimer les municipalités et les particuliers récalcitrants. C'est ainsi que le directoire du district de Colmar fit arrêter, d'un seul coup, quarante cultivateurs des communes de Rouffach, Guebenschwihr, Herrlisheim, ainsi que les agents nationaux de Pfaffenheim et de Hattstatt. Un instant, le district de Belfort fut menacé d'être traduit, pour insouciance, devant le tribunal révolutionnaire ; et pourtant il était le plus énergique et le plus actif des trois. Aussi, dans son exaspération, finit-il par ordonner à ses commissaires de faire main basse sur tout indistinctement, sans se préoccuper s'il y avait superflu ou s'il n'y avait que strict nécessaire.

Quelques détails suffiront, du reste, pour faire apprécier les résultats prodigieux obtenus par ce système de compression, et ce qu'il a fallu, pour cela, imposer de souffrances aux populations.

Dès les débuts de la campagne, les citoyens s'étaient généreusement dépouillés, au profit des armées, de tout ce dont ils pouvaient disposer, en effets de linge et de vêtements. Une grande partie de ces objets étaient, en dépit des observations de l'administration et de la Société populaire de Colmar, allés pourrir dans les magasins de l'État. Le 5 ventose, les représentants Lacoste et Baudot requièrent, en une seule fois, le département du Haut-Rhin de livrer contre paiement, il est vrai, après estimation, à Strasbourg : 3250 habits, 4000 vestes, 10,000 culottes, 9500 bas, 20,000 souliers, 1300 bottes, 13,000 chemises, 1300 redingotes, 10,000 guêtres, 700 cha-

1794.

1794.

peaux, 1400 casques, 1800 pantalons, 200 manteaux. Le contingent une fois réparti par district, on se mit immédiatement à l'œuvre, avec une incroyable activité. Partout s'organisèrent des ateliers fonctionnant sous la surveillance de commissaires nommés par l'administration et par les Sociétés populaires. Malheureusement, c'étaient les ouvriers, c'étaient les matières premières, qui faisaient défaut. L'article des chaussures était surtout l'objet d'une préoccupation générale : on frappait impitoyablement d'amendes exorbitantes les cordonniers qui ne fabriquaient pas assez vite, les tanneurs qui ne livraient pas assez de cuirs, sans égard pour les impossibilités les mieux établies. « Dix mille hommes sont nu-pieds dans l'armée, écrivaient Saint-Just et Lebas aux officiers municipaux de Strasbourg. Il faut que vous déchaussiez tous les aristocrates et que demain, à dix heures du matin, dix mille paires de souliers soient en marche pour le quartier général, » Le district de Belfort généralisa la mesure dans son ressort, et, au mois de nivose, un de ses commissaires, Jacques Willig, était requis « de se transporter dans toutes les communes du district où se *pourraient encore trouver* des souliers, et d'exercer le droit de *préhension* sur tous ceux qu'ils jugeraient pouvoir servir, sous peine, pour les récalcitrants, d'être livrés au tribunal révolutionnaire. » Mais il paraît que, sous ce rapport, ces commissaires eux-mêmes n'étaient guère plus favorisés que l'armée, car le district fut obligé de prendre des réquisitions pour les faire chausser, « attendu, disait son arrêté, qu'ils ne peuvent vaquer à leurs travaux, sans bottes ou souliers. »

Du mois de nivose au mois de vendémiaire suivant (février à octobre), le département fournit à la réquisition 96,000 quintaux de grains. Or il était constaté que, dès les premiers jours de cette année, le district de Colmar n'était plus approvisionné en grains que pour deux mois, celui d'Altkirch pour

sept mois, celui de Belfort pour trois mois et demi. La récolte de 1793 avait été des plus mauvaises. A un hiver rigoureux, qui avait gelé les seigles, avait succédé un été brûlant et desséchant ; les pommes de terre et les légumes de toutes sortes avaient complètement manqué. C'était donc avec des ressources aussi restreintes que le département devait pourvoir aux réquisitions, à l'alimentation de ses citoyens et à celle de l'immense quantité de militaires voyageant isolément, qui le sillonnaient dans tous les sens. Un instant, la commune de Colmar avait essayé d'employer les grains destinés aux armées, pour nourrir ces militaires ; mais l'arrêté qu'elle prit dans ce sens fut immédiatement cassé par les Représentants. Force lui fut alors, pour l'alimentation de ses habitants, de se charger de la fabrication et de la distribution du pain. Dix-huit boulangers y étaient employés, chaque jour : la vente se faisait au couvent des Dominicains, en présence d'officiers municipaux et de deux membres de chaque comité de surveillance, chargés de veiller au maintien de l'ordre et à l'exactitude dans les répartitions. Pendant près d'un an, chaque habitant ne reçut que huit onces de pain par jour. Les communes rurales, désignées pour l'approvisionnement du marché de Colmar, furent, elles-mêmes, bientôt complètement épuisées.

Dans les autres villes du département, la détresse était plus grande encore. Les ouvriers employés aux fortifications de Belfort désertaient, les uns après les autres, faute d'alimentation suffisante, l'État refusant de les nourrir, et la ville se trouvant hors d'état de le faire. Depuis le fatal événement de Gundolsheim, la paix était loin d'être rétablie entre Guebwiller et les communes de la plaine, les plus riches en grains du département. Des poursuites devant le tribunal révolutionnaire, dirigées contre des municipalités et des particuliers, qui s'étaient refusés à porter leurs grains au marché, n'avaient

1794.

fait qu'attiser les haines. La menace était dans toutes les bouches ; à chaque instant, on pouvait craindre une guerre civile. Guebwiller allait se voir hors d'état de fournir les huit onces de pain, qu'elle avait, jusqu'alors, délivrées à ses habitants, qui, privés de légumes et de viande, en étaient réduits à se nourrir de tripes et autres aliments de cette espèce. Pierre Dollfus, fabricant à Guebwiller, envoyé par le district dans les localités voisines, pour procéder au recensement des subsistances, fut bientôt forcé de reconnaître qu'il ne pouvait remplir sa mission. Sa première visite avait eu lieu dans la maison du maire de Bollwiller, où il trouva quarante-deux sacs de farine. Dès ce moment, l'agent national de la commune refusa de l'accompagner plus loin, en lui disant : « Quand vous nous permettrez, vous autres vigneron, de pénétrer dans vos caves, nous vous permettrons, nous laboureurs, de recenser nos greniers. » Récrimination bien injuste, car les communes vini- coles étaient, sans contredit, celles qui souffraient le plus. Trois cent mille mesures de vin livrées à la réquisition, au taux du *maximum*, pour le service de l'armée et des hôpi- taux, c'était bien là quelque chose. On vit, à cette époque, des cantons entiers de la montagne rester, plusieurs mois, sans avoir une bouchée de pain à mettre sous la dent, et ré- duits à ne vivre que de racines. De temps à autre, on se coti- sait, on organisait des caravanes de cent, deux cents personnes, qui se rendaient, escortées de quelques hommes armés, dans les communes de la plaine, où on leur livrait du grain, mais contre numéraire seulement, et en le leur faisant payer jus- qu'à quarante francs le régal de mèteil. Ces expéditions se firent d'abord de nuit : l'administration fit circuler des pa- trouilles, pour les empêcher. Dès lors on ne garda plus aucun ménagement, et on les fit au grand jour. Mais qu'étaient-ce, pour cette masse d'affamés, que quelques sacs de grains ainsi enlevés par surprise ! La misère, le dénûment, n'en allaient

pas moins toujours croissant. Dans ces circonstances doulou-
reuses, l'attitude de la population fut admirable de patience
et de résignation, d'autant plus que, dans bien des localités
où sévissait ainsi la faim, se trouvaient des magasins gorgés
de subsistances destinées aux armées, qu'on se pressait fort
peu d'enlever. Mais enfin un pareil état de choses ne pouvait
se prolonger indéfiniment : il arrive un moment où nécessité
ne connaît plus de loi. On vit, un jour, un convoi de grains se
rendant à Ribeauvillé, attaqué par des malheureux de la com-
mune de Bergheim, qui s'écriaient, en gémissant, que la faim
les poussait à ces extrémités. Un instant, on eut les plus vives
inquiétudes, à Belfort : on apprit que les montagnards s'agi-
taient et se disposaient à faire irruption dans la plaine.

1794.

Il devenait urgent de prendre un parti. Quant aux Représentants du peuple, uniquement préoccupés du salut de l'armée, ils se souciaient médiocrement du sort des populations, et ne s'occupaient guère d'elles que pour les frapper de réquisitions et de mesures révolutionnaires. Il leur fallait bien cependant se rendre à l'évidence, quand la misère des localités qu'ils traversaient venait, d'elle-même, s'étaler sous leurs yeux. « Me rendant de Colmar dans le département des Vosges, écrivait Foussedoire, j'ai eu la douleur de voir que la commune de Thann, ses environs et la vallée de St-Amarin, sont dans un dénûment absolu de subsistances. Il faut que cela finisse : déjà des mesures sont prises pour y porter remède. La commission révolutionnaire est arrivée de Strasbourg à Colmar, etc. » A deux reprises, les représentants Lacoste d'abord, Bailly ensuite, frappés du même spectacle dans le district d'Altkirch, invitaient le directoire à sévir, *sans retard*, conformément à la loi. Commissions révolutionnaires, menaces, rappel à l'exécution des lois, c'était là tout ce qu'on pouvait tirer d'eux. On pensa être plus heureux, en s'adressant à la Convention nationale, et c'est alors qu'eut

— lieu ce que nous ne craignons pas d'appeler la grande et
1794. cruelle mystification des grains de secours.

A maintes reprises déjà, la députation du Haut-Rhin avait appuyé, devant la commission des subsistances et approvisionnements de la république, les justes doléances du département. La commission rendait hommage au patriotisme des citoyens du Haut-Rhin ; elle alla même jusqu'à dire qu'ils avaient sauvé la patrie. Mais enfin, les réquisitions n'en allaient pas moins leur train : des mots, des compliments, c'était là tout ce qu'on avait pu obtenir de ce côté-là. Cependant lorsque, le 18 pluviôse, un courrier extraordinaire vint apporter un arrêté, par lequel la commission des subsistances imposait au département une nouvelle fourniture de vingt mille quintaux de grains, à livrer dans le délai de trois décades, elle fit part aux administrateurs d'un autre arrêté, qui accordait au Haut-Rhin cinquante mille quintaux de grains de secours, qui devaient lui être fournis par les départements voisins, notamment par ceux du Doubs et du Jura. C'était peu, en comparaison des besoins, car les calculs les plus modérés établissaient qu'il aurait fallu deux cent soixante-quinze mille quintaux, pour pourvoir à la consommation du département. Néanmoins la nouvelle fut accueillie, à Colmar, avec satisfaction. On croyait tenir la peau de l'ours ; tout d'abord, on s'occupa de la dépecer. Toutefois, en personne avisée, le département déclara qu'il ne procéderait à aucune répartition, avant que chaque district n'eût achevé le recensement de ses grains, travail en exécution depuis longtemps et dont on ne voyait pas la fin. La chose faite, le département accorda à la commune de Colmar, dont il connaissait les besoins, le prélèvement de cent quintaux, au prix de revient des grains de secours rendus en magasin. Le district de Belfort devait recevoir quatorze mille quintaux, et celui de Colmar, tout le reste. Quant au district d'Altkirch, on ne lui

octroya rien, par la raison qu'il était approvisionné pour plus de sept mois. Belfort protesta seul, trouvant qu'on lui avait fait la part trop petite ; mais on ne s'arrêta pas à ses réclamations. 1794.

Cependant les deux districts avantagés avaient envoyé, à grands frais, des commissaires sur les lieux, pour chercher les grains de secours : c'étaient Wolff et Bussmann, pour Colmar, Clebsattel et Georges Dollfus, pour Belfort. Ces commissaires ne tardèrent point à rencontrer les difficultés les plus sérieuses dans l'accomplissement de leur mission. Il était évident que les départements voisins, bien que moins éprouvés par les réquisitions que le Haut-Rhin, trouvaient qu'ils l'étaient encore trop, et cherchaient, par mille entraves, à empêcher l'exécution de la mesure. C'étaient tantôt les voitures qui manquaient, tantôt les sacs qui faisaient défaut.

Vers la fin de ventose, on apprend que six cents quintaux vont arriver : ils ont été livrés par le district de Dôle, payés par les commissaires du Haut-Rhin, mis dans des sacs achetés par eux, et chargés sur des voitures envoyées par le département. Le district de Colmar s'empresse d'en faire l'attribution à ses communes les plus nécessiteuses. On attend ainsi jusqu'en germinal : alors seulement on apprend que, sur une réquisition fulminante lancée par le représentant Lejeune, le convoi a été enlevé et dirigé sur Besançon. En messidor, deux mille deux cents quintaux arrivent enfin jusqu'à Belfort : survient un commissaire des guerres, qui s'en empare et les fait filer sur l'armée. Pour en finir sur cet article, nous dirons que ce ne fut, pour le département, qu'une suite de mécomptes et de déceptions, et qu'en définitive, sur les cinquante mille quintaux qui lui avaient été promis, le quart à peine lui parvint.

Tout en poursuivant le cours de cette fatale opération, dont il n'entrevoyait que trop l'insuccès, le directoire du

1794. Haut-Rhin ne cessait d'adresser ses réclamations, ses plaintes, ses supplications même, partout où il espérait trouver quelques secours. Le cœur se serre, quand on le voit, dans un de ses arrêtés, mendier, c'est le mot, de la générosité du district d'Altkirch, le mieux pourvu des trois, quelques milliers de sacs de grains, pour soulager la détresse de la ville de Colmar et de ses environs. Plus que jamais, les circonstances devenaient impérieuses : du pain, des semailles ! tel était le cri qui retentissait partout. Le département prend alors le parti de s'adresser de nouveau à la commission des subsistances et au comité de salut public. « La faim, écrivait-il, surmonte enfin tous sentiments ; elle ne s'ajourne pas indéfiniment. S'il est glorieux de vendre chèrement sa vie, l'épée à la main, au champ d'honneur, il l'est aussi, et peut-être plus pénible, d'attendre froidement la famine et de l'envisager d'un œil tranquille, à son poste. Nous y sommes résolus, citoyens, mais nous ne pouvons pas faire partager ces sentiments à tous nos administrés ; nous vous conjurons, au nom de la patrie, etc. »

Au milieu de ses déboires, le directoire du département annonça à toute la terre le dévouement généreux de cinq citoyens de Ramonchamps (Vosges), qui, invités par réquisition à charger douze quintaux de froment, à Vesoul, s'attelèrent eux-mêmes à la voiture et la conduisirent ainsi à destination. Il reconnut cet acte de patriotisme, en accordant à ces braves *sans-culottes* une gratification de cent cinquante francs. De son côté, la Convention envoya, avec son approbation, « l'habit national à des hommes si capables de l'honneur par les vertus qui annoncent le plus le sentiment de la république. »

Il n'y avait pas seulement pénurie de grains et de légumes, mais aussi, on le conçoit, de toute espèce de denrées. Depuis longtemps, les magasins d'épicerie étaient entièrement

épuisés. En vain, pour ménager les grains, avait-on défendu la fabrication de la bière : les brasseurs auraient d'ailleurs été bien embarrassés de la continuer, privés qu'ils étaient de leurs chaudières, qui avaient été mises en réquisition pour la confection du salpêtre révolutionnaire. Le beurre était hors de prix, ou plutôt, il était à peu près impossible de s'en procurer, bien que l'on eût défendu de faire des fromages et surtout, de confectionner aucune pâtisserie. Pour remédier à la pénurie des huiles, l'administration autorisa les citoyens à enlever dans les forêts les glands, faines, noix, noisettes etc. Malgré toutes ces mesures, bien des gens restèrent longtemps sans avoir de quoi graisser leur soupe.

1794.

Quant à la viande, c'est à peine si on pouvait s'en procurer quelque peu, à Colmar, pour les malades; les hôpitaux de Cernay restèrent quinze jours sans bouillon. Comment aurait-il pu en être autrement, alors que la viande était taxée à quinze sous la livre, et que les fournisseurs des armées la payaient dix-neuf sous à leurs bouchers. Les suifs manquant à leur tour, les municipalités s'étaient chargées de la distribution des chandelles; on ne pouvait en obtenir que de temps à autre, et au moyen de cartes délivrées à l'avance. De leur côté, les administrations du département et des districts avaient été forcées, malgré leurs occupations toujours croissantes, de réduire les heures de travail de nuit. En distribuant ses chandelles par bureaux, le directoire de Belfort avait déclaré ses agents responsables de l'emploi qui en serait fait, avec menace, pour ceux qui en mésuseraient, d'être poursuivis comme dilapidateurs des biens de la république.

Nous venons de voir que l'État savait bien, quand il le fallait, se mettre au-dessus des lois du *maximum* et de la taxe : il en était ainsi pour tout. Les ouvriers qu'il employait jouissaient de si grands avantages, qu'on ne pouvait plus s'en procurer ailleurs. A leur tour, les fonctionnaires se permirent

1794.

d'imiter l'État, et, comme lui, savaient se mettre, à l'occasion, au-dessus des lois. Quand ils voulaient se procurer de la viande, ils consentaient à en payer la moitié du prix, au moins, en numéraire. Mais quand les particuliers en agissaient ainsi entre eux, de gré à gré ; quand un cabaretier vendait une choppe de vin, quelques sous au-dessus de la taxe, ou refusait quelqu'assignat ; quand un de ces cultivateurs écrasés par d'incessantes réquisitions se refusait à faucher et à voiturier, lui-même, au lieu qui lui était assigné, des foins d'émigrés ou de défenseurs de la patrie, on n'hésitait pas, sur la première dénonciation venue, à traduire, au plus vite, tous ces mauvais citoyens devant le tribunal révolutionnaire.

On arriva ainsi à l'époque des récoltes : tout faisait présager qu'elles seraient abondantes et que les populations allaient enfin être dédommagées des souffrances qu'elles avaient éprouvées. Aussi le district de Colmar, dans un arrêté dithyrambique, célébrait-il « la saison avançant les récoltes au-delà des époques ordinaires, et la nature prouvant son alliance avec la république française », le tout, pour conclure au prompt engrangement et au battage des grains, à l'effet de remplir, au plus tôt, les magasins de l'État. Ici encore, le mécompte fut grand : on n'eut que des récoltes fort médiocres, ravagées qu'elles furent par un fléau destructeur, les souris, qui dévorèrent en grande partie les blés, ainsi que les légumes, le maïs et les pommes de terre. Pour comble de malheur, une grêle épouvantable dévasta, le 4 thermidor (22 juillet), les banlieues de Colmar et des villages environnants. Mais ce n'était là, pour les Représentants, que des détails insignifiants ; avant tout, il fallait pourvoir aux besoins de l'armée. En conséquence, des commissaires furent nommés, chargés de procéder à la rentrée des récoltes, dans le plus court délai ; tous les bras valides étaient mis en réquisition. Le délai fixé étant expiré, sans que

l'opération fût achevée, les communes de Houssen, Bischwihr, Fortschwihr, Muntzenheim, Durrenentzen, Urschenheim, Widensohlen, Andolsheim, Wihr et Horbourg, furent occupées militairement, avec menace, pour les autorités, d'être arrêtées et traduites au tribunal révolutionnaire, si les blés n'étaient engrangés et battus, dans les trois jours. 1794.

Dans le même moment, les Représentants et les agents des subsistances pressaient, avec force imprécations et menaces, la rentrée des contingents en fourrages et avoines, qui étaient en retard ; et bien que, sur cet article aussi, la récolte eût été insuffisante, le département parvint à réunir trois cent mille quintaux de foin et quatre cent mille quintaux de paille. Quant aux deux cent cinquante mille boisseaux d'avoine qu'on exigeait de lui, il fut hors d'état d'y satisfaire, quoique l'on eût saisi chez les patriculiers toute l'avoine disponible, en ne réservant que la quantité strictement nécessaire pour le service des postes.

Mais ce n'était pas tout que de fournir les denrées requises ; il fallait encore les livrer au lieu qui avait été indiqué à l'avance. Cette partie des réquisitions était peut-être, de toutes, la plus pénible pour les gens de la campagne. Il s'agissait d'approvisionner, à la fois, les places fortes, plusieurs camps, de nombreux hôpitaux, mais surtout les armées en mouvement et les parties des frontières les plus menacées par l'ennemi. A chacun de ces services étaient préposés des Représentants et de nombreux agents, qui, uniquement préoccupés de leurs affaires propres, se contredisaient, se contrecarraient dans leurs réquisitions, sans se préoccuper des embarras qu'ils créaient aux administrations locales et aux particuliers. Tout ce qui était disponible en charrois, chevaux, bestiaux, y compris les vaches mêmes, était constamment sur pied et à la discrétion du premier agent militaire venu. Le plus effroyable désordre régnait dans le service. Quatre cents

1794. ————— voitures sont requises, le 16 prairial, pour charger, dans les quarante-huit heures, à Lure et Belfort, des subsistances en destination pour Landau et Germersheim. Les deux cents voitures fournies par le district d'Altkirch se présentent au lieu du chargement et reviennent à vide : rien n'était prêt. Quelques jours après, trois cents chevaux sont requis, pour être employés *momentanément* au service de l'artillerie : trois mois après, les propriétaires en réclamaient encore, avec instance, le retour ; il en revint huit.

Presque toujours, les voitures, arrivées à destination, étaient retenues, poussées plus loin, gardées des mois entiers. La moitié de l'attelage, pour le moins, périssait d'épuisement, et souvent le malheureux voiturier, qui ne parvenait pas à se faire payer et n'avait pas même le droit de vendre sa voiture et ses bêtes, prenait le parti d'abandonner le tout et de rentrer seul dans ses foyers. Quand le district de Belfort vit que l'on retenait ainsi ses charrois, il décida, par un arrêté, que tous ceux des départements voisins qui arriveraient à Belfort seraient retenus, à leur tour, et concourraient à ses transports pour le Bas-Rhin. Enfin, pour remédier à ces abus, on eut l'excellente idée de créer un parc desservi, à l'aide de relais régulièrement établis, par une suite de voitures se relevant de dix jours en dix jours. L'organisation était parfaite ; elle fonctionna, à dater du 7 vendémiaire. Dès le 16, les réquisitions particulières reprenaient de plus belle. Le district de Colmar fournissait trente voitures, par jour, pour le service du parc : d'un seul coup, on lui en demanda trois cents autres. Une fois parties, elles furent retenues comme auparavant. Tous les abus se reproduisirent ; le labour était devenu impossible. Le 18 brumaire, les citoyens de seize communes, qui s'étaient déclarés hors d'état de satisfaire à de nouvelles réquisitions, furent arrêtés et traduits au tribunal révolutionnaire : ce jour même, les représentants Féraud et Neveu

frappaient encore le département d'une réquisition particulière de 1400 voitures et bêtes de trait !

1794.

Quand, pour excuser ce système de rigueurs, on vient dire qu'il était commandé par la situation, nous l'admettons sans peine ; mais exalter, comme on le fait chaque jour, un pareil régime, cela passe toute imagination. Ah ! lorsqu'on étudie de près cette terrible époque, on revient bien vite de cette admiration si prodiguée à ces prétendus sauveurs de la patrie, dont tout le système gouvernemental consistait à multiplier à tort et à travers les réquisitions, sans se préoccuper des possibilités et des nécessités des administrations et des particuliers. « Il nous faut, criaient-ils chaque jour, il nous faut tant d'hommes, tant de subsistances, tant de moyens de transport : si tout cela n'est pas livré dans tel délai, nous vous guillotinerons, nous vous incarcérerons, nous vous ruinerons en garnisaires. » Et quand les populations, haletantes de misère et de douleur, ne s'exécutaient pas d'assez bonne grâce, ils accusaient leur patriotisme. Pour eux, ce n'était pas assez que de voir tomber la victime : il leur eût encore fallu les poses du gladiateur mourant.

La situation des administrateurs du département et des districts était des plus pénibles et des plus difficiles. Ils avaient à veiller au salut de leurs administrés, mais il leur fallait, avant tout, pourvoir, sous leur responsabilité personnelle, à l'exécution des réquisitions. D'un autre côté, les partis étaient toujours en présence, dans les communes, et la tranquillité publique constamment menacée : un rien, un faux bruit, pouvait donner lieu à une explosion. Partout circulaient des nouvelles alarmantes sur le sort des armées. Un instant, on put craindre, à Rouffach et dans les villages environnants, des scènes rappelant les plus mauvais jours du moyen-âge : le bruit s'était répandu qu'on avait empoisonné les puits. Dans tout le district de Colmar, les esprits furent,

— quelque temps, en grande fermentation ; on disait que les
1794. assemblées primaires allaient être convoquées, pour décider
s'il y avait lieu, ou non, de conserver le régime républicain.
D'autre part, les affaires religieuses continuaient à être une
des grandes préoccupations du moment. Enfin on ne saurait
dissimuler que les lois révolutionnaires sur la taxe, le *maxi-
mum*, l'approvisionnement des marchés, étaient ouverte-
ment violées, dans le département. Les assignats, partout re-
poussés, se dépréciaient de plus en plus : dès les premiers
— jours de l'année, on en trouvait, à Bâle, tant qu'on voulait,
au prix de trente-quatre francs ; ils ne valaient plus que vingt
francs, à la fin de l'année.

La situation devenait des plus critiques. Les administra-
teurs en affrontaient les dangers, avec une constance et un
courage dignes d'éloges ; mais il y avait des moments où le
cœur semblait leur manquer. Se sentaient-ils au-dessous de
leur tâche ? Répugnaient-ils à trop sévir contre leurs conci-
toyens ; ou bien cherchaient-ils à dégager leur responsabilité ?
Peut-être y avait-il de tout cela à la fois. Toujours est-il qu'à
ces heures de découragement, ils appelaient du dehors l'en-
voi de tribunaux ou de commissions extraordinaires. Ces
vœux impies n'étaient que trop souvent renouvelés, et il a
fallu des circonstances toutes providentielles, pour conjurer
l'orage que ces imprudents appelaient incessamment sur la
tête de leurs malheureux concitoyens.

Une première fois déjà, en décembre 1793, nous avons vu
le Haut-Rhin échapper à Hérault, qui était venu y installer le
régime de la Terreur. L'épuration des autorités, la réorganisa-
tion de la Société populaire de Colmar, l'établissement d'un
comité central d'activité révolutionnaire, les attributions ré-
volutionnaires conférées au tribunal criminel, tels étaient
les premiers actes qui avaient signalé son apparition dans le
pays. Les arrestations en masse, les condamnations à mort,

avaient suivi de près. On pouvait s'attendre à tout de l'homme dont on venait de recueillir ces mots : « J'ai semé des guillottes sur ma route, et je trouve que cela produit de bons effets. » Nous avons fait connaître les circonstances singulières qui mirent fin à la mission de Hérault. 1794.

Quelques jours après, le Haut-Rhin était menacé de la visite d'Euloge Schneider, qui venait de parcourir le département du Bas-Rhin avec sa Commission ambulatoire, son armée révolutionnaire et la guillotine. Tout en fauchant des têtes sur son passage, il était arrivé à Schlestadt. Là, il n'avait pris que le temps de faire exécuter deux paysans de Scherwiller, et s'en était retourné au plus vite, à Barr, pour se marier, et de là, à Strasbourg, où il se savait menacé, par les menées des jacobins français et de la Propagande. C'est ce qui sauva le Haut-Rhin, car le tribunal extraordinaire, auquel Schneider était attaché, en qualité de commissaire et d'accusateur public, avait été institué pour le Haut-Rhin, aussi bien que pour le Bas-Rhin.

A peine le département venait-il d'échapper à ce double danger, que trois soi-disant délégués des assemblées primaires demandaient au Ministre qu'on envoyât, au plus vite, un André Dumont, escorté d'une armée révolutionnaire et de la guillotine, pour régénérer le pays. Le département, à qui cette adresse fut communiquée, ne rougit pas de prendre, dans le même sens, un arrêté qui fut adressé à la Convention. « Lis cet extrait du registre des séances publiques de l'administration du département du Haut-Rhin, écrivait le représentant Lémane au ministre. Sois sûr qu'au premier moment libre, je me transporterai dans ce département, pour le travailler vigoureusement, et, en cas de besoin, écraser les coupables de tout le poids de la vengeance nationale. »

Bientôt, en effet, des commissions extraordinaires vinrent, du dehors, travailler le Haut-Rhin et le régénérer ; mais leur

1794.

existence ne fut qu'éphémère, et elles n'eurent pas le temps de faire le mal qu'on en attendait. L'événement prouva donc qu'on pouvait se passer d'elles et que les administrateurs suffisaient à la tâche. L'arsenal des lois révolutionnaires leur était ouvert ; ils pouvaient y puiser à pleines mains. D'ailleurs, le Haut-Rhin possédait les éléments essentiels du régime de la Terreur : les comités de surveillance et le tribunal révolutionnaire, avec leurs accessoires, c'est-à-dire, avec l'échafaud, les prisons pleines et les mesures arbitraires.

De toutes les institutions du régime révolutionnaire, les comités de surveillance ont été, sans contredit, la plus odieuse, la plus vexatoire, la plus abhorrée par les citoyens. La police de bas étage, l'espionnage, la confection des listes de suspects, les arrestations, voilà ce qui constituait le fond essentiel de leurs attributions. Colmar, pour sa part, possédait quatre de ces comités, un par canton ; mais bientôt la brouille se mit dans le ménage ; ils se contrecarraient dans leurs opérations, et Hérault de Séchelles les réduisit à deux. Les conflits n'en continuèrent pas moins ; chacun d'eux défendait ses droits avec fureur. Au mois de nivose, le comité du deuxième canton avait ordonné l'arrestation de la dame de Bergeret et de ses six enfants. Trois de ces enfants, âgés de onze, sept et six ans, avaient été, lors de l'exécution de la mesure, laissés dans la maison de leur mère ; le comité protesta énergiquement contre cet *élargissement*, par la raison, disait-il, qu'ils avaient été *condamnés* comme les autres. Vrais foyers de délation, ces comités étaient chargés de l'ouverture des lettres venant de l'étranger, de l'espionnage des marchés, des visites domiciliaires, soit de jour, soit de nuit : aussi peut-on se figurer à quelle espèce de gens ces missions étaient confiées : le style et l'orthographe de leurs procès-verbaux le montrent de reste.

Toutefois ces comités ne se recrutaient pas partout dans le

parti révolutionnaire. Il y avait des localités presque entièrement aristocrates, et les comités, composés exclusivement d'hommes de ce parti, ne se faisaient pas faute de persécuter les rares patriotes de la commune. Le département, il faut lui rendre cette justice, se montrait assez impartial et réprimait les abus partout où ils lui étaient signalés : seulement le difficile était de les connaître. On comprend combien, dans les communes rurales surtout, une pareille institution se prêtait à la satisfaction des haines et des vengeances particulières. Indépendamment des visites domiciliaires et des arrestations, les comités imposaient souvent des taxes arbitraires. Dans les communes où les choses se passaient le plus honnêtement, à Altkirch notamment, on se bornait à imposer aux *demi-suspects* des fournitures d'effets de linge pour les Volontaires du district. Ces fournitures variaient, suivant le plus ou moins d'aisance, de cinq cents chemises à quelques paires de bas. Mais, dans la plupart des localités, c'était en argent que s'imposaient les taxes ; elles se percevaient, sans qu'il en fût tenu note ni délivré de quittance, et alors le receveur du district n'en voyait que ce qu'on voulait bien lui remettre, le surplus se consumant trop souvent en débauches et en orgies.

En fait de haines, il n'en était pas de plus ardentes que celles qui s'étaient concentrées et amoncelées dans le cœur de certains curés constitutionnels. L'occasion de les assouvir, que leur offrait l'institution des comités de surveillance, était trop belle pour qu'ils la laissassent échapper ; et cependant la loi leur défendait d'en faire partie. Parmi les plus violents se distinguait un nommé Werner, curé de Spebach-le-haut, qui, tout en s'effaçant derrière le comité de surveillance, inspirait ses décisions et rédigeait ses délibérations. Ennemi de Clavé, ancien procureur-syndic, et alors commissaire national près le tribunal du district d'Altkirch, il eut assez de crédit pour le faire arrêter par le comité de cette petite com-

1794.

1794.

mune, et détenir pendant plusieurs mois, sous prétexte qu'il quittait son poste deux fois par semaine, qu'il feignait d'être patriote, etc. Il faisait prononcer force amendes contre les citoyens qui ne suivaient pas son culte ou ne faisaient pas leurs pâques dans son église. A Sainte-Croix, c'était bien autre chose encore : le curé Fischesser s'était fait le secrétaire du comité, dont les membres, choisis dans deux ou trois familles du lieu, se réunissaient dans la salle à manger du presbytère. Quatre-vingt-neuf personnes, parmi lesquelles beaucoup de jeunes filles, furent arrêtées et détenues, parce qu'elles s'étaient refusées à assister à ses offices ; on leur imposa, en outre, le paiement d'une somme de 1967 francs, pour frais de garde et autres. Quand le moment de vérifier les écrous fut venu, on trouva bien d'autres détenus qui avaient été arrêtés pour le même motif, ou seulement parce qu'ils n'avaient pas salué leur curé.

Grâce à ces comités de surveillance, les commissaires extraordinaires et aussi les Représentants aidant d'ailleurs, on conçoit que les prisons ne devaient pas tarder à se remplir. Les prétextes, pour cela, étaient faciles à imaginer ; mais quand les raisons manquaient, on se passait d'en indiquer sur l'écrou, ainsi que le constata plus tard l'agent du comité de salut public Garnerin. La catégorie la plus nombreuse était celle des citoyens que leur éloignement pour la Constitution désignait comme suspects : à cette classe appartenaient tous les détenus colmariens. On en vit qui furent arrêtés, relaxés et repris jusqu'à trois fois, pour cause de sûreté générale. Après la catégorie des ennemis de la Constitution, venait celle des fanatiques, parmi lesquels un grand nombre de religieuses arrêtées, pour avoir refusé ou rétracté le serment civique. A l'époque du 9 thermidor, le nombre des détenus s'élevait, pour le département du Haut-Rhin, à 690 individus, dont 129 prêtres. Colmar seul figurait, dans ce nombre, pour un contingent de 126 personnes.

La classe des déportés comprenait surtout les individus coupables, non de faits d'émigration, qui étaient punis bien plus rigoureusement, mais de faits assimilés à l'émigration. C'est en cette matière surtout, que la sévérité des lois fournissait aux comités de surveillance un moyen facile de satisfaire leurs haines. Un citoyen qui leur déplaisait s'absentait-il quelques jours seulement, vite on portait son nom sur la liste des émigrés; ses biens étaient séquestrés, et il ne pouvait rentrer chez lui, sans s'exposer à des peines terribles. Il est en Suisse, à une petite distance des frontières, un pèlerinage depuis des siècles en vénération: c'est celui de Notre-Dame-de-la-Pierre. Au mois d'août 1792, au moment où la patrie venait d'être déclarée en danger, la municipalité de Landser avait, par une complaisance coupable, délivré des passeports pour ce pèlerinage à dix jeunes gens de sa commune, qui en avaient profité pour désertir lâchement. Depuis cette époque, le district d'Altkirch traitait impitoyablement comme émigrés tous ceux qui passaient la frontière, sous quelque prétexte que ce fût. Au mois de ventose, un grand nombre de femmes du Village-neuf furent portées sur la liste des émigrés, parce qu'elles avaient cru pouvoir aller s'approvisionner au marché de Bâle. Le département cassa cette décision, en considération de la bonne foi de ces femmes. Quelque temps après, le district en usait de même à l'égard de quelques malheureux de Brunstatt, qui, le 8 décembre 1793, c'est-à-dire trois mois auparavant, s'étaient rendus à Notre-Dame-de-la-Pierre, fait pour lequel ils avaient déjà subi des peines de police. Considérés comme émigrés, ils furent obligés de s'enfuir; leurs biens furent confisqués. Beaucoup de femmes et de jeunes filles furent successivement arrêtées, pour faits du même genre, et ne recouvrèrent leur liberté qu'après le neuf thermidor.

1791.

Les parents d'émigrés, alors même qu'ils ne correspondaient

1794. — pas avec eux, pouvaient être, d'après les lois de l'époque, traités avec une certaine rigueur. Sous ce rapport, l'administration du Haut-Rhin usa, tant qu'elle le put, de tous les ménagements conciliables avec ses devoirs. Un jour vint cependant où il lui fallut recourir à des mesures rigoureuses. Dans son zèle inconsidéré, Larcher, procureur-syndic du district, dénonça au département un numéro du journal *Le Batave*, qui désignait, comme appartenant à l'état-major du prince de Condé, les noms de de Rocque, Bruges, de Rocque de Bouillon, Bergeret, Kœnig, Labadie, les trois frères Spitz, Antoine, fils de l'avocat, Duboys fils et Schirmer, tous de Colmar. Dès lors on crut devoir sévir contre leurs pères et mères. Les uns furent atteints dans leur fortune, les autres, dans leur liberté. Parmi ceux qui furent importés à l'intérieur, se trouvait le vieux major Duboys, qui, après cinquante-six années de service, dont trente passées à Colmar, était privé de sa pension, sans ressource aucune, infirme et presque aveugle; et le comité de surveillance, qui l'avait fait arrêter, annotait ainsi son dossier: « homme populaire, probe et honnête, un peu dévot. »

Et les prisons allaient ainsi s'emplissant chaque jour; et à mesure qu'elles s'encombraient, il fallait en créer de nouvelles et déverser le surplus dans l'intérieur. Pour le district de Colmar seul, on avait converti en lieux de détention, indépendamment du couvent des Augustins et du collège, à Colmar, la maison des récollets à Kaysersberg, celles des émigrés Reich, Klinglin et d'Anthès, à Kientzheim, Oberhergheim et Soultz, et enfin, la commanderie de Rouffach. Quant aux détenus colmariens, ils furent répartis, les uns à Chauvirey, Jussey et Besançon; les autres, en bien plus grand nombre, à Langres. Tantôt on les groupait par familles entières: c'étaient là les mieux partagés; tantôt on les séparait; quelques uns étaient gardés à vue à domicile. Quant à ceux qu'on avait laissés

libres, à Colmar, ils usaient leurs yeux dans les larmes ou à rédiger des pétitions pour les absents. S'il ne se fût agi que d'eux-mêmes, peut-être n'eussent-ils rien demandé; ils auraient, en tout cas, gardé quelque dignité. Mais, ces êtres chers qui gémissaient là-bas, dans les angoisses, loin du foyer domestique, qu'advviendrait-il d'eux? Quel sort leur était réservé? Oh! pour ceux-là, on ne rougissait pas de se faire bien petit, bien humble, vil même. A les voir ainsi prosternés, le front dans la poussière, loin de s'indigner, on se sent ému, on admire presque: cette coupe d'humiliation, qu'ils vident ainsi à longs traits et comme avec délices, rappelle de loin le verre de sang de la jeune Sombreuil.

Du reste, la compassion pour les détenus était générale à Colmar, même chez leurs adversaires politiques les plus prononcés: la Société populaire en produisit de touchants exemples. Il semblait évident que ces arrestations, ces détentions, étaient autant de gages donnés à la révolution, pour éviter des rigueurs et des sacrifices plus douloureux. Ce qui prouve combien ce milieu était, en général, modéré, c'est l'influence qu'il exerçait immédiatement sur les Représentants qui venaient activer, dans le Haut-Rhin, le régime révolutionnaire, et sur les commissions extraordinaires, chargées de l'appliquer dans toute sa rigueur. Dès leur arrivée, on les voyait s'occuper de visiter les prisons, de vérifier les écrous et d'élargir quantité de détenus.

Quant au district, plus spécialement chargé de surveiller le régime intérieur des prisons, il se montrait inégal, dans ses décisions. Plein d'humanité pour ce qui regardait les mesures générales, il était souvent rude, tracassier, dans les détails. Quoique les détenus fussent divisés en trois classes, suivant leur position de fortune, ils mangeaient à une table commune. Ceux qui possédaient quelques ressources étaient obligés d'entretenir ceux qui n'avaient rien. On les forçait de payer,

mais on ne leur permettait pas de disposer de leur argent.

1794. La dame de Boug, détenue à Langres avec deux petits enfants, avait prié un huissier de lui adresser une somme de 3600 francs, dont elle avait le plus grand besoin : le district intercepta l'envoi et disposa de l'argent. Elle demanda que du moins on lui fît parvenir, pour ses enfants, quelques confitures qui étaient restées dans sa demeure : le district fit rechercher les confitures et les envoya aux hôpitaux.

Sous bien des rapports, les simples suspects n'étaient pas mieux traités que les émigrés et les déportés : on se saisissait de leur argent, pour le convertir en assignats. A la suite d'une dénonciation faite au comité de surveillance du deuxième canton de Colmar, on trouva dans la maison de la dame Fériet, derrière une porte dérobée, pratiquée dans la boiserie, une cassette et une grande boîte contenant de l'argenterie : le trésor fut confisqué et le dénonciateur reçut le vingtième de sa valeur. Pendant l'absence des détenus, on vidait leurs caves ; les matelas et le linge étaient livrés à l'administration militaire, les tonneaux mis au service des places fortes. Un marchand de fer, nommé Reiner, qui avait laissé, à son départ, son magasin parfaitement approvisionné, le trouva complètement vide à son retour ; tous les outils et ustensiles en avaient été retirés, pièce à pièce, et vendus aux prix du *maximum* et contre assignats. On voyait aussi des femmes d'émigrés, profitant des lois immorales de l'époque, faire prononcer leur divorce pour partager avec la nation et retirer la portion de biens, qui leur revenait dans la communauté.

Quant aux maisons des émigrés et des détenus, elles avaient été mises à la disposition de l'autorité militaire. Ainsi, à Colmar, la maison Queffemme fut convertie en atelier d'armes, mors et éperons ; un autre établissement du même genre s'installa au coin de la rue des Juifs et des Blés, dans la maison d'Ostermeyer, ancien procureur au Conseil, pendant qu'il

était détenu à Langres, avec sa femme et ses neuf enfants. _____
La maison de Bergeret, rue des Capucins, reçut les ateliers 1794.
du bottier et du culotier du 9^e régiment de cavalerie ; celle
de Disberger fut mise, avec les lits de l'ex-conseiller Boisgau-
tier, à la disposition du citoyen Garnerin, commissaire du
comité de salut public, dont nous aurons à parler plus tard.

CHAPITRE VIII.

1794 (Suite.)

Le tribunal révolutionnaire continue à fonctionner. — Condamnation à mort de l'ancien maire de Pfaffenheim. — Création d'une commission extraordinaire par Lacoste et Baudot. — Delâtre en est le président. — Installation de la commission. — Condamnation à mort du commandant Müller. — Élargissement des détenus de Ste-Croix. — Suppression de la commission Delâtre. — Mission de Foussedoire dans le Haut-Rhin. — Élargissement de détenus. — Épuration des autorités. — Renouvellement du tribunal criminel. — Boucta nommé président. — Condamnation à mort d'émigrés rentrés : Léger Dürrig, de Leymen. — Bernard Meyer, de Niedermuespach. — Jacques Weibel, de Wattwiller. — Amand Bernard, prêtre à St-Pierre. — Condamnations à mort pour assignats faux. — Jean Claude Naas, de Dannemarie. — Urs Stimpfling, de Folgensbourg. — Alexis Vasseur, de Nancy. — Sacrifices nombreux du Haut-Rhin. — On rend justice à son patriotisme. — Mort héroïque du jeune Dupont. — Mission de Garnerin. — Il s'applique à dénigrer le département. — Il sollicite l'application des voies de rigueur. — Agiotage sur les assignats. — Mesures proposées par le département. — Echange de cinq millions d'assignats. — Probité des administrateurs. — Leur sollicitude pour les objets d'art. — Casimir Karpf. — Formation des bibliothèques de districts et du musée départemental. — Conservation des archives. — Organisation de l'instruction publique. — Efforts pour propager l'usage de la langue française. — Saisie du *Messenger boiteux* de Colmar. — Etat déplorable des hôpitaux. — Inhumanité des voituriers chargés du transport des malades. — Charité des dames de Colmar. — Grande mortalité. — Mort de l'évêque Martin. — Ses derniers efforts pour le maintien du culte. — Culte de la Raison. — Répugnance des populations. — Programme des fêtes décadaires. — Fêtes civiques. — Fête de l'anniversaire de la prise de la Bastille.

Pendant que les comités de surveillance s'appliquaient à remplir les prisons de suspects, le tribunal révolutionnaire

fonctionnait, de son côté, avec activité. Il y avait à peine dix jours que le prêtre Thomas était monté à l'échafaud, quand le tribunal prononça une nouvelle peine capitale. Un attroupement menaçant pour les patriotes avait eu lieu à Pfaffenheim ; un coup de feu avait été tiré d'une fenêtre. Dominique Braun, ancien maire du lieu, accusé d'être un des instigateurs du complot, comparut devant le tribunal révolutionnaire, le 12 nivose (2 janvier) ; il fut condamné à mort et exécuté, le même jour. Dans l'espace de deux mois, à dater de ce jour, cent trente condamnations à des peines plus ou moins fortes furent prononcées, pour cause politique ou pour contraventions aux lois du *maximum*, de la taxe, etc. Un instant, le tribunal parut disposé à se dépouiller de ses attributions révolutionnaires ; il ne les conserva qu'à la suite d'une mesure générale prise par le district de Colmar. Les feuilles publiques de Strasbourg annonçaient qu'une Commission extraordinaire venait d'être créée, pour le Haut-Rhin, par les Représentants du peuple en mission.

Le fait était vrai : les imprudentes sollicitations des administrateurs du Haut-Rhin avaient été écoutées. Le 6 pluviôse, le jour même où le représentant Lémane écrivait la lettre menaçante que nous avons citée plus haut, ses collègues Lacoste et Baudot rendaient un arrêté, qui était ainsi conçu :

« Considérant que la partie de la République, qui formait la ci-devant Alsace, était peuplée d'une masse d'individus plus attachés aux tyrans de l'Autriche, qu'à la République française, qui conspiraient nuit et jour pour rentrer sous la domination de leurs anciens maîtres ; que, pour arrêter le cours de leurs complots par une mesure urgente de sûreté générale, il a fallu ordonner des arrestations les plus multipliées.

Considérant que tous les lieux de détention, maisons d'arrêt, sont partout encombrés, que les scélérats, qui sont incar-

1794.

cérés, ourdissent encore de nouvelles trames du fond de leurs retraites, et font craindre pour des événements dangereux, si on ne se hâte d'en faire faire justice.

Considérant que si, pour leur jugement, il fallait être astreint aux formes juridiques prescrites par les lois, il serait impossible, *puisque d'un côté, on ne pourrait se procurer de Jurés dans une étendue de plus de cent lieues, dont les deux tiers des habitants ont émigré, et dont la majeure partie du tiers restant se trouve peut-être leurs amis, parents ou complices; et que, de l'autre, l'usage des formes enlèverait un temps infini, qui ne permettrait plus d'apercevoir la fin du jugement de cette grande masse de contre-révolutionnaires.*

Considérant enfin que cette classe d'êtres si dangereux à la République sont hors des termes de la loi; que la sûreté actuelle de ces frontières commande impérieusement des mesures extraordinaires, créent une commission.

Les citoyens Delâtre, président du tribunal criminel du département de la Moselle; Mulot, juge du tribunal de district de Bitsche; Adam l'aîné, juge du tribunal militaire à l'armée de la Moselle; Neumann, accusateur public près le tribunal criminel du Bas-Rhin; Fibich, fils, de Strasbourg, et Altmeyer, accusateur public près le tribunal criminel de la Moselle, en seront les membres : le premier comme président, les quatre autres comme juges, et le sixième comme accusateur public.

Pour rendre ses jugements, elle ne sera assujettie à d'autres formes, *que de faire paraître le prévenu, de l'entendre : si la preuve de ses délits est écrite, le jugement sera prononcé de suite; s'il n'existe pas de preuves écrites, des témoins seront appelés, et la déposition uniforme de deux, que les faits sont constants, sera suffisante pour opérer la conviction.*

La Commission sera constamment ambulante; elle exercera ses fonctions dans les départements des Haut- et Bas-Rhin,

et fera exécuter ses jugements dans les 24 heures, à la requête de l'accusateur public, et dans les lieux qu'elle désignera comme les plus susceptibles d'avoir sous les yeux des exemples. 1794.

Elle connaîtra de toutes les actions, projets, écrits et propos contraires aux progrès de la Révolution, d'inexécution et infraction à tous les arrêtés des Représentants du Peuple, du discrédit des assignats, du trafic du numéraire, de la différence des prix, de la hausse excessive des denrées et du refus d'en livrer, sans l'apparence d'espèces sonnantes, de tout ce qui concerne l'exécution de la loi du *maximum*, du refus ou retard des contingents par nous requis pour le complément des magasins militaires; de l'infidélité des recensements exigés par la loi ou par nos arrêtés.

Tous les détenus, dont l'instruction de la procédure sera commencée par les tribunaux criminels et militaires, seront par eux achevés, mais sans autres formes, que celles ci-dessus déterminées. •

Les termes de cet arrêté indiquaient assez nettement dans quel esprit devait agir la Commission : la nomination de Delâtre, comme président, eût suffi, au besoin, pour le faire connaître.

Delâtre, de Metz, était un des membres les plus ardents de cette infâme Propagande, dont les faits et gestes sont inscrits au *Livre bleu*. C'était, dit-on, un prêtre défroqué : nous n'avons pu vérifier le fait, mais ce qui le rend probable, c'est la haine implacable qu'il témoignait contre tout ce qui touchait aux choses de la religion. Il avait fait adopter par le club des jacobins de Strasbourg la motion, que tout prêtre, qui ne se déprêtriserait pas dans les vingt-quatre heures, serait arrêté. Un autre jour, il avança à la tribune que Jésus-Christ était le plus grand charlatan qui eût jamais existé :

1794.

le savetier Jung et le philosophe Butenschœn, qui avaient demandé grâce du moins pour Jésus *sans-culotte*, furent arrêtés dans la nuit. Vers la fin de l'année 1793, Delâtre se mit en route, avec quelques-uns de ses collègues de la Propagande, pour prêcher et inaugurer le nouveau culte de la Raison dans plusieurs villes du Haut-Rhin et du Doubs. Voici comment se terminait le discours, où il rendait compte de son apostolat aux jacobins de Besançon : « Je me résume. Exterminer par le fer de la loi tous les aristocrates, voilà ma première proposition ; sévir sans pitié contre les modérés, voilà la seconde ; établir, à l'instant, une Commission révolutionnaire, voilà la troisième. »

On le voit, Delâtre avait toutes qualités pour présider la Commission extraordinaire créée par Baudot et Lacoste. Dès son arrivée à Colmar, le 6 ventose, il fit vérifier ses pouvoirs par le directoire du département, et il fut convenu que la nouvelle Commission serait solennellement installée, le jour même. A trois heures de l'après-midi, les administrateurs du département et du district, le conseil général de la commune, les juges des divers tribunaux et autres officiers civils et militaires, se réunirent à l'hôtel du département. Les membres de la Commission s'étant présentés, à leur tour, le cortège se mit en marche, précédé d'un détachement de canonnières à cheval, qui avait escorté les nouveaux magistrats, de Strasbourg à Colmar. Après quatre haltes et autant de proclamations de l'arrêté du 6 pluviôse, on se rendit au temple de la Raison. Larcher, qui remplissait les fonctions de président du département, monta à la tribune et prononça un discours analogue à la circonstance. Il reçut ensuite le serment des membres de la Commission, qui vinrent, l'un après l'autre, jurer de maintenir l'unité et l'indivisibilité de la république, la liberté et l'égalité, jusqu'à la mort, et de remplir révolutionnairement leurs fonctions, avec zèle et courage. A son

tour, Delâtre monta à la tribune et prononça un discours souvent interrompu par les applaudissements de l'assemblée et les cris réitérés de vive la république ! « Plus de modération, s'écria-t-il, la république ou la mort. Terrasser nos ennemis, les prêtres contre-révolutionnaires, les marchands d'argent ; surveiller les juifs, faire approvisionner les marchés, procurer la valeur réelle aux assignats, telles sont nos occupations. » La cérémonie terminée, le cortège reprit le chemin de l'hôtel du département, où l'on dressa le procès-verbal d'installation. 1794.

Dès le lendemain, le nouveau tribunal révolutionnaire se mit à l'œuvre. Aux termes de l'arrêté du 6 pluviôse, il devait terminer les procédures commencées par les tribunaux criminels et militaires : on chercha donc celles qui pouvaient être en état. Il s'en trouva une prête : celle de Müller, ancien commandant de Lauterbourg, détenu pour avoir écrit et envoyé des secours en argent à son fils émigré. L'infortuné fut amené devant les juges, interrogé par le président et condamné à mort. Le même jour, à cinq heures, il montait à l'échafaud. Telle fut la précipitation avec laquelle on procéda, qu'il ne fut pas même rédigé de jugement.

Cette exécution produisit une sensation douloureuse, à Colmar : c'est la seule dont on ait gardé le souvenir. La tradition prétend généralement que Müller aurait pu sauver ses jours, en niant le fait qui lui était reproché, et que le tribunal, lui-même, lui en avait suggéré les moyens, par la manière dont on lui avait posé les questions : c'est une erreur. Toute dénégation était impossible, puisque le fait était prouvé par écrit. Seulement, dans l'interrogatoire qu'on lui avait fait subir, lors de son entrée en prison, Müller avait déclaré qu'au moment où il correspondait avec son fils, il ignorait que celui-ci fût porté sur la liste des émigrés ; mais ce système était tout aussi insoutenable, et le juge qui l'interrogeait, lui fit

observer qu'il avait rempli précédemment diverses obligations que la loi imposait aux parents d'émigrés.

1794.

Ce qui est vrai, c'est que l'arrestation du commandant Müller remontait au 10 frimaire; son interrogatoire était du 12. Or, en laissant, sans autre suite, pendant près de deux mois, un fait pour lequel la loi prescrivait une justice sommaire, il était évident qu'on entendait le laisser impuni. Müller, fils de l'ancien Préteur, comptait de nombreux amis, à Colmar, où il jouissait de l'estime générale. Il serait donc resté, comme oublié, en prison, jusqu'à ce que des circonstances plus propices lui en eussent ouvert les portes. Malheureusement la commission Delâtre était venue déranger ces combinaisons. Il lui fallait une tête, à tout prix et sur l'heure : on lui offrit celle de Müller ; il n'y avait que celle-là de disponible.

Le soir même de l'exécution, à la séance de la Société populaire, un membre se leva et proposa de voter des remerciements à la Commission, pour l'acte de justice qu'elle venait d'accomplir. Delâtre eut le bon goût de demander, lui-même, l'ordre du jour, en ajoutant que le tribunal n'avait fait que son devoir.

Ce fut là, du reste, le seul acte de rigueur de la Commission. On se rappelle ce motif de l'arrêté du 6 pluviôse : « Considérant que les maisons d'arrêt sont partout encombrées; que les scélérats qui sont incarcérés, ourdissent encore de nouvelles trames, du fond de leurs retraites, et font craindre pour des événements dangereux, si on ne se hâte d'en faire justice. » C'était bien là aussi ce qui s'était dit, dans le temps, pour justifier les massacres de septembre. Chose étrange, cet effrayant appel à la rigueur n'engendra, à Colmar, que des actes de clémence.

Quand Delâtre se fit représenter les registres d'écrou, pour rechercher *les scélérats qui, du fond de leurs retraites, our-*

dissaient de nouvelles trames, il fut fort étonné de ne rencontrer que des malheureux arrêtés pour les motifs les plus vagues et les plus futiles. Il tomba, tout d'abord, sur les quatre-vingt-neuf victimes du curé Fischesser, de Ste-Croix. Après une enquête sommaire sur les lieux, la Commission interrogea les quarante détenus désignés par le comité de surveillance, comme étant les plus coupables : chacun de ces interrogatoires aboutit à une mise en liberté immédiate. A plus forte raison en eût-il été ainsi des autres ; mais la Commission fut subitement interrompue dans ses travaux. Rappelée à Strasbourg, le 17 ventose, elle fut supprimée, peu de jours après, par un arrêté du comité de salut public, circonstance fort heureuse pour le département, car évidemment les choses ne se seraient pas toujours passées d'une façon aussi bénigne. Après s'être occupée des prisons, la Commission allait aborder la question des assignats, du *maximum*, de la taxe, du double prix : c'était là la partie faible, et il n'est pas douteux que le pays n'eût expié, par de douloureux sacrifices, les contraventions qui se commettaient journellement à cette partie des lois révolutionnaires.

Quant aux détenus de Ste-Croix, le district de Colmar se chargea de compléter la tâche entreprise par la Commission. Boucta fut nommé commissaire, pour procéder à une nouvelle enquête et à l'interrogatoire de ces malheureux, qui furent tous élargis. En revanche, le curé Fischesser fut arrêté, lui-même, quelques jours après, par les ordres du représentant Foussedoire, et importé à Langres.

Au moment où Lacoste et Baudot créaient la Commission révolutionnaire présidée par Delâtre, la Convention nationale cédant, de son côté, aux instances des administrateurs du Haut-Rhin, envoyait le représentant Foussedoire en mission extraordinaire dans le département. Le 29 pluviôse, il se présente à la Société populaire de Colmar, présidée par Boucta,

1794.

1794.

et prononce un discours entièrement dans le sens de la Terreur. Il expose l'objet de sa mission et tonne contre l'inexécution des lois, dans ce pays, aussi bien que contre la faiblesse des autorités. C'était là, en vérité, une leçon parfaitement méritée. Par sa persistance à appeler des secours révolutionnaires du dehors, l'administration semblait proclamer elle-même son peu d'énergie et son impuissance. Boucta répond à Foussedoire : il rappelle la triste situation dans laquelle se trouvait le département, avant l'arrivée de Hérault et depuis son départ. « Mais, ajoute-t-il, Foussedoire paraît, nous sommes sauvés. »

Le lendemain, on célébrait l'anniversaire de la mort du dernier *tyran*. Le soir, la Société populaire était réunie ; les autorités s'y trouvaient, Foussedoire également. On prononça la mise en liberté de quarante détenus ; on voulait en élargir bien davantage. Foussedoire, qui venait, dans le Haut-Rhin, réveiller par des mesures rigoureuses l'esprit révolutionnaire engourdi ; qui, lui-même, après les journées de prairial, allait être arrêté, avec les montagnards les plus fougueux ; Foussedoire se borna à faire observer que, pour ce jour-là, c'en était assez.

Dans le courant de germinal, le Représentant procéda à l'épuration des autorités constituées. C'était, suivant les motifs de son arrêté, « le meilleur moyen, pour établir avec succès le gouvernement révolutionnaire, que d'éloigner des fonctions publiques ces hommes tièdes, pusillanimes, fanatiques ou méchants, qui étaient indignes, par leur conduite ou leurs sentiments, de diriger les intérêts du peuple. » L'épuration devait se faire partout, en présence du peuple assemblé, et dans les Sociétés populaires, comme centre et foyer du patriotisme ; à leur tour, celles-ci devaient s'épurer elles-mêmes. Hérault venait de périr sur l'échafaud : Foussedoire déclara qu'il fallait exclure des fonctions publiques ceux

qui avaient été ses partisans reconnus. On parut même, un instant, vouloir user de quelque rigueur, à leur égard. De la Rue, curé et agent national à Huningue, qui, depuis longtemps, fomentait par ses intrigues le trouble et la désunion dans cette ville, fut arrêté et transféré à Langres. Les scellés furent apposés et des visites opérées chez quelques citoyens de Colmar, qui avaient été en rapports intimes avec Hérault; l'un d'eux fut même arrêté pendant quelques jours. On s'entint-là cependant, et, de tous ceux qui étaient alors en fonctions, un seul, d'Aigrefeuille, fut éloigné de l'administration du département où il siégeait.

1794.

Il n'y eut donc, en définitive, que très peu de modifications dans la composition des autorités constituées du département et des districts. Cela devait être, puisque l'épuration se faisait au sein des Sociétés populaires, dont les fonctionnaires étaient, en général, les membres les plus actifs et les plus influents. Il n'en était pas de même, dans les villes moins importantes et dans les communes rurales. Là, les partis étaient bien plus tranchés; l'esprit contre-révolutionnaire dominait presque partout. Dans les localités où l'on était parvenu à imposer des municipalités patriotes, l'épuration les renversa toutes; mais comme elle ne pouvait avoir d'effet, qu'après avoir été approuvée par le Représentant, on y laissa subsister l'ancien état de choses. Guebwiller possédait une Société populaire, dont les sentiments étaient en complète opposition avec ceux de la population et de la municipalité. Celle-ci, s'arrogeant un droit qu'elle n'avait pas, s'avisa de la supprimer tout à fait, sous prétexte d'épuration; mais son arrêté fut cassé, et deux membres de la Société de Colmar furent chargés de reconstituer celle de Guebwiller. On voit, d'après cela, que le système de régénération, que se proposait Foussedoire, n'aboutit pas : les choses restèrent sur l'ancien pied.

1794. Seul, le tribunal criminel fut complètement renouvelé. Le malheureux Rapinat, dont la vie s'est usée à se rendre partout antipathique, et qui, trois fois déjà, avait été repoussé par la Société populaire, Rapinat fut remplacé comme président par Boucta. Le tribunal, après le départ de la commission Delàtre, continua à sévir énergiquement contre les infractions aux lois révolutionnaires. Plusieurs condamnations à mort vinrent successivement frapper des individus portés sur les listes d'émigrés, et qui étaient rentrés en France, dans les circonstances les plus gracieuses. On comprend combien devait être misérable, à l'étranger, la situation de la plupart de ces malheureux. Aussi saisissaient-ils avec transport toutes les occasions qui semblaient devoir mettre un terme à leur exil. A chaque instant se répandaient des bruits d'amnistie; beaucoup se crurent autorisés à rentrer avec ces nombreux paysans du Bas-Rhin, que la peur d'une réaction violente avait déterminés à passer le Rhin, après la retraite de l'ennemi. On en vit qui, fixés depuis bien des années à l'étranger, étaient loin de se douter qu'ils eussent été portés sur les listes d'émigrés; d'autres enfin, bravant tous les dangers, rentraient sur le sol français, chassés par la faim ou par la nostalgie.

Ainsi furent condamnés à mort par le tribunal criminel du Haut-Rhin, jugeant révolutionnairement, et exécutés le jour même :

Le 22 floréal (12 mai), Léger Dürriig, âgé de 23 ans, marguillier à Leymen. — Il avait quitté le pays, depuis quelques mois, à cause des vexations que lui faisait subir le comité de surveillance de sa commune, qui voulait le faire arrêter comme suspect.

Le 16 prairial (5 juin), Jacques Weibel, âgé de 55 ans, de Wattwiller. Il avait fait partie, pendant quelque temps, de la légion de Mirabeau.

Le 9 messidor (28 juin), Bernard Meyer, âgé de 25 ans, tisserand, de Niedermuespach. — Il avait été porté sur la liste des émigrés, pendant qu'il était en pèlerinage à Notre-Dame-des-Ermites. 1794.

Le 15 brumaire (7 novembre), Jean-Nicolas-Amand Bernard, âgé de 45 ans, ex-curé de St-Pierre, district de Benfeld, prêtre déporté. — La misère l'avait poussé à rentrer en France. « Si vous me croyez à charge à la république, écrivait cet infortuné au président du tribunal, faites-moi déporter une seconde fois, attendu que je ne connaissais pas le sort des déportés rentrant dans la république, et je n'y rentrerai plus qu'avec la permission expresse de la nation. Je subis déjà le sort et la condamnation d'un jugé, avant le jugement rendu, me voyant réduit au pain et à l'eau, privé de ma liberté, couché par terre sur une botte de paille, rongé de la vermine et des insectes, jour et nuit, sans sommeil et sans force d'esprit ni de corps, sans parler des rigueurs de la saison; rentré pour avoir voulu manger les miettes de pain que l'on ne refuse pas aux chiens, ni aux chats, aux rats et souris. » Et malgré sa misère, il tenait encore à la vie, le malheureux; et il demandait qu'on lui donnât un défenseur. Mais la loi de l'époque ne comportait pas de pareils tempéraments: l'ecclésiastique rentré, convaincu d'être sujet à la déportation, était interrogé par le tribunal, livré, dans les vingt-quatre heures, à l'exécuteur, et mis à mort.

Le lendemain et le surlendemain, 16 et 17 brumaire, deux autres têtes roulaient sur l'échafaud. Jean-Claude Naas, âgé de soixante ans, ci-devant procureur de la préfecture de Haguenau, et Urs Stimpflin, âgé de quarante-cinq ans, laboureur à Follgensbourg, furent condamnés, pour fait d'émigration, compliqué de port d'assignats faux. Déjà le 7 prairial précédent, un nommé Alexis Vasseur, de Nancy, avait été condamné et exécuté, pour un fait du même genre, ce qui

— porte à onze le nombre des condamnations capitales prononcées, en moins de onze mois, pour causes révolutionnaires.

1794.

Ces exécutions, celles qui étaient ordonnées par les commissions militaires établies à la frontière, c'étaient là, avec les prisons pleines, autant de gages donnés au régime de la Terreur, et l'on peut dire que, même sous ce rapport, les administrateurs du Haut-Rhin se faisaient tort, quand ils appelaient du dehors des commissions extraordinaires. Du reste, ils le sentaient si bien eux-mêmes, que, lorsqu'à la suite de leurs imprudentes provocations, les Représentants lançaient quelqu'arrêté insultant pour le patriotisme du pays, ils ne trouvaient pas de termes assez énergiques pour protester contre ces injustes récriminations; et alors, ils énuméraient tous les sacrifices que, depuis le commencement de la révolution, le département du Haut-Rhin s'était imposés, en hommes, en prestations et en dons de tous genres. Sans doute, parmi ces dons il en était beaucoup dont un vain retentissement avait exagéré l'importance, et qui avaient eu pour mobile la vanité ou la peur, plus peut-être que le patriotisme. C'est ainsi qu'on avait fait grand bruit, dans le temps, de quelques bijoux déposés par de pauvres détenus sur l'autel de la patrie; des deux petits canons livrés par le poète Pfeffel, après la dissolution de son école militaire; des piques offertes par de jeunes citoyennes; de la clef d'argent, aux fleurs de lys d'or, qui, en 1742, avait été présentée au tyran Louis XV, à son passage à Altkirch. On parlait alors beaucoup aussi d'une souscription, pour la construction d'un vaisseau, appelé le Haut-Rhin, dont les listes se couvraient de signatures. Tout cela était beau, sans doute, mais ce qui était vraiment patriotique, c'étaient ces populations se dépouillant, à l'entrée de l'hiver, d'une portion de leurs vêtements, qui allaient s'amasser et pourrir dans les magasins de l'État; mourant de faim, à côté des greniers publics regor-

geant de blés ; s'épuisant en réquisitions impitoyables. Ceux qui voyaient les choses de près et sur les lieux, comme Fous-sedoire , ou qui avaient pour mission de contrôler sérieusement toutes les opérations de cette nature , comme la commission des subsistances de la Convention , savaient bien à quoi s'en tenir : « On rend ici justice aux habitants du Haut-Rhin, écrivait le député Johannot. Il n'est aucun département où les réquisitions aient été plus promptement exécutées, et où l'on ait mis plus d'empressement à se dépouiller entièrement, pour fournir aux besoins des défenseurs de la patrie. »

1794.

Nul non plus n'avait donné à l'armée de plus vaillants soldats : chaque jour, presque, apportait au département des bulletins, les uns douloureux, les autres glorieux. Au mois de ventose, il apprenait que son 4^e bataillon avait fait des pertes cruelles, en Vendée. Presqu'au même instant, il recevait un certificat du conseil d'administration de la légion du Nord, visé par le général Westermann, constatant le décès du capitaine Philippe Dupont, fils du juge de paix de Kaysersberg, mort dans la vingtième année de son âge. Laissons parler le bulletin : « Dans la malheureuse affaire de Châtillon, après avoir fait d'inutiles efforts pour arrêter ou repousser l'ennemi, il a eu la grandeur d'âme de préférer une mort glorieuse à l'esclavage ou à la fuite. Frappé du coup mortel qui nous l'a enlevé, sa voix mourante répétait encore aux fuyards, en leur montrant l'ennemi : Lâches, où fuyez-vous ? voilà votre chemin ! »

Et tandis que ce jeune héros mourait ainsi pour la patrie, son nom était porté sur la liste des émigrés ; son père, sa mère, sa sœur, considérés comme parents d'émigré, étaient détenus, l'un à Soultz, les autres à Kaysersberg !

Mais tous ces sacrifices étaient en pure perte : le pays et ses administrateurs continuaient à être décriés par les Représentants. Ceux-ci, absorbés par les soins des armées et les préoc-

1794.

cupations de la guerre, ne voyaient, le plus souvent, que par les yeux de quelques commis, qui usaient le peu de chevaux de poste encore valides à se faire promener, d'une extrémité du département à l'autre, et revenaient ensuite pleins de fiel et de calomnies. De tous ces agents, celui qui semble avoir poussé le plus loin l'esprit de dénigrement, c'est le citoyen Garnerin, qui devait être, un jour, un aéronaute distingué, mais qui, à l'époque dont nous nous occupons, était un assez triste politique.

Garnerin, employé dans les bureaux de la Convention, avait reçu du comité de salut public la mission de se rendre dans les départements des Haut et Bas-Rhin et du Mont-terrible, pour surveiller les autorités constituées, et rechercher les conspirateurs et les ennemis de la révolution. Il devait écrire au comité, tous les cinq jours au moins, et lui transmettre les notes et les renseignements d'après lesquels il aurait fixé son opinion. Après une première tournée, destinée à lui donner une idée générale du pays, il s'arrêta quelque temps dans le Bas-Rhin, « le moins mauvais des trois qui me sont confiés, écrivait-il, où les autorités supérieures en masse ont vraiment de bonnes intentions, parce que c'est de celui-là qu'il sera possible de tirer quelques hommes, pour régénérer les autres départements. » En revenant du Mont-terrible, il passa inognito à Ensisheim : « Quand j'y suis arrivé, dit-il, dans un rapport daté de là, on m'a refusé à coucher et à manger, parce qu'on voyait que j'étais *français* et que je ne payais pas en argent. Les prêtres, les nobles, les parents d'émigrés, tout jouit de la plus grande sécurité. Le président du comité de surveillance, perruquier, loge chez lui un ci-devant jésuite. » Quelques jours après, la municipalité d'Ensisheim tout entière fut enlevée, avec quelques ex-religieuses, par ordre du comité de salut public. Ils restèrent tous détenus, jusqu'après le neuf thermidor, sans avoir jamais connu le véritable motif de leur arrestation.

Après avoir terminé ses tournées, Garnerin établit son quartier général à Colmar, où il se logea, lui et sa famille, dans la maison Disberger, que l'on mit à sa disposition. C'est de là qu'il entretenait sa correspondance, tant avec le comité de salut public, qu'avec les Représentants en mission à l'armée du Rhin. « Les autorités, la Société populaire, tout est mauvais, tout est à renouveler. » C'était là son *delenda Carthago*. Un instant, il eut l'idée, dans son indignation, d'aller s'en expliquer, lui-même, à Paris, et il écrivait, à cette occasion, au représentant Lacoste : « Tu connaissais déjà le mauvais esprit de ce département, la faiblesse coupable des hommes chargés d'en faire exécuter les lois. Ma détermination est de me rendre auprès du comité de salut public, pour lui représenter et lui peindre, de la manière la plus vive, cette situation du département du Haut-Rhin, et de l'engager à l'emploi des mesures fortes, que je crois seules capables d'y mettre les lois du gouvernement révolutionnaire à exécution. »

Disons le mot vrai, ce mot qu'on avait la pudeur de ne pas prononcer, mais qui se cachait sous cette phraséologie de mesures *fortes*, d'exécution des lois *révolutionnaires* : ce qu'on voulait, c'était la guillotine en permanence, pour la répression des contraventions en matière de taxe, de *maximum*, de double prix ; et voilà ce à quoi ne pouvaient se résoudre les autorités du département. Il y avait, en effet, quelque chose de profondément douloureux, dans la situation faite à ce pays, par ces sacrifices, par ces réquisitions sans nombre, dont nous avons présenté le tableau. Quant aux assignats, la position du Haut-Rhin était absolument la même que celle du Bas-Rhin, que l'on exaltait si souvent à son détriment. Leur discrédit tenait au voisinage des frontières, de Bâle et de Mulhouse notamment, où l'on trafiquait sur le papier-monnaie à bureaux ouverts ; il tenait surtout à l'agiotage effréné auquel se livraient les juifs. Garnerin signalait le fait au comité

1794.

— 1794. de salut public: « Les juifs, disait-il, entretiennent un agiotage épouvantable. Il est tel d'entre eux, riche de quinze à vingt millions eu assignats, et qui n'a pas un sou de propriété foncière. » A maintes reprises, le district et la Société populaire de Colmar, aussi bien que les jacobins de Strasbourg, avaient voté l'expulsion des juifs ou leur déportation en masse. Tous les Représentants, les commissaires en mission, partageaient ces mauvaises dispositions à leur égard. En 1795 encore, un émissaire du comité des assignats, nommé Périet, demandait qu'on saisis leurs caisses et leurs portefeuilles. Ce fut, cette fois, le district de Colmar, lui-même, qui prit leur défense, en déclarant la proposition attentatoire aux droits sacrés de la propriété et de l'égalité.

Garnerin disait donc vrai, quand il dénonçait au comité de salut public le discrédit où l'agiotage avait fait tomber les assignats ; mais il en imposait, quand il osait écrire que le département n'avait rien tenté pour en arrêter les effets. Le département, au contraire, avait depuis longtemps réclamé l'absurde mesure qui consistait à supprimer le cours du numéraire, pour mieux favoriser celui du papier-monnaie ; et quand la Convention s'y fut refusée, il proposa l'échange forcé de cinq millions d'assignats contre pareille somme en numéraire ; mesure adoptée par Foussedoire, continuée par Hentz et Goujon, et, plus tard, appliquée également au département du Bas-Rhin.

La Société populaire de Neuf-Brisach alla plus loin encore dans ses incriminations. Composée, en grande partie, de militaires, cette Société, qui déjà avait fait mettre en accusation sa propre municipalité, qu'un décret de la Convention renvoya bientôt à ses fonctions, osait écrire au directoire du département: « C'est parmi vous que siègent les agioteurs: vous êtes donc bien éloignés d'en empêcher les suites si funestes. » Accusation bien injuste, car non seulement aucun d'eux ne

s'est avili par un trafic pareil, mais la seule spéculation sur les biens nationaux leur inspirait une répugnance qui s'est manifestée en maint arrêté. Le même sentiment éclatait souvent au sein de la Société populaire. En général, tous ces hommes, à part peut-être quelques infimes exceptions, ont été probes, et la moindre insinuation malveillante, à cet égard, les a toujours trouvés d'une excessive susceptibilité. 1194.

A l'époque où l'on s'occupait de recueillir les métaux de toutes sortes, provenant des églises, il se commit, dans ce département, comme partout alors, de déplorables violations de sépultures. C'est ainsi que l'on exhuma les cercueils qui renfermaient les restes des anciens seigneurs de Ribeaupierre. En continuant les recherches, on trouva, enfoui dans un caveau dépendant de la chancellerie, un vase en vermeil d'un travail admirable, que le département fit apprécier par des experts et déposer ensuite au musée de Colmar. En 1814, le roi de Bavière, descendant des Ribeaupierre, obtint, à ce qu'il paraît, du gouvernement français, la restitution de ce vase, sans qu'aucun écrit, ni reçu, en eût constaté la remise. Un préfet de la restauration crut devoir, un jour, interpellé par écrit, au sujet de la disparition de cet objet d'art, deux membres de l'ancienne administration, dont l'un était alors conseiller, l'autre, ancien greffier en chef, à la cour royale. Tout en donnant les explications qu'on leur demandait, ils profitèrent de la circonstance pour protester, avec beaucoup de dignité, en leur nom et au nom de leurs anciens collègues, contre tout soupçon de nature à entacher la loyauté et la dignité de leurs actes.

Et ils disaient vrai. Du reste, ce fait prouvait autre chose encore : c'est l'attention apportée par le département à la conservation des objets d'art. Il y avait eu, sous ce rapport, bien des actes regrettables commis, dans les premiers temps de la

1794. — révolution. Des administrateurs inintelligents avaient, par des ventes en bloc de tout ce qui composait le mobilier des établissements religieux, laissé se perdre bien des objets précieux par leur antiquité ou par leur valeur artistique. Plus tard, quand il s'agit de faire disparaître ce qu'on appelait les signes du fanatisme et de la féodalité, on eut à déplorer des actes d'un vandalisme vraiment sauvage. Le département s'empessa de lancer partout des adresses et d'envoyer des commissaires, pour préserver des mutilations ce qui méritait d'être conservé. C'est ainsi que le musée de Colmar s'enrichit de quelques tableaux et sculptures d'anciens maîtres connus, tels que Martin Schœn et Albert Dürer. Un artiste distingué, Casimir Karpf, lui fut un auxiliaire puissant, dans cette circonstance : c'est à lui que l'on doit la conservation des divers objets d'art, d'un travail précieux, qui se trouvaient dans l'église de la commanderie d'Isenheim.

Dès l'année 1791, le département avait également compris la nécessité de centraliser au chef-lieu les livres, médailles, gravures, etc., provenant des bibliothèques des maisons religieuses supprimées. La mesure s'exécuta assez bien pour le district de Colmar, qui compta au nombre de ses bibliothécaires Lersé, d'abord, puis le pasteur Lucé, et Marquair, qui, lui-même, fut remplacé par Butenschœn, professeur d'histoire à l'école centrale, jadis l'ami et le partisan dévoué d'Euloge Schneider. Dans les autres districts, celui d'Altkirch notamment, on commit des dilapidations regrettables. Le commissaire chargé de dresser le catalogue de la riche bibliothèque de l'abbaye de Lucelle, constata, au mois de mai 1792, un bris de scellé, qui, très-probablement, avait été suivi de détournements importants. Plus tard, on vendit beaucoup de ces livres en bloc, avec le mobilier du couvent, et des antiquaires de Bâle eurent l'adresse d'y faire comprendre les ouvrages les plus précieux. Il en fut à peu près de même de la belle biblio-

thèque des capucins de Blotzheim, qui renfermait de curieux monuments typographiques des premiers temps de l'invention de l'imprimerie. Tel fut le désordre qui présida au maniement de ces livres, qu'en l'an 6 encore, il se trouvait plus de trois cents volumes déposés chez l'ancien président du comité de surveillance de la commune.

1794.

Lors de la célébration de deux fêtes civiques, on brûla en place publique, à Colmar, quantité de parchemins, manuscrits, titres divers, qui provenaient des archives des chapitres et corps ecclésiastiques, ainsi que des chancelleries des maisons seigneuriales. On mit un terme à ces honteuses saturnales, qui avaient ainsi dévoré des documents précieux pour l'histoire; et encore cette mesure ne fut-elle prise que parce qu'au mois de prairial an 2, l'agence des armes et munitions de guerre de la république ordonna au département de rassembler tous les parchemins encore existants dans les archives des églises, maisons religieuses, collèges et tribunaux, pour en faire des gargousses. Plus tard, en l'an 7, le ministre de l'intérieur prescrivit l'envoi à Paris de ce fonds; mais fort heureusement, ces instructions ne furent point exécutées, et, de nos jours, le cartulaire du Haut-Rhin est resté un des plus intéressants qui existent.

C'était l'administration du département, de concert avec les Sociétés populaires, que la loi chargeait du soin d'organiser l'instruction primaire, particulièrement en ce qui concernait la propagation de la langue française; et, sous ce rapport, il y avait fort à faire en Alsace. Au moment où éclatait la révolution, en 1789, on ne comptait guère qu'un Alsacien, sur trois cents, possédant l'usage du français, quoique ce fût en cette langue que se rédigeaient, en vertu d'une ordonnance du 30 janvier 1785, tous les actes publics et les procédures. Strasbourg faisait seule exception, sur ce point; l'usage exclusif de la langue allemande avait été conservé au Magistrat,

1794. — jusqu'à la révolution; et les efforts pour faire prédominer l'allemand, dans les rapports des administrations avec le public, continuèrent, quelque temps encore, même au sein de la Société populaire. Mais bientôt il y fut mis bon ordre par le parti des jacobins français et par la Propagande. C'étaient, à chaque instant, des discussions sur les moyens à adopter contre les Alsaciens qui ne possédaient pas la langue française. Les uns voulaient qu'on les déportât; les autres, qu'on leur fit faire une promenade à la guillotine, pour opérer leur conversion. Les plus modérés se bornaient à demander que l'on fit échange d'une colonie alsacienne, qui serait transportée à l'intérieur, contre autant de citoyens ne parlant que le français, qui viendraient s'établir en Alsace.

Dans le Haut-Rhin, le directoire du département adressa une circulaire aux municipalités, aux comités de surveillance et aux Sociétés politiques, pour réclamer leur concours; il proclamait hautement, d'ailleurs, que la *francilisation* devait être la base de l'éducation. On fit appel, de toutes parts, à des instituteurs capables de propager, dans le pays, l'usage de la langue française; les conditions les plus avantageuses leur étaient offertes. Il en fallait quatre cents: on en réunit quarante à peine; et encore les communes, qui en furent dotées, montrèrent-elles fort peu d'empressement à leur confier leurs enfants. Il est vrai que les parents avaient quelque fois de fort bonnes raisons pour cela, quand, par exemple, ils voyaient qu'à Thann, la lecture et la récitation des Droits de l'homme formaient l'élément essentiel de l'instruction, avec force médailles décernées aux élèves qui se distinguaient le plus dans ce genre d'exercice. Pour vaincre la résistance des communes et rendre l'instruction obligatoire, on ne craignit point d'employer les voies de rigueur. Le district de Colmar fit arrêter et détenir, pendant quinze jours, la municipalité de Holtzwihr, parce que l'école avait été délaissée, durant trois mois consé-

cutifs. Il imagina aussi, à la même époque, pour amener le peuple à se familiariser avec le calendrier républicain, de faire saisir à l'imprimerie Decker, soixante mille exemplaires du *Messenger boiteux*, dont le papier dut être converti en cartouches. Enfin, un journal périodique, destiné à l'éducation de la population des campagnes, fut fondé, sous le nom de *Feuille villageoise*, par quelques hommes intelligents, à la tête desquels se trouvait Blanchard, secrétaire du district ; mais cette publication n'eut qu'une existence éphémère. 1794.

Les presbytères devaient être consacrés aux besoins de l'instruction publique. La nation s'en était emparée, comme elle avait fait de presque tous les établissements religieux, devenus sans objet, depuis la cessation de tout culte. La plupart de ces bâtiments, à Colmar, avaient été mis à la disposition de l'autorité militaire. Le couvent des capucins servait de caserne à une compagnie de vétérans ; celui des dominicains fut occupé par la gendarmerie, qui, plus tard, fut transférée à St.-Jean et remplacée par deux dépôts de cavalerie. Quant aux couvents des Unterlinden et des Catherinettes, ils furent convertis en hôpitaux militaires.

La ville de Colmar était, à cette époque, décimée par une fièvre putride qui y faisait les plus grands ravages ; l'encombrement et le mauvais état des prisons y avaient beaucoup contribué. Les nombreux malades transportés à l'hospice civil n'y recevaient que des soins insuffisants, par suite de l'état de dénûment général où l'on se trouvait réduit. C'était avec les plus grandes difficultés qu'on parvenait seulement à leur procurer du bouillon, car on avait refusé à l'hospice le droit, que partout s'étaient arrogé les fournisseurs de l'État, de se procurer de la viande en la payant au-dessus de la taxe. Mais qu'était-ce que cela, en comparaison de l'horrible situation des hôpitaux militaires ! Celui des Unterlinden notamment, humide, malsain, était encombré de galeux et de blessés renvoyés des

1794.

armées, et que l'on évacuait d'un hôpital à l'autre, à mesure qu'ils étaient transportables. Les galeux étaient couchés deux à deux, sur des paillasses remplies de paille pourrie, et garnies d'un drap et d'une couverture, qu'on renouvelait à peine tous les mois. Les blessés étaient, pour la plupart, à trois dans un même lit. C'était dans la salle où ils étaient ainsi parqués, sous leurs yeux, que se pratiquaient les opérations chirurgicales les plus douloureuses. Les médicaments, l'alimentation, objet de malversations de tous genres, étaient de la plus mauvaise qualité. « Quant aux infirmiers, dit un procès-verbal de visite, signé par quatre officiers municipaux et par l'agent national de la commune, on les a pris parmi des journaliers nés dans la fange, crapuleux, n'ayant ni pitié, ni propreté, ni soins. » Voilà comment on avait remplacé les bonnes sœurs hospitalières, renvoyées, persécutées, emprisonnées même, pour n'avoir pas osé prêter un serment qui froissait leur conscience.

Ce n'était pas, toutefois, que la charité fût entièrement exclue de ces tristes lieux : elle était représentée par une association de dames de la ville, appartenant à tous les partis, et qui se réunissaient, sous la direction de l'ex-chanoine Zénobie Müller et de la citoyenne Rauch, leur présidente, pour faire de la charpie et préparer les bandages destinés aux blessés. Un jour, la Société populaire, reconnaissante de leur dévouement, invita la citoyenne Rauch aux honneurs de la séance, après avoir reçu le baiser fraternel du président. Du reste, leur charité revêtait plus d'une forme. Parfois, pendant le travail en commun, au milieu des causeries familières, un soupir vainement étouffé, une larme essuyée furtivement, reportait soudain les pensées vers les exilés de Langres. Un profond silence répondait à ces muettes douleurs ; mais, après la séance, les heureuses du jour députaient quelques unes d'entre elles, ou bien rédigeaient une courte supplique, qui

rarement restait sans écho dans les conseils de l'administration ou aux réunions de la Société populaire.

1794.

Les communes rurales, chez lesquelles se trouvaient cantonnées des troupes en détachement, se refusaient à fournir les locaux nécessaires pour recevoir les galeux. Un commissaire des guerres de Neuf-Brisach, nommé Cacheux, s'empara, de vive force, des presbytères de sa circonscription, pour y installer ce service. On voulut en faire autant à Giromagny : le presbytère devait recevoir les convalescents des hôpitaux de Belfort. Quand les voituriers se présentèrent, avec le mobilier nécessaire, ils furent maltraités par le peuple, les meubles jetés sur la voie publique et mis en pièces. Cependant l'encombrement était tel, dans les hôpitaux militaires, que l'on avait dû établir, dans les principales localités, telles que Rouffach, Guebwiller, Thann, des succursales, pour recevoir les malades transportables ; mais c'étaient les moyens de transport, qui faisaient défaut. On imagina alors, à Colmar, d'établir, en dehors des portes de la ville, des plantons chargés d'arrêter les voitures qui s'en retournaient à vide, après avoir transporté des subsistances pour les armées ; on forçait ainsi les voituriers à charger des malades et à les conduire à tel hospice du Haut-Rhin, qui leur était indiqué. Dans leur fureur, ces hommes, qu'on ne payait pas, qui revenaient avec des atelages épuisés, et que l'on détournait encore de leur route, s'en prenaient aux pauvres malades. Ils imprimaient à leurs voitures une allure telle, que beaucoup de ces malheureux arrivèrent morts, ou moururent, peu de jours après, des suites de ces courses précipitées.

On conçoit combien, dans les circonstances que nous venons de décrire, devait être grande la mortalité dans le département. A Colmar seul, on compta, en l'an 2, près de 3,500 décès. Il en fut, à peu près partout de même, surtout dans les localités où l'on avait établi des hôpitaux militaires.

1794. A Guebwiller, c'était par tombereaux que l'on transportait les morts au cimetière; on en versait le contenu, comme on eût fait d'un amas de décombres, et des hommes, armés de fourches, traînaient les cadavres entièrement nus jusqu'à la fosse qui devait engloutir ces tristes restes.

Au milieu des souffrances, des préoccupations de tous genres, qui pesaient sur les habitants de Colmar, ces convois funèbres qui traversaient les rues, silencieux, sans appareil religieux, et, la plupart, sans cortège, achevaient de donner à la ville un air morne et désolé. Un jour, le 22 juin, on en vit passer un, modeste comme tous les autres; quelques personnes cependant suivaient: c'était celui d'Arbogaste Martin, évêque constitutionnel du Haut-Rhin. Depuis assez longtemps déjà, il semblait tout-à-fait oublié. Quelles qu'aient pu être les erreurs de ce vieillard, ce n'était point, comme on l'a dit, un mauvais prêtre. Je ne sais où quelques écrivains ont trouvé qu'il avait été membre de la Convention et qu'il avait même voté la mort de Louis XVI: le fait est qu'il ne quitta jamais son poste. Quand les mauvais jours furent venus, il n'abjura point, comme Gobel; il ne se démit pas, comme son clergé. Après quelques années de lutte, Arbogaste Martin mourait, accablé de chagrins et de soucis. Il n'y avait plus alors, à Colmar, ni églises ni prêtres; les insermentés avaient abjuré. Ce furent des pasteurs protestants qui conduisirent au champ du repos le corps du premier évêque du Haut-Rhin.

La dernière fois qu'il avait quelque peu fait parler de lui, c'était à l'occasion des fêtes de Noël. Avant cela déjà, au mois d'août 1793, des catholiques avaient demandé à « faire une procession chrétienne, en l'honneur de l'Être suprême et de la vierge Marie, pour recommander, sous leurs auspices, l'unité et l'indivisibilité de la république. » L'autorité le leur avait permis, sous la seule condition, de choisir tout autre jour que le 15 août, l'édit de Louis XIII, relatif à cette céré-

monie, ayant été révoqué par l'assemblée législative. Bientôt l'évêque Martin avait vu sa cathédrale envahie par le culte de la Raison ; mais comme il se fiait encore , ou feignait de croire aux protestations de la Convention , qui ne cessait de proclamer le principe de la liberté des cultes, il demanda à l'administration qu'on lui délaissât, pour y célébrer la fête de Noël, l'église du collège, qui ne contenait alors que quelques effets militaires. De leur côté, les protestants firent une demande semblable, et le district, en accordant aux deux cultes l'usage de cette église, régla, en même temps, les heures aux quelles se célébreraient leurs services respectifs. Il s'ensuivit quelques désordres, qui fournirent à l'administration un prétexte pour revenir sur sa mesure. Le département prit un arrêté, dont la violence et la grossièreté contrastaient avec ses habitudes de modération. Le conseil général du district alla plus loin encore, et, fulminant contre les boutiquiers qui avaient fermé leurs magasins, le jour de Noël, arrêta que tout marchand, qui en ferait autant ou refuserait de vendre, les jours autres que le décadi, serait traduit au tribunal révolutionnaire.

Le culte de la Raison restait donc sans concurrence ; mais il n'en fut pas plus suivi pour cela. Tant que son temple resta ouvert, à Colmar, le peuple, qui devait y recevoir son éducation civique, s'abstint d'y paraître. Parfois, quelque pauvre femme, poussée par l'habitude ou par le regret, y pénétrait un instant, pour faire sa prière, comme par le passé : en présence de ces *profanations du fanatisme*, la municipalité crut devoir fermer le temple. Celle de Cernay en fit autant, huée et conspuée qu'elle avait été par les communes voisines, lors de la consécration de son église à la déesse Raison. Elle préféra la voir convertie en magasin à fourrages, par les soins du citoyen Gracchus Savanier, que d'y renouveler les saturnales dont elle avait été le théâtre. A Belfort, où l'on était

1794.

1794.

toujours disposé à passer d'un extrême à l'autre, le temple de la Raison avait vu célébrer, le 10 nivose, une fête en l'honneur de la prise de Toulon, qui avait fait grand bruit. Cortège officiel, hymnes patriotiques, discours du président de la Société populaire, rien n'avait manqué à la cérémonie, qui s'était terminée par une distribution de pain aux indigents. Quelques jours après, la municipalité, cédant à de nombreuses réclamations, renversait la montagne qui avait été élevée dans le temple, pour la relever, au mois de germinal, à l'occasion d'une seconde fête de la Raison, qui fut célébrée avec plus de pompe encore que la précédente.

Cependant la Société populaire de Colmar voulant ranimer le zèle des citoyens pour le culte nouveau, s'appliqua à en rendre l'exercice aussi attrayant que possible. Blanchard, secrétaire du district, fut chargé de dresser le programme des fêtes décadaires, en attendant celui que devait préparer le comité d'instruction publique, en exécution de la loi du 18 floréal. Le travail de Blanchard était bien fait, mais il ne devait pas donner un fidèle de plus au culte de la Raison. Comme concession aux anciennes habitudes du peuple, deux services devaient être célébrés, le décadi : l'un à neuf heures, l'autre à deux heures ; c'étaient, au temps passé, les heures de la grand'messe et des vêpres. De plus, aux hymnes et aux perpétuels discours sur les vertus civiques on avait ajouté une prière à l'Éternel, adressée avant et après chaque exercice, au nom du peuple, par un membre du conseil général de la commune. L'honneur de dire cette prière pouvait être déferé à tout citoyen qui se serait distingué, pendant la décade, par quelque action vertueuse.

Ces efforts, pour disputer le peuple à l'athéisme, étaient louables ; mais en vain espérait-on le rallier à un culte qui ne disait rien ni à son cœur, ni à son esprit, ni même à ses sens. Il n'y avait qu'une chose qui pût alors le distraire quelque

peu de ses préoccupations : c'étaient ces fêtes civiques, dont les détails empruntés à la mythologie païenne composaient, pour lui, un spectacle nouveau, dans lequel on lui faisait jouer un rôle. Les organisateurs s'évertuaient à en varier le programme autant que possible; mais il était bien difficile, en pareille matière, de toujours éviter la monotonie et la satiété, qui ne pouvait manquer d'en être la suite. Les principales fêtes célébrées, à Colmar, dans le cours de cette année, furent celles de l'anniversaire de la mort de Louis XVI, de l'Être suprême, du 31 mai, de la prise de la Bastille, du 10 août, des victoires, et enfin, de la fraternité. Nous nous bornerons à citer ici, à titre de *spécimen* le programme de la fête de la Bastille, tel qu'il fut arrêté par la Société populaire, sur la proposition de Quellain :

« Le cortège partira de la maison commune dans l'ordre suivant :

- 1° Un détachement de gendarmerie et de cavalerie.
- 2° Les tambours.
- 3° Grande musique.
- 4° Un groupe d'enfants des deux sexes.
- 5° La Bastille portée par des Volontaires, entourée par des enfants de la patrie armés.
- 6° Un groupe de citoyennes en habits blancs, écharpes tricolores et costumes français, portant des corbeilles remplies de fruits et des épis à la main. Elles chanteront des hymnes.
- 7° Une charrue traînée par des bœufs bien décorés; elle sera entourée par des citoyens en costume d'agriculteurs, qui porteront les attributs, gerbes, etc.
- 8° Un groupe d'adolescents.
- 9° Un char sur lequel se trouveront des vieillards, des blessés, des enfants et des mères allaitant leurs enfants.
- 10° Un groupe d'orphelins.
- 11° Un détachement de vétérans.

1794.

12° Les autorités constituées, en masse, décorées de leurs
1794. insignes.

13° La Société populaire.

14° Un détachement de vétérans armés de piques.

On se rendra au temple en traversant les grandes rues de la commune.

La montagne sera couverte de mères de famille, de vieillards, de blessés, d'enfants aux quels se joindront ceux trainés dans les chars.

La charrue sera placée au bas de l'autel de la patrie.

Ceux qui l'entourent resteront dans leurs places; le char restera devant la porte du temple.

Tout le monde sera confondu.

Il sera chanté des hymnes, avec la musique, et tenu un discours dans les deux langues.

On se rendra, dans le même ordre, à la maison commune, en passant par d'autres rues et chantant des hymnes.»

CHAPITRE IX.

1794 (Suite).

Société populaire de Colmar. — Lieu de ses séances. — Sa régénération par Hérault. — Elle est diffamée par Garnerin. — Son esprit. — Ses rapports avec Foussedoire. — Fête de l'anniversaire de la mort du roi. — Mariages républicains. — La Société provoque l'élargissement des détenus. — Les citoyennes assistent aux séances. — Une chasse aux souris. — Décadence et fin de la Société. — Situation religieuse du pays. — Quelques communes conservent leurs prêtres. — Culte constitutionnel. — Prêtres faisant l'éducation révolutionnaire de leurs paroissiens. — Exercice du culte dans le Sundgau. — Réunion d'Illfurth. — Mouvement religieux à Batzenheim. — Persistance des populations à chômer le dimanche. — Vœgel, à Türkheim. — Profession de foi religieuse dans les villages. — Les agents nationaux des districts dénoncent les prêtres aux Représentants. — Événements d'Hirsingue. — Hentz et Goujon ordonnent l'arrestation de tous les prêtres. — Le général Dièche, dans le Haut-Rhin. — Arrestation des prêtres et de quelques pasteurs protestants. — Mauvais traitements dont ils sont l'objet. — Condition des protestants en Alsace, depuis la révolution. — Réclamations des prêtres patriotes, abjurants ou mariés. — Émeute à Kœstlach. — Fête de l'Être suprême. — Autre arrêté de Hentz et Goujon. — Création d'une Commission révolutionnaire. — Arrestations à Colmar. — Tournée de la Commission dans le département. — Événements du neuf thermidor. — Élargissement des suspects. — Fin de la mission de Garnerin.

Les Sociétés populaires, on le sait, s'étaient arrogé la prétention de diriger l'esprit public et de faire l'éducation du peuple, en le façonnant au nouvel ordre de choses. Celle de Colmar, qui avait pris son rôle très au sérieux, présente elle-même une étude de mœurs fort curieuse à suivre. On y retrouve, parfois, comme un reflet en miniature des grandes

scènes de la Convention et des Jacobins, le tout, approprié aux petites passions de la localité et tempéré par la douceur des mœurs provinciales.

Transportons-nous dans l'ancienne salle des actes du collège, aujourd'hui l'oratoire protestant du lycée. Les sociétaires prennent place, dans l'enceinte, sur des bancs séparés par un couloir, et dans des espèces de loges étagées sur les côtés. Au fond, s'élève une estrade, avec une tribune, une table pour le président et les membres du bureau. Derrière, contre le mur, on distingue une bannière, un faisceau, une pique avec un bonnet phrygien : ce sont les attributs dont la Société se fait précéder, quand elle assiste à quelque cérémonie publique. Les galeries supérieures sont réservées au public, ou plutôt, au *peuple souverain*, qui doit être consulté dans les circonstances graves, et aussi, quand il s'agit d'épurer les autorités constituées et les membres de la Société.

L'histoire de la Société populaire de Colmar comprend deux périodes. La première, qui s'étend du jour de sa fondation, en 1791, à la fin de 1793, ne présente rien de saillant ; la seconde période, qu'on peut appeler la période militante, date de l'arrivée de Hérault de Séchelles dans le Haut-Rhin : c'est celle dont nous allons nous occuper.

Jusqu'alors, la Société s'était recrutée de tous ceux indistinctement qui se présentaient ; à vrai dire, elle n'avait pas de couleur tranchée. Quand Hérault vint installer le gouvernement révolutionnaire à Colmar, quelques uns des patriotes les plus prononcés se réunirent, au nombre de douze environ, chez l'un d'eux, le citoyen Gsell, tanneur, et formèrent le noyau d'un nouveau club, sous le nom de Société populaire révolutionnaire. Peu à peu, d'autres patriotes furent successivement affiliés ; ils étaient au nombre de quarante-huit, quand, le 1^{er} pluviôse, sous la présidence de Boucta, ils reprirent possession de la salle des actes du collège. Le bureau

de la nouvelle Société se composait d'un président, d'un vice-président, de deux secrétaires et de deux inspecteurs. 1794.

Dès son installation, la nouvelle Société eut à s'occuper de nombreuses demandes d'affiliation. D'après l'esprit qui avait présidé à sa réorganisation, on ne devait admettre désormais que des citoyens d'un patriotisme éprouvé ; mais, à cette époque de suspects et de Terreur, une foule de gens réclamaient avec instance leur affiliation, par peur, et pour se faire délivrer ainsi un certificat de civisme. Dans une ville peu considérable, comme l'était alors Colmar, il est rare que l'on ne compte pas des amis ou des relations dans tous les partis. On finissait toujours, même après avoir essuyé un ou deux refus, par être admis, sur la demande et moyennant la garantie de quelque patriote reconnu. Le même phénomène se produisit plus tard, quand on s'occupa de l'élargissement des détenus. Il s'ensuivit que, moins de quinze jours après sa réorganisation, la nouvelle Société se trouvait absolument composée des mêmes éléments que l'ancienne. Ce résultat fit pousser les hauts cris aux montagnards. Le 24 pluviose, on arrête qu'une nouvelle épuration aura lieu, pour purger la Société des aristocrates qui s'y sont glissés. Le passé politique de chaque sociétaire sera scruté avec le plus grand soin ; enfin, tous les membres de la Société et le peuple souverain des galeries seront invités à se prononcer sur son admission.

Une autre mesure est prise encore, à l'instar des jacobins de Paris : on prononce l'exclusion des nobles, des prêtres et des étrangers. Cependant un banc sera réservé aux citoyens de ces catégories, qui, d'eux-mêmes, se voueront à l'*ostracisme*. De nobles, il n'y en avait pas. Quant aux éléments étranger et clérical, ils étaient représentés, l'un, par un nommé Lieb, fixé en France depuis bien des années, officier municipal et cafetier ; l'autre, par Albert, ex-vicaire épisco-

1794. — pal, et Lucé, ministre protestant. A peine la motion de l'ost-tracisme est-elle adoptée, qu'ils se lèvent tous trois et vont, aux applaudissements de l'assemblée, s'asseoir au banc qui leur est désigné.

L'épuration décrétée se fit en présence de Foussedoire; elle porta sur les autorités, aussi bien que sur les sociétaires, et produisit les mêmes résultats que précédemment. On exclut seulement quelques individus, désignés comme des fanatiques incorrigibles, ou notoirement impopulaires, comme l'infortuné Ratinat, qui, d'abord maintenu, après avoir essuyé force outrages, fut repris ensuite et définitivement rejeté à la séance suivante. Au nombre des épurés, nous retrouvons une figure de connaissance, le brave Stockmeyer : c'était, paraît-il, l'enfant terrible de la Société. Il fut maintenu, mais avec invitation formelle de ne plus troubler les séances.

Furieux du résultat de la seconde épuration, les montagnards en demandèrent une troisième, basée sur un mode nouveau, qui prit beaucoup de temps à la Société, sans aboutir davantage; si bien, qu'à la date du 6 thermidor, Garnerin écrivait au comité de salut public : « La Société populaire de Colmar est détestable : il suffit de dire qu'elle compte plus de 450 membres. » Le représentant Fousiedoire ne partageait pas cette manière de voir. Souvent il assista aux séances de la Société, et en la voyant s'occuper avec activité des questions relatives à l'instruction publique, aux subsistances, aux hôpitaux, etc., il rendait hommage à son zèle et à son patriotisme.

Au point de vue révolutionnaire, elle cédait, il est vrai, aux idées du jour. On y vit trop souvent des démonstrations regrettables, telles que les applaudissements frénétiques qui accueillirent la nouvelle de la condamnation à mort, par le tribunal révolutionnaire de Paris, du malheureux Hell, ancien membre de la Constituante. Cependant on chercherait en vain,

dans ses délibérations, une de ces motions sanguinaires, ou enfantées par des cerveaux en délire, comme il s'en produisit si souvent, à cette époque. Sa grande préoccupation portait sur les juifs, dont elle ne se lassait pas de demander la déportation, pour raison d'agiotage, et sur le fanatisme, qui se manifestait, faute de mieux, par le chômage du dimanche. Un jour, c'était un samedi (vieux style) ; un membre arrive tout effaré et se précipite à la tribune : « On s'apprête à célébrer demain le dimanche, s'écrie-t-il, et, ce qui le prouve, c'est qu'on balaie, en ce moment, les rues de la ville. » L'indignation est générale : on arrête aussitôt que tout sociétaire, qui se permettra de chômer le dimanche, ou de s'habiller autrement que les autres jours, sera exclu de la Société, et son nom affiché, avec les causes de l'exclusion, aux portes de la salle.

Du reste, on cherchait à rendre les séances aussi intéressantes et aussi instructives que possible, pour attirer le peuple, dont la Société prétendait faire l'éducation, au point de vue politique et économique. Il paraît que l'on abordait tous les sujets. Un jour, Bach employa une bonne partie de la séance à réfuter un citoyen de Mont-Adour, qui avait communiqué à la Société un procédé pour évaluer exactement la racine carrée de 2. Enfin, par la lecture de la correspondance et des journaux, on avait soin de tenir l'assemblée au courant des nouvelles les plus importantes des armées et de l'intérieur.

Le 2 pluviose, la Société accueillit, avec un enthousiasme indescriptible, et aux cris mille fois répétés de : mort aux tyrans, paix aux chaumières ! le récit de la fête, par laquelle la Convention venait de célébrer la mort de Louis XVI. Il fut arrêté qu'on organiserait, à Colmar, une fête semblable ; une commission fut nommée, à cet effet, séance tenante. Quelques jours auparavant, on avait procédé à un baptême républicain : un enfant nouveau né, présenté par ses parents, avait été

1794.

coiffé du bonnet rouge et nommé Carmagnole Martin. Cette
1794. fois, on résolut de faire des mariages républicains. Le projet fut accueilli avec faveur par le département, qui décida qu'une somme de 4,800 fr., prélevée sur les amendes prononcées par le tribunal révolutionnaire, servirait à doter quatre couples pauvres et vertueux, choisis, l'un, par la Société populaire de Colmar, et les autres, par chacun des trois districts.

Le décadi, 20 pluviôse, les couples désignés furent conduits en grande pompe au temple de la Raison, et solennellement mariés : les jeunes hommes étaient coiffés de bonnets rouges; les fiancées portaient des couronnes de laurier. La fête se passa bien. Toutefois, un léger nuage avait troublé la sérénité de cette belle journée : le couple vertueux d'Altkirch n'avait pas paru. On apprit plus tard que le fiancé avait perdu son père, le jour même. Du reste, le district d'Altkirch apporta tant de tiédeur à la chose, qu'au mois de prairial, il n'avait pas encore fait emploi de la dot de 1200 fr., mise à sa disposition.

Le soir, il y eut grande séance à la Société populaire ; Foussedoire y était. L'assemblée était de bonne humeur; elle s'occupa des pétitions des détenus. Quarante prisonniers, recommandés particulièrement à l'humanité de la Société et à la justice du Représentant, furent relaxés sur l'heure, aux grands applaudissements de la Société et des tribunes. On voulait en élargir bien d'autres, mais Foussedoire fit observer que pour le moment c'en était assez. Voilà la fête, la vraie fête, qui dut doucement consoler les mânes du roi martyr : la fête du matin ne compte pas, c'était la folie du jour.

En général, la Société se prêtait volontiers à ces actes de clémence, mais encore fallait-il, pour cela, étudier le terrain et choisir son moment. Il y avait des jours où elle était atrabilaire, irritable; notamment, quand elle avait eu maille à partir avec quelque Représentant brutal, comme Hentz et Goujon, ou avec l'inspecteur de cavalerie Burelville, qui

l'avait odieusement dénoncé, ou bien encore, avec certain culotier de régiment, qui, du haut des tribunes, insultait ses membres les plus chers. Ces jours-là, toute demande en rémission était impitoyablement écartée ou ajournée. Quand, au contraire, on la voyait de bonne humeur, on pouvait aborder sans crainte l'article des prisonniers, et alors, les ordres d'élargissement se succédaient, au bruit des applaudissements et des cris de joie. Un jour qu'un membre morose la gourmandait de ces bruyantes démonstrations : « Il est bien permis de rire, répondit Metzger, quand on rend la liberté à tant de malheureux. » Et ce jour-là, on déclara oublier même le culotier, et l'on se sépara aux cris de vive la liberté !

1794.

La loi avait interdit les clubs de femmes, mais elle ne leur défendait pas d'assister aux séances des Sociétés populaires. Celle de Colmar avait réservé une tribune spéciale pour les citoyennes patriotes qui chantaient aux fêtes publiques. Assez longtemps, elles étaient restées confondues avec les sociétaires, mais il en était résulté, à ce qu'il paraît, des inconvénients ; quelques puritains se plaignirent, et la séparation des deux sexes fut ordonnée, dans l'intérêt de la décence et de la tranquillité. Parfois, surtout quand il y avait eu fête le matin, la Société se sentait peu disposée au travail : on priaît alors les citoyennes de chanter ; puis, quand le président leur avait, au nom de tous, exprimé sa *sensibilité* (terme du jour), pour leur civisme, on partait bras dessus, bras dessous, et on allait tous ensemble danser une carmagnole ou une farandole autour de l'arbre de la liberté.

L'année 1794 fut, nous l'avons dit, cruellement féconde en souris ; des mesures furent ordonnées partout, pour provoquer leur destruction. Le 8 fructidor, la Société, voulant donner l'exemple, organisa pour le lendemain une chasse aux souris, à laquelle on convia les citoyennes des tribunes.

— Et les citoyennes, de se lever, en applaudissant avec joie ;
1794. « et, ajoute gravement le procès-verbal du jour, on espère que par les efforts réunis des deux sexes, nonidi sera un jour de grande destruction pour les souris. »

La journée du neuf thermidor fut, pour la Société populaire de Colmar, le signal de sa décadence. Les séances, jusqu'alors si fréquentes et si animées, devinrent de plus en plus rares et insignifiantes. Beaucoup de sociétaires se démentirent ; d'autres refusèrent d'acquitter la cotisation ; les plus modérés demandèrent que, du moins, on en diminuât le chiffre. En vain les patriotes les plus dévoués à l'œuvre cherchaient-ils à ranimer le zèle des sociétaires, en remaniant le programme, de manière à le rendre à la fois plus instructif et plus amusant. Ils poussèrent la condescendance jusqu'à fixer les séances au dimanche, ce jour qu'ils avaient tant combattu, mais que le peuple s'obstinait à chômer. Rien ne servit : le bureau attendait mélancoliquement des heures entières, sans que personne parût. D'autre part, les patriotes ardents commençaient à être insultés, menacés même. Il fallait en finir : la Société populaire de Colmar n'attendit pas que la loi vint la supprimer ; elle s'éteignit bientôt d'elle-même.

Nous faisons tout à l'heure allusion aux démêlés qu'eut, à cette époque, le pays, avec les représentants du peuple Hentz et Goujon. Avant d'aborder ce sujet, il importe de reprendre les faits d'un peu plus haut et d'exposer quelle était alors la situation religieuse.

Bien peu de communes avaient accepté volontairement les prêtres constitutionnels qui leur avaient été envoyés. En général, les populations les avaient en horreur et les considéraient comme des missionnaires de l'enfer. Aussi aimèrent-elles mieux fermer leurs temples, que de les voir plus longtemps profanés par ces intrus. Beaucoup de ces prêtres, d'ailleurs, s'étaient empressés de se soustraire, d'eux-mêmes,

au mauvais vouloir et aux violences de leurs paroissiens, en abjurant, ainsi que les y conviait la loi nouvelle. Ceux qui étaient venus de l'étranger repassèrent la frontière pour rentrer chez eux. On en vit un, nommé Papé, qui, à la recommandation du district de Belfort, fut attaché à l'armée de Custine, en qualité de missionnaire de la liberté chez les Germain, ses concitoyens. 1794.

Parmi les prêtres abdiquants, il en était, qui, s'étant faits chefs de partis dans leurs communes, persistèrent à y rester, pour continuer les intrigues au moyen des quelles ils s'étaient maintenus jusqu'alors. De ce nombre et à leur tête était de la Rue, ex-curé de Huningue, qui, après avoir inauguré le temple de la Raison, s'en était constitué lui-même le pontife, tout en étant agent national de la commune. Il était parvenu à écarter et à emprisonner les citoyens les plus notables, de manière à rester seul maître du terrain, quand il fut arrêté, à son tour, et importé à Langres, par ordre de Fousseidoire.

Nous avons vu aussi comment d'autres prêtres, en se mettant à la tête des comités de surveillance, étaient devenus les petits tyrans des paroisses qui n'avaient pas voulu d'eux comme desservants.

Enfin il était, dans les districts d'Altkirch et de Belfort surtout, quelques-uns de ces prêtres, ardents, obstinés, mais sincères dans leurs convictions, qui, soit par adresse, soit par violence, étaient parvenus à s'installer carrément dans leurs paroisses, où ils continuaient, sans plus rencontrer d'opposition, l'exercice du ministère. C'est ainsi que les citoyens d'Eglingen avaient dû s'engager, par écrit, à suivre les offices et à recevoir les sacrements, sous peine d'être considérés comme *suspects*; tous s'étaient soumis. Ailleurs, il avait suffi de quelques arrestations momentanées ou de légères amendes, pour vaincre toutes les résistances. On ne se faisait pas faute, à l'occasion, de recourir aux moyens les

1794. — plus arbitraires, pour statuer des exemples. Une vieille fille d'Hirsingue fut, un jour de dimanche, conduite de force à l'église, et obligée de rester agenouillée, pendant la grand-messe et les vêpres, entre deux hommes de garde. Le curé de Sewen, Rost, se permit plus encore : il fit, en sa présence, et dans la maison d'école, couper les cheveux et la queue à un citoyen qui s'obstinait à ne pas vouloir fréquenter son église. Les districts étaient impuissants contre de pareils faits, car, dans toutes ces communes, le curé était soutenu par des municipalités patriotes, qui tenaient obstinément à la continuation du culte. Il eût été impossible de leur faire entendre raison, sur ce point ; aussi préférait-on les laisser faire, plutôt que de les remplacer par des citoyens non-conformistes, c'est-à-dire, par les ennemis prononcés de la constitution. « Nous parviendrons plutôt, écrivait l'agent national du district de Belfort, à convertir nos anciens patriotes, sur l'article de la religion, qu'à rendre les autres sincères républicains. »

Enfin, on avait vu des communes, d'abord récalcitrantes, se façonner, d'elles-mêmes, au culte constitutionnel. Il avait suffi, pour cela, de les sevrer complètement, dès le principe, de toutes communications avec les prêtres insermentés. C'est ce qu'avait fait, notamment, la municipalité de Soultz, qui, les dimanches et jours de fête, avait tenu fermées les portes de la ville, pour empêcher ses habitants de se rendre dans les communes voisines, où officiaient encore des prêtres non conformistes. L'évêque Martin avait imaginé un autre moyen, qui réussit également : c'était d'éloigner, sur le champ, les curés des communes qui avaient déclaré ne pas vouloir les accepter, et de faire murer les portes de l'église. On en agit ainsi à Ammertzwiller, et, quelques mois après, la population envoyait une députation à Bœrsch, dans le Bas-Rhin, où s'était retiré Schaumas, le curé qu'ils avaient renvoyé,

pour le supplier de revenir. Plutôt que d'être tout-à-fait privés du culte, ces malheureux passaient par-dessus toutes les conditions d'orthodoxie. Il se produisit même, à cet égard, des faits fort singuliers, et qui témoignent du prestige qu'exerce sur le peuple le caractère indélébile du prêtre, quelque indigne que puisse être, d'ailleurs, le sujet qui en est investi. Il y avait quelques misérables, qui, après avoir abjuré, étaient restés dans leurs communes, uniquement pour faire l'éducation de leurs paroissiens, au point de vue des idées nouvelles, et pour les façonner au culte de la Raison. Ils s'appliquaient surtout à leur faire perdre l'habitude de chômer le dimanche. Non-seulement ils n'obtenaient rien sur ce point, mais, à tout moment, on venait les chercher, tantôt pour un baptême, tantôt pour un enterrement, ou bien encore, pour organiser quelque procession, et, bon gré, malgré, ils étaient forcés d'officier. Le plus éprouvé de tous fut l'ex-curé de Blodelsheim, à qui ses paroissiens ne faisaient grâce de rien, pas même du *Heiligwogen*, du *Sant-Johannessegen*, du *Stef-fans mantel*. Pour se débarrasser de ces persécutions, il dénonça au district le fanatisme de la municipalité et des habitants, et provoqua même l'envoi d'un commissaire, pour les mettre à la raison.

Quoiqu'il en soit, bon nombre de communes avaient fini par s'accommoder parfaitement du culte et des curés constitutionnels; il s'en trouvait dans chacun des trois districts, mais c'était le Sundgau qui en comptait le plus grand nombre. Au mois de nivose, c'est-à-dire au plus fort des abdications de prêtres et des fêtes de la Raison, il s'était tenu, à Illfurth, une réunion des comités de surveillance et des municipalités de douze communes environ du Sundgau, à l'effet de se concerter sur les mesures à prendre pour la conservation du culte. A dater de ce jour, il semblait que la religion, partout chassée, traquée par l'impiété, se fût réfugiée dans ce petit

1794.

1794. — coin du département. Là, les cloches sonnaient à toutes volées; les offices, les cérémonies de tous genres se célébraient absolument comme par le passé. Peuple, prêtres, autorités, marchaient entièrement d'accord. On cita particulièrement la procession de la Fête-Dieu, qui s'était faite, à Lutterbach, avec une grande pompe; on y avait vu figurer, en tête des autorités, un protestant, Georges Dollfus, président du comité de surveillance de la commune.

A part le vice originel de leur institution, ces prêtres constitutionnels exerçaient le ministère avec une orthodoxie parfaite; seulement, leurs prédications se ressentaient de leur ardeur naturelle, qu'exaltaient encore les difficultés de la situation. Ils proclamaient hautement la religion en danger: jusqu'alors, ils avaient cru le contraire, mais aujourd'hui le fait n'était plus douteux; c'était aux fidèles à veiller et à aviser. Ils les exhortaient surtout à résister vigoureusement à toute mesure qui tendrait à leur faire violer l'observation des dimanches et fêtes. Ils tonnaient enfin contre l'injustice de ceux qui, après avoir emprunté en numéraire, remboursaient leurs créances en assignats. Parmi les plus ardents, se distinguait le curé de Spebach-le-haut, Werner, celui-là même qui avait fait arrêter Clavé, commissaire national près le tribunal de district. Il en fit tant, qu'il finit par être arrêté, lui-même, par mesure de sûreté générale, et transféré à Langres.

Quelques jours après, un commissaire du district d'Altkirch dut se rendre à Battenheim, pour faire transporter à destination les ornements et vases sacrés qui, précédemment inventoriés, étaient restés déposés dans l'église du lieu. A son arrivée dans la commune, il se vit bientôt entouré par une troupe de femmes et d'enfants, qui l'accueillirent par des larmes et des gémissements. Soudain la douleur se change en rage, les plaintes en imprécations: on eut beau-

coup de peine à retirer le commissaire d'entre les mains de ces furies.

1794.

Évidemment un pareil état de choses ne pouvait durer longtemps. C'était au moment même où l'on croyait avoir renversé le fanatisme, qu'il relevait la tête avec le plus d'audace. Presque partout les temples avaient été fermés, les ministres du culte, éloignés. Il semblait qu'il ne restât plus qu'une seule résistance à vaincre : la répugnance des populations à travailler les jours de dimanches et de fêtes. L'administration avait, sous ce rapport, trouvé de puissants auxiliaires dans les prêtres qui avaient abjuré. Nous avons parlé plus haut des efforts tentés par l'ancien curé de Blodelsheim et de ses tribulations ; il y en avait bien d'autres encore. A Türkheim, notamment, l'une des villes les plus catholiques du département, la lutte avait été vivement engagée par l'ancien principal du collège de Colmar, qui, envoyé d'abord sur les lieux, comme commissaire, avait arrêté ou suspendu les fonctionnaires les plus influents, reconstitué la Société populaire et ouvert le temple de la Raison. Nommé maire de la commune, il affectait de fixer au dimanche l'exécution des réquisitions en hommes et en chevaux, pour la réparation des chemins. Sous prétexte de disette, et comme mesure d'utilité générale, on forçait partout les populations à travailler, ces jours-là, aux récoltes. On statuait des exemples, en traduisant, de temps à autre, les récalcitrants devant le tribunal révolutionnaire. Quelques timides finissaient par céder, mais la masse persista à user du seul moyen qui lui restât de protester de ses sentiments religieux, en s'abstenant de travailler et en s'habillant, de son mieux, les jours fériés. Le plus léger prétexte suffisait d'ailleurs pour faire éclater ces sentiments, malgré la compression sous laquelle on cherchait à les étouffer ; précisément, à cette époque, il s'en produisit un exemple singulier.

1794. — Chaque décade, un rapport détaillé sur la situation générale des districts devait être adressé au comité de salut public par les agents nationaux, qui, pour obtenir les renseignements demandés sur la question religieuse, consultaient, à leur tour, les agents nationaux des communes. Ceux-ci, feignant de prendre le change, réunirent les habitants en assemblée de commune, comme s'il s'agissait de formuler une profession de foi religieuse. On devine la réponse : de toutes parts, on se prononça, avec acclamations, pour le rétablissement du culte ; et, en effet, on vit aussitôt les croix se relever, les cérémonies religieuses, les offices, les processions, se réorganiser partout. L'administration, fort embarrassée d'abord, profita de cette disposition des esprits, pour faire retomber sur le fanatisme le poids des récriminations dont le pays était continuellement l'objet, de la part des Représentants. Si les assignats se dépréciaient de plus en plus, si les réquisitions n'étaient pas ponctuellement exécutées, si les marchés restaient sans approvisionnement, si la taxe et le *maximum* étaient constamment violés, c'était la faute des juifs, c'était la faute des prêtres. « Les juifs et les prêtres, écrivait, en prairial, au comité de salut public, un des administrateurs du district de Colmar, voilà la vermine qui nous ronge. Législateurs, débarrassez-nous des uns et des autres. Le peuple est mûr. Lorsque les derniers seront loin, lorsque les femmes ne seront plus gouvernées par eux, les dimanches ne se célébreront plus. Le temple de la Raison et les institutions publiques suffiront au peuple. »

Il ne fallait pas beaucoup d'excitations comme celle-ci, pour provoquer un éclat, de la part des deux Représentants alors en mission près les armées de la Moselle et du Rhin. Ces représentants étaient : Goujon, qui, après la journée du 1^{er} prairial, devait se poignarder, au moment de monter à l'échafaud ; Hentz, celui qui incendiait des villes, pour

échauffer, disait-il, le patriotisme des habitants. Les rapports, —————
qui leur parvenaient de diverses sources, les tenaient exac- 1794.
tement au courant de tout ce qui se passait dans le Haut-
Rhin, et notamment, des menées des prêtres dans le Sundgau.
Ils n'attendaient qu'une occasion favorable, pour frapper un
grand coup : elle leur fut offerte par un fait, qui, bien qu'in-
signifiant, au fond, n'en entraîna pas moins les conséquences
les plus sérieuses.

Le 20 prairial, fête de S. Fortuné, patron d'Hirsingue, une
affluence considérable se pressait dans l'église, où officièrent
Gassmann, curé de la paroisse, et Stehlin, curé de Bouxwiller.
Après le service divin, Gassmann réunit à sa table quelques
convives ; le repas dura jusqu'à l'heure des vêpres. Pendant
qu'on dînait à la maison curiale, la jeunesse dansait chez un
nommé Gasché, moine défroqué, qui s'était fait cabaretier.
Vers le soir, quelques enfants se réunirent pour planter
un arbre de la liberté, que d'autres, contrariés de n'avoir
pas été de la partie, abattirent, deux heures après. Il exis-
tait, d'ailleurs, dans la commune, deux autres arbres de la
liberté, qui avaient été officiellement plantés par les autorités,
et auxquels il ne fut point touché.

Le 4 thermidor, Hentz et Goujon lancent un arrêté fou-
droyant, qui présente les faits sous le jour le plus faux : « Des
prêtres ont provoqué un rassemblement de superstitieux ; ils
ont péroré le peuple, de manière à le porter à la révolte contre
le gouvernement. Ils se sont ensuite livrés à des orgies, qui se
sont prolongées fort avant dans la nuit, pendant que des
hommes, trompés par eux, dansaient, au son des chansons
contre-révolutionnaires, et allaient, avec eux, briser l'arbre
de la liberté, avec des imprécations contre le gouvernement
républicain. » L'arrêté fait ensuite ressortir l'état déplorable
de l'esprit public, en Alsace, l'empire révoltant qu'y exercent
les prêtres, fomentant l'oisiveté, sous prétexte de culte reli-

1794. — gieux, alors que partout la terre demande des bras. « Quant aux autorités, témoins de ces abus, frappées d'une honteuse inertie, elles se contentent de blâmer froidement, mais n'osent ou ne veulent pas appesantir la hache vengeresse des lois sur le méchant qui conspire contre la sûreté du peuple. » Suivait enfin le dispositif ainsi conçu :

« Art. I. La maison où se sont rassemblés les prêtres qui ont arraché ou fait arracher l'arbre de la liberté, à Hirsingue, sera rasée sur le champ ; l'église de cette commune sera fermée, son clocher sera détruit, son nom aboli.

« Art. II. Tous les prêtres des départements du Haut et du Bas-Rhin et du Mont-terrible, seront, sur le champ, mis en arrestation, et conduits à la citadelle de Besançon, où ils seront enfermés et traités comme gens suspects.

« Art. IV. Dièche, général de division, à Strasbourg, est chargé de l'exécution du présent arrêté. Il se rendra, sans délai, à Colmar, à Altkirch, et partout où sa présence sera utile ; il donnera les ordres nécessaires à la force armée, chargée de l'enlèvement des prêtres.

« Art. V. Les administrations seront collectivement et individuellement rendues responsables des délits de toute nature, que leur négligence, ou leur criminelle insouciance, pourrait laisser commettre de nouveau, dans l'étendue de ces départements. »

L'exécution de cet arrêté était confiée à un homme digne de remplir une pareille mission. Dièche, espèce de soudard constamment ivre, était arrivé lieutenant-colonel à Strasbourg, en 1792. Le 11 août 1793, il passait général de brigade, et, neuf jours après, général de division. Son grand mérite consistait surtout à exécuter, en toute rigueur, les mesures révolutionnaires dont le chargeaient les Représentants en mission. En passant à Colmar, pour se rendre à Altkirch, il

portait un grand sabre qui venait, disait-il, de lui être envoyé par son digne ami, le général Henriot. Le compte-rendu qu'il rédigea de son expédition d'Hirsingue, est un tissu de mensonges, d'absurdités et d'horreurs obscènes, que la plume se refuse à reproduire ; nous n'en citerons que la fin : « La maison du ci-devant curé, où a eu lieu l'infamale conjuration contre la république, a été rasée, en trois heures de temps, aux cris de vive la république ! Et, en même temps, le clocher a été abattu (c'était faux). — J'ai choisi un dimanche, pour cette opération ; j'ai ramassé les muscadins (!) et les endimanchés d'Altkirch, qui, armés de pioches et autres instruments, nous ont aidés dans la démolition. — Tout s'est passé avec calme et tranquillité. La journée s'est terminée par la plantation de l'arbre de la liberté, au *local* même où les monstres, les scélérats de prêtres, l'avaient arraché. Tous les citoyens, citoyennes et enfants de *tout* sexe, y ont assisté ; nous les avons décorés de cocardes nationales, pour lesquelles les prêtres leur avaient inspiré le plus grand mépris. Quantité d'hymnes patriotiques ont été chantées autour de l'arbre de la liberté. Nous allons continuer. »

Et en effet, il continua. En moins de huit jours, deux cent cinquante-six prêtres, tirés des districts de Benfeld, de Colmar, d'Altkirch et de Belfort, partagés en sept convois, étaient dirigés, les uns, sur Champlitte, les autres, en plus grand nombre, sur Besançon. Dans le nombre se trouvaient huit pasteurs protestants et six rabbins ou chantres israélites, arrêtés par les soins de Daniel Stamm, beau-frère d'Euloge Schneider, agent national du district de Benfeld. Le district de Belfort avait compris, dans son contingent, un octogénaire et un septuagénaire. Le voyage se fit dans les plus tristes conditions. Il n'y avait de voitures que pour ceux que leur âge ou leurs infirmités empêchaient de marcher : les autres étaient obligés de suivre à pied. La plupart de ces malheu-

1794.

1794. reux, que l'on forçait à voyager à leurs frais, étaient dans le plus profond dénûment. Ils ne recevaient qu'une nourriture insuffisante, et, plus d'une fois, arrivés épuisés à l'étape où ils devaient passer la nuit, il leur fallut coucher sur la dure. A Besançon, on les parqua dans l'étroite chapelle de la citadelle, et, quand on demanda pour eux de la paille au fou furieux qui y commandait comme général, l'ex-prince de Hesse : « De la paille, répondit-il ; c'est bon pour les animaux ; mais des chiens de cette espèce peuvent bien coucher sur la terre. »

Nous disions tout à l'heure qu'au nombre des prêtres arrêtés, se trouvaient huit pasteurs luthériens du district de Benfeld. Le moment est venu de dire quelques mots de l'attitude prise par les protestants, pendant la révolution.

Qu'ils aient été, dès le principe, favorable au nouvel ordre de choses, qui leur assurait l'égalité devant la loi, au regard de leurs concitoyens catholiques, cela se conçoit parfaitement. Qu'ils aient fait ensuite tous leurs efforts, pour sauver les biens de leur Église, du naufrage qui engloutit ceux du clergé catholique, rien de plus naturel, quoiqu'on ne puisse s'empêcher de trouver bien partielle la loi, qui préservait les uns de la spoliation dont elle frappait les autres ; qui, tout en laissant aux protestants la libre et exclusive élection de leurs pasteurs, leur permettait, en même temps, de prendre part à l'élection des évêques. Il faut reconnaître, toutefois, que si les protestants acceptèrent, avec gratitude, ces bienfaits de la révolution, ils ne se crurent pas obligés, pour cela, de la suivre dans ses égarements et dans ses excès. Le publiciste illustre, à qui ils devaient la conservation des droits civils et religieux que leur avaient assurés les traités, fut le premier à signer l'adresse des cinq mille citoyens de Strasbourg, qui déplo- raient, comme une calamité publique, la déchéance du roi Louis XVI. Quand les mauvais jours commencèrent pour le

clergé non-conformiste, on ne vit nulle part les protestants se mettre, par esprit de secte, avec les persécuteurs. Plus heureux que les prêtres catholiques, leurs ministres n'avaient eu aucune raison pour refuser le serment civique. Ils échappèrent donc à la proscription en masse, mais, individuellement, ils comptèrent des victimes regrettables. La première tête qui tomba sous le couteau de la guillotine de Schneider, fut celle du vieux pasteur Fischer, de Dorlisheim. Titot, surintendant du consistoire et ministre, à Riquewihr, fut, l'un des premiers, arrêté par les représentants Pflieger et Louis, déclaré suspect par le tribunal révolutionnaire de Colmar, et importé à Langres, où il resta jusqu'après le neuf thermidor. Comme les catholiques, les protestants virent leurs temples fermés, consacrés à la déesse Raison, ou convertis en magasins de l'État. Comme eux aussi, ils eurent des ministres qui abdiquèrent simplement leurs fonctions, ou qui abjurèrent, dans les termes les plus vils.

Si, dans l'application de l'arrêté de Hentz et Goujon, il y eut si peu de pasteurs protestants arrêtés, c'est qu'ils le durent, ceux du district de Colmar particulièrement, à l'intervention active et dévouée de Metzger, l'un des administrateurs. Ce fut là, pour eux, un grand bonheur, on peut le dire ; car l'arrêté ne comportait pas d'exception, et, à diverses reprises, la Société populaire et le comité de surveillance de Munster avaient dénoncé les ministres de la vallée, comme fanatisant les populations et troublant le repos public.

Quant aux prêtres constitutionnels, ils avaient été tous enlevés indistinctement. On n'avait pas même excepté de la mesure ceux qui, depuis leur abdication, avaient rendu des services réels à la chose publique, comme Pépion, ex-curé de Lachapelle, naguère encore, président du district de Belfort. De ce nombre étaient aussi : le curé de Traubach, Ducloux, homme intelligent et énergique, souvent chargé par l'autorité

1794.

1794.

de commissions, qu'il exécutait en parcourant les campagnes avec de la force armée, traînant à sa suite deux pièces de canon ; Collerez, curé de Saint-Côme, qui avait tant fait pour la fabrication du salpêtre révolutionnaire, et Simonin, de Florimont, et Schwilgué, et tant d'autres. On ne ménagea pas davantage ceux qui avaient embrassé des professions utiles, comme Keller, ce garçon boulanger, qui, après un an de séminaire, avait été nommé curé de Münckhausen, et, depuis, était retourné à son pétrin ; et Gérard, aide-chirurgien à l'hôpital militaire de Belfort, dont il était auparavant l'aumônier. Tous les prêtres de ces deux catégories réclamaient hautement, et avec raison, tant contre l'arbitraire de la mesure, que contre l'ingratitude dont on payait les épreuves que leur avait values, dans le temps, leur fidélité à la constitution. Et ceux qui, foulant aux pieds la robe et le caractère sacerdotal, avaient abjuré avec éclat : comme ils se trouvaient mal récompensés de leur apostasie ! « Rendez-moi à une épouse qui m'adore, » écrivait l'ex-curé de Val-aux-Mines (Sainte-Marie), qui avait failli être lapidé par le peuple, au moment où il se rendait à la maison commune, pour se marier. Il n'y avait que trois mois de cela, et « il était père », ajoutait-il. Le curé de la commune voisine de Liepvre avait suivi son exemple ; il était marié, depuis huit jours seulement, quand on était venu l'arrêter. Tous, du reste, ils applaudissaient dans leurs réclamations, à la mesure en elle-même ; seulement, ils trouvaient qu'on n'aurait pas dû la généraliser, au point d'en étendre l'application jusqu'à eux.

Voilà donc les communes du Sundgau, subitement privées du culte et des pasteurs, qu'elles avaient gardés jusque là. En dépit des rodomontades du général Dièche, l'exécution des mesures contre les prêtres ne rencontra pas partout ce bon vouloir, ce concours empressé des populations, dont il parlait dans son rapport. Le 10 thermidor, la gendarmerie de Ferrette

venait d'arrêter, à Kœstlach, le curé Fleury, dans son église ——— 1794.
même, et au moment où il venait de dire sa messe. Tout aussitôt, une foule de femmes et de filles ameutées se porte sur la maison où l'on avait momentanément déposé le prisonnier, en force l'entrée, et, après avoir maltraité les gendarmes, délivre le curé, qui parvint à s'enfuir.

En définitive, force resta partout à la loi, et le culte officiel put s'exercer, par tout le département, sans plus avoir à craindre aucune concurrence. Le 20 prairial, le jour même où s'étaient accomplis les événements d'Hirsingue, le chef-lieu du district célébrait, avec pompe, sur une hauteur voisine, la fête de l'Être suprême. Les choses se firent si bien, que la ville d'Altkirch crut devoir publier, du tout, une relation dont nous extrayons un court passage, uniquement pour donner une idée du goût de l'époque.

«..... L'âge viril succède et marche six de front ; deux époux aux extrémités, ayant leurs épouses entre eux, et celles-ci, entre elles, les preuves de leur fécondité. Ils montent les degrés de la seconde estrade, se divisent à droite et à gauche, se rejoignent, placent leurs enfants autour de l'autel, assis sur la marche, au pied de la colonne, et leur confient la garde des fruits et des épis, qu'ils tenaient en main. Les époux font alors seuls un tour, en se croisant, et, chaque couple se retrouve en face de son enfant. Le père alors le prend sur les bras, monte le dernier degré, élève cet être innocent qui étend ses petites mains, pour déposer sur l'autel, au nom de ses parents, l'offrande qu'ils ont apportée. Les pères redescendent les degrés et présentent leurs enfants couchés sur les deux mains à leurs tendres épouses : celles-ci leur donnent un baiser que le père reçoit de son enfant. Tous font un nouveau tour, en se croisant, et, soulevant leurs enfants, ils offrent à l'Éternel et à la Patrie ces doux gages de leurs chastes amours, et reprennent leurs places. »

1794.

Ce même jour, 20 prairial, se célébrait également, à Paris, la fête de l'Être suprême. A cette date, l'histoire en a rattaché une autre, celle du neuf thermidor, qui fut, pour la France, un jour de délivrance, et retira le département du Haut-Rhin d'une situation des plus critiques, qu'il nous reste à exposer.

Peu de temps avant l'arrêté relatif à l'affaire d'Hirsingue, il en avait été pris un autre, par les mêmes représentants, bien plus menaçant, bien plus injurieux pour le pays, dont les sentiments n'avaient jamais, jusqu'alors, été à ce point méconnus. On allait jusqu'à dire que l'armée de la république était traitée, dans le Haut-Rhin, avec aussi peu d'égards que si elle eût été une armée ennemie; que les habitants des campagnes préféraient donner leurs fruits et leurs légumes à leurs bestiaux, ou les laisser dépérir, plutôt que de les vendre aux défenseurs de la patrie, contre assignats. Quant aux administrations, en vain en avait-on modifié la composition; elles continuaient à se signaler par leur faiblesse, leur lâcheté, leur nullité complète. En conséquence, la recherche et la poursuite des conspirateurs, contre-révolutionnaires, agitateurs, vendeurs à deux prix, accapareurs, étaient confiées à une Commission, composée des citoyens Chasseloup, adjudant général de l'armée de la Moselle; Mayran, ancien commissaire civil de Hérault, et James, ci-devant employé dans les transports et convois militaires. Cette Commission était ambulante. Les prévenus devaient être sur le champ mis en arrestation; les uns, retenus comme suspects; les autres, traduits au tribunal révolutionnaire. La Commission devait exister, jusqu'après le renouvellement des autorités constituées.

Ce dernier trait indiquait clairement la main d'où le coup était parti: il reproduisait l'idée fixe de Garnerin, de renouveler intégralement le personnel de l'administration du Haut-Rhin, au moyen de sujets tirés des départements voisins. La

sensation produite par cet arrêté fut profonde, dans le département; on s'émut surtout du passage relatif à l'armée. Et c'était au moment où le pays était, continuellement et dans tous les sens, parcouru par des corps de troupes, que l'on formulait cette accusation, aussi imprudente qu'elle était injuste, car jamais il n'y eut, en France, de département plus hospitalier à l'armée que le Haut-Rhin. 1794.

La Société populaire de Colmar prit chaudement à cœur la cause du pays; elle rédigea une adresse à la Convention, où se trouvaient énumérés et ses souffrances et les sacrifices qu'il s'était imposés, depuis la révolution. En même temps, des voix patriotiques retentissaient, au sein de la Société, et protestaient énergiquement contre les calomnies de l'arrêté. Garnerin était là; il prenait ses notes et dénonçait, sur le champ, aux Représentants, les orateurs qui s'étaient prononcés avec le plus de vivacité. « C'étaient entr'autres, disait-il, Bach, juge au tribunal civil, le défenseur officieux de tous les aristocrates; Blanchard, homme d'autant plus dangereux, qu'il a des moyens qu'il emploie à modérantiser. » Garnerin s'entourait aussi de renseignements à l'usage de la Commission, et préparait ses listes de proscription; il avait pour auxiliaires Burelwiller, inspecteur de cavalerie, à Colmar, et l'intrigant d'Aigrefeuille.

La Commission arrive enfin à Colmar, dans les premiers jours de thermidor. Elle commence par faire arrêter un jeune *ouvrier* de santé, qui avait eu l'idée extravagante de se faire faire une culotte de la peau d'un guillotiné. Du reste, l'idée première, pas plus que le procédé, n'était de lui; l'inventeur était un nommé Sélaprat. Un rapport de la commission des moyens extraordinaires pour la défense du pays, établissait même qu'il existait, à Meudon, une tannerie de peau humaine. Il n'est que trop vrai qu'à cette époque d'échafaud en permanence, de sang versé par torrents, le sens moral, pour

1794.

— tout ce qui touche à la dignité, nous ne dirons pas seulement de l'âme, de l'esprit, mais aussi du corps humain, s'était profondément altéré. Ce n'était pas rien que de l'indifférence, c'était du cynisme. Un jour pourtant, le département s'émut : l'exécuteur de Colmar dépouillait, sur l'échafaud, les victimes qu'il venait de guillotiner, avec une indécence telle, qu'on dut le menacer de poursuites, pour outrage public à la pudeur.

Quoiqu'il en soit, la commission Hentz fit arrêter non seulement le médecin qui s'était fait faire la culotte, mais aussi le tailleur qui l'avait confectionnée et le chamoiseur qui en avait préparé la peau. L'arrêté exhale, dans ses termes, un sentiment profond d'indignation ; les mots d'*infamie*, de *cruauté* y sont prodigués à haute dose. Vraiment, ils se montraient bien délicats, ces hommes qui, en l'espace de quelques jours, allaient multiplier les arrestations, pour les causes les plus futiles, plonger des familles entières dans le deuil, et en auraient probablement fait bien davantage, si on leur en avait laissé le loisir.

La Commission ne fit pas, pour le moment, d'autres arrestations, à Colmar ; elle se proposait de s'en occuper, au retour de la tournée qu'elle allait faire dans le département. Un autre sujet semblait alors lui tenir fort à cœur : c'était de réunir des documents de nature à compromettre deux des plus honorables députés de la Convention, Albert et Dubois, qui jouissaient, dans le pays, d'une considération méritée. Ils avaient, tous deux, refusé de voter la mort du roi et avaient, dans le temps, exposé les motifs de leur vote, dans une adresse à leurs concitoyens, qui avait été répandue à profusion dans le département, et surtout à Colmar. C'est ce document que la Commission tenait à posséder ; mais, malgré tout ce qu'elle mit d'émissaires et de limiers en campagne, il lui fut impossible de s'en procurer un seul exemplaire.

Après deux jours passés à Colmar, les commissaires com-

mençant leur tournée, le 7, traversent Bernwiller, Cernay, Thann, Hirsingue, Altkirch, Guebwiller. Partout ils font, au profit des prisons, ample moisson de fanatiques, suspects, etc. Ils arrêtent aussi des fonctionnaires publics : Noll, agent national, à Cernay ; Hœgy, juge de paix, à Hirsingue ; le président et le secrétaire du comité de surveillance d'Altkirch ; Zwibel, directeur de la poste, à Guebwiller. Le 20, ils sont de retour à Colmar, où les attend Garnerin, avec sa liste toute prête. En tête figurent les noms de Dubois l'aîné, qui déjà avait subi précédemment deux longues détentions, et de Chauffour jeune. Ces deux honorables citoyens venaient de faire savoir à l'administration qu'ils ne se croyaient pas en situation de remplir les fonctions de jurés, n'ayant pas prêté le serment civique et ne pouvant, dès-lors, être considérés comme citoyens actifs. Ils sont arrêtés, le jour même ; mais, dès le lendemain 21, le département signifiait à la Commission un arrêté du comité de salut public, daté du 15, qui la supprimait et annulait tous les jugements et décisions qu'elle pouvait avoir rendus.

Dans l'intervalle s'étaient accomplis les événements du neuf thermidor. La nouvelle en fut accueillie, tout d'abord, par un sentiment général de stupeur ; on n'en comprenait ni le sens, ni les suites. L'espèce de demi-teinte dans la quelle semblait se complaire le héros du jour ; le but mystérieux vers le quel il tendait, que nul ne saisissait, et que l'histoire n'est pas encore parvenue à préciser ; la voie ambiguë, tortueuse, où la Convention le suivait docilement, et au fond de la quelle il étranglait tous les partis, les uns après les autres ; tout contribuait à donner à cet homme extraordinaire un prestige qui, en province, était peut-être plus grand encore qu'à Paris. On croyait généralement le salut de la patrie étroitement lié à son existence. Le délire enthousiaste, qui avait éclaté, lors de la fête du 20 prairial, durait encore, et voilà qu'on appre-

1794. — nait la catastrophe du neuf thermidor : la roche tarpéienne, si près du capitolé ; la guillotine, après l'apothéose ! Il y avait de quoi confondre toutes les idées, et rien ne peint mieux la situation des esprits, en ce moment, que la réponse de l'agent national du district de Belfort au député Johannot, qui lui avait fait part de ces événements : « Je suis, écrivait-il, tout à la fois, dans un enthousiasme indicible, et profondément humilié. Comment ! ce Robespierre, qu'on nous dépeignait comme le Brutus français, comme l'être le plus vertueux ; cet homme, à qui j'avais la bêtise de dire qu'il ne lui faudrait, pour s'immortaliser, que de se retirer, après la perfection de l'édifice national, dans une chaumière, pour y cultiver son champ ; cet être n'était qu'un conspirateur, un traître ! »

Mais quand on vit la nouvelle Commission dissoute et ses décisions cassées ; quand on apprit le rappel des représentants Hentz et Goujon, et celui de l'agent Garnerin ; quand on vit, au contraire, revenir Foussedoire, tout s'expliqua. On comprit que c'en était fait du régime de la Terreur ; toutes les poitrines se dilatèrent. On ne songea plus alors qu'aux infortunés qui gémissaient dans les prisons, et au moyen de les en tirer au plus vite. Les premiers élargis furent les prêtres récemment importés à Besançon. Puis vint le tour des suspects ; sans les libérer complètement, on commença par les rappeler successivement des prisons éloignées où ils étaient relégués. La situation de chacun d'eux était examinée et discutée à la Société populaire de Colmar, en présence de Foussedoire. Il fallait procéder avec mesure, car le décret du 18 thermidor, qui ordonnait la mise en liberté des suspects, maintenait néanmoins en arrestation ceux qui se trouvaient dans l'une ou l'autre des catégories prévues par le terrible décret du 17 septembre 1793, et le plus grand nombre était dans ce cas. Bientôt cependant les difficultés tombèrent une à une, et ils furent tous rendus à la liberté et à leurs familles.

Quant à Garnerin, la Société populaire, pour toute vengeance, se borna à lui refuser le certificat de civisme, qu'il sollicitait, au moment où il venait d'être rappelé. Ses papiers, sa correspondance, avaient été mis sous scellés ; le dépouillement, qui en fut fait, révéla les calomnies dont le pays avait été l'objet, de la part de cet agent. Il en ressortit autre chose encore : c'est l'ingratitude et la duplicité de certaines gens, que l'administration avait comblées de bienfaits et de marques de confiance ; qui lui adressaient, chaque jour, des protestations de dévouement, tout en attaquant sourdement son patriotisme, dans des correspondances secrètes. Les autorités firent preuve d'une loyauté et d'une abnégation admirables. Elles auraient pu faire disparaître ces documents qui les compromettaient : au lieu de cela, elles les transmirent tous au comité de salut public, à qui ils étaient destinés. Ils sont déposés aujourd'hui aux archives impériales ; pas une pièce n'y manque, pas même un de ces petits fragments de papier, sur lesquels Garnerin prenait ses notes, et qui, d'après ses instructions, devaient rester annexés à ses rapports.

1794.

CHAPITRE X.

1795.

Sultes du neuf thermidor. — Fin de la mission de Foussedoire. — Il est remplacé par Bailly. — Epurations des autorités. — Exemples divers. — Réaction thermidorienne. — Désarmement des patriotes. — Réaction dans le district de Belfort. — Le désarmement maintenu par le représentant Richou. — Richou est remplacé par Fricot. — Le département fait cesser le désarmement des patriotes. — Continuation de la guerre. — Service des bords du Rhin. — Réquisitions en tous genres. — Horrible détresse du département. — Insolence des agents du gouvernement envers les autorités. — Menaces de Merlin (de Thionville). — Cherté excessive en toutes choses. — Discrédit complet des assignats. — Échange des cinq millions. — La Convention proclame la liberté des cultes. — Culte décadaire. — Décret du 3 ventose. — Les églises interdites aux fidèles. — Résistance des populations. — Décret du 11 prairial. — Les églises rendues au culte. — Soumission imposée aux ministres du culte. — La constitution civile du clergé, abrogée comme loi de l'État — Rentrée des prêtres insermentés. — Ils font leur soumission. — Prédications violentes de prêtres reclus. — Ils sont arrêtés et détenus. — Les anciens déportés, expulsés de nouveau. — Le décret du 20 fructidor les bannit à perpétuité. — Constitution de l'an 3. — Queue de Robespierre. — On craint le retour de la Terreur. — Les persécutions contre la religion continuent. — Conclusion.

Tout n'était pas fini avec le neuf thermidor : le pays était destiné à subir encore bien des misères ; mais enfin, le plus fort était fait. Le régime de la Terreur avait disparu, et, avec lui, les exécutions, les enlèvements de suspects et les longues détentions. Les comités de surveillance, celle de toutes les institutions de l'époque, qui était la plus odieuse et la plus justement exécrée, avaient été supprimés. A leur place, on

établit, par chaque district, un seul comité de surveillance révolutionnaire, composé de douze membres. Foussedoire forma celui du district de Colmar, à l'aide d'une liste de vingt-quatre noms de citoyens connus pour leur probité et leur patriotisme, que lui présenta la Société populaire. Ce comité s'installa dans le local que dut lui fournir la ville de Colmar ; il ne donna guère autrement signe de vie. Ce fut là aussi le dernier acte de la mission politique de Foussedoire. Ce Représentant, qui était arrivé dans le département du Haut-Rhin, au plus fort de la Terreur, pour le traiter révolutionnairement, ne s'était signalé que par son esprit de justice et par sa modération. Seul d'entre ses collègues, il avait compris la situation vraie de ce pays, si facile à gouverner, quand on sait le traiter avec mesure. Il partit donc, suivi des regrets de tous, pour se replonger dans le milieu agité de la Convention et se perdre bientôt dans les excès de la Montagne.

Le représentant Bailly, envoyé en mission dans les départements du Rhin, lui succéda ; il n'y resta que quelques mois et fut, lui-même, remplacé par le conventionnel Richou. Bailly avait à s'occuper, avant tout, de l'épuration des autorités révolutionnaires, et, sous ce rapport, c'est le Bas-Rhin qui devait lui donner le plus à faire. Les choses allèrent d'elles-mêmes, au contraire, dans le département du Haut-Rhin, du moins, dans les chefs-lieux de district, où le peuple, réuni dans ses sections, confirma, en général, dans leurs fonctions, la plupart des anciens administrateurs.

On rencontra un peu plus de difficultés dans les communes rurales. Là, il fallait compter avec les passions locales, constamment surexcitées par les vexations sans nombre, que les partis contraires n'avaient cessé de se faire mutuellement subir, depuis le commencement de la révolution. Nous avons vu comment les épurations s'y étaient faites, avant le neuf thermidor : on les voulait alors toutes dans le sens de la

1795.

1795.

Terreur ; mais, comme elles avaient produit un résultat contraire, on avait pris le parti de les considérer comme non avenues. C'est ainsi qu'on avait vu, à Bernwiller, le commissaire délégué par le district de Belfort, installer une nouvelle municipalité, élue par le vœu presque'unanime de la commune. Tout aussitôt, les Sociétés populaires réunies de Thann, Saint-Amarin et Cernay, protestèrent avec fracas, au nom de la révolution ; un autre commissaire fut envoyé sur les lieux, et la prétendue épuration à laquelle il procéda, à sa manière, eut pour résultat la réintégration des anciens municipaux.

Cette fois, il ne devait plus en être ainsi : l'épuration allait être l'expression vraie du vœu populaire. Les embarras n'en étaient pas moins grands, dans les communes notamment où les partis se contre-balançaient ; ou bien encore, quand les habitants n'étant pas, d'ailleurs, en désaccord politique ou religieux, la municipalité s'était créé des adversaires, par sa manière d'administrer, telle, par exemple, que le mode suivant lequel elle répartissait les réquisitions, ce qui arrivait souvent, à cette époque. En pareil cas, les séances d'épuration étaient souvent fort orageuses, et il devenait difficile d'arriver à un résultat satisfaisant. Cela dépendait beaucoup, du reste, du plus ou moins de tact déployé par le commissaire, dans l'accomplissement de sa tâche.

Suivons, pour mieux nous donner une idée de la chose, le commissaire chargé, par le district, d'opérer dans le canton de Ribeauvillé, Engel, l'un de ceux qui paraissent avoir le mieux compris leur mission. Il commence par la commune de St-Ippolyte. C'était une des rares localités que n'avaient pas déchirées les troubles religieux ; elle s'était, dès le principe, accommodée de son curé constitutionnel, qui avait su y conserver un ascendant marqué. La sage-femme du lieu s'était bien refusée à se rallier au nouveau culte ; elle s'était même permis de baptiser des enfants, mais, à la demande

du curé, le conseil général de la commune l'avait destituée de ses fonctions, et, plus tard, elle avait été arrêtée, comme fanatique, par le comité de surveillance. Depuis, le culte y avait été constamment célébré, comme par le passé, et, en ce moment même, malgré les défenses de la loi, et en dépit des injonctions de l'autorité supérieure, les habitants se refusaient obstinément à fermer leur église.

1795.

Dès son arrivée à St-Hippolyte, le commissaire réunit la commune et reçoit la démission de la municipalité, qui dépose ses pouvoirs entre ses mains. Il charge les vingt plus anciens citoyens de dresser une liste de candidats. Une heure après, les vieillards lui présentent une liste contenant le double de noms exigés pour la composition de la municipalité ; il en est donné lecture au peuple, qui acclame les noms, à mesure qu'on les profère, et élit ainsi, par un vote unanime, ses nouveaux magistrats.

A Roderen, commune voisine, la même unanimité confirme l'ancienne municipalité dans ses fonctions, à l'exception de deux officiers municipaux, dont l'un, précédemment son curé constitutionnel, avait abjuré. De là, le commissaire se transporte à Bergheim, commune constamment agitée, depuis le commencement de la révolution. Foyer d'une grande exaltation religieuse, elle avait, tant qu'elle l'avait pu, donné asile à un grand nombre de prêtres réfractaires, et depuis qu'ils avaient été traqués et forcés de s'enfuir, elle avait mieux aimé fermer son église, que de l'ouvrir à tout autre culte. La municipalité était, alors, l'objet de plaintes graves, précisément à cause des réquisitions. Le commissaire adresse une allocution au peuple assemblé ; il l'invite à dépouiller toute animosité personnelle et à ne rechercher que le bien général, tout en formulant librement ses griefs. Une immense clameur s'élève de toutes parts : le maire et l'agent national sont l'objet des récriminations les plus vagues. En vain, le com-

1795. — missaire cherche-t-il à rétablir l'ordre et le calme dans la discussion. Il lui semble, d'ailleurs, que «les accusateurs font preuve de la vigueur de leurs poudrons, plus que de la vérité de leurs griefs.» A ces mots, la tempête se déchaîne contre lui : il lui tient tête résolument, et quand enfin elle s'est apaisée d'elle-même, il fait voter l'assemblée. Chose remarquable, le maire et l'agent national sont unanimement réélus. Encore tout émus de la scène désobligeante dont ils ont été l'objet, ils veulent refuser : un second vote les confirme définitivement dans leurs fonctions. Quant aux anciens officiers municipaux, ils sont tous rejetés et remplacés.

Si nous avons cru devoir reproduire quelques-unes de ces scènes d'épuration, qui, d'ailleurs, variaient à l'infini, c'est seulement à titre de couleur locale. C'étaient là, du reste, de ces revirements singuliers, comme il s'en produit si souvent dans la vie des communes. Toutefois, on put craindre, un instant, de leur voir revêtir un caractère plus sérieux, quand, à l'heure de la réaction thermidorienne, les municipalités furent autorisées à désarmer et à poursuivre ceux que l'on appelait alors *terroristes*, parce qu'ils avaient pris la part la plus active aux excès du régime révolutionnaire. Dans les parties de la France où la Terreur s'était signalée par des exécutions sanglantes, par des noyades ou des fusillades en masse, la réaction ripostait en versant, à son tour, des flots de sang. Dans le Haut-Rhin, où les patriotes ne s'étaient pas fait faute de désarmer et d'emprisonner, avec force visites domiciliaires et taxes arbitraires, ils pouvaient s'attendre à être, eux aussi, l'objet des excès qu'ils avaient si peu ménagés à leurs adversaires, surtout dans quelques localités où, depuis le commencement de la révolution, certains agents n'avaient été que trop enclins à user de l'autorité dont ils étaient dépositaires, au profit de leurs haines particulières. C'est ce qui s'était présenté particulièrement dans le district de Belfort.

Nous avons vu comment, vers la fin de l'année 1791, la ——— plus grande mésintelligence régnait entre la municipalité de Belfort et le directoire de ce district. La popularité avait, on ne sait trop pourquoi, réservé toutes ses faveurs pour le maire Genty, tandis que les administrateurs du district étaient constamment l'objet des démonstrations les plus injurieuses, à tel point, qu'ils s'étaient crus obligés de transférer, pendant quelque temps, le siège de l'administration à Rougemont. Le ressentiment profond qu'ils en avaient conçu contre Genty, ne pouvait manquer d'éclater à la première occasion. Quand, en effet, au mois d'avril 1793, le représentant Louis (du Bas-Rhin) s'arrêta à Belfort, ils lui dénoncèrent Genty, comme entretenant une correspondance avec l'émigré Landenberg, dont il avait été ci-devant le bailli, et Monin, de Thann, président du tribunal civil, comme l'ami le plus chaud des émigrés. Ces accusations, reproduites plus tard devant Hérault, provoquèrent l'arrestation de Genty et son importation à Langres. Un mois après, il fut traduit devant le tribunal révolutionnaire de Colmar, déclaré suspect, condamné à 25,000 livres d'amende et à rester détenu jusqu'à la paix. Monin, de son côté, fut arrêté à Thann, par Mayran, l'un des commissaires de Hérault, ainsi que l'ancien bourgmestre Tournié, Baumlin, ex-législateur, et le notaire Rey, qui, après avoir été acquitté par le tribunal révolutionnaire de Colmar, le fut également par celui de Paris, où on n'avait pas craint de le traduire, pour les mêmes faits. 1795.

Toutes ces mesures, il faut bien le dire, étaient la suite de haines et de rancunes particulières. Les passions locales avaient été, depuis le commencement de la révolution, extrêmement surexcitées à Thann, Massevaux, Cernay, et dans d'autres localités du district de Belfort ; aussi, était-il tout naturel que les auteurs et provocateurs des excès qui avaient été commis, fussent, à leur tour, victimes de la réaction. La

— 1795. mesure du désarmement fut appliquée à un certain nombre d'entre eux, par les municipalités nouvelles ; quelques-uns même furent accusés de faits de concussion ou de prévarication, dont ils se justifèrent sans peine. Fidèle à la ligne de modération qu'il avait toujours suivie, le département, qui comptait d'ailleurs, parmi ses membres, des parents et des amis des prétendus terroristes, crut devoir annuler les dispositions prises à leur égard ; mais, sur les réclamations du district de Belfort, la mesure du désarmement fut maintenue par le représentant Richou. L'un d'eux, Barthélemi Deyber, ancien curé de Bernwiller, qui avait joué, dans cette commune, à peu près le même rôle que le curé Fischesser, à Ste-Croix, affectait néanmoins de paraître en public avec des armes : Richou, après l'avoir désarmé de nouveau, le fit arrêter et enfermer pendant six mois.

Bientôt cependant ce Représentant fut rappelé ; son successeur, le conventionnel Fricot, laissa le soin au département d'apprécier définitivement les suites à donner aux réclamations que lui avaient adressées les désarmés. L'arrêté pris, à cette occasion, fait connaître tout à la fois les causes du désarmement et les motifs qui ont déterminé le département à le faire cesser :

« Considérant que l'arrêté du représentant Fricot autorise le Directoire à statuer sur ce genre de réclamations ; qu'il résulte de la vérification sur la conduite des désarmés, que la plupart des inculpations sont fausses ou exagérées par l'animosité des dénonciateurs, qui rejettent sur les pétitionnaires les causes de mort ou de maladies arrivées à des époques éloignées de celle où le fait principal a eu lieu ; qu'enfin les désarmés n'ont point été inculpés de royalisme ; qu'il est suffisamment prouvé qu'ils ne sont point de la classe de ces buveurs de sang, de ces monstres, que la loi a voulu atteindre spécialement et mettre hors d'état de continuer leurs scènes

sanglantes. — Considérant aussi que les excès dont on les accuse, portent sur des arrestations qui ont eu lieu, soit en exécution de la loi du 17 septembre 1793, soit par ordre des commissaires supérieurs dont ils exécutaient les arrêtés, en qualité de membres des comités de surveillance ; qu'on reproche à quelques-uns d'avoir employé des moyens violents, pour forcer les citoyens d'assister aux messes des prêtres constitutionnels ; que de pareils actes prouvent que leurs auteurs, manquant d'instructions et de renseignements nécessaires, ont souvent dépassé la ligne de démarcation tracée par l'exercice de leurs fonctions, sans cependant autre intention que celle de soumettre par force les ennemis de la chose publique ; qu'il faut aussi se porter aux temps malheureux où ces faits ont eu lieu ; qu'à cette époque, ils étaient considérés comme de toute justice ; qu'ainsi leurs auteurs, et surtout ceux des campagnes, pouvaient facilement, sans mauvaise intention, outrer l'exécution des mesures dont ils étaient chargés. — Considérant enfin qu'il importe de réunir, autant que possible, les esprits naturellement peu éloignés, dans un département qui n'a pas vu commettre de grands excès ; que cette réunion ne peut être amenée, tant qu'il existera des différences et des dénominations ignominieuses, qui nourriraient une aversion et exciteraient une haine contraire aux principes de fraternité, qui doivent animer tous les bons Français, dans cet heureux moment où une constitution juste et bienfaisante va jeter les fondements de leur bonheur futur. »

Le dernier motif était le seul vrai et acceptable : le département eût bien fait de s'en tenir là. Il était temps, en effet, de mettre un terme à ce système de récriminations réciproques, qui rendait impossible le rétablissement de la concorde entre citoyens. Pour cicatriser ses plaies, il eût fallu au pays du calme dans les esprits, et aussi, le moyen de se livrer en paix aux travaux de l'agriculture et de l'industrie. Malheu-

1795.

1795

reusement, on était bien loin de cette situation ; la guerre continuait toujours, et, avec elle, son interminable cortège de réquisitions. Il y avait constamment quatre cent cinquante hommes de troupes agricoles, employés au service des bords du Rhin et de la place de Neuf-Brisach. On punissait sévèrement les citoyens qui ne se rendaient pas exactement à leur poste, ainsi que leurs municipalités ; et cependant, il y avait, à Colmar, plusieurs dépôts de cavalerie, et, à Wihr et Andolsheim, un régiment tout entier, qui, hommes et chevaux, restaient inoccupés.

Pendant ce temps là, les cultivateurs étaient constamment tenus de pourvoir au service des charrois militaires. Un relevé officiel établit qu'en moins d'un an, ils avaient ainsi perdu la quantité énorme de 9637 bêtes de trait, sans avoir pu obtenir de l'État la moindre indemnité. Depuis le neuf thermidor, la loi du *maximum* avait été abolie ; les agents militaires devaient traiter à l'amiable des prix de transport avec les voituriers ; mais ceux-ci n'en parvenaient pas mieux à se faire payer, pour cela. Le système de relais, de Belfort à Landau, avait été maintenu et minutieusement réglé par les représentants Neveu et Féraud. Les voituriers qui contrevenaient à ses dispositions étaient emprisonnés ; on saisissait leurs voitures et atelages, qui, dès lors, étaient à jamais perdus pour eux ; mais les agents des transports ne se faisaient aucun scrupule de violer, eux-mêmes, les règlements qu'ils appliquaient aux autres avec tant de rigueur. Comme par le passé, ils forçaient ces malheureux à marcher bien au-delà des relais où ils auraient dû être relevés. Cinquante voitures sont, un jour, requises extraordinairement pour Strasbourg : arrivées à destination, on les pousse jusqu'à Spire. On voulait les pousser plus loin encore, mais les conducteurs s'enfuirent, laissant là chevaux et voitures. Quelques jours après, d'autres voituriers en firent autant, parce qu'au relai de Benfeld où ils

devaient être relevés, on voulait les retenir. L'inspecteur au relai donna l'ordre de les arrêter, pour les faire juger militairement à Strasbourg. Cette fois, le district de Colmar se fâcha sérieusement, et, prenant fait et cause pour ses concitoyens, il défendit à la gendarmerie de mettre les mandats d'arrêt à exécution.

1795.

Bientôt, d'ailleurs, le pays dut s'avouer impuissant à fournir les contingents qui lui étaient imposés. Les deux tiers des communes ne pouvaient plus nourrir leurs bestiaux, faute de fourrages. Dans l'espace de cinq mois, depuis la dernière récolte, il avait fallu livrer à la réquisition plus de 400,000 quintaux de foin et 300,000 quintaux de paille. Quant à l'avoine, il y avait longtemps qu'il n'en existait plus, même pour le service des postes, qui souffrait tellement, que souvent les voyageurs durent s'arrêter vingt-quatre heures au relai, avant de pouvoir continuer leur route. Le peu d'avoine qu'on avait pu mettre en réserve entraînait dans le pain des troupes, tant était grande aussi la pénurie en grains.

En effet, les magasins militaires étaient vides ; il fallait, à tout prix, pourvoir à l'alimentation des armées. Le département du Haut-Rhin qui, depuis la dernière récolte, avait été imposé à 70,000 quintaux, s'était épuisé à fournir ce contingent. Au mois de nivose, il restait au district de Colmar à fournir un misérable arriéré de douze cents quintaux, et il prouvait clairement à Alexandre, directeur des vivres à Strasbourg, envoyé tout exprès sur les lieux par le représentant Cavaignac, qu'il était absolument à bout de ressources. Pour comble de malheur, les pommes de terre avaient été gelées ; quarante mille arpents de terre allaient demeurer incultes, faute de bras et de semailles. Plus de cinq mois restaient à courir jusqu'à la prochaine récolte ; il n'y avait plus que pour deux mois d'approvisionnements en grains, et c'était en ce moment même, qu'un arrêté du comité de salut public ordon-

nait encore de prélever le cinquième de ce faible résidu.
1795. Quand on voulut exécuter cette mesure à Bessoncourt, la commune résista à main armée. Partout, les populations exaspérées étaient prêtes à se soulever.

Dans ces circonstances graves, le département envoya des délégués, tant aux Représentants en mission aux armées, qu'à la Convention et aux comités, pour leur exposer l'horrible détresse à la quelle se trouvaient réduits les citoyens, et solliciter l'envoi de secours, au lieu de ces réquisitions incessantes qu'il ne leur était plus possible d'exécuter. Mais c'était parler à des sourds : à ces humbles remontrances il n'était répondu que par des exigences nouvelles. On ne saurait se faire une idée de l'arrogance, de la grossièreté, que tous ces ordonnateurs, inspecteurs, et, jusqu'aux plus infimes agents, se permettaient à l'égard des autorités civiles, ni de la sérénité, de l'admirable patience, avec laquelle ces honnêtes administrateurs, dans la situation cruelle qui leur était faite, tenaient tête à l'orage. Au-dessus de ces criailleries, de ces invectives, dominait la voix tonnante de Merlin (de Thionville), qui multipliait ses réclamations et ses menaces, sans se préoccuper de leur plus ou moins d'opportunité. Il adressa, un jour, d'Altzey, une lettre foudroyante au district de Colmar, pour lui reprocher de n'avoir pas exécuté une fourniture de farines, qui ne lui avait jamais été demandée : « J'attends un prompt effet de cette dépêche, ajoutait le fougueux Représentant ; si elle n'en produisait pas, je viendrai et j'agirai, moi-même, contre tous ceux dont la négligence ou le mauvais vouloir entraverait les opérations de nos armées triomphantes. » Et le district de Colmar, de répondre simplement, après s'être facilement justifié : « Nous t'assurons, Représentant, que ta présence dans le district, loin d'intimider les administrateurs ou les administrés, sera pour eux un jour de fête, car nous avons toujours rendu justice aux intentions d'un Représentant patriote. »

La disette, du reste, était générale et continuait à porter sur toute espèce d'objets. Non seulement les prix atteignaient des chiffres effrayants, mais il y avait bien des choses qu'on ne parvenait même pas à se procurer, à quelque taux que ce fût. Les jours de marché, à Colmar, une foule de personnes se portaient jusqu'à une et deux lieues au-devant des voitures, et achetaient en bloc tous les légumes et denrées dont elles étaient chargées. Les corps administratifs subissaient, sous tous ces rapports, la loi commune. Quand le directoire du département voulut habiller son garçon de bureau, il chargea un de ses employés d'y pourvoir le plus économiquement possible : la dépense s'éleva à 6366 livres dix sous. Pendant une grande partie de l'hiver, cinquante cordes de bois restèrent empilées et exposées aux intempéries, dans la cour de l'hôtel du département, sans qu'on pût trouver des ouvriers qui voulussent les façonner à un prix convenable. Pour en finir, le directoire dut subir les conditions exorbitantes que ses anciens fendeurs avaient eu, disait-il, l'impudence de lui imposer. Mais de tous les corps administratifs, le directoire du district de Belfort était, sans contredit, le plus mal dans ses affaires, tant sous le rapport de ses ressources, qu'au point de vue de son crédit. Son service fut, un jour, sur le point d'être interrompu, faute d'encre, parce qu'un fabricant, nommé Housset, refusait de lui en livrer, avant d'être payé de fournitures antérieures. Il fallut que l'administration nommât un commissaire spécial à l'exécution et procédât, par voie de réquisition, pour vaincre la résistance du fournisseur récalcitrant.

Et cependant, quand le *maximum* avait été aboli, on croyait toucher à la fin de tous les maux ; comme si la concurrence, dont on attendait de si heureux effets, pouvait suppléer à l'insuffisance et à la pénurie des denrées. Une autre conséquence s'ensuivit encore : le discrédit complet

1795.

1795.

des assignats. Au mois de germinal, ils perdaient déjà 87 pour cent. Le département avait pourtant fait de son mieux, pour empêcher cette dépréciation. Quand il vit que la Convention refusait d'adopter l'absurde mesure qu'il avait proposée, de supprimer entièrement le cours du numéraire, il fit prendre par Foussedoire, au mois de ventose, an 2, un arrêté, qui prescrivait l'échange de cinq millions en assignats contre pareille somme en argent monnayé. Des commissaires, choisis par les districts et par les Sociétés populaires, devaient fixer le contingent en numéraire à fournir, dans chaque commune, par les particuliers. La mesure devait surtout peser sur les accapareurs, agioteurs et tous ceux qui, dans l'opinion publique, passaient pour avoir acheté ou vendu du numéraire. Mollement appliquée d'abord, elle fut, en quelque sorte, abandonnée, puis reprise avec plus de vigueur par les représentants Hentz et Goujon. Les moyens les plus vexatoires furent mis en œuvre, telles que visites domiciliaires, perquisitions sur les personnes mêmes; on en vint à défendre aux particuliers de posséder plus de cinq livres en billon. Il ne résulta de la mesure qu'une preuve de plus de l'extrême détresse où se trouvait réduit le pays : à peine put-on recueillir ainsi quelques cent mille livres en numéraire.

Pour la sixième fois, depuis quatre ans, le législateur allait proclamer le principe de la liberté des cultes et l'inscrire dans la constitution de l'an III. Toutes les églises fermées, les prêtres déportés, reclus ou traqués, voilà comment jusqu'alors s'était manifestée l'application de ce grand principe. Il est vrai que l'on avait institué le culte de la Raison; mais on a vu comment il avait été accueilli par les populations, même dans les localités les plus importantes; si bien, qu'à Colmar notamment, on avait dû fermer son temple. Partout où une montagne avait été élevée dans le sanctuaire, on la renversa, dès que l'on se sentit délivré du régime de la Terreur. A

Kaysersberg, une foule immense, notables en tête, se rua, _____
dès les premiers jours de janvier, sur celle qui occupait le 1795.
chœur de l'église, et éleva un autel sur ses débris. Il fallut
l'intervention de la force armée, pour empêcher la restaura-
tion de l'ancien culte.

Partout, du reste, le temple de la Raison était devenu le temple de l'Être suprême, grâce à un changement d'inscription au-dessus du grand portail. On l'ouvrait, chaque décadi, au peuple, pour y chanter des chants nationaux ; puis on donnait lecture des décrets et des nouvelles des armées. Si peu varié, si peu récréatif que fût le programme des fêtes décadaires, encore était-ce là un spectacle de nature à distraire plus ou moins le peuple des villes. Mais ces campagnes, mais ces pauvres villages, comme tout y est morne, triste ! Ce clocher, d'où s'échappaient au loin de si joyeuses volées, il est muet ; cette église, qui a vu naître et mourir tant de générations ; depuis des siècles, témoin fidèle de toutes les joies et de toutes les douleurs ; cette église, elle est fermée ; ou, si elle s'ouvre Entrons, un instant, dans la petite commune protestante de Sultzereu, au fond de la vallée de Munster ; depuis longtemps, elle est signalée comme un centre de fanatisme et un obstacle au progrès de la raison. On lui a enlevé successivement plusieurs pasteurs, dénoncés pour leur conduite anticivique. C'en est fait, le culte de la Raison s'est imposé de force dans la petite église. Le 10 frimaire, le peuple est réuni : un officier municipal, ceint de son écharpe, donne lecture du bulletin des lois, au milieu de l'ennui et de l'inattention générale. Soudain un homme se lève : c'est un ancien pasteur ; il avait abdiqué pourtant. Il interpelle l'assemblée et lui demande si elle ne serait pas disposée à lui entendre dire la prière, comme par le passé. Une acclamation unanime accepte la proposition. En vain les municipaux et quelques adhérents veulent-ils s'y opposer ; ils sont violemment expulsés

1795. — du temple. Ce ne fut qu'après cinq mois de lutte, qu'on parvint à triompher de la résistance des habitants de Sultzeren et à fermer définitivement leur église.

Même tableau, dans beaucoup de villages catholiques. Là, les fidèles se réunissaient quelquefois, le soir, dans leurs églises où il n'était resté que les quatre murs, pour y réciter ensemble le rosaire. Ils demandaient en grâce qu'on ne les inquiétât pas. Il n'en fut rien cependant; bientôt on ferma toutes ces églises, et, qui le croirait? en vertu du principe même de la liberté des cultes.

Le décret du 3 ventose (21 février) an III porte, en effet, dans son article 1^{er}, que *l'exercice d'aucun culte ne peut être troublé*; seulement, la république n'en salarie point, ne fournit pas de local et ne reconnaît aucun ministre du culte. Les exercices ne peuvent avoir lieu que dans des locaux particuliers; toute manifestation publique est sévèrement prohibée. En commentant la loi aux municipalités, l'administration leur enjoignait d'interdire toute convocation, à son de cloches ou de caisse, toute procession, comme aussi de fermer l'accès des anciennes églises aux pauvres gens dont nous parlions tout à l'heure. « attendu, ajoutait d'un ton doctoral le district de Belfort, que la liberté des cultes serait détruite, si aucun avait un local plus remarquable. » Il paraît qu'on n'avait pas les mêmes scrupules, quand il s'agissait du culte décadaire : l'État lui conservait son temple, ses inscriptions au frontispice, ses cortéges par les rues, de jeunes filles vêtues de blanc, de chars trainés par des bœufs aux cornes dorées, etc. Ce n'était pas là porter atteinte à la liberté des cultes.

L'exécution d'un pareil décret ne pouvait manquer de rencontrer des résistances sérieuses; nous avons vu ce qui s'était passé à Sultzeren, notamment. Dans le Sundgau, quelques uns des prêtres qui en avaient été éloignés, à la suite des événements d'Hirsingue, avaient reparu et s'étaient remis à

officier de plus belle. Interprétant, à leur tour et à leur manière, le décret de ventose et l'arrêté administratif qui l'avait suivi, ils disaient en chaire que ces dispositions avaient pour objet de prévenir les divisions, mais que dans les communes où les citoyens étaient d'accord, elles n'étaient pas applicables. Ils allaient donc d'une paroisse à l'autre, et le sergent de la commune courait tout aussitôt, de porte en porte, prévenir les fidèles de leur arrivée. A Thann, des prêtres réfractaires apparaissaient, de temps à autre, pour y dire la messe dans des maisons particulières, en se conformant, d'ailleurs, au décret de ventose. Mais dans les communes voisines, c'était bien autre chose. L'ancien culte avait repris possession des églises, et on y célébrait les offices des dimanches et fêtes, publiquement, en présence d'une affluence considérable. Les embarras de l'administration commençaient à être grands, quand un nouveau décret vint y mettre le comble.

La loi du 3 ventose an III avait soulevé des réclamations telles, que la Convention se vit forcée de faire un pas de plus dans la voie des concessions. Par son décret du 11 prairial, elle rendit aux citoyens l'usage des églises pour l'exercice de leur culte, à charge par eux de reprendre les édifices dans l'état où ils se trouvaient. L'article 5 disposait que nul ne pourrait exercer les fonctions du ministère, avant d'avoir fait sa soumission aux lois de la république. Cette dernière disposition pouvait donner lieu à des difficultés d'interprétation : une circulaire, du 29 prairial, adressée par le comité de législation aux départements, en fixa le sens, de manière à lever tous les doutes. Qu'on en juge plutôt : nous en citons les passages les plus saillants, en les soulignant avec le texte lui-même :

« Le but de cette loi est d'assurer et de faciliter de plus en plus le libre exercice des cultes.

.

1795. « Art. V. Nul ne pourra remplir le ministère d'aucun culte, dans les dits édifices, à moins qu'il ne se soit fait décerner acte, devant la municipalité du lieu où il voudra exercer, de sa soumission aux lois de la république.

« Observez bien que cette *soumission* exigée du déclarant ne se reporte nullement au *passé*; ainsi il ne doit être question d'aucune recherche, ni examen, sur la conduite ou les opinions politiques du déclarant. La loi n'exige de lui, à cet égard, qu'une seule chose : c'est *qu'il demande acte de sa soumission aux lois de la république*.

« Cette formalité étant remplie, l'administration, qui reçoit sa déclaration, n'a rien à lui demander au-delà; toute question, toute recherche ultérieure, serait un abus d'autorité.

« Il serait inutile de vous faire observer que la *constitution civile* du clergé n'est plus une loi de la république, s'il ne s'était élevé, à cet égard, des prétentions qui ne peuvent désormais être autorisées.

« Au surplus, dans les cas qui pourraient présenter des difficultés nouvelles, rappelez-vous toujours ce principe : *Que la loi entend assurer et faciliter de plus en plus le libre exercice du culte*.

Voilà qui est clair. Tout ministre du culte a désormais le droit d'exercer, sans qu'on ait le droit d'interroger son passé. LA CONSTITUTION CIVILE DU CLERGÉ N'EXISTE PLUS : dès lors, plus de prêtres réfractaires, plus de déportés; il suffit qu'ils déclarent se soumettre aux lois de la république, ce qu'aucun d'eux n'avait jamais refusé. Voyons ce qui s'en est suivi.

Les événements du neuf thermidor avaient, dans le principe, fait naître, au point de vue de la question religieuse particulièrement, des espérances qui ne devaient pas se réaliser. Quelques prêtres émigrés, et comme tels, assimilés aux déportés, s'étaient hasardés à rentrer, sous des déguisements

divers, en même temps que ces paysans du Bas-Rhin, qui, au nombre de cinquante mille environ, avaient suivi les Autrichiens dans leur retraite, par peur du tribunal révolutionnaire de Schneider. Toutefois, le département ne tarda pas à manifester la ferme résolution où il était de ne pas les tolérer. Des colonnes mobiles furent même organisées, sous la direction de l'agent national du district et de l'accusateur public, pour traquer ceux qui s'étaient retirés dans le canton de Ribeauvillé. L'équipement des Volontaires employés à ces expéditions était pitoyable. Ils marchaient, les uns, pieds nus, les autres chaussés de souliers percés ; et les excellentes populations, qu'ils venaient molester, s'empressaient de leur offrir tout ce qu'elles avaient de chaussures disponibles et de remettre en état les mauvais effets dont ils étaient couverts.

Ces rigueurs continuèrent après la loi du 3 ventose, et elles se trouvaient justifiées, non-seulement par les lois précédentes, qui n'avaient pas été abrogées, mais encore par un décret du 12 floréal (1^{er} mai) an III, qui maintenait les dispositions antérieures contre les prêtres déportés, avec cette modification toutefois, qu'au lieu de subir la peine de mort, dans le cas où ils seraient rentrés sur le territoire de la république, ils devaient être ramenés à la frontière, pour être déportés de nouveau.

Jusque-là, rien que de très-légal de la part de l'administration ; mais, à dater de la loi du 11 prairial et de l'interprétation qui en était donnée par le législateur lui-même, il n'y avait plus de prêtres réfractaires. Toutes les lois de rigueur, qui les avaient frappés, se trouvaient virtuellement abrogées. C'est bien ainsi qu'on le comprit à l'étranger, où tant de ces pauvres prêtres étaient plongés dans la plus affreuse misère, et ne cherchaient qu'un prétexte pour rentrer. Il y eut plus encore : les cantons suisses, à dater de cette époque, ne voulaient plus les garder davantage. Partout s'accrédita l'opinion

1795.

1795.

que la loi de prairial était une véritable loi d'amnistie ; trois cents prêtres quittèrent , le même jour , Einsiedeln , pour rentrer en France. Beaucoup d'entre eux s'empressèrent de faire leur soumission, dans les termes de la loi de prairial, et se mirent à exercer le ministère, bien convaincus qu'on ne leur pouvait plus rien désormais.

Bientôt, cependant, les persécutions recommencèrent. On les enleva à leurs paroissiens, pour les traduire au tribunal criminel, qui les faisait déporter de nouveau, par application de la loi du 12 floréal, comme si le décret du 11 prairial n'avait jamais existé. « La faculté de la soumission, écrivait le département, n'est pas faite pour les insermentés. » Et pourquoi donc avait-il jusqu'alors envoyé des commissaires dans les communes, pour vérifier si les actes de soumission, dont on lui avait adressé l'expédition, étaient conformes à la minute des registres ?

Ces nouvelles rigueurs étaient illégales, nous le croyons ; elles devançaient celles que la Convention, avant de se séparer, allait édicter contre eux. Mais, il faut bien le dire, ces mesures étaient justifiées, en partie, par les imprudences de quelques-uns de ces malheureux, surtout de ceux qui appartenaient à la catégorie des *reclus*. On se rappelle qu'il y avait un certain nombre de prêtres réfractaires qui, à raison de leur âge ou de leurs infirmités, avaient été dispensés de la déportation, mais que, par mesure de sûreté, on avait tenus renfermés au collège de Colmar. Transférés plus tard, soit à Langres, soit à Chaumont, ils avaient été ramenés à Colmar, au nombre de cent vingt-neuf, après le neuf thermidor ; depuis, beaucoup d'entre eux avaient été remis en liberté. Ils savaient que les dispositions contre les déportés ne leur étaient pas applicables, et l'état de sécurité, où ils croyaient être, imprimait à leur zèle une ardeur qui, parfois, leur faisait perdre toute mesure.

Un de ces anciens reclus, l'abbé Hürth, était venu s'établir à Soultz, où, après avoir fait acte de soumission, il avait pris possession de la chapelle de la Commanderie. On accourait de plus de cinq lieues à la ronde, pour assister à ses sermons; le nombre de ses auditeurs s'élevait quelquefois jusqu'à six, et même huit mille personnes, qui s'en retournaient, la tête échauffée, et proférant contre la révolution et ses partisans des propos de nature à compromettre la tranquillité publique. Trois prêtres, de la même catégorie, fixés à Guebwiller, tenaient un langage semblable et avaient réveillé la question brûlante des biens nationaux. Partout où des insermentés se retrouvaient en présence de prêtres constitutionnels, les anciennes rivalités renaissaient, avec toute la violence des mauvais jours. La cathédrale et l'église des Dominicains avaient été rendues, à Colmar, aux catholiques; mais les assermentés seuls avaient le droit d'y officier. Personne ne consentit à relever les autels à cette condition; les fidèles se bornèrent à se réunir, à certaines heures, pour dire leurs prières en commun.

De tout temps, à Soultzbach, la question religieuse avait divisé les esprits. Cependant, depuis que les dernières épurations avaient donné à la commune une municipalité sympathique à la majorité des habitants, la paix semblait rétablie entre les citoyens. Le retour de l'ancien curé insermenté Hirtzlin ranima toutes les haines; des rixes sanglantes eurent lieu. Partout se produisaient des faits du même genre: un pareil état de choses ne pouvait durer longtemps. A des griefs trop réels vinrent s'en ajouter d'autres, qui vraisemblablement n'avaient rien de fondé. Il existait encore, dans quelques communes, des conscrits réfractaires de la 1^{re} classe: c'était, disait-on, la faute des prêtres insermentés. Du 1^{er} au 18 messidor, cent Volontaires de la 32^e demi-brigade, tous originaires du Haut et du Bas-Rhin, désertèrent de l'armée

1795. — devant Mayence : « Ce ne pouvait être, écrivait le représentant Rivaud, que la suite d'influences fanatiques. »

On prit donc le parti de faire arrêter les ecclésiastiques, de la catégorie des reclus, partout où leur présence paraissait un danger pour l'ordre public. Toutefois ces arrestations ne se firent pas sans causer une vive émotion et, parfois même, des mouvements à main armée, dans les communes où elles eurent lieu. Quant aux anciens déportés, on les reconduisit à la frontière, pour les déporter de nouveau. Nous le répétons, au moment où ces mesures furent prises, elles étaient illégales. Bientôt la Convention devait les sanctionner, mais en donnant, à cette occasion, une preuve insigne de faiblesse et de duplicité. Cette grande assemblée touchait à sa dernière heure ; cependant, avant de se retirer, elle avait à soumettre la Constitution, dite de l'an III, à la sanction du peuple. On pouvait craindre que de nouvelles persécutions contre la religion et ses ministres n'exercassent sur les votes une fâcheuse influence ; peut-être même un vote de rejet s'en fût-il suivi, et alors on retombait sur la Constitution de 1793, dont personne ne voulait, sauf les jacobins extrêmes. On simula donc des dispositions toutes favorables aux prêtres déportés : un décret du 13 messidor leur assura la restitution de leurs biens confisqués, tout en ajournant les mesures relatives à leurs personnes, jusqu'après l'acceptation de la Constitution. La Constitution fut acceptée, le 20 fructidor, et par décret du même jour, la Convention bannissait à perpétuité les prêtres déportés et rentrés sur le territoire français.

C'est le 14 fructidor, à dix heures du soir, que la nouvelle Constitution était parvenue au département ; les assemblées primaires furent immédiatement convoquées pour le 20. On s'attendait à de l'élan, à de l'entrain, de la part des populations ; la journée, au contraire, fut triste et sombre. L'autorité dut même prendre des mesures, pour empêcher les

citoyens de se rendre en armes à Massevaux, où un certain nombre de maisons devaient être dévastées. Partout, du reste, se manifestait un sentiment de découragement et de fatigue générale. Ce ne fut pas sans peine que l'on parvint à reconstituer les autorités locales, en exécution de la loi nouvelle. On vit une de ces municipalités fraîchement élues, celle de Rougegoutte, se refuser obstinément à fonctionner : bulletin des lois, arrêtés de l'autorité, réquisitions diverses, elle renvoyait tout, sans même vouloir ouvrir les paquets. Il fallut envoyer une commission du dehors, pour administrer cette commune. Du reste, la composition des autorités du département et des districts resta à peu près la même. C'était justice, et, nous le croyons, ce fut un bien. Les patriotes, qui, un instant, avaient craint d'être persécutés, purent donc se rassurer ; à l'occasion, ils trouvaient de l'appui dans les régions supérieures. Une affaire considérable de *manutention de numéraire métallique* fut instruite, à cette époque, par le comité de sûreté générale contre plusieurs personnes de Mulhouse. Pierre Dollfus et son associé d'Aigrefeuille, l'ex-curé de Guebwiller, se trouvèrent compromis dans cette affaire ; leur arrestation avait même été ordonnée. A trois reprises, le comité prescrivit des mesures, qui restèrent sans exécution. L'enquête qui fut faite, à cette occasion, établit que, dans les bureaux des ministères et des administrations supérieures, il existait une *queue de Robespierre*, qui se chargeait, en pareil cas, de souffler les dépêches.

Si les patriotes étaient désormais rassurés, il en était tout autrement du parti opposé. En vain le représentant Richou avait-il, au moment de s'éloigner, fait tous ses efforts, pour le rassurer ; il partait, les mains pleines de dénonciations, de plaintes, d'écrits anonymes, qui manifestaient les appréhensions les plus vives, au sujet d'un retour prochain de la Terreur.

1795.

1795.

De fait, il n'y eut plus de persécutions que pour les choses de la religion, mais elles continuèrent dures et acerbes. Le reste de l'année 1795 se passa à traquer ce qu'il y avait encore d'ecclésiastiques insermentés dans le pays, à faire violence aux sentiments religieux des populations, enfin, à traduire des particuliers, et même des municipalités entières, au tribunal criminel, pour recel de prêtres. Bientôt il n'en resta plus un seul. Quant au clergé constitutionnel, désorganisé par la perte de son chef, et plus encore, par les tristes écarts de bon nombre de ses membres, il ne parvint jamais qu'à fonder quelques établissements éphémères, dans le département. Les catholiques restèrent donc sans culte, cherchant à se suffire à eux-mêmes, continuant à se réunir dans leurs églises nues et désolées, quand on voulait bien le tolérer, pour y prier en commun. Ils y présentaient même leurs morts, avant de les porter au cimetière. A leur grand chagrin, on leur avait interdit l'usage des cloches ; cependant, à la suite de sollicitations réitérées, Richou avait bien voulu permettre que l'on sonnât la cloche chaque jour, pour indiquer les heures de travail. Mais les gens de la campagne y attachaient une tout autre signification : pour eux, c'était toujours l'*Angelus* des temps passés. Du reste, on continuait à proscrire sévèrement toute manifestation, tout signe extérieur, rappelant un culte quelconque. Les documents de l'époque prouvent qu'en l'an 5, en l'an 7 encore, l'administration envoyait des commissaires parcourir les campagnes, pour enlever les *signes du fanatisme* ; mais les croix, à peine abattues, semblaient se relever d'elles-mêmes, dans les cimetières et sur les voies publiques. « Malgré toutes les peines que je me suis données, écrivait un de ces commissaires, pour porter les agents nationaux à abattre les signes du fanatisme, ils existent encore dans toutes les communes du canton, excepté à Herrlisheim et Hattstatt, où j'ai fait cette opération moi-même, couvert de

mille malédictions et de menaces, de la part de ces adorateurs et adoratrices de ces pierres et bois sacrés. N'étant pas encore décidé à me sacrifier pour ces agents qui, eux-mêmes, entretiennent les sots dans le fanatisme par leur funeste indifférence, et, pour enfin parvenir au but désiré, je ne vois d'autre moyen que de loger deux hommes de garnison chez chacun d'eux. • 1795.

Aujourd'hui que l'ordre le plus parfait règne partout, à la surface au moins, supposez un de ces troubles que nous avons eu si souvent à décrire, un seul, éclatant subitement au sein d'une commune quelconque de notre département : l'émotion sera générale. A cette époque, c'était tous les jours et sur tous les points, que se produisaient des faits de ce genre ; et cela a duré ainsi des années entières. Qu'on juge, d'après cela, des épreuves que nos pères ont eu à traverser. Voilà pourtant ce qu'a produit la constitution civile du clergé. Certes, les auteurs de la mesure ne se doutaient pas des tempêtes qu'elle enfanterait. Et maintenant, quand on songe que ces mauvais jours pourraient renaitre, pires peut-être ; qu'il ne faudrait, pour cela, qu'une imprudence, un acte irréfléchi, un doigt indiscret, un souffle effleurant cette sensitive qu'on appelle la conscience..... Quelle leçon ! Et que de ménagements, dans nos rapports religieux, nous sont commandés à tous, gouvernants et gouvernés, prêtres et laïcs, catholiques et dissidents !

FIN.

NOTES DES CHAPITRES

NOTES DU CHAPITRE PREMIER.

Page 5.

La Commission intermédiaire de la province d'Alsace à Strasbourg, se composait, en 1787, ainsi qu'il suit : le Bailli de Flachslanden, président; l'abbé de Neubourg; le baron de Falckenhayn, lieutenant-général des armées du Roi; de Türckheim, ammeister de Strasbourg; Schwendt, syndic de la noblesse immédiate de la Basse-Alsace; le baron de Schauenbourg d'Herrlisheim. et Hell, bailli de Landser, procureurs-syndics; Mathieu, secrétaire-greffier.

Commission intermédiaire du district de Belfort : le comte de Montjoye, président; Bruat, curé de Bourogne; comte de Reinach-Foussemagne; Tournié, bourgmestre de Thann; Boyer, conseiller au Magistrat de Belfort; comte de Montjoye-Vaufrey et Reiset, bailli de Grandvillars, procureurs-syndics.

Commission intermédiaire du district de Colmar : Le général baron de Klinglin, président; l'abbé de Munster; de Bachos, seigneur de Hüsseren; Mieg, stettmestre de Colmar; Metzger, stettmestre-adjoint de Colmar; baron de Berckheim et Larcher, bailli de Bergheim, syndics.

Commission intermédiaire du district de Huningue : baron d'Andlau, président; le grand prévôt de Lure; le doyen de Saasheim; le doyen d'Hésingue; le baron de Reichenstein de Leymen; le baron de Reinach, de Steinbrunn; Heitz, de Kembs; Dürringer, d'Altkirch; Heimbürger, de Sierentz; Geiger, de Dessenheim; Pflieger, d'Altkirch; Wendling, de Landser.

Les députés de la province d'Alsace à l'assemblée nationale étaient : le prince de Broglie ; le baron de Rathsamhausen ; le baron de Flachslanden ; le comte de Montjoye ; le cardinal de Rohan ; Gobel, évêque de Lydda ; l'abbé d'Eymar ; l'abbé du Bourg ; Rosé, curé de Steinbrunn ; Kauffmann, de Matzenheim ; Pinelle, de Neuf-Brisach ; Hell, bailli de Landser ; Herman, procureur général au Conseil souverain d'Alsace ; Reubell, avocat à Colmar ; Albert aîné, avocat à Colmar ; Lavie, de Belfort ; Pflieger, d'Altkirch ; Guittard, de Lachapelle ; Meyer, de Kaysersberg, pour les dix villes impériales ; de Türckheim ; Schwendt, pour la ville de Strasbourg.

NOTES DU CHAPITRE II.

COMPOSITION DES ADMINISTRATIONS EN 1790.

Directoire du département : Monin, de Thann, président ; Schoff, de Battenheim ; Mûeg, de Colmar ; Wælterlé, de Heimsprung ; Müller, de Bartenheim ; Ricklin, de Dannemarie ; Bruat, de Grandvillars ; Schneider, de Rouffach ; Rudler, de Guebwiller ; Reubell, procureur-général syndic ; Jourdain, secrétaire général.

Directoire du district de Colmar : Reichstetter, bailli de Guebwiller, président ; Gœcklin, substitut au Conseil souverain ; J.-B. Schirmer, avocat, de Colmar ; Metzger, de Colmar ; J.-B. Mittelberger, maire de Kientzheim. Suppléants : Erasme Tissot, avocat, de Wintzenheim ; Thiébaud Hamberger, maire d'Ammerschwihir ; Albert aîné, procureur-syndic, Blanchard père, secrétaire.

Directoire du district d'Altkirch : Wildt ; Scholer, maire de Huningue ; Grünenberger ; Wilhelm ; Pflieger, procureur-syndic ; Blanchard fils, secrétaire.

Directoire du district de Belfort : Chalmey, maire de Réchésy, président ; Dominique Schirmer, avocat, de Cernay ; Joseph Baumlín, avocat, de Thann ; Jean-Adam Bœchlin, avocat, de Cernay ; Nicolas Boyer, négociant à Belfort ; Rossée, Procureur-syndic ; Roussel, secrétaire.

NOTES DU CHAPITRE III.

Les députés élus à l'assemblée législative étaient : Ritter, juge au tribunal d'Altkirch ; Wæltlerlé, membre du directoire du département ; Bruat, administrateur du département ; Rudler, membre du directoire du département ; de la Porte, avoué au tribunal de Belfort ; Louis Schirmer, juge au tribunal de Colmar ; Baumlin, membre du directoire du district de Belfort.

NOTES DU CHAPITRE IV.

COMPOSITION DES ADMINISTRATIONS EN 1792.

Directoire du département : Collombel, président ; Roesch, Belin, Pflieger, Hell, Dernois, Bechelé, Eggerlé, Rudler ; Clavé, procureur-général-syndic ; Jourdain, secrétaire-général.

Directoire du district de Colmar : Gérardin, président ; Probst, Buob aîné, Baur, Thürninger, Bernard, Roesch jeune ; Larcher, procureur-syndic ; Blanchard père, secrétaire.

Directoire du district de Belfort : Pépion, président ; Boyer, Bornèque, Schirmer, Boillot, Hartemann, Spetz ; Rossée, procureur-syndic ; Roussel, secrétaire.

Directoire du district d'Altkirch : Rutsch, président ; Beltz, Rauch (de Dietwiller), Karm, Seiler, Gschwind, Rauch (de Habsheim) ; Clavé (de Spebach), procureur-syndic ; Couchepin, secrétaire.

NOTES DU CHAPITRE V.

Page 106.

Le territoire envahi, l'appel effrayant des Représentants aux armées, les autorités en permanence, le tocsin sonnant à minuit, pour retentir quarante-huit heures de suite.....

Quelle nuit, que cette nuit du 11 septembre ! — Qu'on se rassure pourtant : cette nuit se passa, pour les Colmariens, mieux qu'on ne devait s'y attendre. C'est ce qui semble ressortir de l'extrait suivant des registres du conseil général de la commune de Colmar, que nous transcrivons littéralement.

Séance du 11 septembre 1793, an 2 de la république française.

Le conseil général de la commune ayant été averti de la réquisition des Représentants du peuple à l'armée du Rhin, du 10 de ce mois, et de l'arrêté du conseil général du département du Haut-Rhin, de ce jour ; il a arrêté, sur ce oui le Procureur de la commune, qu'il sera provisoirement fait une adresse aux citoyens de cette commune, pour leur faire part des dispositions à prendre, et que le conseil général restera, dès ce moment, en permanence, pour veiller à l'exécution ponctuelle des mesures prescrites par le susdit arrêté.

Séance extraordinaire du 11 septembre 1793, au soir.

Les administrateurs du district ayant transmis l'ordre de faire sonner le tocsin, à minuit, pour annoncer aux citoyens de l'âge de 18 à 25 ans, non dispensés par les exemptions indiquées par le département, que le moment était venu où, à l'exemple de tous nos frères des départements voisins, il fallait se lever, pour hâter le triomphe de la liberté française et l'anéantissement de ses ennemis ; qu'ils devaient se préparer sur le champ pour cette grande expédition, munis de toutes les armes qu'ils pourraient se procurer ; se munir pareillement de vivres pour un certain nombre de jours ; que l'heure du rassemblement et du départ serait annoncée en faisant battre la générale. Le conseil général s'était occupé sur le champ de cette importante mesure, en faisant différentes dispositions, notamment concernant les subsistances ; et, pour que les citoyens ne pussent pas concevoir une fausse alarme d'un tocsin si imprévu, qui devait se faire entendre à une heure aussi extraordinaire, il fut arrêté aussi qu'une proclamation serait faite aux flambeaux et au son de plusieurs tambours réunis, pour prévenir les citoyens de l'objet pour lequel on les troublait dans leur sommeil, et que, lorsque le

tocsin sonnerait, à minuit, la ville serait illuminée, et que le conseil général se rendrait, sur le champ, à la grande maison commune, où l'on prendrait les dispositions ultérieures.

*Séance extraordinaire tenue à la maison commune,
après minuit.*

La proclamation ayant été effectuée, vers onze heures du soir, en conséquence de l'arrêté ci-dessus, et, à minuit, le tocsin ayant commencé à sonner, tous les membres du conseil général, en écharpe, se sont rendus de suite à la maison commune. Là, on était impatient de voir arriver l'arrêté qui devait régler la conduite des administrateurs de la commune et indiquer l'heure à laquelle la générale serait battue. Rien n'étant parvenu, après deux heures d'attente, l'on a envoyé des députés au département et au district, pour prendre des renseignements, et on y a trouvé les seuls secrétaires en chef, qui étaient en bonnet de nuit. Le secrétaire du département ayant annoncé que l'arrêté qui devait parvenir à la commune était à l'imprimerie, les députés s'y sont rendus de suite, et, après avoir éveillé, avec bien de la peine, l'imprimeur, celui-ci a répondu que l'arrêté n'était pas encore sous presse. De tout quoi les députés étant venus rendre compte, le conseil général, après avoir ouï le substitut du Procureur de la commune, a arrêté qu'il en serait dressé procès-verbal sur le registre, et que, comme le moment de battre la générale n'était pas encore si prochain, trois ou quatre membres seulement resteraient en permanence à la maison commune. Il a arrêté de plus que la proclamation faite fort tard, pouvant bien ne pas avoir été entendue de bien des citoyens, elle serait réitérée à quatre heures et demie du matin, et que les portes de la ville resteraient fermées jusqu'à nouvel ordre.

Page 117.

Ainsi que cela se pratiquait, en pareil cas, Larcher fit prévenir le curé de Lautenbach, qui vint, en accomplissant les rites voulus, recueillir l'hostie consacrée, qu'il déposa ensuite dans le tabernacle de l'église du lieu. Il n'en fut pas toujours

ni partout ainsi, notamment, au fort de la Terreur, et dans les départements où le culte avait été entièrement supprimé. Une découverte intéressante vient d'être faite, à ce sujet, dans les archives du tribunal criminel du Doubs. M. Sauzay, de Besançon, examinait les dossiers concernant les prêtres réfractaires poursuivis à cette époque. Deux de ces dossiers frappèrent plus particulièrement son attention. Des procès-verbaux de perquisition constataient la saisie de plusieurs corporaux enveloppant des hosties consacrées, et qui étaient contenus, les uns, dans une bourse en soie, les autres, dans un portefeuille. Et en effet, la bourse, le portefeuille, avec les corporaux qu'elles renfermaient, faisaient partie des dossiers, comme pièces à conviction. Vivement ému, M. Sauzay fit avertir un ecclésiastique. On ouvrit les corporaux : ils contenaient un certain nombre d'hosties, dans un état parfait d'intégrité. Par les soins de Mgr le cardinal-archevêque de Besançon, ces hosties furent portées dans sa chapelle particulière, où elles sont gardées dans un vase précieux.

NOTES DU CHAPITRE VI.

Page 143.

Ce n'est pas ici le lieu de rapporter les faits et gestes du maire Monet, de Strasbourg, non plus que ceux de la Propagande, une des grandes infamies du temps. Nous renvoyons le lecteur qui voudrait s'édifier, à cet égard, au *Livre bleu*, recueil au quel il ne manquerait que d'être remanié et mieux coordonné, pour constituer, à coup sûr, un des documents les plus curieux de la période révolutionnaire. Dans les notes écrites de l'agent du comité de salut public, Garnerin, saisies à Colmar et déposées aujourd'hui aux archives de l'empire, il existe un portrait détaillé de Monet, tracé au temps de sa puissance. Il est représenté comme « fourbe, hypocrite, féroce au besoin ; uniquement appliqué à rester lié au parti le plus fort. » En regard se trouve un portrait bien différent : c'est

celui de notre honorable président André, «figure antique, dont le type se perd tous les jours,» a dit de lui M. l'avocat-général Laurent. Les notes qui le concernent, sont d'autant plus flatteuses, qu'elles étaient destinées à rester secrètes : «André, de Strasbourg. Plein de connaissances et de lumières; beaucoup de talent et de patriotisme; est fait pour rendre les plus grands services à l'administration; unit la prudence à la fermeté. Il jouit de l'estime que mérite une probité reconnue.» Il est étonnant que M. le président André n'ait pas encore été l'objet d'une notice biographique spéciale : elle eût été, à la fois, pleine d'intérêt et d'utiles enseignements.

COMPOSITION DES DIRECTOIRES DU DÉPARTEMENT ET DES
DISTRICTS, A LA FIN DE L'ANNÉE 1793.

Département : D'Aigrefeuille, Bernard, Greiner, Probst, Larcher, Ortlieb. (Les fonctions de Procureur-général-syndic avaient été momentanément supprimées.)

District de Colmar : Buob aîné, Thürninger, Baur, Boucta, Chayrou; Bach, agent national.

District de Belfort : Bernard, Schirmer, Bornèque, Guy, Royer; Rossée, agent national.

District d'Altkirch : Schwartz fils, Stouff, Robert, Bacher; Rey, agent national.

NOTES DES CHAPITRES VII, VIII ET IX.

COMPOSITION DES DIRECTOIRES DU DÉPARTEMENT ET DES
DISTRICTS, EN 1794.

Département : Buob jeune, Probst, Ortlieb, Roesch, Wæltérle et Collombel.

District de Colmar : Metzger, Baur, Rudler, Hohl fils; Bach, agent national.

District de Belfort : Bernard, Schirmer, Royer, Bornèque, Guy; Rossée, agent national.

District d'Altkirch : Schwartz, Stouff, Rauch, Comment; Rey, agent national.

NOTES DU CHAPITRE X.

COMPOSITION DES ADMINISTRATIONS AU MOIS DE MARS 1795.

Département : Belin, Buob jeune, Probst, Wæltérlé et Ortlieb.

District de Colmar : Metzger, Hohl, Knoll, Kœnig, Golbéry, Dagon aîné ; Bach, agent national.

Les districts de Belfort et d'Altkirch sont restés composés, à très peu de chose près, des mêmes éléments qu'en 1794.

Les membres du Corps législatif élus par le département du Haut-Rhin, en exécution de la Constitution du 5 fructidor an III, étaient :

Conseil des Anciens : Johannot, Rossée.

Conseil des Cinq-cents : Albert aîné, Belin, de la Porte, Du-bois jeune, Meyer, Pflieger, Ritter.

FIN DES NOTES DES CHAPITRES.

NOTES BIOGRAPHIQUES

NOTES BIOGRAPHIQUES ¹.

D'AIGREFEUILLE (*Dagobert*), d'abord curé de Cernay, fut, plus tard, élu curé constitutionnel de Guebwiller, où il s'allia avec le parti le plus avancé. Hérault de Séchelles l'appela au directoire du département, qu'il présida quelque temps. Il fut le premier, dans le Haut-Rhin, qui abdiqua les fonctions de prêtre catholique. Après la chute de Hérault, dont il avait été l'un des adhérents les plus chauds, d'Aigrefeuille fut écarté de l'administration. On le vit, peu après, figurer au nombre des conseillers de Hentz et Goujon, et se faire l'instigateur des mesures violentes prises contre le département du Haut-Rhin. Il s'occupait, en même temps, d'opérations commerciales, en société avec le fabricant Pierre Dollfus ; un instant même il fut compromis avec lui, dans des poursuites que le gouvernement dirigea contre des Mulhousiens. Lors de la mise à exécution de la Constitution de l'an III, d'Aigrefeuille fut nommé commissaire du directoire exécutif pour le canton d'Ammerschwihr. Il est mort préfet de l'empire, à Mayence.

1. Ces notes n'ont pas la prétention de constituer des notices biographiques. Elles n'ont pour objet que de fournir quelques indications sur la carrière parcourue par les personnages qui ont le plus marqué dans les événements de la révolution. Les plus développées concernent des personnes dont il n'a encore été rien dit jusqu'ici ; d'autres renferment quelques renseignements inédits.

ALBERT aîné (*Jean-Bernard*), né à Beuzonville (Moselle), en 1740. Il était avocat au Conseil souverain d'Alsace, depuis l'année 1765, quand, en 1789, il fut député aux États-généraux par le bailliage de Colmar. Au mois de mars 1790, Albert dut à l'influence et à la considération dont il jouissait dans le pays, d'être élu procureur de la commune de Colmar, et, trois mois après, procureur-syndic du district. Nommés ensemble députés à la Convention nationale, Albert et Dubois jeune furent les seuls représentants du Haut-Rhin qui refusèrent de voter la mort du roi. Ce vote était non-seulement un acte de conscience, mais aussi, il faut bien le dire, un acte de courage ; ils en donnèrent les motifs à leurs concitoyens, dans une adresse qui, sans l'évènement du 9 thermidor, eût peut-être mis leur existence en péril. Lors de la mise en vigueur de la Constitution de l'an III, Albert entra au Conseil des Cinq-cents ; il en sortit, en l'an 5, et alla remplacer Coffinhal jeune, comme juge au tribunal de cassation. En l'an 6, il fut appelé, en qualité de député de la Seine, à faire partie du Conseil des Anciens. A l'expiration de son mandat, Albert se retira à Colmar. Il mourut, lors d'un voyage qu'il fit à Paris, le 20 juillet 1807.

BAUMLIN (*François-Joseph*), de Thann, avocat au Conseil depuis 1785 ; membre du directoire du district de Belfort, en 1790. L'année suivante, il fut élu député à l'assemblée législative. Arrêté comme fédéraliste, pendant la Terreur, avec quelques autres citoyens notables de Thann, il devint, après le 9 thermidor, substitut de l'agent national du district de Belfort. Quand vint la réorganisation judiciaire, Baumlin entra au barreau de Colmar, dont il fut constamment un des membres les plus estimés. Il est mort au mois de février 1834.

BÉCHELÉ (*Joseph-Antoine*), avocat au Conseil souverain, depuis 1782, fut nommé juge au tribunal du district de Colmar, quand les représentants Prieur, Carnot et Ritter suspendirent Boisgautier, Golbéry, Reichstetter et Marquair, qui composaient le siège. Au mois de décembre suivant, Béchéle entra au directoire du département ; mais il cessa d'en faire partie à l'arrivée de Hérault, et fut appelé, comme juge, au tribunal criminel. Quand, au mois de ventose an 2, Fousse-

doire procéda, au sein de la Société populaire de Colmar, à l'épuration des autorités, Béchelé fut sur le point d'être rejeté, à la suite des accusations graves qui furent articulées contre lui. Quelques mois après, il était un des principaux conseillers de la Commission révolutionnaire établie par les représentants Hentz et Goujon. Au mois de fructidor an 3 (septembre 1795), le représentant Fricot le fit rentrer dans l'administration du département; mais le corps électoral, convoqué le mois suivant, ne ratifia pas ce choix. Après avoir, quelque temps encore, fait partie du tribunal de Colmar, Béchelé rentra au barreau comme avoué-défenseur. Il est mort, à Colmar, en 1803.

BELIN (*Pierre-Joseph*), né à Delle, en 1760, administrateur du directoire du district, en 1792, fut chargé de suppléer, comme procureur-général-syndic, Reubell, alors député à la Convention nationale. Hérault de Séchelles le maintint à son poste, quand, au mois de novembre 1793, il établit la commission révolutionnaire départementale. Après la chute de ce représentant, Belin s'éloigna, de lui-même, de l'administration pendant quelque temps. Au mois de pluviôse an 3, il fut, à la suite d'un concours, nommé notaire à Delle; mais il ne prit point possession de ce poste, et rentra bientôt dans l'administration du département, où le maintinrent les épurations dirigées par les représentants Richou et Bailly. En 1795, le corps électoral du Haut-Rhin le nomma député au Conseil des Cinq-cents. A l'expiration de son mandat, Belin quitta l'administration pour la magistrature. Il devint successivement commissaire au tribunal correctionnel de Belfort, en 1799; président du tribunal de Delémont, en 1806; conseiller à la cour impériale de Colmar, en 1809. L'institution royale lui fut refusée, en 1816; mais il fut réintégré, en 1819. Le conseiller Belin est mort en fonctions, en 1835.

BERDOLET (*Marc-Antoine*), né à Rougemont, en 1740, était curé de Pfaffans. Après la mort d'Arbogaste Martin, premier évêque du Haut-Rhin, l'Église constitutionnelle du département resta deux années sans chef. Dans une assemblée presbytérale tenue, à Aspach-le-bas, au mois d'avril 1796, Berdolet fut élu évêque du Haut-Rhin. Après le concordat, il

fut appelé au siège épiscopal d'Aix-la-Chapelle, où il est mort, en 1809.

BERNARD (*Joseph-Charles*), notaire royal, à Colmar, avant la révolution, fut nommé au conseil général de la commune, en 1790. Il était sorti de l'administration du département, dont il avait fait partie quelque temps, quand Hérault l'y fit rentrer, au mois de novembre 1793. Au mois de germinal suivant (avril 1794), l'épuration faite par Foussedoire le fit entrer, lui et son collègue Greiner, au tribunal du district de Colmar. Lors de la nouvelle organisation judiciaire, Bernard fut nommé juge au tribunal d'appel. Il est mort, à Colmar, au mois de janvier 1809.

BLANCHARD (*Nicolas-Louis*) est né à Huningue, en 1768. Secrétaire du district d'Altkirch, en 1790, il fut bientôt appelé au district de Colmar, comme chef du bureau des subsistances. Bien souvent ses talents furent mis à l'épreuve par les Représentants aux armées, qui lui confièrent des missions délicates dont il s'acquitta toujours avec honneur. Foussedoire, dont il fut quelque temps secrétaire, le nomma commissaire des guerres, poste dont il occupa bientôt les grades les plus élevés. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages politiques estimés. Retiré dans ses terres, sous la Restauration, Blanchard fut nommé conseiller de préfecture, à Colmar, par le gouvernement de juillet. Il est mort à Heiteren, en 1847.

BORNÈQUE (*Joseph*), de Belfort ; membre du district, de 1792 à 1795 ; juge au tribunal civil, puis président à Belfort, en 1800, et enfin, à Altkirch, en 1807. Il est décédé le 29 novembre 1834, à l'âge de 70 ans.

BOUCTA (*Hermann-Joseph*), né à Colmar, en 1754, est un des personnages qui ont pris la part la plus active aux faits de la révolution dans le département du Haut-Rhin. Fils d'un employé des domaines, il était receveur de la régie générale, à Beaune, quand éclata la révolution. Il en adopta les principes avec ardeur et fut l'un des fondateurs de la Société populaire qui, dès le mois de décembre 1789, s'était établie

dans cette ville. Son emploi ayant été supprimé, Boucta revint à Colmar, où il fut employé au bureau des impositions. Il était, en même temps, un des orateurs les plus ardents de la Société populaire, qu'il présida à plusieurs reprises. Hérault, dont il fut un des affidés intimes, le fit entrer au directoire du district et au comité central d'activité révolutionnaire. Après la mort de ce Représentant, des perquisitions furent faites dans les papiers de Boucta, mais sans résultat compromettant pour lui. Au mois de germinal suivant, Boucta remplaça Rapinat, comme président du tribunal criminel, et remplit ces fonctions jusqu'au mois de messidor de l'an 3. A dater de cette époque, son importance alla en déclinant. Lors de la première réorganisation judiciaire, Boucta devint avoué près ce tribunal criminel qu'il avait présidé dans le temps. Bientôt ces fonctions furent supprimées, et il fut trop heureux d'obtenir la position d'interprète à la Cour d'appel, que lui procura le premier président Schirmer, celui-là même dont il avait jadis annoté le nom, sur les registres de la Société populaire, de la manière la plus injurieuse. Boucta est mort à Colmar, en 1813.

BRUAT (*Joseph*), né à Grandvillars, en 1763 ; membre du directoire du département, en 1790 ; législateur, en 1791 ; accusateur militaire du 1^{er} arrondissement de l'armée du Bas-Rhin, en 1793. Nommé plus tard juge au tribunal criminel du Haut-Rhin, Bruat termina sa carrière, comme président du tribunal de première instance d'Altkirch. Il est mort en fonctions, le 31 mars 1807.

BRUAT (*André*), frère du précédent, membre du conseil général du département, en 1792, a rempli, pendant de longues années, les fonctions de juge de paix à Delle. Il est mort, au mois de juin 1829, à Grandvillars, âgé de 73 ans.

BUOB aîné (*Jean*), né à Colmar, en 1749, était Stettmestre, avant la révolution. En 1790, il fit partie du conseil général de la commune, où il remplaça Albert, comme Procureur-syndic. Élu membre du directoire du district, en 1792, il y fut maintenu, les années suivantes, tant par Hérault que par Foussedoire. Dans la suite, il continua à faire partie de l'ad-

ministration municipale de la ville de Colmar, ainsi que du conseil général du Haut-Rhin. Buob est mort, à Colmar, au mois d'août 1813.

BUTENSCHÖEN, originaire du Holstein, était un de ces étrangers enthousiastes que les brillants débuts de la révolution française avaient attirés en France. Il se lia intimement, à Strasbourg, avec Euloge Schneider, et devint son collaborateur au journal l'*Argus*. Comme officier municipal, Butenschœn eut le courage de protester contre l'arrêté de St-Just et Lebas, qui prescrivait à la municipalité d'abattre, dans la huitaine, toutes les statues en pierre qui décoraient la façade de la cathédrale. C'est à lui, bien certainement, que l'on doit la conservation de cet admirable monument. L'arrestation de Schneider lui causa une douleur telle, qu'on fut obligé de le retenir, au moment où il cherchait à percer la foule, pour s'élancer sur l'échafaud, où ce misérable était exposé aux regards du peuple. Il demanda hautement à partager son sort : ce vœu faillit être exaucé. Quelques jours après, Butenschœn fut arrêté, par ordre des représentants Baudot et Lacoste, avec Wolff, Jung, Massé, Vogt et autres adhérents de Schneider. Les uns furent transférés à Paris, condamnés à mort par le tribunal révolutionnaire, et exécutés ; les autres furent enfermés à Dijon. Seul, Butenschœn resta, on ne sait trop comment, prisonnier à Strasbourg ; il put même continuer à rédiger librement son journal l'*Argus*. Neuf mois après, il fut transféré à Paris, pour être traduit au tribunal révolutionnaire ; mais la chute de Robespierre vint le sauver d'une mort certaine. Rendu à la liberté, Butenschœn se voua à l'instruction et devint professeur d'histoire à l'école centrale de Colmar. Après la suppression de cette école, en 1800, Butenschœn remplaça Marquair, comme bibliothécaire-archiviste ; mais ce ne fut pas pour longtemps. Bientôt il quitta Colmar, pour n'y plus revenir.

CLAVÉ (*François-Guillaume*), juge au tribunal du district d'Altkirch, remplaça, en 1792, comme procureur-général-syndic, Reubell, appelé à la Convention nationale, dont il avait, lui-même, été élu député suppléant. Quand Hérault de Séchelles vint installer dans le Haut-Rhin le gouvernement

révolutionnaire, Clavé cessa de faire partie du directoire du département. Il devint, dans la suite, commissaire du pouvoir exécutif, puis procureur impérial près le tribunal de l'arrondissement d'Altkirch. Il est mort en fonctions, en 1806, à l'âge de 52 ans.

CLAVÉ (*Antoine-Christophe*), né en 1768, était bailli, avant la révolution. Élu procureur-syndic du district d'Altkirch, en 1790, il devint ensuite commissaire national près le tribunal. Il remplissait ces fonctions, quand, au mois de frimaire an 2, le comité de surveillance de Spebach-le-bas, sa commune natale, instigué par le curé constitutionnel Werner, le fit arrêter, sous prétexte qu'il quittait son poste deux fois par semaine, et que, tout en feignant d'être patriote, il était ennemi de la chose publique. Clavé vivait, depuis longtemps, retiré à Spebach-le-haut, quand il mourut, frappé d'apoplexie, lors d'une excursion qu'il fit à Dornach, au mois de janvier 1820.

COLLOMBEL (*Hippolyte*), ancien officier de dragons, fabricant d'indiennes, à Ste-Marie-aux-Mines, entra dans les fonctions publiques, en 1790. Président du département, en 1792, il fut délégué, l'année suivante, pour faire partie du comité central des subsistances, formé à Strasbourg par les Représentants en mission. Renvoyé de l'administration départementale par Hérault, il y fut rappelé par Foussedoire, au mois de germinal an 2. L'épuration des autorités, à laquelle procéda le représentant Bailly, au mois de ventose an 3, le maintint au nombre des administrateurs ; mais il donna sa démission le mois suivant, et se retira à Ste-Croix-aux-Mines où il remplit longtemps les fonctions de maire.

DERNOIS (*François-Pierre*) était fils d'un boucher d'Ensisheim. Doué de beaucoup d'activité et d'intelligence, il fonda, à Bollwiller, une fabrique d'indiennes et une blanchisserie, qu'il exploita jusqu'en 1791. Lorsqu'éclata la révolution, Dernois en adopta les principes avec chaleur. Il devint successivement maire d'Ensisheim, juge de paix, et enfin, membre du directoire du département. L'administration lui confia souvent des missions importantes, surtout en matière

militaire, dont il s'acquitta avec beaucoup de tact et de mesure. Lors des événements de Gundolsheim, en 1793, Dernois fut envoyé sur les lieux par le département ; mais ses efforts ne purent empêcher les malheurs qui signalèrent cette fatale journée. Ses ennemis soulevèrent contre lui, à cette occasion, un déchaînement universel dans le pays. Forcé de s'enfuir, Dernois se retira en Suisse ; son nom fut porté sur la liste des émigrés, ses biens séquestrés. L'année suivante, il profita du bénéfice du décret du 22 nivose an III, qui autorisait la rentrée des ouvriers et laboureurs du Haut et du Bas-Rhin, non nobles ou prêtres, sortis du territoire, depuis le 1^{er} mai 1793. Il purgea sa contumace, fut acquitté par le jury et obtint sa radiation de la liste des émigrés. Dans la suite, Dernois entra dans la partie des fournitures militaires et accompagna les armées françaises en Allemagne. Il mourut, à Dantzig, de mort violente. D'après les uns, il aurait été pendu, comme espion ; suivant d'autres, et c'est là l'opinion la plus probable, il fut, à la suite de mauvaises spéculations, l'objet d'un décret de prise de corps ; sur le point d'être arrêté, il se coupa la gorge.

DIÈCHE (*Antoine-Claude*), né en 1753, à Rhodéz, lieutenant-colonel du 28^e régiment d'infanterie, en 1792 ; général de brigade, le 14 août 1793 ; général de division, le 23 août. Réformé en l'an VIII, il est mort en 1811.

DOLLFUS (*Pierre*), de Mulhouse, gérant, depuis 1770, l'établissement industriel de Wesserling, au nom d'une société qui fut dissoute, en 1787. Il vint alors s'établir à Thann, puis à Guebwiller, où il créa une fabrique de toiles peintes. Il s'y lia intimement avec d'Aigrefeuille, curé constitutionnel de cette ville. En 1793, Pierre Dollfus devint membre du directoire du district de Colmar, mais il en fut éliminé, l'année suivante, lors de l'épuration faite par Fousseidoire. En 1795, il quitta l'Alsace et alla s'établir à Paris.

DUBOIS jeune (*Louis-Esprit*), né à Colmar, avocat avant la révolution ; officier municipal, en 1790. Il fut employé, quelque temps, comme secrétaire dans les bureaux du contentieux du bien public, fonctions dont il se démit, pour reprendre celles

d'homme de loi. Quand, en 1792, les représentants Prieur, Carnot et Ritter renouvelèrent le personnel des autorités judiciaires du Haut-Rhin, Dubois devint juge au tribunal civil du district. Quelques mois après, le corps électoral le nomma député à la Convention nationale. Lors du procès du roi, il déclina la qualité de juge que s'attribuait l'assemblée : «Ce caractère n'appartient à aucun de nous, s'écria-t-il. Si nous l'étions, il eût fallu en remplir les devoirs ; il eût fallu suivre les formes.» Après le 9 thermidor, Dubois fut chargé de diverses missions auprès des armées de la république. Élu au conseil des Cinq-cents, il en sortit le 20 mai 1798. Le directoire exécutif le nomma commissaire près le tribunal de cassation, et il justifia cette distinction par son éloquence et par ses talents. Dans la suite, Dubois fut envoyé dans les îles vénitiennes, pour organiser les nouveaux départements de Corcyre, d'Ithaque et de la mer Egée. Après le 18 brumaire, il fut placé à la tête de la police générale, à Lyon, puis à Florence. En l'an XII, il fut nommé préfet du Gard. Dans ces diverses positions, Dubois fit preuve de talents vraiment distingués. Après la chute de l'empire, il rentra dans la vie privée et mourut à Paris, en 1828.

EGGERLÉ (*Daniel-Adam*), de Colmar, était ingénieur-géographe du Conseil souverain d'Alsace. Il fut chargé, en 1789, d'apporter à l'assemblée des députés des dix villes impériales, qui se tint à Schlestadt, le cahier particulier des doléances de la bourgeoisie de Colmar. Il prit aussi une part active à l'installation de la nouvelle municipalité qui remplaça l'ancien Magistrat. Appelé au directoire du département, en 1792, Eggerlé reçut, l'année suivante, la rude mission d'accompagner au quartier-général de Wissembourg, les réquisitionnaires de la 1^{re} classe. A dater de l'arrivée de Hérault dans le pays, il cessa de faire partie de l'administration départementale, mais il fut chargé de conférer avec Pichegru, commandant l'armée de Rhin et Moselle, sur les moyens de défense propres à protéger la frontière, puis de chercher des secours à l'armée des Alpes. Il s'acquitta avec succès de cette double mission. Dans la suite, Eggerlé fit partie du conseil général du département et remplit longtemps les fonctions d'adjoint au maire, à Colmar. Il est décédé en 1828.

GOBEL (*Jean-Baptiste-Joseph*), né à Thann, le 1^{er} septembre 1727, mort à Paris, le 14 avril 1794. Il était chanoine à Porentruy, quand, en 1772, il fut nommé évêque de Lydda *in partibus*. En 1789, le clergé des districts de Belfort et Huningue réunis le députa aux États-généraux, avec Rosé, curé de Steinbrunn-le-haut. Gobel fut l'un des premiers à prêter serment à la constitution civile du clergé. Élu à la fois aux évêchés de Colmar, de Langres et de Paris, il opta pour ce dernier siège. Le 17 brumaire an II, il vint, à la tête de son clergé, abjurer et déposer ses lettres de prêtrise sur le bureau de la Convention. Cinq mois après, il montait à l'échafaud, confondu avec les Hébert, les Momoro et toute la secte des athées. Avant de mourir, le malheureux vieillard envoya sa confession écrite à son ex-vicaire général Lothringer, le priant de se trouver sur son passage, à sa sortie de la conciergerie, et de lui donner l'absolution, pour ses péchés et pour le scandale qu'il avait causé et qu'il déplorait amèrement.

L'abbé *Lothringer* (Joseph), né à Thann, comme Gobel, s'était retiré, après la suppression du culte, à St-Maurice (Vosges). Au mois de floréal an V (mai 1797), il fut arrêté dans la vallée de St-Amarin, pour avoir rétracté le serment à la Constitution, qu'il avait prêté dans le temps. Le tribunal criminel du Haut-Rhin, devant lequel il fut traduit, se déclara incompétent et le renvoya au tribunal des Vosges, qui l'acquitta.

HAMBERGER (*Thiébaud*), maire d'Ammerschwihl et membre du district de Colmar, en 1790. Le 24 août 1792, un arrêté des représentants Prieur, Carnot et Ritter vint subitement renverser la plupart des fonctionnaires de l'ordre judiciaire du district, pour leur substituer des patriotes plus prononcés. Hamberger remplaça Chauffour, révoqué comme juge de paix du canton d'Ammerschwihl. L'année suivante, Hérault de Séchelles le fit entrer dans son Comité central d'activité révolutionnaire. Après le 9 thermidor, Hamberger se retira dans sa commune natale, où il est mort, en 1804.

HELL (*François*), né en 1731, était chevalier du St-Empire romain, et bailli de Landser, quand, en 1787, il fut nommé Procureur-syndic de la Commission intermédiaire de la pro-

vince d'Alsace. Envoyé aux États-généraux, en 1789, par les bailliages réunis de Haguenau et de Wissembourg, il entra, après la clôture de l'assemblée constituante, dans l'administration départementale du Haut-Rhin. Bientôt il fut dénoncé comme entretenant des correspondances avec l'étranger, arrêté par ordre des représentants Féraud et Laurent, condamné à mort par le tribunal révolutionnaire de Paris, le 3 floréal an II, et exécuté le même jour.

JOHANNOT (*Jean*), arrivé dans le pays, en 1787, devint directeur de l'établissement industriel de Wesserling, lors de la constitution de la nouvelle société qui succéda à celle de la maison Pierre Dollfus et Cie, dissoute à cette époque. Quand, en 1789, éclata l'insurrection de la vallée de Saint-Amarin, Johannot se mit à la tête des bandes armées qui se répandirent dans la contrée, pour contenir autant que possible leur fureur dévastatrice. Bien qu'il n'y réussit pas entièrement, sa conduite lui conquit sur la population une légitime influence. Aussi quand, en 1791, il s'agit d'organiser les Volontaires nationaux, fut-il chargé de cette tâche importante, en qualité de commissaire. La vallée de Saint-Amarin fournit, grâce à lui, un notable contingent à la composition des nouveaux bataillons. En 1792, Johannot entra au directoire du département. Comme président, il contribua, avec Reubell, qui en était Procureur-général-syndic, à imprimer à l'administration, jusqu'alors timide et hésitante, une allure beaucoup plus accentuée, dans le sens de la révolution. Nommé député à la Convention nationale, Johannot se signala par ses connaissances en matière financière. Bien souvent, son intervention constante auprès des comités de salut public et des approvisionnements, fut des plus utiles au département du Haut-Rhin. Bien qu'il eût voté la mort du Roi, mais sous la condition de l'appel au peuple, Johannot ne cessa d'appartenir au parti modéré de l'assemblée. Il contribua activement à la chute du régime et des agents de la Terreur. Appelé au Conseil des Anciens, en l'an III, Johannot n'y resta que deux ans. A dater de cette époque aussi, il cessa de faire partie de la société de Wesserling et quitta le pays, avec lequel il ne conserva plus, dès lors, aucune relation.

JOURDAIN (*Antoine*), né à Paris, en 1749. Il était premier commis au greffe du Conseil souverain d'Alsace, au moment où éclata la révolution, et devint secrétaire-général de l'administration du département, du premier jour de son établissement. Il faut avoir parcouru les registres contenant les actes administratifs de cette époque, pour se faire une idée de la prodigieuse besogne accomplie par cet infatigable travailleur. Lors de l'institution du tribunal d'appel du Haut-Rhin, Jourdain en fut nommé greffier en chef, fonctions qu'il continua à remplir, jusqu'en 1816. Il est mort, à Colmar, le 26 mai 1818. Jourdain est le fondateur du journal des arrêts de la Cour impériale de Colmar, continué aujourd'hui par notre savant collègue, M. de Neyremand.

LARCHER (*Jean-Baptiste*). Il est souvent question, dans ce récit, de ce personnage, qu'il ne faut pas confondre avec le vénérable conseiller Larcher, du Conseil souverain. Celui dont nous nous occupons avait été militaire, puis, après sa retraite, bailli de Bergheim et syndic de la Commission intermédiaire du district de Colmar. En 1790, il était membre du conseil général de la commune. Procureur-syndic du district, en 1792, il fut appelé par Hérault à faire partie de l'administration départementale. Après le départ de ce Représentant, Larcher fut placé à l'agence établie à Bourg-Libre (St-Louis), pour la surveillance des passeports et des exportations. Lors de la mise en vigueur de la Constitution de l'an III, il fut nommé commissaire du directoire exécutif, à Riquewihr. En l'an V, il était juge au tribunal civil.

LERSE (*François*), ami du poète Pfeffel, employé dans l'école militaire qu'il dirigeait à Colmar. Il commanda, quelque temps, la garde nationale de cette ville, en 1790, et quitta peu après, pour aller faire une éducation en Allemagne. Il est l'auteur d'une histoire de la Réformation, à Colmar.

LUCÉ (*Jean-Frédéric*), pasteur protestant à Munster. Il était, en 1791, secrétaire de la Société populaire de Colmar, et, en cette qualité, il prononça l'éloge de Mirabeau, à la séance du 11 avril. Hérault, frappé de sa capacité, le nomma membre du directoire du département, mais il refusa. Lucé

était d'ailleurs membre du conseil général de la commune de Colmar et employé au bureau des domaines nationaux. Il y rendit de grands services, ainsi qu'à la Société populaire, où il était surtout chargé des traductions. C'était lui aussi qui, aux cérémonies publiques, prononçait les discours allemands, bien qu'il parlât et écrivît très-élégamment le français. On connaît de lui *Les soirées de Hunauwehr, ou histoire d'un tonneau*, charmant récit, qu'il lut, un jour, à la Société d'émulation de Colmar, et dont les héros sont le poète Lamey et Schoepflin. Après la révolution, Lucé reprit ses fonctions de pasteur à Munster. Il est décédé le 18 janvier 1807.

MARQUAIR (*Jean-Pierre*), né à Colmar; avocat au Conseil souverain d'Alsace, depuis 1770, juge au siège prévotal, en 1780. Il était juge au tribunal de district, quand, le 24 août 1792, il fut suspendu de ses fonctions, en même temps que ses collègues Boisgautier, Golbéry et Reichstetter, par les représentants en mission Prieur, Carnot et Ritter. Nommé bibliothécaire-archiviste, il en remplit les fonctions jusqu'en 1801. Pendant la Terreur, Marquair fut sur le point d'être arrêté, par suite de la saisie, à la poste, d'une lettre qui semblait établir qu'il entretenait une correspondance avec un prêtre émigré. Après avoir fait partie comme juge, pendant plusieurs années, de la cour criminelle du Haut-Rhin, Marquair fut nommé conseiller à la Cour impériale, en 1811, et président de chambre, en 1816, fonctions qu'il exerça jusqu'à sa mort, en 1833.

METZGER (*Jean-Ulrich*), stettmestre-adjoint de la ville de Colmar, membre de la Commission intermédiaire, jusqu'en 1789; du directoire du district, en 1790 et en 1794; de l'administration centrale, en 1795. Sous le premier empire, il fit plusieurs fois partie du Corps législatif. Il est mort, à Colmar, le 25 février 1836.

Monin, syndic de la nouvelle municipalité de Thann, en 1789; membre du directoire du département, qu'il présidait, quand, en 1790, l'agitation qui régnait à Colmar déterminait l'administration à transporter son siège à Belfort. Au mois de mars 1793, le député Louis (du Bas-Rhin) fut envoyé en mis-

sion dans le Haut-Rhin, pour activer l'armement et le départ des Volontaires. Le district lui signala Monin comme étant l'ami le plus chaud des émigrés. Aussi fut-il, peu après, arrêté par un des commissaires civils de Hérault, avec Tournié, l'ancien bourgmestre, Baumlin, ex-législateur, et plusieurs autres citoyens considérables de Thann. Monin ne recouvra sa liberté qu'après le 9 thermidor. Au mois de vendémiaire an IV, l'assemblée électorale du Haut-Rhin le rappela à l'administration du département. Membre du Conseil des Anciens, en l'an VI, Monin fut, à la suite des événements du 18 fructidor, menacé, ainsi que son collègue Chambé, de se trouver compris dans les mesures de rigueur qui atteignirent, à cette époque, les membres des Conseils, suspectés de royalisme. Depuis ce temps, il vécut éloigné des affaires publiques.

MÜEG (*François-Xavier-Valentin*), stettmestre de la ville de Colmar, était membre de la Commission intermédiaire du district. Élu au directoire du département, en 1790, il y suppléa Reubell, comme procureur-général-syndic. L'année suivante, il quitta les fonctions administratives, pour ne les reprendre qu'à la suite des élections du mois de vendémiaire an IV. Avoué-défenseur, en l'an XII, Müeg fut nommé conseiller à la Cour impériale de Colmar, en 1812, fonctions qu'il exerça jusqu'au jour où il prit sa retraite, en 1823. Il est mort, le 23 mars 1838.

MÜLLER (*Zénobie*), né à Strasbourg, en 1745 ; mort à Colmar, en 1823. Fils de l'ancien préteur d'Obernai, il était, avant la révolution, chanoine à Colmar.

ORTLIEB (*Chrétien*), de Ribeauvillé, était receveur de l'école militaire dirigée par le poète Pfeffel, à Colmar. En 1790, il fut nommé par les représentants Prieur, Carnot et Ritter, juge de paix à Ribeauvillé, en remplacement de Schneiderlin. Hérault le fit entrer dans l'administration départementale, dont il fit partie jusqu'à la mise en vigueur de la Constitution de l'an III. A dater de cette époque, Ortlieb cessa de remplir des fonctions publiques.

PFLIEGER (*Jean-Adam*), d'Altkirch, membre du bureau intermédiaire du district de Huningue; député à l'assemblée nationale, par les bailliages de Belfort et Huningue, en 1789. En 1790, il fut nommé procureur-syndic du district d'Altkirch. Élu député à la Convention nationale, Pflieger vota la mort du roi. Quelque temps après, il fut envoyé en mission dans le département, avec son collègue Louis (du Bas-Rhin). Son arrivée devint le signal des premières arrestations de suspects; mais, moins de trois mois après, d'accord avec le conseil général du département, il fit élargir les prisonniers, dès que l'occasion lui parut favorable. Et en effet, malgré les faits que nous venons de rappeler, Pflieger n'était pas un homme de sang; loin de là. Il avait, au contraire, toutes les qualités qui font le bon père de famille, le bon citoyen. Comme tant d'autres, il a été entraîné.

Mais ceux qui les ont entraînés, les chefs, les meneurs : Qu'étaient-ils ? Que voulaient-ils ? Nous savons : « ils ont pu se tromper, dit-on, mais ils étaient convaincus. » Eux-mêmes, ils se disaient alors incompris. Ainsi était Hérault de Séchelles, dont le nom est souvent prononcé, dans le cours de ce récit. Nul n'avait été mieux doué que cet homme : naissance, agréments personnels, fortune, esprit distingué, il avait tout réuni. Un jour, il était au comité de salut public; on lui remet une lettre; elle était de Lavater, qui lui portait une véritable affection : « Eh ! quoi, lui écrivait Lavater ? c'est vous, Hérault, mon ami, vous dont l'esprit est si élevé, le cœur si généreux; c'est vous qui allez vous associer à de pareils hommes et à de pareils actes ! » Et tandis qu'il lisait, un sourire amer effleurait ses lèvres. Puis, passant la lettre à son voisin : « Ces gens-là ne nous comprennent pas, dit-il. » — En effet, nous ne les comprenons pas; ou plutôt, nous les comprenons trop. Ces hommes, il faut les prendre à la lettre. Leur but : c'était de rester seuls maîtres du terrain; leurs moyens : l'extermination indéfinie, la cruauté à l'état de système, la pire de toutes.

En 1795, Pflieger devint membre du conseil des Cinq-cents. Il est mort administrateur des postes, à Paris.

PFLIEGER jeune (*François-Antoine*), frère du conventionnel de ce nom; juge au tribunal du district d'Altkirch, en 1790.

Au mois de décembre 1792, il entra au directoire du département. Il était juge de paix à Altkirch, quand il mourut, le 25 fructidor an II, à l'âge de 45 ans.

DE LA PORTE (*François-Sébastien-Christophe*), né à Belfort, le 15 septembre 1760. La biographie détaillée de cet homme politique a été publiée, en 1862, dans la *Revue d'Alsace*. Avoué au tribunal de district, de la Porte fut élu en 1791, député à la législative, et, en 1792, à la Convention nationale. Il vota la mort de Louis XVI. Après diverses missions remplies aux armées, il fut chargé, avec d'autres Représentants, de diriger le siège de Lyon ; il participa à tous les excès dont cette malheureuse cité fut l'objet, à cette époque. Nommé secrétaire de la Convention, après le 9 thermidor, il contribua, avec Barras, au succès de la journée du 13 vendémiaire. De la Porte fit aussi partie du conseil des Cinq-cents. Son mandat expiré, il se retira à Belfort, où il reprit ses fonctions d'avoué. Il est mort presque dans la misère, le 25 mars 1823.

POUJOL (*Pierre-Laurent*), fils d'un conseiller au Conseil souverain d'Alsace, était chanoine du chapitre de Colmar, en 1789. Il fut l'un des premiers à prêter serment à la constitution civile du clergé. En 1791, on le voit fonder, avec son ami d'Aigrefeuille, le club des amis de la constitution, de Thann, Cernay et autres lieux, dont ils furent, l'un président, l'autre secrétaire. Élu curé constitutionnel de Türckheim, Poujol fut, pendant tout le temps qu'il y passa, une cause permanente de trouble. L'un des premiers aussi, il abdiqua la qualité et les fonctions de prêtre, et alla rejoindre d'Aigrefeuille à Guebwiller, où il ne cessa, même après le 9 thermidor, d'agiter cette commune par ses menées. Il finit cependant par moins faire parler de lui et revint à Colmar, où il est décédé à l'âge de 81 ans, en 1822.

PROBST (*Mathieu*), de Rouffach, était, en 1790, secrétaire du bureau des impositions. Au mois d'août 1792, il fut nommé greffier du tribunal civil, et, quelque temps après, membre du directoire du district de Colmar. Hérault le fit entrer dans la nouvelle administration départementale qu'il venait de créer. Il y fut maintenu, lors des épurations faites par Fousse-

doire, en germinal an II, et par Bailly, en ventose an III. Au mois de messidor suivant, le représentant Richou le nomma juge au tribunal civil de Colmar.

PROBST (*Melchior*), frère du précédent, avocat avant 1789 ; juge de paix à Thann, en 1790 ; membre du conseil général du district de Belfort, en 1792. A cette époque, il fut nommé juge au tribunal militaire ambulant près l'armée du Haut-Rhin. Dans la suite, Probst reprit ses fonctions de juge de paix à Thann, qu'il exerça pendant de longues années. Il est mort, en 1814.

RAPINAT (*Jean-Jacques*), né à Colmar, en 1752, avocat au Conseil souverain d'Alsace, avant la révolution. L'assemblée électorale tenue à Belfort, le 11 novembre 1792, sous la présidence de l'évêque Arbogaste Martin, élut Rapinat président du tribunal criminel du Haut-Rhin. Au mois de germinal an II (avril 1794), il fut remplacé dans ces fonctions par Boucta. Sous le Directoire, Rapinat, qui était beau-frère de Reubell, remplit en Suisse une mission, qui souleva contre lui de vives récriminations. Ces griefs étaient-ils fondés ? M. de Golbéry assure qu'il revint de Suisse plus pauvre qu'il n'y était allé, et qu'il a été bien injustement calomnié. Une pareille garantie, venue de si haut, nous suffit, quelles qu'aient pu être d'ailleurs les causes de l'antipathie que cet homme a toujours inspirée à ses concitoyens. Juge à la cour de justice criminelle du Haut-Rhin, en l'an XIII ; conseiller à la Cour impériale, de 1811 à 1816, Rapinat est mort à Sigolsheim, au mois de mai 1817.

REUBELL (*Jean-François*), né à Colmar, en 1747. La biographie de cet homme politique a été assez souvent écrite : nous nous bornerons à résumer l'état de ses services. Bâtonnier de l'ordre des avocats, en 1789 ; député aux Etats-généraux par les bailliages réunis de Colmar et de Schlestadt ; procureur-général-syndic du département du Haut-Rhin, en 1790 ; élu, en 1791, membre de la Convention nationale. — En mission aux armées, à l'époque du jugement de Louis XVI, Reubell adhéra par écrit à la condamnation de ce malheureux prince. — Président de la Convention, en décembre 1794 ;

entré aux Cinq-cents, en 1795 ; membre du directoire exécutif, jusqu'en mai 1799. Élu au Conseil des Anciens, Reubell se retira des affaires publiques, après le 18 brumaire, et mourut presqu'ignoré, à Colmar, le 23 novembre 1807.

RICHERT (*Marc-Antoine*), né en 1765, était notaire avant la révolution. Il devint procureur, puis agent national de la commune de Colmar, quand, en 1792, Sébastien Simon eut remplacé de Salomon comme maire. A cette époque, le conseil général de la commune avait été presqu'entièrement renouvelé. Pendant tout le temps de son exercice, aux plus mauvais jours de la Terreur, on ne trouve, dans le registre de ses délibérations, pas une mesure, pas une motion révolutionnaire, dans le mauvais sens de ce mot. La police, les subsistances, les hôpitaux, les prisons, étaient l'objet des préoccupations constantes de cette administration. Pleine de compassion pour les détenus et pour leurs familles, elle poussait jusqu'à l'importunité ses réclamations et ses demandes d'élargissement. En 1795, Richert fut nommé par le département, commissaire près l'administration municipale. Sous l'empire, il fut appelé aux fonctions de maire à Colmar, qu'il exerça pendant longtemps. Marc-Antoine Richert est mort à Wihr-en-Plaine, au mois d'avril 1837.

RITTER (*François-Joseph*), né à Huningue, en 1758 ; avocat au Conseil souverain, en 1789 ; juge au tribunal du district d'Altkirch, en 1790. Il fut successivement élu député à l'assemblée législative, puis à la Convention nationale, où il vota la mort du roi. Au mois de juin 1792, il fut envoyé en mission dans le département du Haut-Rhin. De concert avec ses collègues Laurent et Ferri, il prit un arrêté qui prohibait la circulation du numéraire, dans le but de relever le cours des assignats. Cet arrêté ne fut pas approuvé par la Convention. En l'an III, il fut élu au conseil des Cinq-cents. Appelé par le Directoire exécutif, comme juge au tribunal de cassation, Ritter en sortit, après le 18 brumaire. Dans la suite, il accepta les fonctions de procureur impérial à Altkirch, qu'il exerça jusqu'à sa mort, en 1809. — M. de Golbéry a rapporté de lui un fait dont nous n'avons pu vérifier l'exactitude, mais qui est trop honorable pour ne pas mériter d'être rappelé, toutes

les fois que l'occasion s'en présentera. A l'époque où Euloge Schneider se proposait de visiter le Haut-Rhin, avec son tribunal ambulatoire, Ritter se présenta au comité de salut public, et, agitant un poignard : « Je vous préviens, s'écria-t-il, que si Schneider se présente dans le Haut-Rhin, et s'il y fait tomber un seul cheveu, ce poignard s'en vengera sur vous. »

ROESCH aîné (*Jean-François-Reinhardt*), né à Türckheim, homme de loi, vivant du produit de ses terres, au moment où éclata la révolution. Membre du département, en 1792 et années suivantes, il fut appelé à Paris, au mois de janvier 1795, pour remplir les fonctions de juré au tribunal révolutionnaire. Lors de la mise en vigueur de la Constitution de l'an III, Roesch aîné devint commissaire du directoire exécutif près l'administration centrale du département. Il a longtemps rempli les fonctions de conseiller de préfecture, à Colmar. Roesch aîné est mort à Türckheim, à l'âge de 83 ans, au mois de décembre 1831.

ROSSÉE (*Jean-François-Philibert*), de Belfort ; élu procureur-syndic du district, en 1790 ; confirmé dans ces fonctions par Hérault. Quand Foussedoire procéda, au sein de la Société populaire, à l'épuration des autorités établies par le *conspirateur* Hérault, Rossée fut maintenu comme agent national du district de Belfort. Il en fut de même, lors de l'épuration faite, au mois de ventose an III (mars 1795), par les soins du représentant Bailly. Vivement attaqué à la tribune de la Convention par le député Lesage (d'Eure-et-Loire), Rossée donna sa démission. On refusa de l'accepter, mais il fut envoyé à Delémont, comme agent national du district. En l'an III, le corps électoral le nomma au Conseil des Anciens. Après avoir rempli plusieurs mandats législatifs, Rossée devint, en 1811, président de chambre à la Cour impériale de Colmar, mais il fut remplacé en 1816. Il est mort à Giromagny, au mois de septembre 1832.

RUDLER l'aîné (*François-Joseph*), né à Guebwiller, en 1757, était avocat au Conseil souverain d'Alsace, depuis 1788. Peu de carrières ont été aussi dignement remplies que celle de cet éminent citoyen. Membre de l'assemblée législative, en

1791, il fut élu, l'année suivante, député suppléant à la Convention nationale. Depuis 1790, Rudler ne cessa de faire partie, soit au district de Colmar, soit au département, de l'administration du Haut-Rhin, dont il fut constamment un des membres les plus actifs et les plus éclairés. Il rendit notamment les plus grands services, en qualité de commissaire civil aux armées. Élu deux fois haut-juré national par le département du Haut-Rhin, il devint successivement vice-président du tribunal criminel de la Seine et membre du tribunal de cassation. Au mois de brumaire an VI, Rudler fut chargé d'organiser en départements les pays compris entre Meuse et Rhin, et Rhin et Moselle. Ces provinces ont longtemps gardé le souvenir de l'intelligence et de la haute intégrité avec lesquelles il remplit cette délicate mission, bien qu'il eût été investi de pouvoirs presque dictatoriaux. Après avoir, en l'an VII, rempli les fonctions de commissaire civil près l'armée du Danube, il fut appelé successivement aux préfectures du Finistère et de la Charente. A dater de la Restauration, Rudler rentra dans la vie privée. Il est décédé, à Strasbourg, le 13 novembre 1837.

RUE (DE LA), curé de Huningue, fut, pendant plusieurs années, un vrai brandon de discorde dans cette ville. Après la suppression du culte catholique, il se fit le grand pontife du temple de la Raison. Il était, en même temps, agent national de la commune et, en cette qualité, il persécuta et fit arrêter les citoyens les plus honorables, tels que Blanchard, notaire, Sartory et Nicolas Ritter. Pour mettre un terme à ses excès et à ses intrigues, le représentant Foussedoire le fit, au mois de floréal an II, arrêter et transférer à Langres, où il fut, dit-on, assommé ou lapidé par le peuple, qu'il essaya, un jour, de soulever.

SALOMON (DE) (*Étienne-Ignace*), né en 1745, à Colmar. Second président au Conseil souverain d'Alsace, il fut élu maire, au mois de février 1790. Quelques mois après, il procédait, en cette qualité, à l'apposition des scellés sur les portes du palais et sur les papiers du Conseil souverain, qui venait d'expirer. Au mois d'août 1792, il fut appelé à remplir les fonctions de haut-juré à la haute cour nationale d'Orléans. La part qu'il prit à tous les événements de cette époque, lui

aliéna ses anciens collègues, mais, en revanche, lui épargna les rigueurs dont ils furent plus tard victimes. Au mois de ventose an II, cependant, il fut arrêté par les ordres du représentant Baudot, parce qu'il avait remplacé les portraits des magistrats, ses ancêtres, qui décoraient son salon, par des tableaux figurant des singes, qui étaient, disait-on, la caricature de certains Représentants et autres notabilités de l'époque. Moins de trois mois après son arrestation, il fut élargi, grâce à l'intervention du district et de la Société populaire de Colmar. En 1795, de Salomon devint président du tribunal civil, puis juge au tribunal d'appel, lors de la réorganisation judiciaire. Il est mort conseiller à la Cour royale, en 1818.

SCHIRMER (*Dominique*), né à Landser, en 1736 : avocat au Conseil souverain, en 1789 ; membre du directoire du district de Belfort, depuis 1790. Au mois de mars 1795, le représentant Bailly l'appela à l'administration départementale, mais il refusa. Dans la suite, Dominique Schirmer fit partie du Corps législatif. Il était directeur des droits réunis, à Colmar, quand il mourut, au mois de février 1805.

SCHIRMER (*Jean-Baptiste*), avocat au Conseil, fut nommé au directoire du district de Colmar, en 1790, et chargé de suppléer Albert, membre de l'assemblée constituante, comme procureur-syndic. En 1792, il devint commissaire du roi, près le tribunal criminel, fonctions qui furent supprimées après le 10 août. Les années suivantes, nous retrouvons Jean-Baptiste Schirmer officier municipal à Colmar et souvent chargé par l'administration de missions de tous genres, dont il s'acquitta avec succès. La plus délicate de toutes fut, sans contredit, l'instruction de la malheureuse affaire de Gundolsheim, en 1793, qui lui attira de nombreuses inimitiés. Dans la suite, Jean-Baptiste Schirmer se retira, comme maire, à Roufflach, son lieu natal ; il y est mort au mois d'octobre 1813.

SCHIRMER (*Jean-Louis*), né à Colmar, avocat au Conseil souverain d'Alsace, depuis 1771. Il était juge au tribunal du district de Colmar, quand l'assemblée électorale du Haut-Rhin le nomma député à la législative. Il y fit preuve de

toutes les qualités qui devaient, un jour, illustrer sa carrière. Au mois de messidor an III (juin 1795), il fut nommé président du tribunal criminel du Haut-Rhin, puis du tribunal d'appel, lors de la réorganisation judiciaire. Il est mort premier président de la Cour impériale de Colmar et baron d'empire, à l'âge de 75 ans, le 25 décembre 1814.

SIMON (*Sébastien*) né à Colmar, en 1749, était procureur au Conseil souverain d'Alsace, avant la révolution. En 1792, il remplaça de Salomon, comme maire de Colmar. Lors de la mise en vigueur de la Constitution de l'an III, il fut nommé commissaire du directoire exécutif près les tribunaux civil et criminel du Haut-Rhin. Sébastien Simon est mort, sous l'Empire, préfet du département de la Roër.

THÜRNINGER (*Joseph*), né à Colmar, en 1752, membre du Magistrat avant la révolution ; juge de paix, en 1792. Il fit partie, pendant plusieurs années, du directoire du district. Lors de la nouvelle organisation judiciaire, Thürninger devint juge au tribunal criminel. En 1811, il fut nommé conseiller à la Cour impériale ; mais l'institution royale lui fut refusée, en 1816. Il est mort, conseiller honoraire à la cour royale, au mois de mars 1827.

VIETINGHOFF (*Georges-Michel*), né en 1722, était maréchal de camp à Schlestadt, en 1789. Il fut chargé de diriger les troupes envoyées pour comprimer les troubles qui éclatèrent, à cette époque, dans la Haute-Alsace. L'énergie dont il fit preuve lui attira beaucoup d'ennemis, qui l'accusèrent, bien à tort, de cruauté. En 1790 et 1791, il servit à Colmar, en qualité de lieutenant-général. Il commandait une division à Paris, en 1792, à l'époque où commença le procès du roi. C'est entre lui et Santerre qu'était assis le malheureux monarque, comparaisant devant ses juges. Le général Vietinghoff donna sa démission en 1793, et fut admis au traitement de réforme, en l'an VI.

VOEGEL (*Philippe-Ignace*), né à Türkheim, en 1756, était principal du collège de Colmar. Il fut, avec son sous-principal Arbogaste Martin, l'un des premiers à prêter serment à la

constitution civile du clergé. L'un des premiers aussi, il abdiqua, dans la suite, la qualité et les fonctions de prêtre. En 1790, Voegel fut élu membre du conseil général du département. Lors des troubles religieux qui éclatèrent à Türrckheim, il y fut envoyé, en qualité de commissaire, avec de la force armée, pour rétablir l'ordre. Après avoir exercé, pendant de longues années, les fonctions de maire à Türrckheim, Voegel décéda le 11 janvier 1835. Avant de mourir, il rétracta le serment qu'il avait prêté, dans le temps, et se réconcilia avec l'Eglise, qu'il avait tant affligée par ses écarts.

WÆLTERLÉ (*Jean-Pierre*), avocat reçu au Conseil souverain d'Alsace ; en réalité, cultivateur à Heimsprung, où il est né, en 1761. Membre du directoire du département, en 1790, il fut nommé député à l'assemblée législative. Après le 10 août, il resta éloigné des affaires publiques, jusqu'au mois de germinal an II. A cette époque, le représentant Fousseidoire le fit rentrer dans l'administration départementale du Haut-Rhin. Le vœu populaire le maintint dans ses fonctions, lors de l'épuration des autorités, faite, après le 9 thermidor, par le représentant Bailly. Quelques mois après, Richou, qui avait remplacé Bailly, nomma Wæltérlé procureur-général-syndic du département. Un instant, il resta encore éloigné des affaires, comme parent d'émigrés ; mais au mois de vendémiaire an IV, l'assemblée électorale l'élut de nouveau membre de l'administration centrale du département. — Voici les notes secrètes que fournissait sur cet homme de bien, Garnerin, agent du comité de salut public ; il n'était pas possible d'en faire un plus bel éloge : « Wæltérlé, administrateur ; brave, incorruptible et grand ouvrier. Seulement un peu timide et feuillant, à la Législative, uniquement parce qu'il avait juré la Constitution. » Wæltérlé, pendant bien des années, conseiller de préfecture, à Colmar, est décédé le 13 octobre 1831.

YVES (*Philippe*), né à Colmar, en 1751, était, en 1789, conseiller du roi et son procureur au siège de la maréchaussée d'Alsace. Il dirigea les poursuites dont furent l'objet les individus compromis dans les troubles de la vallée de St-Amarin, qui furent jugés prévotalement. En 1792, Philippe Yves fut

nommé accusateur public près le tribunal criminel, par l'assemblée électorale du Haut-Rhin. Ces fonctions, qu'il exerça pendant tout le cours de la Terreur, lui furent continuées après le 9 thermidor, à la suite d'épurations successives, ce qui prouve que, s'il eut à remplir une tâche rigoureuse, il s'en acquitta du moins toujours en honnête homme. L'examen des dossiers concernant les prêtres réfractaires, en 1795 et années suivantes, montre avec quels ménagements il procédait dans ces circonstances délicates. Philippe Yves était juge à la cour de justice criminelle du Haut-Rhin, quand il décéda, au mois d'août 1804.

FIN DES NOTES BIOGRAPHIQUES.

TABLE DES MATIÈRES.

AVANT-PROPOS V

CHAPITRE PREMIER.

1789.

Situation de l'Alsace en 1789. — Le peuple des campagnes. — La bourgeoisie des villes. — La noblesse. — Régime des intendants. — Assemblée provinciale d'Alsace. — Convocation des États-généraux. — Rédaction des cahiers. — Vœux exprimés par les cahiers. — Insurrections populaires. — Troubles dans la Haute-Alsace. — Dévastations à Guebwiller. — Poursuite des insurgés. — Conservation des archives de Murbach. — Insurrection contre les juifs. — Troubles à Thann. — Municipalités substituées aux anciens magistrats. — Organisation nouvelle administrative et municipale. I

CHAPITRE II.

1790.

Inquiétudes causées par les changements projetés. — Réclamations au sujet de l'organisation judiciaire. — Ferrette, Huningue, Altkirch. — L'évêché réclamé par Guebwiller. — Mécontentement à Colmar. — La compagnie verte. — Élections. — Agitation à Colmar. — Fête de la fédération. — Organisation des administrations du département et des districts. — Inconvénients du système électif. — Difficultés de la situation. — Esprit des administrations. — Les juifs proclamés citoyens. — Assignats. — Partage des biens communaux. — Retards dans la rentrée des impôts. — Impôt sur les boissons. — Disette générale ; les exportations interdites. — Organisation de la garde nationale. — Envoi de troupes. — Evénements de Nancy. — Affaire de Royal-Liégeois à Belfort. — Mesures contre les exportations. — Les municipalités s'attribuent l'autorité judiciaire. — Dévastations dans les forêts. — Les droits du roi, des seigneurs et du clergé partout méconnus. — Émeutes au Bonhomme et à Wattwiller. — Anarchie dans les communes. — Troubles causés par les élections. — Mouvements à Colmar. — Les membres du département insultés et menacés, —

<u>Suppression du Conseil souverain. — Le directoire du département se retire à Belfort. — Dissolution de la compagnie verte. — Émigrations ; embauchage. — Arrestation du commandant de Rocque et autres. — Suppression des tribus ; l'État s'empare de leurs biens</u>	<u>15</u>
--	-----------

CHAPITRE III.

1791.

<u>Esprit public dans le Haut-Rhin. — Établissement des sociétés populaires. — Formation des bataillons de Volontaires. — Portrait du Volontaire de 1791. — Kléber, Boyer, Mengaud, Offenstein. — Envoi de commissaires dans les départements. — Hérault de Séchelles, Dumas et Foissey, à Colmar. — Affaire du brave Stockmeyer. — Causes diverses de troubles. — Forêts. — Juifs. — Contributions. — Assignats. — Les exportations continuent. — Troubles à Belfort. — L'État s'empare des biens du clergé. — Inventaire des vases et des ornements d'église. — Émeute à Gueborschwihr. — Suppression des ordres religieux. — Constitution civile du clergé. — Élection de l'évêque du Haut-Rhin. — Protestation des évêques de Strasbourg et de Bâle. — Écrits incendiaires répandus dans les masses. — Gobel, puis Martin, élus à l'évêché du Haut-Rhin. — Attitude des ordres religieux. — Clergé constitutionnel. — Installation de l'évêque Martin. — Les églises dépouillées au profit de la cathédrale. — Le clergé refuse de lire aux fidèles le mandement de l'évêque. — Exécution des décrets concernant les ordres religieux. — Troubles à Colmar. — Le département censuré par l'assemblée nationale. — Protestations générales en faveur des religieux. — L'église des capucins accordée, puis retirée aux non-conformistes. — Persécutions des religieuses pour le serment. — Détenus du château de Landsron, en vertu de lettres de cachet. — Les populations refusent les prêtres assermentés. — Violences graves dont ils sont l'objet. — Mesures contre le clergé réfractaire</u>	<u>35</u>
---	-----------

CHAPITRE IV.

1792.

<u>Prêtres insermentés. — Rétractations du serment. — Troubles religieux. — Émigrations et désertions. — Assignats. — Agiotage. — Exportations. — Insurrection militaire à Neuf-Brisach. — Exercice du culte, à Colmar et dans les campagnes. — Suppression des derniers couvents. — Événements de Rouffach. — Meurtre du commissaire Jænger. — Dévastations à Hoch-</u>
--

statt et à Vœgtlinshoffen. — Triomphe des constitutionnels. — Partis en présence. — Patriotes et aristocrates. — Troubles divers, à Turckheim, à Guebwiller. — L'officier municipal Rothé. — Troubles de juillet. — Volontaires nationaux. — Événements du 10 août — Attitude de l'armée. — La patrie déclarée en danger. — Les francs-tireurs de Colmar. — Recrutement. — Suisses et soldats étrangers. — Préparatifs de défense. — Expédition contre Montbéliard. — Demande d'armes à Mulhouse. — Élections à la Convention 68

CHAPITRE V.

1793.

État des frontières, au commencement de la guerre. — Levée de 300,000 hommes. — Dénûment des armées. — Dons patriotiques. — Prisonniers français à l'étranger. — Massacre de Francfort. — Assignats. — Exportations. — Or et argent des églises envoyés à la monnaie. — Églises et couvents mis à la disposition de l'autorité militaire. — Suppression des chapelles. — Prêtres insermentés, exilés ou déportés. — Troubles religieux à Reppe. — Agitation à Belfort. — Désordres à Massevaux. — Rothé, maire de Guebwiller. — Incursions armées dans les communes voisines. — Nouvelles alarmantes du Bas-Rhin. — Levée en masse. — Départ des trois classes. — Réfractaires. — Colonnes mobiles à leur poursuite. — Prise des lignes de Wissembourg. — Réquisitions. — Approvisionnement des armées et des places. — Mesures révolutionnaires. — Dénûment et disette dans les communes. — Réquisitions en fourrages et avoines. — Charrois. — Troupes agricoles. — Cavalerie colmarienne. — Les ouvriers mis en réquisition. — Salpêtre révolutionnaire. — Loi du *Maximum*. — Mesures contre les contrevenants. — Refus des assignats. — Approvisionnement des marchés. — Pénurie de subsistances à Guebwiller. — Larcher, à Lautenbachzell. — Événements de Gundolsheim. — Mort de Rothé. — Agitation, à la suite de ces événements. — Arrestation et évasion de Der-nois. — Il est acquitté par le jury 94

CHAPITRE VI.

1793 (Suite.)

Indiscipline dans l'armée. — Excès commis par les Volontaires. — Camp d'Hésingue. — Désertions nombreuses. — Dénûment des armées. — Men-

gaud, à l'armée du Bas-Rhin. — Détresse du district de Belfort. — Régime de la Terreur. — Esprit contre-révolutionnaire dans le Haut-Rhin. — Effet des mesures anti-religieuses et immorales. — Fêtes civiques. — Arbres de la liberté. — Fête du 10 août, à Colmar. — Acceptation de la Constitution de 93. — Fluctuation des opinions politiques. — Représentants en mission. — Comités de surveillance. — Suspects de Colmar. — Ils sont élargis, repris et transférés à Langres. — Prêtres sexagénaires. — Mission de Hérault dans le Haut-Rhin. — Comité central d'activité révolutionnaire. — Arrêté contre les signes du fanatisme. — Cloches, cimetières. — Résistance à ces mesures. — Les églises sont dépouillées. — Abdications de prêtres. — D'Aigrefeuille et Albert, vicaires épiscopaux. — Attitude du clergé constitutionnel. — Temple de la Raison. — Delâtre à Belfort. — Mesures prises par Hérault. — Organisation du gouvernement révolutionnaire. — Le comité central d'activité révolutionnaire cassé, puis rétabli. — Armée révolutionnaire. — Müller, commissaire civil. — Fin subite de la mission de Hérault. — Tribunal révolutionnaire, à Colmar. — Condamnations capitales. — Bigenwald et Dietlin, de Wolschwiller. — Thomas, prêtre émigré. — Condamnations diverses. — Reprise des lignes de Wissembourg. — Sacrifices du Haut-Rhin. — Beau trait de dévouement. 122

CHAPITRE VII.

1794.

Rentrée des 2^e et 3^e classes. — Service des bords du Rhin. — Attaque près de Chalampé. — Corps de garde nationale mobilisé. — Résistance à cette mesure. — Besoins impérieux de l'armée. — Continuation des réquisitions. — Fraudes commises par les municipalités. — Mesures rigoureuses d'exécution. — Le directoire de Belfort, menacé. — Réquisitions diverses : vêtements, chaussures. — Grains. — Disette générale. — Pain de sections, à Colmar. — Détresse dans le département. — Résistance au recensement des subsistances. — Dénûment des communes de la montagne. — Pillage de convois de grains, à Bergheim. — Impuissance des Représentants à remédier à la misère publique. — Grains de secours accordés au département. — Le quart seulement en parvient au Haut-Rhin. — Dévouement de plusieurs citoyens des Vosges. — Pénurie de denrées, notamment en viande. — L'État se met au-dessus de la taxe et du *maximum*. — Réclamations pressantes du directoire du département. — Médiocrité de la récolte de 1794. — Mesures pour la rentrée et le battage des grains. — Réquisitions en fourrages et avoines. — Voitures et bêtes de trait. — Situation difficile des administrations. — Les lois révolutionnaires ouvertement violées. — On demande l'envoi de Commissions extraordinaires. — Missions de Schneider et de Hérault de Séchelles. — Mesures révolution-

naires à la disposition de l'administration. — Comités de surveillance. — Arrestations ; taxes arbitraires. — Les comités servent les vengeances particulières. — Les prisons se remplissent. — Suspects. — Déportés pour fait d'émigration. — Mesures contre les parents d'émigrés. — Colmariens à l'armée de Condé. — Maisons diverses de détention. — Importation de détenus à Langres et autres lieux du dehors. — Régime intérieur des prisons. — La nation dispose des maisons des déportés et des suspects . . . 152

CHAPITRE VIII.

1794 (Suite.)

Le tribunal révolutionnaire continue à fonctionner. — Condamnation à mort de l'ancien maire de Pfaffenheim. — Création d'une commission extraordinaire par Lacoste et Baudot. — Delâtre en est le président. — Installation de la commission. — Condamnation à mort du commandant Müller. — Élargissement des détenus de Ste-Croix. — Suppression de la commission Delâtre. — Mission de Poussedoire dans le Haut-Rhin. — Élargissement de détenus. — Épuration des autorités. — Renouvellement du tribunal criminel. — Bouct nommé président. — Condamnation à mort d'émigrés rentrés : Léger Dürrig, de Leymen. — Bernard Meyer, de Niedermuespach. — Jacques Weiher, de Wattwiller. — Amand Bernard, prêtre à St-Pierre. — Condamnations à mort pour assignats faux. — Jean Claude Naas, de Dannemarie. — Urs Stimpfling, de Folgensbourg. — Alexis Vasseur, de Nancy. — Sacrifices nombreux du Haut-Rhin. — On rend justice à son patriotisme. — Mort héroïque du jeune Dupont. — Mission de Garnerin. — Il s'applique à dénigrer le département. — Il sollicite l'application des voies de rigueur. — Agiotage sur les assignats. — Mesures proposées par le département. — Echange de cinq millions d'assignats. — Probité des administrateurs. — Leur sollicitude pour les objets d'art. — Casimir Karpf. — Formation des bibliothèques de districts et du musée départemental. — Conservation des archives. — Organisation de l'instruction publique. — Efforts pour propager l'usage de la langue française. — Saisie du *Messager boiteux* de Colmar. — État déplorable des hôpitaux. — Inhumanité des voituriers chargés du transport des malades. — Charité des dames de Colmar. — Grande mortalité. — Mort de l'évêque Martin. — Ses derniers efforts pour le maintien du culte. — Culte de la Raison. — Répugnance des populations. — Programme des fêtes décennaires. — Fêtes civiques. — Fête de l'anniversaire de la prise de la Bastille 178

CHAPITRE IX.

1794 (Suite.)

Société populaire de Colmar. — Lieu de ses séances. — Sa régénération par Hérault. — Elle est diffamée par Garnerin. — Son esprit. — Ses rapports avec Foussedoire. — Fête de l'anniversaire de la mort du roi. — Mariages républicains. — La Société provoque l'élargissement des détenus. — Les citoyennes assistent aux séances. — Une chasse aux souris. — Décadence et fin de la Société. — Situation religieuse du pays. — Quelques communes conservent leurs prêtres. — Culte constitutionnel. — Prêtres faisant l'éducation révolutionnaire de leurs paroissiens. — Exercice du culte dans le Sundgau. — Réunion d'Illfurth. — Mouvement religieux à Batenheim. — Persistance des populations à chômer le dimanche. — Vœgel, à Türckheim. — Profession de foi religieuse dans les villages. — Les agents nationaux des districts dénoncent les prêtres aux Représentants. — Événements d'Hirsingue. — Hentz et Goujon ordonnent l'arrestation de tous les prêtres. — Le général Dièche, dans le Haut-Rhin. — Arrestation des prêtres et de quelques pasteurs protestants. — Mauvais traitements dont ils sont l'objet. — Condition des protestants en Alsace, depuis la révolution. — Réclamations des prêtres patriotes, abjurants ou mariés. — Émeute à Kœstlach. — Fête de l'Être suprême. — Autre arrêté de Hentz et Goujon. — Création d'une Commission révolutionnaire. — Arrestations à Colmar. — Tournée de la Commission dans le département. — Événements du neuf thermidor. — Élargissement des suspects. — Fin de la mission de Garnerin. 207

CHAPITRE X.

1795.

Suites du neuf thermidor. — Fin de la mission de Foussedoire. — Il est remplacé par Bailly. — Épurations des autorités. — Exemples divers. — Réaction thermidorienne. — Désarmement des patriotes. — Réaction dans le district de Belfort. — Le désarmement maintenu par le représentant Richou. — Richou est remplacé par Fricot. — Le département fait cesser le désarmement des patriotes. — Continuation de la guerre. — Service des bords du Rhin. — Réquisitions en tous genres. — Horrible détresse du département. — Insolence des agents du gouvernement envers les autorités. — Menaces de Merlin (de Thionville). — Cherté excessive en toutes choses. — Discrédit complet des assignats. — Échange des cinq millions. — La Convention proclame la liberté des cultes. — Culte décadair. — Décret du 3 ventose. — Les églises interdites aux fidèles. — Ré-

assistance des populations. — Décret du 11 prairial. — Les églises rendues au culte. — Soumission imposée aux ministres du culte. — La constitution civile du clergé, abrogée comme loi de l'État — Rentrée des prêtres insermentés. — Ils font leur soumission. — Prédications violentes de prêtres reclus. — Ils sont arrêtés et détenus. — Les anciens déportés, expulsés de nouveau. — Le décret du 20 fructidor les bannit à perpétuité. — Constitution de l'an 3. — Queue de Robespierre. — On craint le retour de la Terreur. — Les persécutions contre la religion continuent. — Conclusion 234

Notes des chapitres 259

Notes biographiques 271

FIN DE LA TABLE DES MATIÈRES.

